




PANTHÉON SORBONNE
UNIVERSITÉ PARIS 1
ÉCOLE DE DROIT
DE LA SORBONNE

INSTITUT D'ÉTUDES
À DISTANCE IED

Licence I en Droit

semestre 1 - année 2025-2026

Sciences Economiques

Document de travail intégral compilé par edmond pour renta





UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

INSTITUT D'ÉTUDES À DISTANCE
DE L'ÉCOLE DE DROIT DE LA SORBONNE

Sciences économiques

Retranscription écrite des audios

Document établi par Frédéric-Jérôme Pansier

Licence 1 en Droit
Année 2025-2026 - semestre 1

Sciences économiques

Retranscription écrite des audios

Document de travail établi par Frédéric-Jérôme Pansier

Licence 1 en Droit
Année 2025-2026 - semestre 1

Le présent support

Ce document ne remplace en aucun cas les documents audio mis à votre disposition sur la plateforme.

Pour rappel, les étudiants ont à leur disposition plusieurs types de supports de cours.

- Les **documents de travail** par chapitre,
- Les **enregistrements audios**.

Des **bulletins de liaison** fourniront des conseils de travail, des comptes rendus des webconférences, une actualisation du cours.

L'enseignement dispensé a pour **support principal** des cours audio. Ces cours enregistrés sont comparables à l'enseignement magistral donné à la faculté avec pour différence majeure qu'ils peuvent être écoutés sans limite et en tout lieu. Ils doivent donc être utilisés comme le serait un cours magistral et pourront être pris en note si cet exercice apparaît comme un soutien à la compréhension de la matière et à l'acquisition requise des connaissances.

Comme tout étudiant en droit, vous pourrez également vous appuyer sur les manuels conseillés.

Nous avons cherché à rapprocher votre situation de celle d'un étudiant du régime présentiel et à vous donner, à travail équivalent, des chances égales lors de l'examen. À cette fin, le présent fascicule vient à l'appui des cours audio avec lesquels il forme un tout. Outre les conseils de méthode et indications bibliographiques générales, il comporte des extraits de textes bruts et de jurisprudence dont il convient de prendre une connaissance directe et vous renvoie à la lecture de textes spécifiques.

Table des matières

Introduction générale.	7
Première partie- Histoire de la pensée économique	10
Introduction	10
Titre 1. La Doctrine Mercantiliste	11
Chapitre 1 - Présentation	11
Chapitre 2 - L'objectif	13
Chapitre 3 - Le contenu	13
Chapitre 4 - La portée actuelle de la doctrine Mercantiliste.	14
Titre 2. Les Physiocrates	15
Chapitre 1 - Présentation	15
Chapitre 2. La naissance de l'économie politique Passage de la politique économique à l'économie politique	16
Chapitre 3. La production agricole comme source unique de richesses .	16
Chapitre 4 - Le Tableau économique de Quesnay (1758)	16
Chapitre 5. Les apports théoriques	18
Chapitre 6. Actualité de la doctrine physiocratique malgré le postulat de la primauté de l'agriculture	19
Titre 3. L'école Classique.	19
Chapitre 1 - Présentation	19
Chapitre 2. Adam Smith	20
Chapitre 3. Thomas Robert Malthus	23
Chapitre 4. David Riccardo (1772-1823).	24
Chapitre 5. Comparaison des théories sur la valeur des marchandises (Smith/Riccardo/Say)	24
Chapitre 6. La répartition des revenus	26
Chapitre 7 - L'équilibre ou la surproduction	29
Chapitre 8 - La croissance économique ou la stagnation	30
Titre 4 - Karl Marx	31
Chapitre 1 - Présentation	31
Chapitre 2 - La valeur des marchandises	31
Chapitre 3 - La répartition capitaliste - Force de travail et plus-value .	32
Chapitre 4 - Accumulation de capital - Croissance -	35
Titre 5. L'école Néoclassique	36
Chapitre 1 - Introduction historique	36
Chapitre 2 - L'approche Néoclassique	38
Chapitre 3 - La théorie de la valeur	40
Chapitre 4 - Les modèles d'équilibre représentatifs de la théorie Néoclassique. . .	42
Titre 6. La révolution Keynésienne	45

Titre 7. Les néo keynésiens.	52
Chapitre 1. Le néo keynésianisme	52
Titre 8. Les libéraux	54
Chapitre 1. L'école autrichienne	54
Chapitre 2. Friedrich Hayek	54
Partie 2 – Histoire de la politique économique et économie politique (depuis 1929)	56
Deuxième partie. Histoire de la politique économique et économie politique.	56
Titre 1 - La grande crise des années 30.	56
Chapitre 1 - Les manifestations de la crise	56
Chapitre 2 - Les interprétations de la crise et les politiques mises en œuvre	58
Chapitre 3 - Les explications théoriques de la crise.	59
Titre 2. Les trente glorieuses.	61
Chapitre 1. La situation en 1945	61
Chapitre 2. - Le nouvel ordre économique et politique mondial.	62
Chapitre 3. La description de la croissance économique	66
Chapitre 4. La croissance économique exceptionnelle en France.	69
Chapitre 5. La fin du système monétaire international de l'étalon de change or	72
Titre 3. Premier cycle - La seconde moitié des années 70.	74
Chapitre 1. La rupture de 1974-1975	74
Chapitre 2. La phase de redressement	74
Chapitre 3. La situation à la fin des années 70.	74
Chapitre 4. L'inflation et la chute de la croissance	75
Chapitre 5. Le retour de la croissance	75
Titre 4 - Deuxième cycle - Les années 80	76
Chapitre 1. La rupture en 1980	76
Chapitre 2. La phase d'expansion	76
Chapitre 3. La situation à la fin des années 80	76
Chapitre 4. La politique monétariste de lutte contre l'inflation	77
Chapitre 5. Le retour d'une croissance sans inflation	77
Conclusion.	77
Titre 5 - Troisième cycle - Les années 90	78
Chapitre 1. EU et RU	78
Chapitre 2. Allemagne et France	78
Titre 6- Quatrième cycle - 2001-2007.	80
Chapitre 1. EU ET RU	80
Chapitre 2. Allemagne et France	81
Chapitre 3. Le Japon	81
Chapitre 4. Interprétation de ces évolutions.	81
Chapitre 5. La crise des subprimes de 2007.	83
Titre 7 - Les crises actuelles - 2008-2014	84
Chapitre 1. La crise financière de 2008 et la dépression économique	84
Chapitre 2. La dépression économique 2008 à 2014	86

Chapitre 3. La récession de 2009	88
Chapitre 4. La fin de la crise en 2010.	89
Titre 8- La crise du capitalisme financier depuis 2008	93
Chapitre 1 La crise du modelé de croissance domine par la finance .	94
Chapitre 2. La crise du modelé de croissance inégalitaire	94
Chapitre 3. La crise de la croissance mondialisée	95
Titre 9. La France de 2016 à 2019	95
2016	95
2017	96
2018	98
2019	101
2020	101
2021	102
Perspective 2022	103
Titre 10. La crise du Coronavirus (2020-2022) et ses conséquences économiques.	103
Titre 11. Le conflit entre l’Ukraine et la Russie et ses conséquences économiques (2022-).	105

Introduction générale

1. Science économique

La science économique consiste à étudier et à décrire les mécanismes de l'Économie. Plusieurs approches de cette science sont possibles : soit concevoir cette science comme une logique explicative, soit tenter de découvrir au travers de l'histoire les leçons et les règles de l'économie, soit enfin envisager l'économie par le recours aux concepts de la statistique et de la mathématique.

Aucune de ces approches n'est satisfaisante en soi. Ainsi, pour la logique explicative, trouver un lien entre la croissance et le chômage signifie-t-il obligatoirement qu'une forte croissance est la condition nécessaire et suffisante de la disparition du chômage ? La réponse est non car l'on sait aujourd'hui qu'il existe un taux de chômage « résiduel », en dessous duquel il est impossible de descendre.

Pour l'approche historique, il convient de s'interroger sur la pertinence des remèdes proposés par J. M. Keynes en 1936 pour les appliquer à la situation actuelle en 2016. Là encore, une réponse négative s'impose, tant et si bien que des théories néo-keynésiennes sont venues adapter ou mettre à jour les lignes fondatrices de Keynes. Près d'un siècle a passé depuis ces constructions théoriques : quel chirurgien déciderait aujourd'hui d'opérer un malade sur le fondement d'un traité datant de plus d'un siècle ? Le génie est indiscutable, mais il connaît lui aussi une péremption.

Pour les données statistiques et mathématiques, il est indéniable que ce sont de formidables outils pour l'étude de l'économie. Toutefois, il ne faut pas oublier que la main de l'homme demeure et que les modèles statistiques ou mathématiques ne sont que le reflet des faiblesses de l'homme.

Ces trois lignes d'étude doivent être en permanence combinées et mises en concurrence. C'est de leur confrontation que naît la richesse de la réflexion économique.

2. Science économique, économie politique et politique économique

Les termes de science économique, économie politique et politique économique ne sont pas synonymes.

Nous l'avons dit, la science économique est une réflexion à partir de raisonnements logiques (autrement dit de théories), d'études historiques et d'outils mathématiques ou statistiques. Autrement dit, je connais la science économique parce que j'ai étudié les grandes doctrines classiques et les adaptations modernes, parce que je connais l'histoire économique d'un pays ou du monde ou parce que je sais maîtriser certains outils.

La politique économique et l'économie politique sont des sciences d'action.

La politique économique est exclusivement tournée vers l'action. Elle se définit comme un ensemble de mesures proposées au souverain et destinées à être mises en application par l'État ou ses dirigeants. Par exemple, si je suis le conseiller économique du Président de la République, ce dernier peut me demander quelles sont les mesures propres à réduire le chômage ou à relancer l'économie.

Au contraire de la politique économique (définie comme les conseils qu'un économiste peut donner à un dirigeant sur les mesures économiques à prendre en fonction des buts recherchés), l'économie politique est une analyse explicative des mécanismes économiques.

Cette analyse a deux objectifs : d'une part, aider à la prise de décisions de nature économique (l'économie politique est le socle nécessaire de la politique économique) et, d'autre part, expliquer les mouvements économiques du passé. L'économie politique tente, à partir des doctrines économiques, de comprendre l'évolution économique d'un pays et d'en déduire une politique économique pour le présent.

Il convient d'observer que les trois termes n'ont pas le même usage : sur la base d'une doctrine économique (science économique), l'Union européenne avait posé des objectifs d'économie politique (réduction des déficits). Cela entraîne une politique économique (déficit étatique fixé à un maximum de 3 %) de l'Union, ce qui limite la politique économique de chacun des pays membres.

3. Plan

La science économique suppose la connaissance préalable des grandes doctrines économiques : ce sera l'objet de la première partie.

Elle suppose, en second lieu, que ces théories économiques soient passées au crible de l'évolution du monde et de l'histoire économique, ce sera l'objet de la seconde partie.

Bibliographie

Première Partie : Histoire de la pensée économique

- Jean Marie ALBERTINI et Ahmed SIHEM, *Comprendre les théories économiques*, coll. Points, Seuil, 4^e éd. 2014.
- Jean-Marc DANIEL, *Histoire vivante de la pensée économique*, Pearson, 2^e éd., 2014; *Petite histoire iconoclaste des idées économiques*, Agora, 2016.
- Henri DENIS, *Histoire de la pensée économique*, PUF, coll. Quadrige, 2016.
- Nicolas GUERRERO, *Histoire de la Pensée économique en 60 auteurs*, Ellipses, 2016.
- Robert L. HEILBRONER, *Les grands économistes*, coll. Points, Seuil, nouvelle éd. 2014.
- Donald MARRON, *3 minutes pour comprendre les 50 plus grandes théories économiques*, Le Courrier du Livre, 2011.
- Michael STEWART, *Keynes*, coll. Points, Seuil.
- Alain MINC, *Une sorte de diable : les vies de JM Keynes*, Grasset, 2007

Seconde Partie. Histoire de l'Économie de 1930 à nos jours

- Nicolas GUERRERO, *Histoire Économique et Sociale de la France du XVIII^e siècle à nos jours*, (9 juillet 2013).
- OFCE, *L'économie française 2021*, Éditions La découverte, coll. Repères.
- CEPII, *L'économie mondiale 2021*, Éditions La découverte, coll. Repères.

Première partie- Histoire de la pensée économique

Introduction

L'origine du savoir économique remonte à la nuit des temps. Le « code » d'Hammourabi (vers 1730 av. J.-C.), la Bible (parabole des sept vaches grasses et sept vaches maigres) portent les traces des premiers principes d'économie.

Le premier ouvrage consacré à l'économie, intitulé L'Économique, est celui de Xénophon (430 à 355 av. J.-C.) est un traité de l'économie domestique, nous dirions aujourd'hui la micro-économie; son autre ouvrage, intitulé Les revenus de l'Attique, explique comment lutter contre la pauvreté tout en assurant la richesse de la ville d'Athènes. Comme il est un disciple de Socrate, son ouvrage est écrit sous forme de dialogue comme le fera par la suite Platon. Pour Xénophon, l'épargne dépend de la consommation.

Platon (428 à 347 av. J.-C.) et Aristote (384 à 322 av. J.-C.) présentent des « lois » économiques. Deux ouvrages de Platon traitent de l'Économie : La République et Les lois. Ce sont des partisans de l'État, qui condamnent le prêt à intérêt, le commerce, la poursuite de la richesse. Pour Platon, la cité doit fixer les conditions qui président à la circulation de la monnaie. La monnaie est une « nomisna », le fruit d'une décision (« nomos ») juridique.

Aristote, quant à lui, aborde trois questions économiques : la distinction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, la nature de la monnaie et le prêt à intérêt.

L'Église catholique, et notamment Saint Thomas D'Aquin, reprend cette pensée qui dominera le monde occidental jusqu'à la fin du Moyen-âge. La condamnation de l'intérêt, et donc du prêt à intérêt, est une constante de la foi catholique et de l'islam. De même, est partagée l'idée que certaines prestations ne sont pas rémunérées; le prestataire, avocat ou médecin, doit être honoré avec des « honoraires », qui sont davantage le signe d'une dévotion que la contrepartie d'un travail.

La découverte du Nouveau Monde et la Renaissance au XVI^e siècle amènent la formation d'un capitalisme marchand et la naissance d'un nouveau savoir économique : la doctrine Mercantiliste (section 1).

Au milieu du XVIII^e siècle, les Physiocrates sont à l'origine de la première théorie économique, car ils proposent un discours qui se veut explicatif du fonctionnement global de l'économie : contemporains de la révolution agricole anglaise, ils privilégient l'importance de la croissance dans l'agriculture (section 2).

La première révolution industrielle et la formation d'un capitalisme manufacturier, à partir de la fin du XVIII^e siècle, s'accompagnent de l'émergence de la première école de pensée, celle des Classiques, dont David Ricardo est le principal théoricien (section 3).

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Karl Marx, contemporain de l'explosion du capitalisme industriel, élabore son discours économique, social et politique (section 4).

À la suite de la grande crise de 1929, les idées révolutionnaires de Keynes vont prendre le pas sur les économies du monde (section 5).

Ces différentes théories économiques vont être reprises sans oublier de présenter les interprétations modernes de ces doctrines. En effet, chacune de ces doctrine n'a pas qu'une valeur historique : elle à pour destinée de renaître à différents moments de notre ère, et cette renaissance permet d'expliquer les mécanismes et crises contemporains.

Titre 1. La Doctrine Mercantiliste

Chapitre 1 - Présentation

Le nom de « mercantiliste » sert à regrouper une série d'écoles de pensée économique nationale qui se sont échelonnées entre 1500 et 1750.

Il ne s'agit pas d'économie pure mais de politique économique : les mercantilistes cherchent à influencer la décision de mesures économiques par les gouvernants. Ils ne sont pas dans une tentative d'explication de l'économie. Les Mercantilistes sont des praticiens, ministres, magistrats ou conseillers du souverain, concernés par l'accroissement des échanges commerciaux internationaux consécutifs à la découverte du Nouveau Monde. Ils critiquent, ils affirment, ils recommandent. Le groupe est hétérogène, mais cette diversité n'empêche pas le partage d'un certain nombre d'idées communes.

La finalité de cette doctrine économique est d'augmenter le pouvoir du souverain et la puissance de l'État. Le moyen proposé est d'augmenter la richesse économique de cet État. L'idée selon laquelle la puissance politique d'un État passe par la puissance économique de cet État est totalement nouvelle. Elle signifie que l'économie est devenue indépendante de la morale et supérieure au politique, puisque désormais la puissance économique d'une nation expliquera sa puissance politique.

Section 1. Les mercantilistes espagnols ou bullionistes

À l'origine, le discours Mercantiliste est lié à la découverte de l'or dans les nouveaux mondes par les conquistadors. L'idée est simple : la richesse se mesure à la quantité d'or accumulée. La soif de l'or des Conquistadors traduisait cette avidité du fabuleux métal, l'or, signe de la richesse.

Il est aujourd'hui avancé que les grands auteurs espagnols (Ortiz, Olivares ou Mariana) se sont inspirés des écrits des économistes arabes Ibn Khaldoun et El Makrizi.

De nombreux épargnants croient encore aujourd'hui dans l'or, comme unique moyen de s'enrichir. La fascination pour ce métal explique la tentation d'ancrer une monnaie à un référent or.

Section 2. Le mercantilisme français ou colbertisme

Cette doctrine est donc née en Espagne et au Portugal à la fin du XVI^e siècle, au temps des grandes conquêtes. Elle est à son apogée en France au XVII^e siècle.

C'est dans cette catégorie que l'on range les agrairiens Olivier de Serres (1539 à 1619) ou Sully (1560 à 1641).

Jean Bodin (1530 à 1569) est le premier à avoir noté le lien entre hausse des prix et abondance de la monnaie. Quand on injecte de l'argent dans le système économique, les gens ont plus d'argent en poche et veulent acheter plus de biens et de services ; par conséquent, il y a trop d'argent et pas assez de produits, donc les prix augmentent.

Antoine de Montchrestien en est un représentant éloquent : son *Traité d'économie politique, dédié au Roi et à la Reine mère du Roi* (1615) fait de lui l'inventeur de l'économie politique.

Cette école comprend aussi Barthélemy de Laffemas, Colbert et Vauban.

Section 3. Les mercantilistes anglais ou commercialisme

L'idée fondamentale est que le commerce extérieur est la clé de la richesse des nations par l'abondance des monnaies. Ses représentants les plus célèbres sont Thomas Gresham (1519 à 1579), Josiah Child (1630 à 1699), William Petty (1623 à 1687), Thomas Mun (1571 à 1641), Grégory King (1648 à 1712) et Gérard Malynes (1586 à 1641).

C'est le temps des « lois » économiques à vocation universelle :

- Loi de Gresham : La mauvaise monnaie chasse la bonne.
- Loi de Child : Lorsque les approvisionnements sont chers, les gens sont riches ; lorsqu'ils sont bon marché, les gens sont pauvres.
- Loi de Petty : il faut abaisser les salaires pour diminuer le chômage volontaire.
- Loi de King : L'accroissement de la production de biens alimentaires par l'agriculture suscite une baisse plus que proportionnelle des prix de cette production.
- Bernard de Mandeville (1670 à 1733) justifie le libéralisme économique par sa fable des abeilles. La signification réelle de ce texte reste controversée jusqu'à aujourd'hui. Friedrich Hayek vit en lui un précurseur du libéralisme économique tandis que Keynes mit en avant la défense de l'utilité de la dépense.
- Gérard de Malynes est un négociant anglais, expert en commerce extérieur, est convaincu qu'il faut restreindre les sorties d'or pour éviter que la monnaie ne perde de sa valeur.
- Le grand mercantiliste anglais Thomas Mun considère qu'il faut simuler les exportations et freiner les importations en encourageant la consommation intérieure.

Ce mercantilisme anglais est le plus proche du Keynésianisme.

Section 3. Le néomercantilisme

L'idée d'un interventionnisme de l'État cède la place à un « ordre naturel ». Thomas Hobbes (1588 à 1679) reste fidèle à l'État gendarme. Pierre le Pesant de Boisguilbert (1646 à 1714) réfléchit à poursuivre la présentation de l'économie sous forme de tableau général. Richard Cantillon (1680 à 1734) introduit la notion de vitesse de circulation de la monnaie. Le banquier John Law (1671 à 1729) a inventé la banque moderne, qui ne garantit plus l'émission de billets par des métaux précieux mais par les dépôts opérés par les clients.

Section 4. Les mercantilistes allemands ou caméralistes

Ce sont des spécialistes du trésor public, à l'origine de l'école historique allemande. Schumpeter a réhabilité les travaux de cette école et a loué les travaux de Johann Heinrich Gottlieb Von Justi (1717 à 1771) sur la courte et longue période en économie.

Chapitre 2 - L'objectif

Il est d'obtenir l'enrichissement de tous. Une phrase d'Antoine de Montchrestien est particulièrement éclairante. « *Le bonheur des hommes consiste principalement dans la richesse et la richesse dans le travail. Et l'État doit intervenir pour favoriser cet accroissement de richesses* ». Cette phrase a une double signification.

1° La richesse ou l'aisance matérielle devient la valeur suprême. La finalité de la vie sociale est désormais économique, c'est **l'enrichissement**. Le Mercantilisme exprime ainsi la nouvelle mentalité de la Renaissance, celle des Temps Modernes, celle du bourgeois capitaliste dont l'objectif est de gagner toujours plus d'argent. Pour ce faire, la production de richesses doit augmenter. Cela suppose que tous travaillent, que la production de marchandises augmente ainsi que leur vente par les marchands. Les Mercantilistes estiment que le commerce est l'activité la plus importante parce que les manufactures travaillent pour elle. Cette logique de la croissance connaît aujourd'hui un contraire : les économistes de la « décroissance » pensent au contraire que le bonheur de l'homme passe par le retour à la terre et la diminution de la consommation et de la production.

2° Comme le souverain recherche le bonheur de ses sujets, il doit intervenir pour faciliter cet accroissement de richesses en stimulant la production de marchandises et leur vente, et notamment l'exportation de ces marchandises.

L'accroissement des profits commerciaux des marchands est supposé favorable à tous. Les citoyens ont un emploi et un salaire, les recettes fiscales de l'État augmentent, et la puissance économique et donc politique du souverain s'accroît.

Chapitre 3 - Le contenu

La richesse d'une nation se définit par l'abondance de métaux précieux, or et argent, qu'elle détient. La question est de savoir comment augmenter cette richesse.

À l'époque, dans la mesure où la quantité de métaux précieux circulant en Europe provient exclusivement des colonies espagnoles et portugaises, le seul moyen d'augmenter celle de la nation est soit de conquérir de nouveaux territoires, soit de prendre cette richesse aux états voisins.

Cela contraint à une balance commerciale extérieure positive ou excédentaire afin d'obtenir une entrée nette de métaux précieux. Les exportations de marchandises ont pour contrepartie une entrée de métaux précieux et les importations sont financées par une sortie de métaux précieux. Il faut donc dynamiser l'offre de produits exportables des manufactures spécialisées dans le commerce international et limiter le besoin de produits importés. Pour obtenir ce résultat, l'intervention de l'État est nécessaire. Cette obsession de la balance des paiements existe toujours.

1° L'État doit faire en sorte qu'il y ait, selon la formule Mercantiliste, « *abondance d'hommes et d'argent* » dans le but de favoriser la production de marchandises, en général, et les activités exportatrices, en particulier.

L'abondance des hommes signifie une forte quantité de travail et donc une forte production. Cela exige des taux de salaire faibles pour augmenter l'offre de travail du peuple, contraint de travailler davantage, et pour augmenter la demande de travail des manufacturiers, incités à embaucher davantage. En outre, la faiblesse du coût du travail rend les produits plus compétitifs et permet des profits plus élevés.

L'abondance d'argent signifie une forte quantité de monnaie offerte et demandée. Cela suppose des taux d'intérêt faibles, lesquels sont favorables aux emprunts nécessaires pour financer l'industrie et le commerce international.

2° L'État doit prendre des mesures pour rendre excédentaire la balance commerciale extérieure.

Il doit **aider les exportations** par des subventions versées aux entreprises exportatrices et par des privilèges accordés à certaines manufactures.

Il doit **limiter les importations** par une politique protectionniste avec des droits de douane et avec des contingentements, voire une interdiction totale, pour certaines marchandises concurrentes de celles produites dans la nation. Cet interventionnisme relatif aux échanges extérieurs est révélateur de la montée en puissance des états-nations dont la conséquence est un climat international conflictuel.

Chapitre 4 - La portée actuelle de la doctrine Mercantiliste

Son importance au sein de l'histoire de la pensée économique vient de ce qu'elle présente une première ébauche de discours économique dans trois domaines qui sont toujours l'objet de débats.

Section 1. Croissance économique

Les Mercantilistes raisonnent **en termes d'offre**. La hausse des facteurs de production, travail et capital financier explique l'accroissement de la production.

Pierre de Boisguilbert, contemporain mais critique, pose le premier **la question de la demande** en affirmant l'importance de la distribution des revenus et de la consommation. Il estime que la fiscalité injuste, en pénalisant la grande masse des consommateurs, limite la demande de consommation en produits agricoles et provoque le déclin de l'agriculture et par conséquent le déclin de l'industrie.

Le débat est toujours actuel. La **logique Néo-Classique** explique la croissance économique par l'accroissement du facteur travail, du facteur capital et du progrès technique. La logique **Keynésienne** l'explique par l'accroissement de la demande interne de consommation et d'investissement et par celui de la demande extérieure.

Section 2. Explication de l'inflation

Le débat est celui de la relation entre la monnaie et la hausse des prix.

Le Mercantiliste Jean Bodin propose une explication à la forte inflation constatée dans toute l'Europe au cours du XVI^e siècle. L'augmentation impressionnante de métaux précieux venue d'Amérique à partir de l'Espagne et circulant dans toute l'Europe s'est traduite par une augmentation équivalente de revenus: il en est

résulté une hausse de la demande qui s'est heurtée à une augmentation plus lente de la production de marchandises. L'insuffisance de marchandises par rapport à la quantité de monnaie induit une hausse du prix des marchandises. De même, un excès de monnaie par rapport à la quantité de marchandises disponibles induit une baisse du prix relatif de la monnaie. Cette explication de l'inflation par **une trop forte création de monnaie** est la première formulation de la théorie quantitative de la monnaie.

La théorie **Néo-Classique et Monétariste** défend toujours la théorie quantitative de la monnaie : l'inflation est toujours la conséquence d'une création monétaire excessive. La théorie Keynésienne conteste cette analyse. Keynes explique que l'inflation est due à une **hausse d'un des éléments du coût de production**, laquelle induit un besoin de crédit pour financer cette hausse et donc une création de monnaie. L'accroissement de monnaie dans une économie est la conséquence de l'inflation et non la cause : il est une condition permissive de la hausse des prix.

Section 3. Rôle de l'État

Les Mercantilistes sont **interventionnistes**. L'État doit prendre toute une série de mesures destinées à favoriser l'enrichissement de la nation. Les Physiocrates et les Classiques y ont totalement opposés : il faut « *laisser faire les hommes et laisser passer les marchandises* ». Les mécanismes du marché conduisent naturellement à l'équilibre.

Le discours Néo-Classique est profondément **libéral** : il condamne toute intervention de l'État, car il considère que le marché est un régulateur parfait de l'économie. Toute politique économique est inutile, voire néfaste. Le discours Keynésien est libéral et interventionniste, car il considère que l'intervention de l'État est nécessaire dans la mesure où les mécanismes du marché sont insuffisants pour réguler l'économie. Il faut donc mettre en place des politiques économiques spécifiques.

Titre 2. Les Physiocrates

Chapitre 1 - Présentation

François Quesnay (1694 à 1774), médecin de la marquise de Pompadour, est le fondateur et le chef incontesté de la première école de pensée, celle des Physiocrates qui se définissent comme des philosophes-économistes.

Elle naît en 1758 avec le Tableau économique attribué à Quesnay. Le terme Physiocratie est inventé en 1767 par Dupont de Nemours à partir des mots grecs *physis* (nature) et *cratos* (force ou puissance), et il est traduit par gouvernement de la nature. L'école des Physiocrates dure moins de vingt ans, mais elle demeure fondamentale dans l'histoire de la pensée économique.

Chapitre 2. La naissance de l'économie politique Passage de la politique économique à l'économie politique

L'objectif est d'élaborer une science en analysant de manière précise, rigoureuse et mathématique, les lois naturelles de l'économie fondatrices de l'activité humaine. Si la société est une création de la nature, au même titre que le système solaire ou le corps humain, il existe un ordre naturel dont il faut découvrir les mécanismes pour expliquer le fonctionnement de l'économie.

La construction de ce discours économique se propose d'expliquer **la nature et les causes de la richesse d'une économie** : cela s'oppose à la doctrine Mercantiliste qui cherchait à savoir comment aider le souverain à être plus puissant.

Chapitre 3. La production agricole comme source unique de richesses

Les Physiocrates sont fascinés par les progrès de la révolution agricole en Angleterre qu'ils considèrent comme le symbole de la réussite économique de ce pays. L'agriculture doit être la source de l'enrichissement de la nation en raison de leur théorie du revenu net.

L'hypothèse est que l'origine des richesses ne se trouve pas dans le commerce ou les échanges (comme le pensaient les Mercantilistes), mais dans la production, et plus précisément dans la production agricole, parce que seule créatrice de surplus ou de revenu net.

Comme l'écrit Quesnay, « *la terre est l'unique source de richesse et c'est l'agriculture qui multiplie ces richesses* ».

Le raisonnement est le suivant. La production brute est égale à l'ensemble des richesses réelles produites. La production nette est obtenue en déduisant de la production brute les richesses consommées, c'est-à-dire les dépenses effectuées pendant le processus de production. Ce produit net existe parce que la valeur produite est supérieure au coût de production et il signifie qu'il y a un accroissement de richesses ou encore une création nette de richesses. Seule la terre aurait la capacité de créer ce surplus de richesses qualifié de « **don gratuit de la nature** », car il ne dépend pas de la bonne volonté des agriculteurs : il est imputable à la générosité de la terre, à la fertilité du sol, ou encore au climat.

Chapitre 4 - Le Tableau économique de Quesnay (1758)

Il décrit la France rurale de la seconde moitié du XVIII^e siècle d'avant la première révolution industrielle.

Section 1. Les caractéristiques du Tableau

C'est le premier modèle macroéconomique, et donc un schéma simplifié, qui décrit le fonctionnement de l'économie en utilisant un exemple chiffré hypothétique. C'est un modèle de reproduction simple, car c'est **un modèle d'équilibre simple qui ne parle pas de croissance**. Il s'agit d'expliquer la circulation d'un flux dans une économie de manière analogue à la circulation du sang dans le corps humain. Toute production exige, au démarrage, des avances sous la forme d'un capital initial. Le processus de production implique un certain niveau de production dont une part est

destinée à la reconstitution du capital initial dépensé, et l'autre part, qui est un solde, est le revenu net ou le surplus.

La société est divisée en trois classes en fonction de leur place dans le processus de production d'une économie agricole et rurale. Les fermiers et les ouvriers agricoles représentent **la seule classe productive**, car ils ont pour activité la production agricole. Les fermiers louent des terres aux propriétaires fonciers et ils possèdent un capital initial qui est avancé sous deux formes. Les avances primitives sont du capital fixe d'exploitation (outillage et bêtes) dont il faut prévoir un amortissement annuel afin de le remplacer quand il est usé. Les avances annuelles sont du capital circulant (nourriture pour les fermiers et leurs ouvriers, aliments pour les bêtes, semences) qui est totalement consommé lors du processus de production et qu'il faut donc entièrement remplacer. Les artisans constituent **la classe appelée stérile** parce que leur activité ne fait que transformer des matières premières en biens de consommation ou en outillage. Pour ce faire, ils disposent d'un capital initial sous la forme d'une réserve monétaire et sous celle d'un stock de biens de consommation. Les propriétaires fonciers sont **des rentiers**. Ils n'ont aucune activité. Ils ont aménagés leurs terres pour les rendre cultivables et les louer : ce sont les avances foncières. Comme les dépenses d'aménagement sont effectuées de manière définitive, elles n'ont pas à être renouvelées donc amorties, mais elles justifient le paiement, par la classe productive, d'un loyer appelé rente foncière. C'est la seule classe à obtenir un revenu et elle se contente de le dépenser.

Section 2. Le fonctionnement du modèle avec un exemple chiffré hypothétique

Dans la situation initiale, avant le processus de production, la classe productive possède 2 milliards de capital circulant et 10 milliards de capital fixe dont le taux d'amortissement est supposé de 10 %, soit 1 milliard pour remplacer la partie du capital fixe détruit ou consommé. La classe stérile détient 1 milliard de réserve monétaire et 1 milliard de stock de biens de consommation. La classe rentière dispose de 2 milliards de revenu foncier.

*Durant la période de production, la classe productive obtient, par hypothèse, une **production agricole** égale à 5 milliards. La destination de cette production de 5 milliards est double. Les fermiers reconstituent leur capital circulant en conservant équivalent de 2 milliards sous forme de nourriture, aliments et semences et ils vendent le reste aux artisans et aux rentiers dont ils reçoivent équivalent de 3 milliards de recette monétaire. L'utilisation de cette recette monétaire de 3 milliards est la suivante : 1 milliard pour reconstituer leur capital fixe détruit en achetant des outils aux artisans ; le solde de 2 milliards, appelé **revenu net de la reconstitution du capital consommé**, est payé aux propriétaires fonciers en tant que loyer ou rente foncière. Dans le même temps, les propriétaires fonciers ont totalement dépensé leur 2 milliards de revenu monétaire en achetant 1 md de nourriture aux fermiers et 1 milliard de biens de consommation aux artisans, et les artisans ont acheté aux fermiers 1 md de nourriture et 1 milliard de matières premières qu'ils transforment en 1 milliard de biens de consommation et 1 milliard d'outillage.*

*À l'issue de ce processus de production, l'économie se retrouve dans la situation initiale. La classe productive a reconstitué ses avances en capital et donc son capital productif initial. La classe stérile a également reconstitué son capital initial. Les propriétaires fonciers ont obtenu 2 milliards de revenu monétaire. **Un nouveau processus de production**, identique au précédent, peut recommencer : la production agricole est de 5 milliards et le surplus qui est le revenu net de la reconstitution du capital productif est de 2 milliards.*

Section 3. La condition nécessaire au bon fonctionnement de l'économie

Puisque la production agricole est seule créatrice de surplus et donc de richesse, il faut absolument que la **demande** de produits agricoles soit **suffisante** pour absorber la production et cela à « un bon prix » permettant de reconstituer le capital dépense et de verser la rente.

La condition de cette demande suffisante est que la classe foncière dépense tout son revenu. Elle à l'initiative de la dépense et de la circulation des flux, et elle à également la responsabilité de l'équilibre du circuit. Dans l'hypothèse où les propriétaires fonciers décidaient de thésauriser, et donc de ne pas dépenser une partie de leur revenu net, les classes productive et stérile ne vendraient pas la totalité de leurs marchandises et elles ne pourraient plus reconstituer la totalité du capital initial avance. Il se produirait alors un processus cumulatif à la baisse, notamment de la production agricole et du revenu net.

Section 4. Les propositions des Physiocrates

La question est celle de l'accroissement de la production agricole afin d'augmenter la richesse nationale, ce qui suppose une hausse de la demande pour éviter une baisse du prix.

Pour augmenter la production agricole, il faut décider d'une réforme foncière, comme en Angleterre, afin de remembrer et restructurer les petites parcelles, il faut aussi défricher et améliorer la qualité des terres, et il faut améliorer les méthodes de culture.

Pour augmenter la demande de produits agricoles, il faut verser des salaires aussi hauts que possible afin que les travailleurs puissent acheter des denrées agricoles. Il faut également décider d'une réforme fiscale : la classe foncière serait seule assujettie à l'impôt, alors que toutes les autres taxes, notamment les douanes et les péages intérieurs, seraient supprimées. Il en résulterait une hausse du pouvoir d'achat des plus pauvres qui augmenterait d'autant la demande de denrées agricoles.

Et enfin, il faut libérer le commerce des grains de toute restriction à l'exportation, afin de **soutenir la demande et afin d'empêcher une baisse des prix** : il convient de « *laisser faire et laisser passer* ».

Chapitre 5. Les apports théoriques

La Physiocratie a élaboré certains concepts fondamentaux de l'Économie Politique :

1. L'approche en termes de circuit économique : le Tableau économique est une vision ordonnée de l'économie, qui organise la circulation des flux réels et monétaires, afin d'expliquer le fonctionnement économique de la société.

2. Les avances en capital : avant tout processus de production, il faut disposer d'un capital initial qui est utilisé pour obtenir la production et qui est reconstitué à la fin de ce processus de production.

3. Le surplus ou revenu net de la reconstitution du capital : il correspond à la création de richesses et il est mesuré par la différence entre la valeur de la production et toutes les dépenses engagées qui correspondent au coût de production, à savoir le paiement des matières premières, la rémunération de tous ceux qui ont travaillé pour obtenir cette production et l'amortissement du capital fixe consommé.

Chapitre 6. Actualité de la doctrine physiocratique malgré le postulat de la primauté de l'agriculture

La Physiocratie participe aussi aux débats actuels. Elle s'interroge sur le niveau de la demande comme le fait le discours Keynésien. Elle jette les bases du libéralisme économique défendu par le discours Néo-Classique.

Quesnay affirme que l'agriculture est la seule activité productive. Cette production agricole ne dépend pas de la décision des fermiers, mais du climat, du sol, de la nature. Elle génère un surplus considéré comme un don gratuit imputable à la générosité de la terre. Ce surplus existe parce que la valeur produite, c'est-à-dire son prix, est supérieure à son coût de production.

Valeur de la production agricole = coût de production + surplus

Prix des denrées agricoles = dépenses en capital + revenu net

Quesnay affirme que l'artisanat n'est pas une activité productive, parce qu'elle ne fait que transformer des matières premières en marchandises sans création de surplus, et parce que la décision de « produire » plus ou moins de marchandises appartient aux artisans. L'explication est que la concurrence sur les marchés contraints les artisans à vendre leur marchandise à un prix qui correspond à leur coût de production. Dans l'hypothèse où un artisan déciderait de vendre sa marchandise à un prix supérieur à son coût de production, cela inciterait d'autres artisans à « produire » cette marchandise et à la vendre à un prix légèrement inférieur, et le premier artisan serait contraint de s'aligner en baissant son prix : le mécanisme du marché aboutit ainsi à un prix minimum pour tous les artisans qui est égal au coût de production.

L'erreur fondamentale du raisonnement de Quesnay est d'affirmer que la terre elle-même est productive. **Ce qui est productif, c'est le travail** dans l'agriculture et dans toute autre activité. Le postulat de la terre productive justifie la rente foncière dont la finalité est la consommation.

Smith et les Classiques comprennent que c'est le travail qui est productif, dans l'agriculture comme dans les manufactures, que le revenu net existe dans ces deux catégories d'activité et qu'il se partage entre rente foncière et profit : la destination de la rente est toujours la consommation, mais celle du profit est l'investissement productif et donc la croissance économique. Alors que les Physiocrates ont compris l'importance du capital avancé dans la production, ils n'ont pas prévu la possibilité de la croissance parce qu'ils n'ont pas imaginé l'accumulation de capital car ils ont identifié le revenu net à la rente foncière.

Titre 3. L'école Classique

Chapitre 1 - Présentation

Cette école de pensée a dominé pendant près d'un siècle. Elle commence avec Adam Smith et les *Recherches sur la nature et la cause de la richesse des nations* en 1776 et elle se termine avec John Stuart Mill dont les *Principes d'économie politique* en 1848 sont considérés comme une synthèse magistrale de la théorie

classique. Dans l'intervalle, elle s'articule autour du *Traite d'économie politique* en 1803 de Jean-Baptiste Say, des *Principes d'économie politique et de l'État* en 1817 de David Ricardo, le plus grand théoricien de ce courant de pensée, et des *Principes d'économie politique* en 1820 de Robert Malthus.

La pensée Classique est un discours économique structuré qui cherche à expliquer l'enrichissement des nations touchés par la première révolution industrielle et le dynamisme de cette société industrielle capitaliste en train de naître.

Les Classiques partagent **une même vision du monde**, une **même** approche de l'économie. Elle s'exprime dans la croyance en l'existence d'un ordre naturel qui implique la formulation de lois économiques supposées certaines et constantes parce qu'inscrites dans la nature des choses, dans la nature de l'homme. La métaphore de « *la main invisible* » de Smith manifeste la pérennité des lois naturelles : il est inutile d'intervenir sur les marchés car une autorégulation va régler les problèmes. Le comportement égoïste de chaque individu conduit au bien commun de la société toute entière. Le corollaire est que la concurrence sur les marchés est supposée apporter l'équilibre, car c'est une force régulatrice automatique, mais aussi la croissance, car c'est une force dynamique créatrice de richesses. La conséquence est l'inutilité de l'intervention de l'État dont le rôle est réduit au domaine de la défense et de la justice.

Toutefois, cette approche commune n'interdit nullement les débats, les controverses, voire de profonds désaccords. Leur postérité en est une illustration. Marx se réfère à Ricardo, les Néo-classiques à Say et Keynes rend hommage à Malthus. Les divergences sont présentes dans tous les thèmes fondateurs du discours Classique, savoir l'explication de la valeur, la répartition des revenus, l'équilibre et la croissance.

Chapitre 2. Adam Smith

Section 1. Biographie d'Adam Smith

Docteur Smith, de l'université de Glasgow, donnait des cours de morale. La morale incluait la théologie, l'éthique, la jurisprudence et l'économie politique (la théologie, c'est-à-dire la recherche d'un ordre divin au-delà de la confusion apparente du monde, constitue depuis toujours un domaine où s'exercent les aspirations de l'homme à la rationalité.)

Quelle sorte d'homme était ce philosophe fort civil ? « Rien d'autre n'est beau en moi que mes livres », voilà comment il se décrivait. Il est né en 1723, dans la ville de Kirkcaldy, en Écosse. Dès son jeune âge, Smith fut un élève doué. En 1759, il publia un livre qui fit sensation, intitulé *Théorie des sentiments moraux*. Cet ouvrage projeta d'emblée Smith dans l'élite des philosophes anglais. La théorie était une recherche de l'origine de l'approbation ou de la désapprobation en morale. Il écrivit ensuite son best-seller *La richesse des nations* mais il fut terminé seulement douze ans plus tard.

À cette époque, le Français de Smith était assez correct pour lui permettre de converser longuement avec l'économiste le plus en vue. Il s'agissait de Monsieur Quesnay qui avait fondé l'école économique appelée physiocratie et conçu une charte de l'économie nommée tableau économique. Quesnay insistait sur le fait que la richesse provenait de la production et qu'elle circulait dans toute la nation. Adam

Smith acceptait volontiers la notion de circulation des richesses mais l'idée que l'industrie fut stérile et inféconde lui semblait fort étrange. En 1776, son livre *La richesse des nations* fut publié et en 1790, il mourut.

Section 2. La richesse des nations

La richesse des nations n'est pas un livre entièrement original, mais c'est certainement un chef-d'œuvre. Il commence par le célèbre passage qui décrit la spécialisation temporelle du travail dans une usine d'aiguilles, il s'étend à des sujets comme « les troubles récents dans les colonies américaines » ; il parle du gâchis de la vie estudiantine à Oxford et il évoque les statistiques de pêche du hareng depuis 1771.

À la fin des neuf-cent pages du livre, nous avons eu droit à une image vivante de l'Angleterre en 1770, de ses apprentis et journaliers, de ses capitalistes en ascension, de ses seigneurs, prêtres et rois, de ses usines, de ses fermes et de son commerce extérieur. Adam Smith expose une doctrine qui doit avoir son importance dans la direction d'un empire et non pas l'apologie de la bourgeoisie montante : il admire le travail de la bourgeoisie mais il suspecte ses motivations et il est soucieux des besoins de la grande masse laborieuse.

Section 3. La main invisible

Il tient dans son ouvrage à dévoiler le mécanisme qui structure la société. Smith formule des lois du marché. Ce qu'il recherchait, c'est « la main invisible », ainsi qu'il l'appelait, par laquelle « les intérêts et passions individuels » étaient guidés dans la direction « la plus favorable aux intérêts de la société tout entière ». Le jeu de l'intérêt personnel, dans un environnement d'individus motivés de façon identique, mène à la concurrence, or cette concurrence amène à produire les biens que désire la société, dans la quantité qu'elle désire et au prix qu'elle est disposée à payer.

L'intérêt conduit les hommes à accepter tout travail que la société consent à rémunérer. Chaque homme, qui cherche à tirer au maximum son épingle du jeu sans souci du coût social, est confronté à une foule d'individus motivés de manière identique et qui sont dans le même bateau. Les lois du marché n'ont pas pour seul effet de doter les produits de prix compétitifs, elles s'assurent aussi que les producteurs produisent les quantités de biens demandées par la société.

Section 4. La loi du marché

Smith explique comment les prix ne peuvent s'écarter arbitrairement du coût réel de production des biens. Il explique ensuite, comment la société incite les producteurs à produire, ce qu'elle veut, puis pourquoi les prix élevés constituent un mal qui se résorbe de lui-même, car ils amènent une augmentation de production dans le secteur et enfin il explique la similitude des revenus à tous les niveaux de l'échelle des producteurs de la nation. Il a trouvé dans le mécanisme du marché, un procédé autorégulateur d'approvisionnement. La liberté économique est illusoire car on est libre d'agir selon son gré dans le système du marché mais que l'on se mette à enfreindre la loi du marché, et le prix de cette liberté individuelle sera la ruine économique. On a appelé le monde d'Adam Smith celui de la compétition atomistique : c'était un monde où nul agent du processus productif, capitaliste ou main-d'œuvre, n'était assez important pour troubler ou enfreindre les pressions de la concurrence ; un monde où tout argent productif était contraint de courir après son intérêt dans une ambiance de liberté universelle.

Section 5. Le paradis d'Adam Smith

Les lois du marché se bornent à une description du comportement qui cimenterait la société. Le monde d'Adam Smith se dirigeait lentement et volontairement et plus ou moins inévitablement vers le paradis. En 1720, l'Angleterre comptait un million et demi de miséreux. Pour Adam Smith « nulle société ne peut jouir de prospérité et bonheur, si la plus grande partie en est pauvre et malheureuse ».

Un fait frappant attira l'attention de Smith, observant la situation britannique : le gain prodigieux de productivité qu'entraînait la division et la spécialisation du travail. Le principal avantage, c'est de pouvoir accroître « cette opulence universelle qui s'étend jusque dans les classes les plus basses du peuple ».

On considère le problème dans une perspective historique et si l'on compare le sort des travailleurs anglais du XVIII^e siècle à celui de ses prédécesseurs du siècle précédent, on doit admettre que leur condition quoique médiocre, se soit considérablement améliorée.

Section 6. Les lois de la croissance

C'est le mécanisme du marché qui pousse la société à cette multiplication merveilleuse de la richesse et des biens, car il plonge l'homme dans un milieu qui le stimule et l'oblige à inventer, innover, grandir et prendre des risques. Smith distingue des lois inhérentes de l'évolution qui propulse le système du marché dans une spirale de productivité ascendante.

A. La loi de l'accumulation

Dans l'accumulation du capital, il voyait un grand bienfait pour la société le capital – investi en machines – fournissait précisément cette merveilleuse division du travail qui multiplie l'énergie productive de l'homme. Or l'accumulation signifiait davantage de machines c'est-à-dire une demande accrue de main-d'œuvre, d'où tôt ou tard une hausse continue des salaires jusqu'à ce que les profits – source de l'accumulation – disparaissent.

B. La loi du peuplement.

Pour lui, les travailleurs pouvaient être « produits » selon la demande : si les salaires étaient élevés, le nombre d'ouvriers augmenterait. Le premier effet de l'accumulation serait l'augmentation des salaires de la classe ouvrière. Le mécanisme révélateur du marché règle les flux de main-d'œuvre et de capital selon leurs différents usages ; il veille à ce que les biens demandés soient produits en quantité adéquate, enfin il s'assure que les prix de ces biens se rapprochent constamment de leur coût de production. La richesse s'accumule et cette accumulation résultera un accroissement des forces de production et l'accentuation de la division du travail. Mais l'accumulation fera également augmenter les salaires car les capitalistes réclament de la main-d'œuvre pour les nouvelles usines, les salaires croissent, la mortalité baisse donc l'offre de travailleurs augmente. Avec cette augmentation de la population, la concurrence entre travailleurs comprimera à nouveau les salaires.

Section 7. L'influence d'Adam Smith

Smith n'était le partisan d'aucune classe sociale. Les capitalistes se moquaient des idées d'égalité et de justice économique et voyaient dans le traité de Smith la justification théorique idéale à leur propre opposition à la réglementation des

manufactures. Toute la philosophie économique de Smith dérive d'une confiance totale dans la capacité du marché à guider le système de façon la plus efficace. Le marché pourvoirait aux besoins de la société si on le laissait fonctionner seul, afin que les lois de l'évolution puissent hisser la société vers la récompense promise.

La théorie d'Adam Smith conduit à une doctrine de laissez faire, pour lui moins le gouvernement gouverne et meilleur il est : les gouvernements sont prodiges, irresponsables et improductifs. Smith est opposé à l'intrusion du gouvernement dans le mécanisme du marché : il s'oppose aux lois gouvernementales protégeant l'industrie de la concurrence et aux dépenses affectées à des fins improductives. Il faut laisser le marché libre de trouver lui-même le niveau naturel des prix, des salaires, des profits et de la production. Le grand bénéficiaire du système est le consommateur et non le producteur : le consommateur est roi.

Section 8. Que reste-t-il de *La richesse des nations* ?

Il manque quelque chose dans l'univers d'Adam Smith : il voyait une société en évolution, mais il ne voyait pas une révolution : la Révolution Industrielle. Dans le système odieux de l'usine, dans les formes collectives d'organisation économique qui apparaissaient ou dans les timides tentatives des journaliers pour constituer des organisations de protection, Smith ne discernait pas la naissance de forces sociales nouvelles et riches de virtualités de bouleversements.

Smith n'a pas « découvert le marché », d'autres avant lui avaient montré que l'interaction de l'intérêt individuel et de la concurrence permettaient l'approvisionnement de la société. Mais Smith fut le premier à saisir toute la philosophie de l'action réclamée par une telle conception, le premier à formuler le schéma tout entier sur une grande échelle et de façon systématique. Quelle est la fin ultime de l'avarice, de l'ambition, de la recherche des richesses, de la puissance, de la supériorité ? La richesse des nations donne sa réponse : « toute cette lutte pour la richesse et la gloire trouve sa justification ultime dans le bien être du commun. »

Chapitre 3. Thomas Robert Malthus

Malthus (1776-1834), fils d'un membre excentrique de la haute bourgeoisie, fut éduqué par ses précepteurs pour entrer à l'Université. Il passa sa vie à mener des recherches académiques et fut le premier économiste de profession. Il ne fut jamais à l'aise financièrement. Malthus réclamait l'abolition des secours aux pauvres et s'opposa même à des projets de logements pour les classes laborieuses.

Tout le monde s'accordait à penser qu'une population en expansion était un gage de prospérité nationale. Le Révérend Thomas Robert Malthus (fils de Daniel Malthus, admirateur passionné de Rousseau) ne partageait pas le point de vue de William Godwin, qui prônait l'égalité complète et le communisme le plus totalement anarchique. Le révérend Malthus se mit à mesurer l'énormité de la barrière séparant la société humaine réelle de son temps de cette terre bien-aimée et imaginaire de paix et d'abondance éternelles. En 1798, Robert Malthus a fait publier son traité *Essai sur le principe de la population*. Voici ce que disait Malthus : la population tendait naturellement à dépasser le total des moyens de subsistance possibles. L'humanité était vouée à tout jamais à une confrontation sans espoir entre un nombre toujours multiplié de bouches avides et l'insuffisance permanente des greniers de la nature.

Malthus et Ricardo étaient en désaccord sur tout sauf en ce qui concerne la démographie. Malthus dans son essai (1798) avait éclairé le problème de la pauvreté

terrible et permanente qui hantait la société anglaise. À cette tendance de la race humaine à se multiplier, que le doublement se produise en 25 ou 50 ans, pour Malthus apparaît une réalité durable : la terre, au contraire de la population, ne peut se multiplier. Alors que le nombre de bouches à nourrir suit une progression géométrique, celui de la terre cultivable suit une progression arithmétique.

Les prophéties de Malthus se sont réalisées. Chaque jour des personnes meurent dans les pays sous-développés du fait des conséquences de la mal-nutrition.

Chapitre 4. David Ricardo (1772-1823)

Fils d'un couturier juif qui avait immigré de Hollande, il travailla pour le compte de son père dès l'âge de quatorze ans. Il s'établit à l'âge de vingt-deux ans pour son compte. Ricardo a toujours été financièrement indépendant. Ricardo était partisan de la liberté de parole, de réunion et s'opposait à la corruption parlementaire. David Ricardo devint agent de change.

Il disait que certaines classes sociales montaient triomphalement jusqu'au sommet, tandis que d'autres gravissaient quelques marches pour être ensuite rejetées en bas : pis encore ceux qui faisaient marcher l'escalier roulant n'étaient pas ceux qui y montaient, et ceux qui en retiraient tout le bénéfice et n'avaient rien fait pour le mériter.

Le système tragique de Ricardo voyait dans l'aristocratie foncière l'unique bénéficiaire de l'organisation de la société. Le travailleur travaillait et recevait en échange un salaire, le capitaliste tirait les ficelles et recevait en échange un profit mais le propriétaire foncier bénéficiait des pouvoirs de la terre, de son revenu : La rente n'était limitée ni par la concurrence ni par la démographie. Selon lui, la rente est un revenu tout à fait spécial, qui provenait de cette évidence, à savoir que toutes les terres ne sont pas également productives.

Pour Ricardo, le monde économique tendait constamment vers l'expansion. Les capitalistes construisaient de nouveaux magasins et usines, la demande de main-d'œuvre augmente donc les salaires s'élèvent. La population croissant, il deviendrait nécessaire d'accroître la limite des cultures. L'augmentation du nombre de bouches à nourrir augmente la demande de terres cultivables. Le propriétaire foncier reste le seul gagnant car le capitaliste verra ses coûts salariaux augmenter et ses profits diminuer.

Chapitre 5. Comparaison des théories sur la valeur des marchandises (Smith/Ricardo/Say)

Cette comparaison soulève deux questions. Celle de sa nature, de sa substance : quel est le fondement de la valeur d'une marchandise ? Quelle est l'explication de la valeur d'échange de cette marchandise ?

Section 1 La théorie de la valeur d'Adam Smith

Sa distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, illustrée par le paradoxe de l'eau et du diamant, rend compte de ces deux questions. L'eau, indispensable à la vie, à une forte valeur d'usage, mais un prix de marché relativement faible. Le diamant, assez peu utile, à une faible valeur d'usage, mais un prix de marché important.

Smith en déduit que l'utilité fonde la valeur intrinsèque d'une marchandise, mais qu'elle n'explique pas sa valeur d'échange. C'est la **quantité de travail achetable** qui explique le prix d'une marchandise: une marchandise produite en cinq heures de travail permet d'acheter une autre marchandise qui à également nécessité cinq heures de travail. Cette valeur marchande mesurée par la quantité de travail achetable est appelée le prix naturel. Le prix courant de cette marchandise lie l'offre et la demande de cette marchandise sur le marché oscillera autour de ce prix naturel.

La théorie devient confuse quand Smith l'associe au partage des revenus.

Dans « *le premier état informel de la société* » où le produit du travail appartient totalement au travailleur, le prix est mesuré par la quantité de travail achetable et il coïncide avec le salaire.

Dans « *l'état avancé de la société* » caractérisé par l'accumulation de capital et la propriété privée du sol, le produit du travail doit aussi servir à payer un profit au capitaliste et une rente au propriétaire foncier: le prix, toujours mesuré par la quantité de travail achetable, est égal à la somme du salaire, du profit et de la rente. La confusion résulte de ce que Smith n'explique pas comment l'addition des trois catégories de revenus est égale à la quantité de travail achetable.

Section 2. La théorie de la valeur de David Ricardo

Il reprend la distinction de Smith entre valeur d'usage et valeur d'échange. La valeur d'usage est une condition nécessaire à l'apparition de la valeur d'échange, mais l'utilité d'une marchandise ne saurait mesurer sa valeur marchande.

La valeur d'échange d'une marchandise est indépendante des revenus distribués et elle ne dépend pas non plus de la demande. Elle s'explique par les seules conditions de production de cette marchandise en terme de quantité de travail nécessaire pour la produire.

Le prix d'une marchandise est mesuré par **la quantité de travail nécessaire pour la produire**: travail direct ou immédiat des travailleurs, mais aussi travail indirect. La valeur d'échange est donc la somme de la valeur du travail immédiat dépensé pour les salaires, de la valeur du travail incorporé dans les matières premières utilisées et de la portion usagée de la valeur du travail cristallisée dans les machines.

Ricardo en déduit que la variation de la quantité de travail fixée dans une marchandise entraîne une variation de son prix. Une hausse de la productivité du travail se traduit par une baisse de la quantité de travail nécessaire et donc par une baisse du prix.

Il précise aussi que cette théorie de la valeur n'est valable que pour les marchandises reproductibles dans l'industrie. Pour les biens non reproductibles, comme les œuvres d'art, leur production est indépendante de la quantité de travail et leur valeur d'échange sera liée à leur rareté et à la demande.

Section 3. La théorie de la valeur de Jean-Baptiste Say

Elle s'oppose à celle des Classiques anglais, car Say réfute toute idée de valeur liée au travail. La valeur d'une marchandise est fondée sur son utilité qui est appréciée subjectivement par les individus. Le prix d'une marchandise s'explique par le niveau de tension entre sa rareté et l'intensité de la demande. Le prix des marchandises rares et fortement demandées est faible, et le prix des marchandises abondantes et peu demandées est faible.

Chapitre 6. La répartition des revenus

La question est celle du partage de la richesse produite entre les classes qui composent la société. Les travailleurs obtiennent des revenus du travail appelés salaires. Les propriétaires fonciers reçoivent des revenus de la terre appelés rentes. Les capitalistes qui avancent le capital productif reçoivent des revenus du capital appelés profits.

Section 1. L'approche de J.B. Say

Conformément à sa théorie de la valeur fondée sur l'utilité, la production de richesses est une production ou une création d'utilités. La répartition des revenus se fait entre le travail, la terre et le capital qui sont considérés comme autant de services productifs qui contribuent à la production. Leur mode de rémunération est identique et il s'explique en termes d'offre et de demande de chacun de ces services: l'offre et la demande sur le marché du travail expliquent le salaire, l'offre et la demande de terres expliquent la rente, l'offre et la demande de capital expliquent le profit. Ce partage des revenus s'avère parfaitement harmonieux puisque chaque service productif reçoit une juste rémunération pour sa contribution à la production.

La **théorie de la répartition** de J.B. Say n'est pas représentative de l'école Classique, mais elle sera développée par l'école Néo-Classique.

Section 2. L'approche des anglais

A. Présentation

Les capitalistes avancent du capital productif, c'est-à-dire qu'ils engagent des dépenses pour acheter du capital fixe sous forme d'outillage et de machines dont il faut prévoir l'amortissement, pour acheter des matières premières et pour payer les salaires à leurs ouvriers.

Si K représente le capital fixe à amortir et les matières premières consommées, et si W est le fonds de salaires, **la totalité du capital dépensé** est égale à $K + W$.

Ils obtiennent une production Y dont la valeur est déterminée, conformément à la théorie Ricardienne de la valeur travail, par la quantité de travail qui a été nécessaire pour l'obtenir, laquelle comprend le travail immédiat et le travail incorporé dans le capital fixe et les matières premières. Comme la valeur de cette production est supérieure à la valeur du capital dépensé $K + W$, il y a une création nette de richesses qui est définie comme un surplus (S) appelé **le revenu net** de la reconstitution du capital engagé, soit $Y = (K + W) + S$. Ce surplus net est partagé entre les profits pour les capitalistes qui ont avancé le capital productif et les rentes pour les propriétaires fonciers qui ont loué leurs terres, soit $S = P + R$.

L'utilisation de ce surproduit est double, car une partie est consommée et l'autre partie épargnée et destinée à augmenter les avances en capital. Cet accroissement du capital productif est la source de la croissance économique.

B. Critique

On constate une différence fondamentale de traitement entre les salaires d'une part, et les profits et les rentes d'autre part. Les salaires sont des variables de production. Ils apparaissent comme un coût de production, comme le prix du facteur travail. Les profits et les rentes sont des variables de répartition. Ce sont des revenus

nés de l'existence du revenu net et qui sont un prélèvement sur le produit du travail responsable de la production totale.

Pour étudier la répartition des revenus, il ne faut pas tenir compte du capital fixe consommé et des dépenses en matières premières, car il faut analyser la seule répartition du **produit net** $Y - K$ entre les salaires (W), les profits (P) et les rentes (R). L'analyse des salaires est formulée par Smith et elle est reprise par tous les Classiques anglais. L'analyse de la répartition entre salaires, profits et rentes est incohérente et confuse chez Smith, contrairement à celle de Ricardo devenu représentative de la **théorie de la répartition** classique.

Section 3. L'analyse des salaires

Le salaire naturel est différencié du salaire courant, encore appelé salaire du marché. Le salaire naturel correspond au minimum de subsistance mesuré par le prix des biens nécessaires pour que l'ouvrier puisse reconstituer ses forces et faire vivre sa famille. Ce minimum physiologique est stable sur le court terme, mais il évolue dans le temps. Le salaire courant est le salaire effectivement perçu. Il dépend, selon les termes de Smith « *du rapport des forces entre maîtres et ouvriers* ». En règle générale, l'abondance de main-d'œuvre donne un avantage au maître qui impose ses conditions : le taux de salaire courant est proche du salaire naturel et donc minimum.

Exceptionnellement, dans les périodes de croissance, lorsque l'accumulation de machines augmente la demande de travail par les maîtres et que l'offre de travail par les ouvriers est insuffisante, la concurrence entre les maîtres pour embaucher les travailleurs se traduit par une hausse du salaire courant qui passe au-dessus du salaire naturel. Cette situation est provisoire, car, selon la loi de la population de Malthus, une hausse du salaire de marché induit un accroissement de la population et donc de la main-d'œuvre qui devient abondante et qui ramène ce salaire courant au niveau du salaire minimum.

Le salaire monétaire payé par le maître se différencie aussi du salaire réel, lequel prend en compte l'évolution des prix. Les salaires étant destinés, pour l'essentiel, à l'achat de nourriture, toute hausse du prix des denrées agricoles exige une hausse équivalente du salaire monétaire, s'il faut maintenir le niveau du salaire réel naturel.

Section 4. La théorie Ricardienne de la répartition des revenus

A. La rente différentielle et les rendements décroissants dans l'agriculture

La rente foncière est le loyer payé par le fermier au propriétaire de la terre et qui lui donne le droit de cultiver cette terre. Les terres étant de qualité différente, le propriétaire peut exiger un loyer d'autant plus élevé que la fertilité de la terre est grande. Le fermier est un capitaliste puisqu'il avance un capital productif pour cultiver cette terre.

Les terres les plus fertiles sont prioritairement mises en culture. Au fur et à mesure de l'accroissement de la population, il faut augmenter la production de blé pour nourrir cette population et cultiver de nouvelles terres qui sont de moins en moins fertiles. Cela signifie que pour produire une même quantité de blé, le fermier doit utiliser plus de travailleurs et/ou plus de machines et qu'il doit donc avancer plus de capital productif : cette **loi des rendements décroissants** suppose que la quantité de travail direct et indirect est plus grande et que le coût de production est plus élevé.

Mais quel est le prix de vente de ce blé ? C'est un prix de marché qui est le même pour tous les fermiers. Ricardo affirme que c'est la quantité de travail nécessaire pour produire le blé sur la terre la moins fertile, appelée **terre marginale**, qui détermine ce prix parce qu'il doit permettre au fermier qui cultive cette terre de remplacer son capital dépensé (amortissement, matières premières et salaires) et d'obtenir un profit pour cette avance de capital, sinon il ne produirait pas, mais la rente sur cette terre marginale est nulle. Sur les autres terres, la rente est d'autant plus forte que la fertilité est grande et donc l'avance en capital plus faible. La rente est différente selon chaque terre : elle est égale à la différence entre le prix du blé, qui est le même pour tous les fermiers, et le coût de production unitaire qui diffère selon la fertilité de la terre. Il importe peu au fermier de payer une rente plus ou moins forte, car l'essentiel est qu'il puisse reconstituer le capital avancé et obtenir un profit.

La conséquence de cette loi des rendements décroissants est une hausse du coût marginal (sur la terre marginale), car la mise en culture de terres de moins en moins fertiles exige de plus en plus de capital dépensé. Il en résulte **une hausse du prix du blé**. La première conséquence est **une hausse de la rente**. La seconde conséquence est **une hausse du salaire monétaire** pour maintenir constant le salaire réel des ouvriers.

B. Le profit du capital et la répartition du produit net

Le profit est la rémunération du capital engagé dans le processus de production. C'est un revenu résiduel qui apparaît après la reconstitution du capital avancé, et notamment après le paiement des salaires.

Dans l'industrie, il n'y a pas de rente, et le produit net est partagé entre les salaires des ouvriers et les profits des capitalistes : produit net = $Y - K = W + P$.

La valeur produite Y est connue car elle est mesurée par la quantité de travail indirect et direct nécessaire et le produit net $Y - K$ est également connu. La masse des salaires W est connue puisque les salaires sont déterminés par les rapports de force sur le marché du travail.

Le profit P est la seule inconnue de l'équation : **il est égal à la différence entre le produit net et la masse des salaires**. Alors que ce produit net à partager est une donnée qui s'impose au capitaliste, car il dépend des conditions techniques de la production en termes de quantité de travail nécessaire et de capital à remplacer, son partage est modifiable puisque la variation de la part des salaires induit une variation inverse de celle des profits. Le problème vient d'une hausse du prix du blé. Elle n'a aucun effet sur la valeur des produits manufacturés qui reste inchangée, mais elle contraint à une hausse des salaires monétaires qui entraîne une hausse de la part des salaires et une baisse de la part des profits.

Dans l'agriculture, la hausse du prix du blé ne fait qu'augmenter les rentes, mais les fermiers capitalistes sont confrontés à la même situation que dans les manufactures, puisque la hausse des salaires réduit d'autant leurs profits.

Cette évolution prévisible rend Ricardo très pessimiste. La loi des rendements décroissants dans l'agriculture se traduit par une hausse du prix de la nourriture. Une première conséquence est une hausse des rentes qui induit **une hausse de la consommation dite improductive**, parce que les propriétaires préfèrent dépenser plutôt qu'épargner et investir.

Une seconde conséquence est une hausse des salaires qui induit une baisse des profits, mais comme les capitalistes ont tendance à investir plutôt qu'à consommer,

cette baisse implique **une baisse** de l'épargne, de l'accumulation de capital productif et de la croissance économique. C'est pour neutraliser cette hausse du prix du blé que Ricardo défend **la libre importation du blé**. Les industriels réclament aussi l'abolition des tarifs protectionnistes qui protègent l'agriculture anglaise depuis le XV^e siècle, car la baisse du prix du blé leur permettrait de diminuer les salaires monétaires et d'augmenter leur profit. Les propriétaires fonciers, principaux bénéficiaires de la rente, s'y opposent avec succès. Il faut attendre 1846 pour que la libre importation du blé soit autorisée.

Chapitre 7 - L'équilibre ou la surproduction

L'économie connaît-elle naturellement l'équilibre? La thèse de l'équilibre automatique de Jean-Baptiste Say est contestée par celle du possible déséquilibre de Robert Malthus.

A. La loi des débouchés de Jean-Baptiste Say

Elle affirme le principe d'équivalence entre l'offre et la demande de marchandises. Toute offre crée sa propre demande, car la production induit une distribution de revenus qui est totalement dépensée.

La production totale Y de biens de consommation C et de biens d'investissement I est égale au revenu global distribué R qui est soit consommé, soit épargné et entièrement investi.

Tous les biens de consommation produits sont achetés et tous les biens d'investissement produits sont achetés, parce que le revenu est entièrement dépensé, parce que l'épargne est totalement utilisée à l'achat de biens d'investissement.

La première conséquence de cette loi est que la surproduction est inconcevable. La demande est toujours suffisante pour acheter la production. Une crise de surproduction ne peut qu'être sectorielle et temporaire et elle se règle d'elle-même par le mécanisme du marché.

La seconde conséquence est la neutralité de la monnaie par rapport à l'économie réelle. La monnaie n'a aucune influence sur l'activité économique, et comme elle ne peut être demandée pour elle-même, elle ne peut être thésaurisée.

B. La crainte d'une surproduction chronique

Elle est exprimée par Robert Malthus. Ce risque est lié à la possibilité d'un excès d'épargne et d'investissement qui accroît la capacité de production. La situation est imputable aux capitalistes qui ont trop tendance à épargner et accumuler leurs profits pour investir. Malthus en déduit qu'il faudrait favoriser les propriétaires fonciers qui ont une très forte tendance à consommer leurs rentes.

Dans ce schéma, les capitalistes et les rentiers sont solidaires et complémentaires : les premiers pour augmenter l'épargne et la production, et les seconds pour augmenter la consommation et la demande. Cela explique que Malthus rejette toutes les mesures de redistribution des revenus en faveur des ouvriers et des pauvres, car leur comportement importe peu.

Cette divergence entre Malthus, seul Classique à soulever la question de la demande, et les autres Classiques qui tous soutiennent la loi des débouchés de Say se retrouve aujourd'hui.

Dans le discours Néo-Classique, l'offre explique la demande (production implique demande) et l'insuffisance de demande est inconcevable. Dans le discours Keynésien, la demande anticipée explique le niveau de l'offre (demande implique production).

Chapitre 8 - La croissance économique ou la stagnation

Dans la théorie Classique, en raison de la loi des débouchés de Say, la croissance économique n'est jamais limitée par une demande insuffisante, car les besoins sont infinis. Elle repose entièrement sur des facteurs d'offre, et en particulier sur **l'accumulation de capital productif** qui augmente la productivité du travail et l'emploi.

C'est l'exemple fameux de la manufacture d'épingles pris par Smith. La division du travail « *amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail* » : elle engendre un gain de productivité considérable qui réduit d'autant la quantité de travail et donc le coût par unité de production. Il en est de même des « *découvertes tendant à perfectionner les machines et les outils* ». Si le travail est la source de l'enrichissement dans la société industrielle, car il est seul créateur du surplus, il suppose néanmoins une accumulation de capital pour augmenter le potentiel productif en achetant des machines et en créant des emplois.

Cette accumulation de capital ne peut venir que des capitalistes dont **les profits** sont épargnés et investis, car les propriétaires fonciers sont enclins à dépenser leurs rentes en biens de consommation de luxe et en services improductifs et les salariés consomment entièrement leur faible salaire.

La répartition du produit net est donc fondamentale. L'approche de Smith est optimiste car il prévoit que la croissance économique entraîne une hausse des salaires, des rentes et des profits. La hausse des profits est supposée suffisante à l'accumulation de capital. L'approche de Ricardo est pessimiste car il prévoit la fin de la croissance économique puisque l'augmentation des rentes se fait au détriment des profits.

La baisse du profit et du taux de profit interdit aux capitalistes de continuer à accumuler du capital et amené l'arrêt de la croissance économique. Ce marché vers la stagnation peut se ralentir, si la liberté d'importer empêche la hausse des denrées agricoles et si le machinisme augmente la productivité du travail et le profit.

Titre 4 - Karl Marx

Chapitre 1 - Présentation

Karl Marx est considéré comme le dernier des Classiques, car son analyse économique est proche de celle de Ricardo, même s'il n'en tire pas les mêmes conséquences.

L'étude du monde Marxiste est difficile en raison de son langage spécifique.

Le Marxisme est d'abord une philosophie et une science qui recouvre le matérialisme dialectique et le matérialisme historique. C'est aussi un discours économique critique du mode de production capitaliste. C'est enfin une praxis, car Marx est un militant révolutionnaire qui veut mettre la pensée au service de la révolution en formulant des principes pour l'action.

C'est du deuxième aspect que nous traiterons, à savoir l'analyse du capitalisme faite par Marx et contenue dans *Le Capital, Livre premier*, publié de son vivant en 1867.

Marx définit le **mode de production** comme l'articulation des forces productives et des rapports de production.

Les forces productives sont les relations techniques de production entre l'homme et la nature. L'une d'elles est la force productive du travail, caractérisé aujourd'hui par la productivité apparente du travail.

Les rapports de production sont les rapports sociaux entre les hommes dans le processus de production : rapports d'appropriation des moyens de production et des résultats de la production ; rapports d'organisation du processus de production.

Le mode de production est sans cesse amené à évoluer sous l'effet de ses contradictions. La tradition Marxiste retient quatre modes de production principaux, l'asiatique, l'esclavagiste, le féodal et le capitaliste, mais aussi un mode de production idéal qui marquerait « *la fin de l'histoire* », le mode de production communiste qui serait « *une société sans classe* ».

L'objet d'étude essentiel de Marx est le **mode de production capitaliste** caractérisé par des forces productives du travail très développées, c'est-à-dire très efficaces, en raison du machinisme,

Et par des rapports de production qui sont des rapports de domination et d'exploitation des capitalistes sur les salariés : les capitalistes possèdent le capital productif et s'approprient les profits ; les salariés ne possèdent que leur force de travail et sont exploités.

Chapitre 2 - La valeur des marchandises

Marx prend soin de préciser que sa théorie de la valeur s'applique aux seules marchandises reproductibles en grande quantité et vendues sur un marché.

Section 1. Substance de la valeur

Toute marchandise possède une valeur d'usage fondée sur son utilité et une valeur d'échange puisqu'elle est produite pour être vendue sur un marché. Cette valeur d'échange s'exprime par un rapport quantitatif entre deux marchandises.

Si, par exemple, cinq pommes sont échangées contre trois poires, on écrit que cinq pommes égale trois poires. Cela signifie que ces deux marchandises ont quelque chose qui leur est commun. Ce n'est pas la monnaie, car celle-ci est considérée comme un simple moyen de paiement ou intermédiaire des échanges. Ce qui leur est commun, c'est le fait d'être produit par du travail humain. Marx en déduit que le travail est la substance de la valeur.

Section 2. Mesure de la valeur

C'est la quantité de travail contenue dans la marchandise, elle-même mesurée par la durée du travail nécessaire pour la produire.

Mais, « *ce n'est pas la quantité de travail effectivement dépensée qui doit être prise en compte, (car) plus un homme est paresseux ou malhabile, plus sa marchandise aurait de valeur, puisqu'il emploie plus de temps à sa fabrication* ». Il s'agit d'un travail abstrait correspondant à un travail exécuté avec un degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions normales par rapport à un milieu social donné. Marx l'appelle « *le temps de travail socialement nécessaire à la production* ».

Cette quantité de travail « *socialement nécessaire* » comprend la totalité du travail incorporé dans la marchandise. Le travail direct de la force de travail appelé « *travail vivant* » ou encore « *capital variable* », symbolisé par la lettre V, est seul créateur de valeur nouvelle. Le travail indirect antérieurement dépensé pour produire les machines et les matières premières appelé « *travail mort* » ou encore « *capital constant* », symbolisé par la lettre C, ne fait que transmettre sa propre valeur. La valeur du capital total utilisé est égale à $C + V$ et la composition organique du capital est mesurée par le rapport C/V .

La quantité de travail « *socialement nécessaire* » varie au cours du temps, avec l'évolution des forces productives du travail. Dans la mesure où le progrès technique réduit cette quantité de travail en augmentant la productivité du travail, il entraîne une baisse de la valeur d'échange, c'est-à-dire du prix de la marchandise.

Cette méthode de mesure soulève deux problèmes techniques non encore résolus d'un point de vue pratique. D'une part, la prise en compte de la qualification des salariés en distinguant le travail simple du travail complexe. D'autre part, la prise en compte de l'intensité du travail.

Chapitre 3 - La répartition capitaliste - Force de travail et plus-value

Section 1. L'explication de « l'énigme de la plus-value »

La sphère de la circulation des marchandises est celle de l'échange des marchandises.

Une marchandise (M1) est vendue pour acheter une autre marchandise (M2) de valeur équivalente et que l'argent (A) est l'intermédiaire de cet échange. Cette opération vérifie le principe d'équivalence des échanges.

La sphère de la production des marchandises est celle de la production du plus-value ou de la valorisation du capital Elle est symbolisée par l'enchaînement :

Argent Marchandise Argent soit $A = > M. = > A$

L'argent est cette fois considéré comme un capital qu'il faut valoriser.

Cette « *formule générale du capital* » selon les termes de Marx se décompose de la manière suivante.

L'enchaînement $A = > M.$ signifie que le capitaliste échange un capital monétaire initial A contre une marchandise $M.$ de valeur équivalente, et cela en achetant des moyens de production représentés par le capital constant C , et de la force de travail représentée par le capital variable V . Le capital monétaire A est donc été transformé en capital productif $M.$ qui est égal à $C + V$

L'enchaînement $M. = > A$ signifie que le capitaliste échange la marchandise $M.$ contre un capital monétaire A' dont la valeur est plus grande que la valeur initiale A . L'explication de Marx est que le capital productif $M.$ a produit une nouvelle marchandise M' dont la valeur d'échange est supérieure à celle de $M.$ puisqu'elle est échangée contre de l'argent $A' = M'$

La différence entre $M.$ et M' s'appelle **la plus-value, symbolisée par PI** . Elle est née dans la sphère de la production puisque le capital productif $M. = C + V$ est devenu $NT = C + V + PI$

Comment expliquer cette valorisation du capital ? D'où vient cette plus-value ? La réponse de Marx est qu'il existe une marchandise particulière qui à la propriété de créer plus de valeur qu'elle n'en coûte et qui est la force de travail. La plus-value apparaît parce que le coût de cette force de travail, mesuré par le salaire, est inférieur à la quantité de valeur créée par cette même force de travail. D'où la thèse de l'exploitation de la force de travail par le capitaliste.

Section 2. La théorie Marxiste de l'exploitation

Elle repose sur la distinction essentielle entre la force de travail du travailleur et le travail créateur de valeur.

La force de travail est l'aptitude physique et intellectuelle du travailleur qui est vendue au capitaliste moyennant un contrat qui précise la durée du travail et le salaire et qui donne le droit au capitaliste d'utiliser cette force de travail pendant la durée de travail convenue. Ce que le travailleur vend au capitaliste, ce n'est pas son travail, mais sa force de travail.

Le prix de vente de cette force de travail est **le salaire payé** au travailleur par le capitaliste. Comme toute marchandise, la valeur d'échange ou le prix de la force de travail est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à la production de marchandises consommées par le travailleur et qui assurent la reconstitution physique et intellectuelle de sa force de travail.

L'usage de la force de travail se traduit par **une quantité de travail** seule créatrice de valeur et qui appartient au capitaliste.

La plus-value résulte de ce que l'usage de la force de travail créé plus de valeur que n'en coûte l'achat de cette force de travail. Cette plus-value est égale à la différence entre la valeur créée par l'usage productif de la force de travail et la valeur payée à cette force de travail qui est le salaire.

Si par exemple, le salaire correspond à l'équivalent de 6 heures de travail nécessaire pour reproduire la force de travail, mais que le travailleur fournit 10 heures de travail, la valeur produite pendant les 4 heures est la plus-value obtenue par le capitaliste. C'est en quelque sorte du travail non payé qui révèle l'exploitation du travailleur par le capitaliste.

Section 3. Le partage entre la plus-value et les salaires Le taux d'exploitation

Marx définit le taux de plus-value comme le rapport entre la plus-value (PI) et le capital variable (V), soit PI/V . Il exprime un rapport entre la plus-value des capitalistes et les salaires des travailleurs que Marx appelle taux d'exploitation. Ce partage entre la rémunération du capital et celle du travail est l'objet d'une « *lutte incessante entre le capital et le travail* » dont l'issue dépend « *du rapport des forces des combattants* » : la plus-value est d'autant plus forte que les salaires sont faibles.

Dans cette lutte, le capitaliste utilise tous les moyens pour augmenter sa plus-value.

1°) L'allongement de la durée de la journée de travail, sans variation du salaire, augmente la plus-value absolue, puisque le travailleur crée encore davantage de valeur non payée.

2°) La mécanisation accroît la productivité du travail et réduit le prix des marchandises, et en particulier le prix des marchandises consommées par les travailleurs. Il en résulte une baisse de la valeur de la force de travail, c'est-à-dire du salaire. Dans la mesure où la durée de la journée de travail est inchangée, la quantité de valeur créée est inchangée, mais la baisse du salaire entraîne une hausse de la plus-value relative.

3°) L'intensification du travail au cours de la journée augmente la valeur créée et donc la plus-value absolue, et elle augmente aussi la productivité du travail et donc la plus-value relative.

Marx ajoute que cette situation d'exploitation nécessite « *une action politique générale (car) dans la lutte purement économique, le capital est toujours le plus fort* ».

Section 4. La baisse tendancielle du taux de profit

Le capitaliste cherche à valoriser la totalité de son capital $C + V$. Il cherche à maximiser son taux de profit qui est le rapport entre la plus-value PI et la totalité de son capital $C + V$. Le taux de profit $PI / C + V$ peut aussi s'écrire PI / V au numérateur et $C/V + 1$ au dénominateur.

Il dépend ainsi du taux de plus-value PI / V et de la composition organique du capital C/V .

Dans la mesure où l'accumulation de capital incorpore toujours plus de progrès technique qui remplace les hommes par les machines, la hausse de la composition organique du capital C/V est inévitable. À supposer que le taux d'exploitation PI/V soit inchangé, cette hausse de C/V implique mathématiquement une baisse du taux de profit, puisque le numérateur est constant alors que le dénominateur augmente. Cette baisse du taux de profit est logique, puisque la part du capital variable (V), seule source de plus-value, diminue dans le capital total $C + V$.

La baisse du taux de profit est une tendance lourde à long terme. Elle peut être ralentie ou contrariée à court terme, si le taux d'exploitation PI/V augmente ou/et si la hausse de la composition organique du capital se ralentit, mais elle est inéluctable.

Chapitre 4 - Accumulation de capital - Croissance -

La croissance économique est fondée sur l'accumulation de capital productif qui débouche, à travers la répartition, sur la crise économique.

Section 1. L'accumulation de capital est une nécessité du capitalisme

La concurrence entre capitalistes les contraint à accumuler et innover ou à disparaître.

L'accumulation de capital s'analyse comme la transformation de la plus-value en capital constant et en capital variable. L'achat de capital constant se traduit par une augmentation de la capacité de production supposée créatrice d'emplois, et par une augmentation de la productivité du travail supposée destructrice d'emplois. L'achat de capital variable se traduit par une création d'emplois nouveaux.

L'accroissement du capital constant et du capital variable et l'accroissement de la productivité du travail contribuent ensemble à la croissance économique. Dans l'hypothèse retenue par Marx, la destruction d'emplois liée au progrès technique est plus importante que la création d'emplois. C'est pourquoi, la croissance économique s'accompagne du chômage des travailleurs qui constituent « *l'armée industrielle de réserve* ».

L'accumulation de capital irait ainsi de pair avec l'accumulation de la misère.

Section 2. La répartition des revenus et le taux de profit sont modifiés par la croissance économique

Une première conséquence de la croissance économique est la **hausse de la part des profits**.

Elle s'explique par une baisse de la masse salariale imputable à une baisse des emplois et au maintien de salaires constants à leur minimum de subsistance et par une hausse de la plus-value absolue et relative imputable à la hausse de la quantité de capital à valoriser et à la hausse de la productivité du travail.

Une seconde conséquence de la croissance économique est la **baisse du taux de profit**. Elle s'explique par l'augmentation du capital total à valoriser et par la substitution de capital constant au capital variable qui implique une hausse de la composition organique du capital.

Section 3. La crise économique est inéluctable

Elle résulte d'une contradiction fondamentale dans le mode de production capitaliste entre la contrainte d'accumuler toujours plus de capital et le remplacement de la force de travail, seule créatrice de valeur et de plus-value, par des machines qui ne font que transmettre leur valeur.

Cette contradiction débouche sur **une crise de surproduction**.

- **La paupérisation de la classe ouvrière** est la condition préalable de la crise. Cette paupérisation est imputable à la faiblesse des salaires et au chômage. Elle entraîne une sous-consommation des travailleurs. Les capitalistes font alors face à une surproduction de biens de consommation puisque les débouchés manquent. Cela les amène à ne plus acheter des biens d'investissement, car ils ne sont plus incités à augmenter leur capacité à produire des biens de consommation. Ce comportement contribue à une surproduction des biens d'investissement.

- **La baisse du taux de profit** est la cause immédiate de la crise. Quand les capitalistes estiment que le taux de profit est devenu trop faible, ils refusent de continuer de transformer la plus-value en capital, ils refusent d'accumuler. Faute de rentabilité suffisante, l'accumulation de capital s'interrompt et la croissance s'arrête.

Ces crises récurrentes se résolvent par la destruction de capital due aux faillites et par la concentration des entreprises et du capital. Il en résulte une hausse provisoire du taux de profit qui entraîne une nouvelle accumulation de capital jusqu'à la crise finale du capitalisme qui déboucherait sur un nouveau mode de production.

Titre 5. L'école Néoclassique

Chapitre 1 - Introduction historique

Au milieu du XIX^e siècle, certaines idées sont avancées dans l'indifférence générale par ceux que l'on appelle **les précurseurs**.

Section 1. Précurseurs

Cournot (1801-1877), célèbre mathématicien, affirme que la demande est une fonction inverse du prix. Il introduit ainsi, pour la première fois dans la littérature économique, une fonction de demande. Il démontre aussi que l'entreprise en position de monopole maximise son profit quand il produit une quantité telle que le prix correspond à une égalisation entre le coût marginal et la recette marginale : tant que le coût marginal est inférieur à la recette marginale, le monopoleur est incité à produire davantage ; mais si le coût marginal est supérieur à la recette marginale, il réduit sa production.

Dupuit (1804-1866), ingénieur des Ponts et Chaussées, estime que le prix des services publics devrait être fixe par **l'utilité** que l'utilisateur consommateur retire individuellement de la consommation de ce service.

Von Thunen (1783-1858) énonce les principes fondamentaux de la théorie de la productivité marginale.

Gossen (1810-1858) exprime en 1854 la loi de l'utilité marginale décroissante. Il soutient qu'il est impossible d'analyser les phénomènes économiques sans l'aide des mathématiques.

Section 2. Pères fondateurs

La révolution Marginaliste date des années 1870 quand ceux que l'on appelle les **pères fondateurs** bouleversent la réflexion économique. De manière indépendante, mais simultanée, l'anglais Stanley **Jevons**, l'autrichien Carl **Menger** et le français Léon **Walras** soutiennent un discours économique nouveau qui marque une véritable rupture vis-à-vis du discours Classique.

Jevons (1835-1882) démontre mathématiquement la loi de l'utilité marginale décroissante. Il formule la théorie de la valeur utilité selon laquelle « *le degré final d'utilité* » appelé aujourd'hui l'utilité marginale explique la valeur du bien, et cela

par une formule célèbre : « *le coût de production détermine l'offre, l'offre détermine le degré final d'utilité et le degré final d'utilité détermine la valeur* ».

Menger (1840-1921) avance également la thèse de l'utilité marginale décroissante pour affirmer que la demande d'un bien est une fonction inverse de son utilité marginale et donc de son prix. En mettant l'individu au centre de sa recherche, il annonce l'individualisme méthodologique et la micro-économie.

Walras (1834-1910) définit l'Économie politique comme « *la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de libre concurrence absolue* ». Il formule une théorie de la valeur utilité proche de celle de Jevons. Il construit un modèle d'équilibre général qui est le véritable fondement de la théorie Néoclassique.

Section 3. Alfred Marshall

Par la suite, dans la période 1890-1940, l'école Néoclassique se constitue autour d'Alfred Marshall (1842-1924) dont les *Principes d'économie politique* publiés en 1890 ont une influence considérable : ils sont représentatifs de la nouvelle orthodoxie. Tout en faisant couvrir de synthèse, son originalité repose sur son modèle d'équilibre partiel qui est une approche également fondatrice du paradigme Néoclassique.

Section 4. Schumpeter

Joseph Schumpeter, économiste et sociologue d'origine autrichienne (1883-1950) exilé aux États Unis, répondit à cette question si importante : le capitalisme peut-il survivre ? « Non je ne crois pas qu'il le puisse. »

Le capitalisme, selon Schumpeter, ne pouvait poursuivre sa marche en avant qu'aussi longtemps que les capitalistes se conduiraient comme des chevaliers, ou au moins comme des pionniers. L'impulsion du système provenait d'hommes de courage, d'hommes assez audacieux pour innover, tenter des expériences, parier sur l'expansion.

Schumpeter a affirmé que le développement économique en lui-même n'était pas le facteur décisif du processus historique, qui scellerait le destin du capitalisme. Avant l'avènement du capitalisme, le pouvoir donnait la richesse et le pouvoir lui-même procédait du prestige militaire, ecclésiastique ou bien politique or à présent, c'était la richesse qui amenait le pouvoir et la richesse revenait à ceux qui gagnaient au jeu du marché. Les cycles économiques ne procédaient pas d'une décision humaine, mais des directives du marché, la richesse et la pauvreté n'étaient pas dictées par le bon plaisir d'un roi, mais apparaissaient, fluctuaient et disparaissaient selon les impératifs du marché.

Les motivations économiques n'ont pourtant pas disparu. En dépit de nos tendances oligopolistiques, si le principe « acheter bon marché et vendre cher » n'était pas à la base de notre économie, nous connaîtrions demain un véritable chaos sur le marché. Si la volonté de s'enrichir ne poussait pas encore les gens à changer de métier, à modifier la direction des efforts des entreprises, nous aurions une économie languissante, inerte, immuable et non une économie active, fluide et dynamique. Le problème d'avenir, ce n'est pas le problème purement économique de savoir si la concentration se poursuivra, ou si le chômage apparaîtra, mais plutôt le problème moral de décider si nous nous opposerons à la concentration ou au développement du chômage sans réagir ou non.

Or il existe deux grands problèmes qu'il faut affronter : le maintien d'une économie de liberté en dépend, plus que des vieilles pressions économiques ou des nouvelles pressions idéologiques.

Section 5. Milton Friedman et les Monétaristes.

Milton Friedman est un économiste américain né le 31 juillet 1912 à New York et mort le 16 novembre 2006 à San Francisco, considéré comme l'un des économistes les plus influents du XX^e siècle.

Titulaire du prix Nobel d'économie en 1976 pour ses travaux sur l'analyse de la consommation, l'histoire monétaire et la démonstration de la complexité des politiques de stabilisation, il a été un ardent défenseur du libéralisme. Il a travaillé sur des domaines de recherche aussi bien théorique qu'appliquée ; il fut à l'origine du courant monétariste ainsi que le fondateur de l'École de Chicago.

En 1946, Friedman accepte un poste de professeur d'économie à l'université de Chicago, poste libéré à la suite du départ de Jacob Viner pour l'université Princeton. Friedman y restera finalement trente ans et y développa une école économique : l'École monétariste de Chicago, qui comprend des auteurs plusieurs fois récompensés de la plus haute distinction économique : George Stigler (Nobel 1982), Ronald Coase (Nobel 1991), Gary Becker (Nobel 1992), Robert E. Lucas (Nobel 1995).

Deux de ses œuvres ont particulièrement touché le grand public : d'abord son livre *Capitalisme et liberté* publié en 1962 puis sa série d'interventions télévisées réalisées en 1980 intitulée *Free to Choose* (en français *La Liberté du choix*). Dans *Capitalisme et liberté*, il explique sa théorie selon laquelle la réduction du rôle de l'État dans une économie de marché est le seul moyen d'atteindre la liberté politique et économique. Plus tard, dans *La Liberté du choix*, Friedman cherche à démontrer la supériorité du libéralisme économique sur les autres systèmes économiques.

Milton Friedman a inauguré une pensée économique d'inspiration libérale dont les prescriptions s'opposent de front à celle du keynésianisme. En réponse à la fonction de consommation keynésienne, il développa la théorie du revenu permanent. Friedman remet en cause le bien-fondé des politiques de relance qui, pour lui, ne peuvent que provoquer de l'inflation contre laquelle il faut lutter. À cette fin, il proposa l'instauration d'un taux constant de croissance de la masse monétaire.

Chapitre 2 - L'approche Néoclassique

Après un certain effacement dans les années cinquante et 60, elle est devenue dominante depuis la crise de 1973 et surtout à partir des années 80 avec la révolution néo-libérale conservatrice.

Elle s'inscrit dans le prolongement de la théorie Classique avec laquelle elle partage les principes du libéralisme, la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say et la théorie quantitative de la monnaie. Elle s'en démarque par une vision individualiste de la société, par sa théorie de la valeur utilité, par sa théorie de la répartition des revenus, et par son objet de recherche qui est la formation des prix sur les marchés. Elle représente une véritable rupture pour deux raisons essentielles : l'approche est microéconomique et le raisonnement se fait à la marge, avec l'utilité marginale et la productivité marginale.

Section 1. Le domaine d'étude de la théorie Néoclassique

La question Néoclassique de la satisfaction des besoins individuels remplace la question Classique de la croissance d'une économie. Les problèmes d'allocation des ressources rares remplacent celles de l'accumulation du capital et de la production.

Les deux ressources rares sont le capital et le travail : ce sont des services productifs qui sont présentés comme des données exogènes dont la recherche n'a pas à rendre compte. La seule interrogation porte sur l'affectation, l'utilisation ou encore l'allocation de ces ressources, et plus précisément sur **la meilleure allocation de ces ressources rares** entre les divers emplois possibles pour que les individus qui composent la société obtiennent **le maximum de satisfaction**.

Dans la mesure où le marché concurrentiel est supposé assurer cette allocation, la recherche porte sur **la formation des prix sur les marchés** et sur **la détermination de l'équilibre sur ces marchés** qui sont supposées apporter cette allocation optimale. L'existence d'un équilibre concurrentiel est démontrée, si l'on apporte la preuve qu'il existe au moins un système de prix, dits prix d'équilibre, pour lesquels la somme des offres de biens et services échangés est égale à la somme des offres demandées.

L'approche Classique était macroéconomique et dynamique. L'approche Néoclassique devient microéconomique et statique : elle cherche à connaître les conditions de l'équilibre entre les forces opposées de l'offre et de la demande, dans une économie d'échange.

La logique Néoclassique repose sur l'argumentation suivante. Les agents économiques rationnels cherchent individuellement à maximiser leur satisfaction matérielle. Ils réussissent parce qu'ils parviennent à se coordonner de façon optimale grâce au processus du marché.

Section 2. L'individualisme méthodologique

C'est un postulat selon lequel, pour comprendre les phénomènes économiques et sociaux, il faut partir de l'analyse **des comportements individuels souverains** qui effectuent des choix rationnels. Tout phénomène économique peut ainsi se ramener à l'interaction de calculs d'individus séparés, autonomes, libres, égaux, sans lien social, mais rationnels.

Les individus sont appelés des agents économiques : les ménages sont des agents consommateurs et les entreprises sont des agents producteurs.

Les ménages possèdent les deux facteurs de production, le travail et le capital, qu'ils louent aux entreprises en contrepartie d'une rémunération, revenu du travail et revenu du capital, dont une partie est épargnée et l'autre consommée. Les entreprises achètent aux ménages les services productifs du travail et du capital afin de produire des biens et services de consommation et d'investissement.

Le comportement de ces agents économiques est rationnel.

Les ménages se caractérisent par leur fonction d'utilité qui est un indicateur de la satisfaction que procure chacune des consommations envisageables : ils maximisent leur utilité sous la contrainte de leur budget, et leur choix détermine la fonction de demande.

Les entreprises se caractérisent par leur fonction de production qui associe un ensemble d'inputs à la quantité maximale produite : elles maximisent leur profit, sous la contrainte des prix des inputs et du produit qui sont donnés par les marchés, en décidant des quantités de capital et de travail utilisées et du niveau de leur production : leur choix détermine la fonction d'offre.

Le corollaire de cet individualisme méthodologique est l'élimination des classes sociales et des institutions comme l'État. La société apparaît simplement comme une agrégation d'individus. Cela signifie la négation de tout antagonisme entre les agents

économiques qui vivraient dans une sorte d'harmonie collective, et l'exclusion de toute nécessité d'intervention de l'État. L'harmonie sociale s'appellerait l'équilibre général.

Section 3. Le raisonnement en terme de marché

Le lien social entre les agents économiques passe par le marché, qui est le seul moyen de coordonner les décisions microéconomiques individuelles. Le marché est le lieu théorique où se rencontrent les offres et les demandes, lesquelles déterminent les prix. Ce mécanisme du marché est censé fonctionner de manière efficace et optimale puisqu'il conduit vers l'équilibre **entre l'offre et la demande**, mais à la seule condition que ce marché se caractérise par une concurrence pure et parfaite. Le modèle concurrentiel suppose notamment l'atomicité des marchés : cela signifie qu'aucun individu seul et isolé n'a de pouvoir. En revanche, l'ensemble des individus détermine l'offre et la demande.

Cette approche renvoie à « *la main invisible* » de Smith qui assure une coordination des activités sur les marchés : le marché est autorégulateur car il amène l'Égalité entre l'offre et la demande.

Chapitre 3 - La théorie de la valeur

La théorie Néoclassique de la valeur subjective (valeur utilité) est totalement opposée à la théorie Classique de la valeur objective (valeur travail), car elle sépare la notion de prix de celle de coût en se référant à l'utilité qui ne peut être exprimée que de façon subjective.

La théorie Marginaliste de la valeur établit que l'utilité marginale d'un bien explique son prix. L'utilité totale d'un bien se définit comme la satisfaction globale d'un bien : par exemple, boire de l'eau quand on a soif. L'utilité marginale d'un bien est la satisfaction individuelle procurée par une unité supplémentaire du bien : par exemple, le supplément de satisfaction à chaque verre d'eau.

En raison de l'intensité décroissante des besoins au fur et à mesure de la consommation, on peut énoncer **la loi de l'utilité marginale décroissante** avec la quantité consommée : par exemple, l'utilité marginale du premier verre d'eau est plus forte que celle du deuxième verre d'eau, et ainsi de suite, car la soif diminue au fur et à mesure de la consommation d'eau.

C'est pourquoi un bien rare, comme par exemple le diamant, a une utilité totale insignifiante, mais du fait de sa rareté il a une forte utilité marginale et donc un prix élevé. Au contraire, un bien abondant, comme par exemple l'eau, a une utilité totale élevée, mais comme son abondance permet une satisfaction facile, son utilité marginale est très faible, et donc également son prix.

C'est donc **l'utilité marginale** qui détermine **la valeur marchande, c'est-à-dire son prix**.

La théorie Néoclassique en déduit **une loi de la demande**. Le prix d'un bien est déterminé par sa valeur subjective, c'est-à-dire son utilité marginale, mais il reflète aussi l'équilibre entre l'offre et la demande de ce bien. Si la consommation d'un bien est telle que l'utilité marginale de ce bien est inférieure à son prix, le consommateur refuse de l'acheter : la baisse de la demande de ce bien entraîne une baisse de son prix jusqu'à ce qu'il devienne égal à l'utilité marginale. Inversement, si la valeur subjective d'un bien est supérieure à son prix, sa demande augmente et son prix également jusqu'à établir l'Égalité entre le prix et l'utilité marginale.

La variation de la demande implique une variation de prix telle que l'on obtienne l'égalité entre le prix et l'utilité marginale. Il est alors tentant de confondre la valeur subjective qui est l'utilité marginale avec la valeur marchande qui est le prix en affirmant que le prix mesure la valeur subjective.

Section 4 - La théorie Néoclassique de la répartition des revenus

Elle est fondée sur la productivité marginale des facteurs. Le taux de salaire est la rémunération du facteur travail et le taux d'intérêt est la rémunération du facteur capital.

Le principe de la productivité marginale est une théorie de **la demande de facteurs de production** selon laquelle, en situation d'équilibre, chaque facteur de production est rémunéré en fonction de sa productivité marginale. Le taux de salaire réel est égal à la productivité marginale du travail, laquelle est définie comme l'augmentation de production imputable à la seule augmentation d'une unité de facteur travail, car le facteur capital est inchangé. De même, le taux d'intérêt réel est égal à la productivité marginale du capital, laquelle est définie comme l'augmentation de production imputable à la seule augmentation d'une unité du facteur capital, car la quantité du facteur travail est constante.

Dans ce raisonnement, les taux de salaire et les taux d'intérêt sont donnés par le marché puisqu'ils dépendent de leur offre et de leur demande respective sur le marché du travail et sur le marché du capital. Les entreprises connaissent ces taux et ils demanderont plus ou moins de travail et de capital en fonction de la productivité marginale de chaque facteur dans l'entreprise. L'entrepreneur embauchera si le taux de salaire du marché est inférieur à la productivité marginale du travail dans son entreprise, et il licenciera si ce taux de salaire devient supérieur à la productivité marginale du travail. C'est donc l'égalisation entre le taux de salaire (détermine sur le marché) et la productivité marginale du travail (propre à chaque entreprise) qui explique la quantité de travail demandé par chaque entreprise. De même, l'entreprise augmentera la quantité de capital tant que la productivité marginale du capital est supérieure au taux d'intérêt et inversement, et l'égalisation entre le taux d'intérêt et la productivité marginale du capital expliquera la quantité de capital demandé par l'entreprise.

Cette loi de la demande de facteurs de production devient **la théorie de la répartition Néoclassique**, quand l'égalité précédente est transformée en relation causale, quand la productivité marginale du facteur de production devient explicative de son taux de rémunération.

Affirmer que la rémunération d'un facteur de production s'explique par sa productivité marginale, c'est admettre que chaque facteur est également productif, le travail mais aussi le capital, et c'est admettre que chaque facteur reçoit une juste rémunération en fonction de sa contribution à la production. Nous sommes très loin de la théorie Classique du surproduit. En outre, les Néo-classiques ont été dans l'incapacité d'expliquer le partage du produit net entre les revenus du travail et les revenus du capital, parce que ces deux catégories de revenus s'expliquent indépendamment l'une de l'autre: il leur a été impossible de démontrer que la répartition des revenus « épuise » le produit net.

Chapitre 4 - Les modèles d'équilibre représentatifs de la théorie Néoclassique

Le modèle d'équilibre néo-classique est fondé sur la confrontation entre l'offre et la demande sur le marché. Sur un marché concurrentiel, il y a une infinité de vendeurs et une infinité d'acheteurs : seuls, ils n'ont aucune possibilité d'influer sur ce marché, mais ensemble ils déterminent l'offre et la demande et donc le prix. La question est de savoir s'il est possible d'aboutir à l'équilibre sur le marché tel que l'offre est égale à la demande, et plus généralement s'il est concevable d'obtenir un équilibre général sur tous les marchés. La réponse Néoclassique est que la variation des prix opère cet ajustement entre les quantités demandées et offertes : le prix d'équilibre assure l'égalité entre l'offre et la demande.

Section 1. Le modèle d'équilibre général Walrasien

Il rend compte de l'ensemble des interdépendances entre les marchés.

Léon Walras est le premier économiste à tenter de résoudre une double question. La première question relative à **l'existence de l'équilibre** cherche à savoir s'il existe **un système de prix** pour lequel la somme des offres est égale à la somme des demandes. La seconde question relative à **la stabilité de cet équilibre** cherche à savoir s'il y a des forces automatiques qui conduisent à cet équilibre et l'y ramènent en cas de perturbation.

Walras démontre l'existence de l'équilibre général en posant le problème sous une forme mathématique élémentaire. Le système d'équations multiples est constitué par toutes les équations d'équilibre, qui définissent l'égalité des offres et des demandes, à une solution représentative de l'équilibre général, s'il y a autant d'équations que d'inconnues à déterminer. Walras montre que tel est bien le cas dans une économie de marché et il conclut à l'existence d'un équilibre général Mini par un système de prix relatifs d'équilibre qui égalise les offres et les demandes sur tous les marchés.

Walras affirme ensuite que le mécanisme qui assure l'existence de cet équilibre, et le retour à l'équilibre si l'économie s'en est écartée, est la concurrence sur les marchés qui fait converger les prix effectifs vers ces prix d'équilibre. La procédure d'ajustement est celle du tâtonnement par le biais d'un commissaire priseur imaginaire. Sur chaque marché, le commissaire priseur crie un prix et il enregistre l'offre et la demande à ce prix : si l'offre est supérieure à la demande, il crie un prix plus bas qui stimule la demande et réduit l'offre, et cela jusqu'à l'Égalité entre l'offre et la demande.

Dans l'hypothèse où les marchés sont concurrentiels, les prix sont instantanément négociés jusqu'à obtenir un système de prix d'équilibre. Les forces du marché assurent ainsi l'équilibre général et sa stabilité.

Pourtant, Walras se contente d'affirmer l'existence et la stabilité de l'équilibre général, mais sans le démontrer.

La preuve de l'existence de l'équilibre général est venue un siècle plus tard, par la démonstration mathématique faite en 1954 par Kenneth Arrow et Gérard Debreu. Ils démontrent l'existence d'un système de prix égalisant les offres et les demandes concurrentielles sur tous les marchés, mais sous certaines conditions, dont la concurrence pure et parfaite, l'existence de marchés complets, une dotation de survie distribuée à tous, l'absence de coûts fixes de production et des rendements d'échelle constants ou décroissants. Cette énumération suffit à limiter considérablement la

portée du modèle d'équilibre général Walrasien. Dans le monde réel, ce modèle ne peut exister.

Section 2. Le modèle d'équilibre partiel de Marshall

Il est centré sur l'échange d'un seul bien.

Il s'agit d'analyser la formation de l'équilibre sur un marché, en faisant abstraction des autres marchés. Sur ce marché partiel, les prix et les quantités sont déterminés par l'équilibre des deux forces contraires, celles de l'offre et de la demande.

Pour l'agent économique individuel, le prix est une donnée : cet agent réagit au prix en offrant plus ou moins, en demandant plus ou moins. En même temps, les individus pris dans leur ensemble vont déterminer les prix en raison même de leur comportement collectif. On peut donc dire que les prix expliquent le comportement individuel et que l'ensemble collectif des comportements explique les prix.

Marshall se situe dans un marché concurrentiel où la concurrence est pure, parfaite et complète.

Il formule une théorie du consommateur qui maximise son utilité et débouche sur une fonction de demande : l'utilité marginale détermine le prix, lequel explique la demande.

Il formule une théorie du producteur qui maximise son profit et débouche sur une fonction d'offre : la maximisation du profit détermine la combinaison de production optimale des facteurs capital et travail ainsi que le niveau de la production.

La question est toujours la même. Existe-t-il un prix d'équilibre sur un marché tel que la somme des offres soit égale à la somme des demandes ? La réponse est positive. Marshall l'explique en formulant « *une loi symétrique de la valeur* » selon laquelle, sur un marché, toutes choses égales par ailleurs, « *l'utilité détermine la demande, et le coût de production détermine l'offre, lesquels concourent ensemble à déterminer le prix, sans que l'on puisse savoir, à l'image des deux lames d'une paire de ciseaux, si la valeur est déterminée par l'utilité ou par le coût de production* ».

Le modèle de Marshall a le mérite de la simplicité, mais il est contestable du fait même de son hypothèse « toutes choses égales par ailleurs », qui permet de ne pas prendre en compte l'interdépendance des marchés.

Section 3. La représentation macroéconomique du modèle d'équilibre Néoclassique

L'approche Néoclassique est dichotomique, parce que l'analyse réelle seule importe et que l'analyse monétaire est secondaire, et parce que les phénomènes monétaires n'ont aucune influence sur les phénomènes réels.

Trois de ces marchés sont fondamentaux : les marchés du travail, du capital, des biens et services sont de nature réelle et ils déterminent **l'équilibre général réel**. Le marché de la monnaie monétise les variables réelles, mais il ne saurait modifier l'équilibre réel préalablement obtenu.

L'offre de travail des salariés est une fonction croissante du taux de salaire réel. La demande de travail des entreprises est une fonction décroissante du taux de salaire réel. La variation du taux de salaire réel, qui suppose la flexibilité de ce taux de salaire réel à la hausse et à la baisse, implique l'égalité entre l'offre et la demande de travail.

La situation de chômage signifie que l'offre de travail est supérieure à la demande de travail. La concurrence entre les salariés entraîne une baisse du taux de salaire réel qui augmente la demande de travail et diminue l'offre de travail **jusqu'**à aboutir au taux de salaire réel d'équilibre tel que l'offre de travail est égale à la demande de travail. Le chômage a disparu, car les salariés qui se sont retirés du marché du travail, en raison de la baisse du salaire, n'étant plus offreurs de travail, ils sont considérés comme des « *chômeurs volontaires* ».

Inversement, quand l'offre de travail est supérieure à la demande de travail, la concurrence entre les entrepreneurs entraîne une hausse du taux de salaire réel qui réduit l'offre de travail et augmente la demande de travail jusqu'à obtenir un nouvel équilibre sur le marché du travail à un taux de salaire réel d'équilibre plus élevé.

La flexibilité du prix du travail induit un équilibre sur le marché du travail qui se caractérise par **un taux de salaire réel d'équilibre au niveau du plein-emploi du facteur travail.**

A. Marché du capital

L'offre de capital représente l'offre d'épargne des ménages : elle est une fonction croissante du taux d'intérêt réel qui rémunère le prêt de cette épargne. La demande de capital représente la demande d'investissement des entreprises : elle est une fonction décroissante du taux d'intérêt réel qui paye le coût d'emprunt de ce capital. La variation du taux d'intérêt réel, qui suppose la flexibilité de ce taux d'intérêt à la hausse et à la baisse, permet l'égalité entre l'offre et la demande de capital.

Dans l'hypothèse où l'épargne est supérieure à l'investissement, cela signifie que l'offre de capital est supérieure à la demande, et il y a un phénomène de thésaurisation. La concurrence entre les prêteurs entraîne une baisse du taux d'intérêt réel qui incite les ménages à réduire leur épargne et les entreprises à augmenter leur investissement jusqu'à aboutir à un taux d'intérêt d'équilibre tel que l'offre de capital ou d'épargne est égale à la demande de capital ou d'investissement.

Dans l'hypothèse inverse d'une épargne inférieure à l'investissement, la concurrence entre les emprunteurs entraîne la hausse du taux d'intérêt réel qui induit une hausse de l'offre de capital et une baisse de la demande de capital de manière à établir un nouvel équilibre sur le marché du capital à un taux d'intérêt d'équilibre plus élevé.

La flexibilité du prix du capital induit un équilibre sur le marché du capital qui se caractérise par **un taux d'intérêt réel d'équilibre tel que l'épargne est égale à l'investissement.**

B. Marché des biens et services

En vertu de la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, la production crée ses propres débouchés, et la production est totalement demandée.

La production Y est la somme des biens de consommation Y_1 et des biens d'investissement Y_2 . Le revenu R se partage entre l'épargne E et la consommation C . La demande comprend l'investissement I et la consommation C .

Puisque l'équilibre sur le marché du capital détermine l'épargne E et assure l'égalité entre l'épargne E et l'investissement I , et puisque la production $Y_1 + Y_2$ est égale au revenu $C + E$ et à la demande $C + I$, cela signifie que tous les biens

d'investissement ont été achetés ($Y_2 = I$) et que tous les biens de consommation ont été achetés ($Y_1 = C$).

La loi des débouchés assure ainsi l'équilibre **sur le marché des biens et services** dans la mesure où tous les produits sont achetés et il n'y a jamais de surproduction.

C. L'équilibre sur le marché de la monnaie

L'offre de monnaie est la quantité de monnaie qui est mise à la disposition des agents économiques, ménages et entreprises, par le système bancaire. Soit M . la quantité de monnaie offerte circulant dans l'économie.

La demande de monnaie est la quantité d'encaissements monétaires dont les agents économiques ont besoin pour effectuer leurs transactions. Elle dépend de la production réelle (Y) et du niveau général des prix (p). Soit $p.Y$ la demande de monnaie des agents économiques.

L'équilibre sur le marché de la monnaie suppose que l'offre de monnaie soit égale à la demande de monnaie, soit $M = p.Y$. Dans cette équation, l'offre de monnaie M est une donnée exogène décidée par les autorités monétaires, et la production réelle Y est également connue, car c'est le niveau d'équilibre préalablement déterminé. Le niveau général des prix p est la seule inconnue de l'équation : il sera déterminé par l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie sur le marché de la monnaie.

La variation des prix permet ainsi d'obtenir l'égalité entre l'offre et la demande de monnaie. Dans l'hypothèse d'une quantité de monnaie offerte supérieure à la demande de monnaie, il en résultera une hausse des prix et donc l'inflation.

Titre 6. La révolution Keynésienne

Section 1 - L'approche Keynésienne

Malgré ses origines roturières, John Maynard Keynes (1883 à 1946) est le pur produit des public schools (Eton) et de l'Université britannique (King's College). Il fut tour à tour fonctionnaire, spéculateur, directeur de ballets, patron d'un restaurant et amateur d'art... en permanence, il demeura professeur au King's College, son université. Le tout avec des variations d'emploi, du futile à l'inutile.

En 1914, en tant que fonctionnaire, il s'occupe de la gestion des réserves en devises étrangères puis devient le responsable du financement de la guerre et de l'approvisionnement des armées. À l'issue de la conférence de la Paix, il dénonce le traité de Versailles, prédisant une autre guerre, dans son ouvrage *Les conséquences économiques de la paix* (1919).

Il publiera en 1921 un traité sur les probabilités afin de calmer sa passion du jeu.

En 1923, il s'oppose au retour à l'étalon or dans son *Tract sur la réforme monétaire*.

La Théorie Générale de l'Emploi, de l'intérêt et de la Monnaie est publiée en 1936 dans un contexte historique de chômage massif qui révèle les difficultés du système capitaliste à sortir de la grande crise des années 30. L'autorégulation des marchés apparaît comme un mythe.

Keynes opère une véritable rupture épistémologique dans l'histoire de la pensée économique, et notamment au regard de la science économique Néoclassique. De nombreux intellectuels sont attirés par le Marxisme et ils considèrent le communisme et l'URSS comme une alternative possible au capitalisme libéral. Keynes refuse une telle éventualité : il veut sauver le capitalisme en le réformant.

Le dernier chapitre de la *Théorie Générale* commence par la phrase suivante : « *les deux défauts marquants du monde économique où nous vivons sont l'échec à obtenir le plein-emploi et la distribution arbitraire et inéquitable des richesses et des revenus* ».

Elle révèle une rupture fondamentale quant au domaine de recherche de l'économie: **l'emploi** devient le centre de la réflexion économique et **le plein-emploi** un principe essentiel. Dans son argumentation, Keynes montrera que la réduction de l'inégalité des richesses et des revenus est favorable à la croissance économique et donc à l'emploi.

La seconde rupture est d'ordre méthodologique: l'approche redevient **macroéconomique** et elle devient **intégrationniste et monétaire**. L'économie est envisagée dans sa totalité et l'analyse concerne les grandeurs globales et leurs relations. L'approche ne peut être dichotomique, car les phénomènes économiques sont, par essence, monétaires. Keynes refuse la thèse de la neutralité de la monnaie, car la monnaie joue un rôle fondamental dans l'économie, notamment par le biais du taux d'intérêt. Il refuse également la loi des débouchées de Say. Cette dernière suppose que l'offre créée sa propre demande, que la surproduction est inconcevable et que le plein-emploi est assuré par la variation du taux de salaire réel sur le marché du travail.

La logique de la *Théorie Générale* peut être résumée de la manière suivante :

A. L'explication du niveau de l'emploi dans le mode de production capitaliste

La demande de biens et de services anticipée par les entreprises explique leur décision de produire. La demande effective est celle qui détermine le point d'équilibre tel que le niveau de production décidée correspond exactement à la demande anticipée : l'offre de biens et de services est égale à cette demande anticipée et il y a à l'équilibre **sur ce marché des biens et services**. Cette décision du niveau de production détermine le niveau de l'emploi, c'est-à-dire l'offre d'emploi des entreprises.

Dans ce modèle Keynésien, la production et l'emploi sont les variables que l'on cherche à expliquer, mais la relation causale est spécifique puisque c'est le montant de la production que Keynes appelle aussi **l'offre ou le revenu global** qui **détermine le niveau de l'emploi**. La demande est la variable explicative: elle se décompose en biens et services de consommation (= C) et en moyens de production ou biens et services d'investissement (= I). La demande de consommation des ménages dépend de la propension à consommer et la demande d'investissement des entreprises dépend de l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt.

La quantité d'emplois actifs offerte par les entreprises dépend exclusivement de leur niveau de production: il n'y a aucune raison que cette offre d'emplois par les entreprises corresponde exactement à la demande d'emplois des salariés. En général, l'offre est inférieure à la demande et il y a chômage. L'équilibre de sous-emploi signifie qu'il y a à l'équilibre sur le marché des biens et services (l'offre produite = la demande anticipée), mais sous-emploi (chômage) puisque la totalité de la population active disponible pour travailler ne trouve pas d'emploi.

B - L'intervention de l'État

Cet équilibre de sous-emploi est une situation d'équilibre stable. Puisque les entreprises produisent exactement la quantité de biens et services demandés, il n'y a aucune raison que cette situation change et le sous-emploi perdure. Keynes en conclut que le capitalisme ne génère pas spontanément le plein-emploi.

Si l'on veut augmenter l'offre d'emplois afin de réduire le chômage, la seule solution est que l'État intervienne pour augmenter la demande afin d'inciter les entreprises à produire plus et donc à créer des emplois.

Section 2 - L'explication de la demande globale

La demande est formée par l'addition de deux quantités: la somme dépensée pour la consommation et la somme consacrée à l'investissement. « *Les facteurs qui commandent ces deux quantités apparaissent foncièrement distincts* ». Les ménages obtiennent des revenus, pour l'essentiel salariaux: une partie est consommée et le reste est épargnée. L'appellation « *entrepreneur s'applique à la fois à la personne qui produit et à celle qui investit* »: les entrepreneurs prennent les décisions relatives à la production, à l'emploi et aux dépenses d'investissement.

A. La demande de consommation des ménages

Elle est influencée par de nombreux facteurs objectifs, comme le revenu, les variations imprévisibles des valeurs en capital, le taux d'intérêt et la politique fiscale, et par divers facteurs subjectifs comme le plaisir, la générosité, l'ostentation, la prodigalité, mais **le revenu** est « *la variable principale qui agit sur la consommation* ». Keynes établit une relation fondamentale entre le revenu global et la consommation globale qu'il appelle « **propension à consommer** »: elle est mesurée par le rapport entre la consommation et le revenu.

La loi psychologique de la consommation formulée par Keynes se traduit par trois propositions. La propension moyenne à consommer qui est la part du revenu destinée à la consommation ($= C/R$) est stable en courte période, mais décroissante en longue période au fur et à mesure de la satisfaction des besoins. La consommation est une fonction croissante du revenu, car une hausse de revenu implique une hausse de la demande de consommation. Cette hausse de la consommation est plus faible que la hausse du revenu, car une partie de la hausse du revenu est épargnée: cela signifie que la propension marginale à consommer ($= C/R$) est inférieure à 1.

B. La demande d'investissement des entrepreneurs

L'incitation à investir dépend de deux variables: la rentabilité attendue du projet d'investissement que Keynes appelle « *efficacité marginale du capital* » et le taux d'intérêt. La décision d'investissement suppose que l'efficacité marginale du capital est supérieure au taux d'intérêt.

L'efficacité marginale du capital et la demande d'investissement.

L'entrepreneur calcule l'efficacité marginale de son projet d'investissement en prenant en compte le coût de la dépense immédiate qui est à payer pour l'achat de ce bien d'équipement et les revenus attendus pendant la durée de vie de cet équipement, lesquels sont mesurés par les profits anticipés imputables à la hausse de la production ainsi obtenue. En général, plus l'investissement est important, plus l'incertitude est grande, plus les profits attendus sont faibles, et plus l'efficacité marginale du capital est

faible. On peut alors construire une courbe de demande de capital qui met en relation les flux d'investissement et l'efficacité marginale du capital : l'efficacité marginale du capital diminue quand le flux d'investissement augmente.

Le taux d'intérêt et le marché monétaire.

Le taux d'intérêt correspond, soit au coût de l'emprunt nécessaire pour réaliser cet investissement, soit à la rémunération obtenue si, plutôt que d'investir, l'entrepreneur préférerait placer cette même somme d'argent dans l'achat d'obligations.

Ce taux d'intérêt est une donnée qui s'impose à l'entrepreneur, car il est déterminé sur le marché monétaire par la rencontre entre l'offre et la demande de monnaie. L'offre de monnaie est la quantité de monnaie créée par les intermédiaires financiers bancaires. La demande de monnaie est l'ensemble des encaisses en monnaie détenue par les agents non financiers (ménages et entreprises) : l'encaisse de transaction et de précaution M1 est détenue pour effectuer des dépenses courantes, et c'est une fonction croissante du revenu ; l'encaisse de spéculation M2 est détenue pour spéculer sur le marché des obligations, et c'est une fonction décroissante du taux d'intérêt, car un taux d'intérêt élevé incite à acheter des obligations et réduit donc l'encaisse M2. L'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie détermine le taux d'intérêt qui est donc monétaire.

La confrontation de l'efficacité marginale du capital au taux d'intérêt explique **l'incitation à investir**. Si l'efficacité marginale du capital est inférieure au taux d'intérêt, l'entrepreneur renonce à investir, mais si l'efficacité marginale du capital est supérieure au taux d'intérêt, l'entrepreneur est incité à investir. Toutefois, ce comportement n'a rien de mécanique, car l'entrepreneur peut aussi être influencé par ce que Keynes appelle « *les esprits animaux* » ou encore « *leur tempérament sanguin* » ou « *leur goût du risque* ». Finalement, la demande d'investissement se fixe au niveau où l'efficacité marginale du capital est égale au taux d'intérêt puisque l'investissement se fait tant que le taux d'intérêt est inférieur à l'efficacité marginale du capital.

Section 3 - Le modèle d'équilibre Keynésien

« Le volume d'équilibre de l'emploi dépend de la fonction de l'offre globale, de la propension à consommer et du montant de l'investissement. C'est là l'essentiel de la Théorie Générale de l'Emploi ».

A. La demande anticipée

Les entrepreneurs anticipent une demande qui est « *la valeur de la production qu'ils espèrent vendre* » : c'est « *le produit* » qu'ils espèrent tirer de l'emploi d'une certaine quantité de personnes (= N). La demande de consommation anticipée (= C) est le montant suppose être dépensé pour la consommation, lequel dépend de la propension à consommer. La demande d'investissement anticipée (= I) est le montant qui devrait être dépensé pour l'investissement nouveau ou net, lequel dépend de l'incitation à investir, et donc de l'efficacité marginale du capital comparée au taux d'intérêt sur le marché monétaire.

La demande globale anticipée est la somme de la consommation estimée et de l'investissement nouveau prévu. La vente de cette demande suppose des recettes attendues qui doivent couvrir « *le coût de facteur de l'emploi* », c'est-à-dire payer les salaires des personnes employées, mais aussi rapporter à l'entrepreneur « *un revenu appelé profit* ». Le produit espéré et anticipé par les entrepreneurs est donc égal aux salaires augmentés du profit, étant entendu que l'objectif de l'entrepreneur

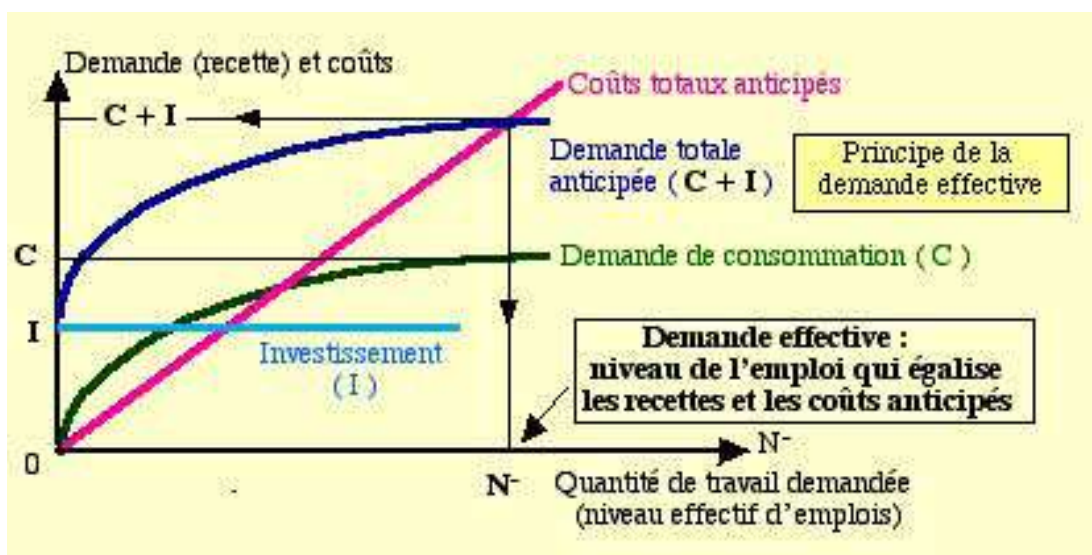
est « de rendre maximal l'excès du produit sur le coût du facteur emploi », autrement dit d'obtenir un profit maximal.

B. La production décidée

En fonction de cette demande qu'ils anticipent, les entrepreneurs décident de leur niveau de production qui est défini comme « le prix de l'offre globale » et correspond à l'emploi d'une certaine quantité de personnes (= N). Cette valeur de la production, qui inclut le profit désiré, se compose de la production de biens de consommation (= Y1) et de la production de biens d'investissement (= Y2).

C. La demande effective et l'emploi effectif

Les chefs d'entreprise décident le montant de la production à réaliser en prévoyant la demande solvable, dite demande effective. C'est en fonction de cette demande effective que l'emploi est déterminé.



À ce point d'équilibre, la demande est correctement anticipée puisque l'offre est égale à la demande : il y a équilibre sur le marché des biens et services, car tous les produits offerts sont demandés. Ce point d'équilibre détermine également le nombre de personnes effectivement employées, mais il n'y a aucune certitude qu'il soit égal au nombre de personnes désireuses de travailler.

Il s'agit donc d'un équilibre de sous-emploi.

D. Le salaire monétaire et les prix

Le comportement des salariés face aux entrepreneurs explique le **salaire monétaire** (= w) qui résulte d'une négociation collective. Les revendications des salariés portent sur le salaire monétaire : un faible chômage induit un rapport de forces favorable aux salariés qui peuvent exiger et obtenir une hausse du salaire monétaire ; un chômage important réduit le pouvoir de négociation des salariés qui ne peuvent revendiquer une hausse de salaire, mais obtiennent que les salaires ne diminuent pas

Le comportement des entrepreneurs explique **les prix**. Pour maximiser leurs profits, les entrepreneurs fixent leur prix de telle manière que le salaire réel, qui

est le salaire monétaire (= w) divisé par les prix (= p), soit égal à la productivité marginale du travail, laquelle est mesurée par l'accroissement de la production (= ΔY) divisée par l'accroissement de la quantité de travail (= ΔL). Soit l'équation $w/p = \Delta Y/\Delta L$, dans laquelle la seule inconnue, pour l'entrepreneur est le niveau des prix.

Section 4 - La croissance économique chez Keynes

L'analyse se situe en **courte période**. Cela signifie que l'équipement en capital, c'est-à-dire le stock des moyens de production est une donnée : l'investissement des entreprises n'est pris en compte que comme une dépense créatrice de revenus, mais pas encore créatrice d'une capacité supplémentaire de production. L'analyse suppose aussi qu'il y a des chômeurs involontaires et que l'accroissement de la production passe par une augmentation de l'emploi.

À. La description de la croissance

La croissance économique repose sur une hausse du volume d'emplois, mais *« lorsque l'emploi augmente, le revenu global augmente, et il en résulte une augmentation de la consommation globale mais inférieure à celle du revenu, puisque la propension à consommer est inférieure à 1 »*. Dans ces conditions, *« les entrepreneurs réaliseraient une perte si l'emploi supplémentaire était consacré en totalité à produire des biens de consommation. Il faut donc qu'il existe un montant d'investissement suffisant pour absorber l'excès de ce surcroît de production et ainsi combler la différence »*. Keynes en conclut que *« l'emploi ne peut progresser qu'au rythme d'accroissement de l'investissement »*.

Toute croissance économique suppose donc toujours un niveau d'emplois plus élevé pour obtenir une hausse de la production de biens de consommation ΔY_1 et une hausse de la production de biens d'investissement ΔY_2 . Pour ce faire, les entrepreneurs augmentent leurs dépenses de production en salaires (LW) et en investissement nouveau (AI). Il en résulte un accroissement du revenu (ΔR) qui est, soit consommé (ΔC), soit épargné (ΔE).

C'est le **mécanisme du multiplicateur** qui assure l'équilibre tel que le surcroît d'épargne est égal à l'investissement nouveau.

B. L'explication de la croissance

La question est celle du motif qui décide les entrepreneurs à augmenter la production en créant des emplois. Keynes répond que c'est *« l'attente d'un accroissement de la demande qui amène un accroissement de la production »*, car les entrepreneurs qui possèdent l'équipement en capital sont incités à lui associer un volume d'emplois plus important dans la mesure où ils espèrent des profits plus importants.

L'impulsion peut-elle venir indifféremment d'une anticipation de la demande de consommation ou de la demande d'investissement ?

Pour ce qui est de l'**investissement anticipé**, une réponse positive est évidente, car c'est la variable exogène fondamentale. Les dépenses d'investissement sont l'élément moteur de la croissance économique en induisant des emplois, et donc des revenus qui alimentent les dépenses de consommation, comme le montre le multiplicateur d'investissement Keynésien. Tout ce qui augmente l'incitation à investir, comme une baisse du taux d'intérêt ou/et un climat d'optimisme qui augmente l'efficacité marginale du capital, est un facteur explicatif de la croissance.

Pour ce qui est de la **consommation anticipée**, la réponse est plus complexe. La consommation elle-même est une variable endogène induite par le revenu, mais la propension à consommer est une variable exogène dont la variation peut agir sur la croissance économique. Keynes admet qu'« *une politique fiscale délibérément utilisée comme un moyen d'obtenir une distribution plus égale des revenus* » peut augmenter la propension à consommer et donc provoquer une hausse de la demande de consommation anticipée.

La conclusion est que la croissance économique Keynésienne de courte période repose sur une forte incitation à investir et sur une forte propension à consommer.

C. L'explication de la forte croissance à la fin du XIX^e siècle

La période 1870-1914 a été « *un extraordinaire épisode de progrès économique* » qui reposait « *à la fois sur le mensonge et sur la fraude* ». D'une part, les classes laborieuses acceptaient une situation où elles ne pouvaient prétendre qu'à une très petite part du gâteau, car la faiblesse des salaires impliquait une faible consommation et une impossibilité d'épargner. D'autre part, les classes capitalistes étaient autorisées à prétendre au meilleur morceau du gâteau, et donc à des profits élevés : elles étaient, en théorie, libres de consommer ces profits, mais en fait, « *une convention tacite* » leur en faisait consommer peu, car l'épargne était considérée comme un devoir, une vertu dont la finalité était l'accumulation de capital.

La croissance de cette période s'explique ainsi par une forte accumulation de capital, c'est-à-dire une forte production de biens d'investissement : elle résulte **d'une très forte incitation à investir** imputable à une forte efficacité marginale du capital ; elle a été permise par **une faible propension à consommer** imputable à une forte inégalité des revenus.

Keynes considère que « *le principe d'accumulation fonde sur l'inégalité était une partie vitale de l'ordre d'avant-guerre* ».

D. Le blocage de la croissance pendant la crise des années 30

La consommation anticipée est toujours faible, toujours à cause de la **faible propension à consommer** que Keynes explique par la toujours forte inégalité de revenus et par le fait que les principaux besoins fondamentaux sont satisfaits.

L'investissement anticipé est devenu faible, en raison de **la faiblesse de l'incitation à investir**, parce que l'efficacité marginale du capital est devenue inférieure au taux d'intérêt, et cela, parce que « *l'investissement est abandonné aux fantaisies d'une efficacité marginale du capital qui dépend des opinions personnelles d'individus ignorants ou spéculateurs et à l'influence d'un taux d'intérêt à long terme qui ne baisse jamais ou presque jamais au-dessous d'un niveau conventionnel* ».

Il en résulte une demande effective faible qui signifie une faible croissance et donc une faible création d'emplois.

Titre 7. Les néo keynésiens

Chapitre 1. Le néo keynésianisme

C'est une école d'économie parmi les plus importantes. Son objectif est de réaliser la synthèse entre les néo-classiques et les idées de Keynes, dont le keynésianisme est inspiré. Les tenants de cette école, appelés néo-keynésiens, sont cependant considérés comme proches des néo-classiques dont ils s'inspirent largement. On donne plus généralement le nom d'« école de la synthèse ».

Section 1. La macroéconomie néo-keynésienne

John Hicks sera le premier de cette école, il va modéliser la pensée keynésienne en environnement classique via le célèbre IS-LM qui décrit l'impact de politiques budgétaires de demande sur le PIB. Auparavant, toutes politiques n'étaient que d'offre et étaient d'inspiration classique.

Paul Samuelson est probablement le plus grand macro-économiste de cette école, il a en effet écrit un premier livre de macroéconomie qui a servi de base d'apprentissage pour les étudiants en économie. Ses travaux sont extrêmement larges: interprétation de la courbe de Phillips avec Robert Solow (chômage-inflation), formalisation de l'accélérateur keynésien, modèle en dotation factorielle pour expliquer le commerce international.

Ces théoriciens vont faire le lien entre fondements microéconomiques pour les agréger et former la macroéconomie moderne. L'IS-LM en est l'exemple. Leurs implications macroéconomiques influenceront les politiques de relance des années soixante aux États-Unis avec la relance Kennedy. Certains vont aussi étendre le modèle IS-LM pour le mettre à prix flexibles.

D'autres comme **Robert Mundell** vont étendre l'IS-LM pour le mettre en économie ouverte. On pourra donc modéliser les impacts des politiques monétaires et budgétaires sur des variables externes comme le taux de change fixe ou flexible, les taux d'intérêts du monde etc. C'est le modèle de Mundell qui retrace tout cela.

Robert Solow a théorisé la croissance économique en créant son célèbre modèle de Solow qui retrace l'accumulation du capital par tête d'un pays jusqu'à un seuil, appelé équilibre stationnaire. Ce modèle est très ambigu, du fait qu'il est considéré comme le modèle universel néo-classique alors que Solow était officiellement néo-keynésien.

William Baumol va théoriser avec Baynes, et Stigler la théorie des marchés contestables. C'est un modèle économique qui étudie les industries de réseaux, tels que les télécoms ou l'aviation. Ces industries ultra-spécialisées conduisent à une situation monopolistique du fait de coûts fixes très élevés qui constituent une barrière à l'entrée. Néanmoins, la concurrence potentielle exercée par les firmes désireuses de pénétrer un marché monopolistique va forcer la firme en monopole à maintenir ses prix suffisamment bas pour éviter l'entrée de concurrents.

Les conclusions de ce modèle ont conduit à la déréglementation des industries de réseaux détenues par l'État. La privatisation des entreprises de chemin de fer, d'aviation, de télécommunications en est la conséquence.

Section 2. L'équilibre général avec rationnement (EGR)

L'EGR est une nouvelle voie pour le keynésianisme. Il démarre dans les années 1970, développé par des Français. Le paradigme keynésien est remis en cause à cette époque : un chômage persistant commence à apparaître et les politiques de relance sont inefficaces. Rappelons que les modèles keynésiens classiques considéraient qu'on ne pouvait avoir chômage et inflation en même temps. Pourtant, les chocs pétroliers se caractérisent pas une forte inflation et un fort chômage, et une croissance nulle, c'est la stagflation. On pense alors que les idées de Keynes ont vécu avec l'École néo-classique (NEC) et les monétaristes.

Néanmoins l'EGR est un nouvel espoir, elle développe deux idées importantes

* Le chômage n'est pas forcément volontaire, d'autant que, quand le chômage devient très important, il n'est plus volontaire.

** Les économies fonctionnent loin de l'équilibre, cette notion d'équilibre est alors remise en cause notamment l'équilibre de plein-emploi.

Des théoriciens vont expliquer comment des économies vont fonctionner loin de l'équilibre : c'est-à-dire expliquer le maintien durable du sous-emploi, alors que chez les néo-classiques l'équilibre revient instantanément sans coût (notion d'équilibre général).

Les théoriciens de l'EGR, notamment **Robert Clower** (1965) et **Axel Leijonhufvud** (1967-68) vont alors reprendre les bases du système classique, mais vont différencier les offres et demandes effectuées par les agents et celles réalisées. Si les deux diffèrent, on sera en situation de déséquilibre. Cette hypothèse d'un déséquilibre entre l'offre et la demande va créer alors un courant appelé théorie (néo-keynésienne) du déséquilibre. Deux français vont la développer **Edmond Malinvaud** (1977) et **J-P Bénassy** (1976). Ils vont alors montrer que l'équilibre Walrasien est un cas particulier, un cas d'école et que généralement il y a déséquilibre.

Cette théorie a pour but de rassembler les keynésiens et les classiques autour d'une école. Ces deux Français ont donc créé une « économie à la française » (ou « French Economics »).

Le plus en vogue de cet école est actuellement **Paul Krugman**. Néo-keynésien, il est un des principaux auteurs de la nouvelle théorie du commerce international, qui repose sur le commerce intra-firme et intra-industrie, les effets de réseau, et les situations de concurrence imparfaite. En 2008, il reçoit le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur le commerce international en concurrence imparfaite et en économie géographique. Il est coauteur avec Maurice Obstfeld de *International Economics : Theory and Policy*, le livre de cours le plus utilisé dans ce domaine aux États-Unis.

Krugman s'est fait connaître du grand public par ses ouvrages de vulgarisation publiés depuis la fin des années 1980, et aussi grâce à son anticipation de la crise asiatique de 1997. Il est devenu célèbre depuis son entrée au *New York Times*, dans lequel il écrit un éditorial deux fois par semaine ; il s'y est illustré comme l'un des critiques les plus virulents de George W. Bush et de la « grande divergence », l'accroissement des inégalités des revenus et des fortunes.

Chapitre 2. La nouvelle économie keynésienne

C'est un courant de pensée économique né dans les années 1980 en réponse à la nouvelle économie classique. S'il retient des néo-keynésiens une référence à l'équilibre général de l'école néo-classique, il en relâche l'hypothèse de l'information parfaite. Il est critique envers les prescriptions de politique économique usuelles des keynésiens (déficit budgétaire et taux d'intérêts bas) qui ne tiennent pas assez compte des problèmes structurels liés au fonctionnement des marchés.

Les nouveaux keynésiens, contrairement à la nouvelle économie classique, ne croient pas que les marchés s'équilibrent rapidement en suivant la loi de l'offre et de la demande. En effet, pour eux, les salaires et les prix ne sont pas flexibles mais « visqueux ». Cette viscosité est liée pour eux à des imperfections de l'information. Leur optique n'est pas tant de substituer l'État au marché que de trouver les moyens d'améliorer le fonctionnement de l'économie.

Sont comptés habituellement parmi les nouveaux keynésiens : Joseph Stiglitz, George Akerlof, James Mirrlees et Michael Spence, Janet Yellen, Gregory Mankiw, Olivier Blanchard l'actuel chef économiste du FMI, Lawrence Summers qui a été Secrétaire au Trésor des États-Unis de Bill Clinton, mais aussi Ben Bernanke (ancien président de la Federal Reserve).

Titre 8. Les libéraux

Chapitre 1. L'école autrichienne

L'école autrichienne d'économie, dite parfois école de Vienne, est une école de pensée économique hétérodoxe qui prend comme point de départ l'individualisme méthodologique. Elle rejette l'application à l'économie des méthodes employées par les sciences naturelles et s'intéresse aux relations causales entre les événements, dont l'origine est l'action des individus, objet d'étude de la praxéologie.

Hors l'individualisme méthodologique, l'école autrichienne développe également une conception subjective de la valeur et l'importance du marché comme révélateur des préférences individuelles et régulateur de la société. Ses partisans défendent généralement des idées libérales en matière économique et plus généralement d'organisation de la société.

On la fait généralement débiter en 1871 avec la publication par Carl Menger de ses Principes d'économie. Ses principaux représentants sont Carl Menger, Eugen Von Böhm-Bawerk, Ludwig Von Mises, Friedrich Hayek et Murray Rothbard.

Chapitre 2. Friedrich Hayek

Friedrich Hayek, né Friedrich August Von Hayek (8 mai 1899, Vienne – 23 mars 1992, Fribourg) est un philosophe et économiste de l'École autrichienne, promoteur du libéralisme, opposé au socialisme et à l'étatisme.

Sa pensée est connue à travers son livre *La Route de la servitude*, publié en 1944. Il s'agit d'une analyse du totalitarisme qui se positionne à contre-courant des grandes idéologies qui dominent l'époque, nazisme et communisme. La thèse

centrale est que la socialisation de l'économie et l'intervention massive de l'État sur le marché débouche sur la suppression des libertés individuelles. Le pouvoir coercitif de l'État transforme toute question économique ou sociale en question politique. Il considère qu'il n'existe pas de différence de nature mais seulement de degré entre le communisme et le nazisme, entre socialisme et totalitarisme.

Il a reçu le prix Nobel d'économie en 1974 pour ses travaux pionniers dans la théorie de la monnaie et des fluctuations économiques et pour son analyse de l'interdépendance des phénomènes économiques, sociaux et institutionnels.

Hayek s'est intéressé à de nombreux champs de la connaissance humaine, comme l'économie, le droit, la psychologie, la philosophie ou la science politique. Il est l'auteur d'ouvrages de philosophie politique comme *La Constitution de la liberté* (1960) ou *Droit, législation et liberté* (1973-1979), ouvrages significatifs du libéralisme contemporain.

C'est le grand rival de JM Keynes et a pris, pour certains, sa place au Panthéon des économistes.

Partie 2 – Histoire de la politique économique et économie politique (depuis 1929)

Deuxième partie. Histoire de la politique économique et économie politique

Titre 1 - La grande crise des années 30

La catastrophe boursière d'octobre 1929 à Wall Street est historiquement le point de départ de la grande dépression des années 30. Cette « grande crise » naît aux États-Unis, mais elle se généralise à la quasi-totalité du monde industrialisé, à l'exception du Japon et de l'URSS.

L'effondrement de la bourse de New York n'a rien de surprenant, car il suit une période d'euphorie boursière. Il débouche sur une dépression économique spécifique, par son caractère mondialisé, par son intensité et par sa durée jusqu'alors inconnues. Cette « grande crise des années 30 », est la première dans l'histoire du capitalisme à n'avoir pas connu de reprise spontanée, et c'est ce qui explique son ampleur. Elle est également qualifiée de première crise de surproduction du système capitaliste.

Chapitre 1 - Les manifestations de la crise

Section 1. Le krach boursier de Wall Street comme déclencheur de la crise

Cette crise financière américaine intervient après trois années de spéculation effrénée : l'indice des cours à la bourse de New York passe de 143 en mars 1926 à 449 en août 1929, soit une augmentation de 306 points en trois ans, ce qui est équivalent à une hausse de 214 %.

Divers facteurs expliquent cette euphorie boursière. La politique monétaire est plutôt laxiste, car des taux d'intérêt inférieurs à 2 % favorisent l'emprunt, d'autant qu'il est possible d'acheter, avec un crédit à court terme (par un découvert bancaire) des actions. L'endettement privé est passé de 120 % du PIB en 1920 à 230 % en 1929. L'épargne est également abondante, notamment en raison de l'accroissement des profits des entreprises et de la hausse de l'inégalité des revenus pendant la forte croissance des années 20. Il y a enfin un climat de confiance dans la poursuite de la « prospérité ».

Pendant l'année 1929, l'effondrement de la bourse est prévisible parce que les premiers signes d'essoufflement de l'activité sont annoncés : baisse des prix du fer, de l'acier et du cuivre, baisse des profits dans l'automobile et la mécanique, chute de la construction de logements et ralentissement des dépenses de consommation.

Le 5 septembre 1929, le cours des actions commence à baisser et la faillite d'un trust financier ébranle la confiance. Le 24 octobre, le fameux « jeudi noir », 13 millions de titres sont offerts face à une demande quasi-nulle. Le mardi 29 octobre, la catastrophe survient quand 33 millions de titres sont à vendre, mais ne rencontrent aucun acheteur. La bourse de New York s'effondre : de l'indice 452 en septembre 1929, elle chute à 341 le 29 octobre, soit une baisse de 111 points équivalente à une réduction de 25 % en deux mois. La chute se poursuit jusqu'en juillet 1932, quand l'indice boursier de Wall Street atteint les 58 points. Entre septembre 1929 et juillet 1932, la capitalisation boursière se sera effondrée de 87 %.

Section 2. La crise financière américaine devient une crise économique mondiale parce que les États-Unis sont l'économie dominante

A. La crise financière américaine s'étend à l'Europe

Les États-Unis étaient devenus de grands prêteurs de capitaux, notamment pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Avant le krach boursier, les retraits de capitaux avaient commencé : il était devenu plus rentable de spéculer à la bourse de Wall Street que d'investir.

Une crise boursière s'interprète comme une réduction brutale de capitalisation, comme une destruction massive de monnaie, qui déclenche une crise générale de trésorerie laquelle est aggravée par l'arrêt des crédits. Les multiples cessations de paiement et la faillite des agents de change, intermédiaires sur le marché financier, entraînent les banques dans leur chute.

Les besoins de liquidités des banques les contraignent à rapatrier les capitaux qu'elles avaient placés en Europe.

C'est ainsi que se déclenche une crise bancaire européenne qui culmine en une crise financière internationale en 1931.

B. La crise financière américaine devient une crise économique américaine

Les spéculateurs en bourse ne sont encore qu'une minorité et leurs pertes ne sauraient être la cause de la crise économique. Mais l'effondrement de la bourse crée un climat qui n'incite pas les entreprises à produire plus, ni les consommateurs à acheter plus, d'autant que les restrictions de crédits pèsent sur l'activité des entreprises et sur la demande des ménages. En outre, les pertes des banques impliquées dans la spéculation boursière incitent les ménages à se précipiter dans leurs banques pour retirer leurs dépôts. Et il ne faut pas oublier que les États-Unis étaient en récession depuis juin 1929 : l'activité industrielle déclinait en raison de la baisse des achats de biens durables, notamment dans le secteur de l'automobile, et de la crise immobilière due aux difficultés des ménages à rembourser leurs emprunts.

C. La crise économique américaine devient mondiale

Le commerce extérieur des États-Unis a une grande importance pour le monde. La chute de la production industrielle américaine implique celle des importations et celle des exportations. Entre 1929 et 1932, la valeur des importations américaines baisse de 49 % et celle des exportations également de 49 %.

La dépression américaine s'étend au monde entier par l'effondrement des échanges commerciaux internationaux. La mise en place, dans tous les pays,

de mesures protectionnistes accélère le déclin du commerce international. L'effondrement du commerce international est d'autant plus important en valeur qu'il intègre la chute des prix.

Chapitre 2 - Les interprétations de la crise et les politiques mises en œuvre

Les débats dans les années 30 s'articulent autour de **la notion de cycle conjoncturel**. La succession de phases de croissance et de phases de crise est récurrente et donc considérée comme normale, tout au long du XIX^e siècle. Durant la phase d'expansion, la production, l'emploi, les revenus (salaires et profits) et les prix augmentent. Durant la phase de dépression, la production, l'emploi, les revenus et les prix diminuent.

Dans la mesure où cette crise économique est assimilée à la phase dépressive du cycle conjoncturel, qui succède à la phase expansive des années 20, elle devrait se résoudre d'elle-même, comme d'habitude, grâce aux mécanismes régulateurs du marché, comme cela s'était toujours produit auparavant.

Le problème est que le renversement du cycle ne se produit pas. La dépression ne cesse de s'amplifier. Les économies semblent incapables de retrouver spontanément le chemin de la croissance.

Les économistes s'interrogent alors sur cette absence de renversement du cycle. Les **Marxistes** annoncent la crise ultime du système capitaliste.

Les **Néo-classiques** affirment que l'économie se régule d'elle-même. La crise perdure tant que l'économie n'est pas suffisamment assainie. La phase dépressive doit encore s'approfondir tant que le creux de la dépression n'est pas encore atteint. Et l'État ne doit surtout rien faire, sauf à accompagner ou accélérer cette phase descendante afin d'arriver plus vite au point de retournement du cycle. Seules des mesures déflationnistes sont capables d'accélérer cet assainissement de l'économie : politique monétaire restrictive, baisse des dépenses publiques et baisse des salaires dans la fonction publique.

Keynes, au contraire, récuse les thérapies libérales conventionnelles de nature déflationniste. Il considère que l'économie est incapable de sortir seule de cette crise. Il défend l'idée selon laquelle le capitalisme ne sera sauvé que si l'État aide au retournement du cycle par une politique de relance économique : politiques monétaire et budgétaire expansives.

Les réactions des gouvernements obéiront à l'une ou l'autre de ces logiques Néoclassique ou Keynésienne.

La politique de déflation consiste à prendre des mesures destinées à faire baisser les prix et les salaires et à réduire les dépenses publiques pour atteindre l'équilibre budgétaire considéré comme un véritable dogme, comme le signe d'une bonne gestion.

La politique de relance suppose que les dépenses publiques contribuent à soutenir l'activité économique, car en en distribuant du revenu, elles augmentent la demande de consommation des ménages, laquelle incite les entreprises à produire plus et à créer des emplois. Dans ces circonstances, l'élimination du déficit budgétaire est non seulement impossible, mais surtout inopportune. Elle suppose également de favoriser les crédits par une politique de taux d'intérêt faibles et une politique d'open-market généreuse.

À la veille de la seconde guerre mondiale, le niveau du PNB dans les pays capitalistes est désormais soit proche, soit supérieur à celui de 1929. La crise des années 30 est vaincue, sans que l'on sache précisément dans quelle mesure les dépenses d'armement, face à une nouvelle guerre mondiale qui s'annonce, ont contribué à cette victoire.

Chapitre 3 - Les explications théoriques de la crise

Une question préliminaire se pose sur le rôle de la crise boursière. Les historiens et les économistes s'accordent pour estimer que l'effondrement de la bourse américaine n'est pas à l'origine de la grande crise : il en a été l'une des premières manifestations, et même la plus spectaculaire. Depuis plusieurs mois, le ralentissement de l'activité économique américaine était perceptible. L'appareil industriel semble suréquipé et en situation de surproduction, et l'agriculture n'arrive plus à vendre ses excédents. La catastrophe de Wall Street d'octobre 1929 apparaît comme le révélateur ou le déclencheur de la grande crise des années 30.

Il faut donc rechercher les causes profondes de cette crise. Il faut proposer un enchaînement explicatif de l'origine de cette crise, mais aussi expliquer son déroulement, c'est-à-dire sa durée et son ampleur. Les économistes sont divisés. La théorie d'inspiration Classique et celle d'inspiration Marxiste mettent en cause le système capitaliste lui-même. Les théories Néoclassique et Keynésienne accusent le mauvais fonctionnement du système capitaliste. La théorie de la régulation est d'inspiration Marxiste et Keynésienne.

Section 1. La théorie d'inspiration Classique

La crise s'expliquerait par le ralentissement progressif, mais définitif de l'accumulation de capital imputable au ralentissement démographique qui réduit la population active, à l'absence de progrès technique et à la saturation des besoins de consommation. La fin de l'accumulation de capital serait révélatrice de révolution tendancielle du capitalisme vers la stagnation, vers la croissance nulle.

Section 2. La théorie d'inspiration Marxiste

La crise s'expliquerait par la baisse tendancielle du taux de profit imputable à une suraccumulation de capital.

Cette thèse est infirmée par les faits. Le taux de profit n'a pas baissé dans les années 1920, bien au contraire, mais la crise a induit une baisse des profits et des taux de profit, laquelle apparaît comme une conséquence de la crise, et non comme une cause.

Section 3. La théorie Néoclassique

La crise étant identifiée à la phase dépressive du cycle conjoncturel, dont l'existence est considérée comme normale, la recherche de son origine ne se pose pas. Les explications porteront sur la durée et l'ampleur de la crise, sur les raisons pour lesquelles le retournement du cycle vers la phase d'expansion ne se produit pas. Il s'agit de comprendre pourquoi le système économique n'a pas correctement fonctionné : deux séries d'arguments sont avancées.

Le premier argument affirme que l'insuffisance de la concurrence sur les marchés a entraîné de nombreuses rigidités. La baisse des prix aurait été insuffisante parce que les prix sont désormais déterminés par le coût de production, et non plus par

les mécanismes d'offre et de demande. La baisse des salaires monétaires aurait été insuffisante en raison des syndicats, des conventions collectives et des indemnités de chômage. Les salaires réels seraient alors restés trop élevés et la rentabilité trop faible. Puisque ces rigidités sont désignées comme la cause de l'approfondissement de la crise, il aurait suffi de les supprimer pour sortir de la crise.

Cette première thèse est empiriquement infirmée. Les prix et les salaires monétaires ont fortement diminué. Et si les salaires réels de certains salariés n'ont pas toujours baissé, ce n'est pas imputable aux rigidités : le pouvoir des syndicats s'est considérablement réduit avec la montée du chômage ; les conventions collectives sont encore très peu nombreuses ; les indemnités de chômage sont faibles et peu fréquentes. En outre, les politiques déflationnistes mises en œuvre ont toutes échoué à faire repartir l'économie.

Le second argument affirme que la politique monétaire suivie par les autorités monétaires aurait été mauvaise. Elle était trop laxiste dans les années 20 et elle était trop restrictive entre 1929 et 1932. Selon Milton Friedman, l'attitude « *inepte* » de la banque centrale américaine a « *transformé une récession ordinaire en une crise mondiale* ». Elle a laissé s'écrouler, sans réagir, le système bancaire : en quatre ans, 22 000 banques américaines ont failli ou disparu. Sa politique monétaire a conduit à une forte contraction de la quantité de monnaie disponible dans l'économie américaine : baisse de 2,6 % entre août 1929 et octobre 1930 ; chute de plus d'un tiers entre 1929 et 1933.

Cette seconde thèse est vraie, en ce sens que le laxisme monétaire a certainement contribué à la spéculation boursière des années 20, mais un krach boursier ne débouche pas toujours sur une crise économique mondiale. La politique monétaire restrictive suivie ultérieurement est dans la logique déflationniste néoclassique : en contribuant à pérenniser la crise économique, elle explique en partie son ampleur. Néanmoins, la contraction de la quantité de monnaie apparaît davantage comme une conséquence de la crise que comme une cause : quelle que soit la politique monétaire suivie, la crise économique a induit une chute de la demande de crédits et donc une chute de la création de monnaie.

Section 4. La théorie keynésienne

La crise est analysée comme une crise de la consommation de biens durables qui se propage, selon un mécanisme multiplicateur, à l'ensemble de l'économie. Elle s'explique par la faiblesse de la demande liée à l'inégalité des revenus qui réduit la consommation des ménages et à la faible efficacité marginale du capital par rapport au taux d'intérêt qui restreint l'investissement des entreprises. La crise perdure parce que la production n'augmentera pas tant que la demande n'augmentera pas, et il n'y a aucune raison pour que la demande de consommation des ménages augmente d'elle-même, spontanément. Pour sortir de la crise, l'intervention publique est absolument nécessaire, car seul l'État est en capacité de relancer la machine économique qui ne fonctionne plus. La politique budgétaire d'accroissement des dépenses publiques et de réduction des impôts payés par les ménages est supposée augmenter les dépenses de consommation des ménages. La politique monétaire de taux d'intérêt faibles est censée inciter les entreprises à augmenter leurs dépenses d'investissement.

Cette thèse est empiriquement confirmée. Tant que les entreprises ne prévoient aucun accroissement de demande, elles n'ont aucune raison de décider d'augmenter leur production, et la crise économique persiste, voire s'aggrave. Par ailleurs, les politiques de relance ont, en règle générale, été des instruments efficaces de sortie de

crise. Néanmoins, la théorie Keynésienne n'explique pas le retournement brutal de conjoncture en 1929 aux États-Unis qui s'est manifesté par une chute de la demande.

Section 5. La théorie de la régulation

La crise résulte d'une suraccumulation de capital et d'une sous-consommation imputables à l'élargissement du fossé entre, d'un côté, la forte augmentation de la production due aux gains de productivité exceptionnels liés au mode de production fordiste qui, en augmentant les profits, incitent les entrepreneurs à investir toujours plus, et de l'autre côté, la faible augmentation de la consommation due à la faible augmentation des salaires. Ce non-partage des gains de productivité entre profits et salaires s'est traduit par une hausse de la part des profits au détriment de la part salariale. Puisque l'accroissement de la capacité de production n'a pas été suivie d'un accroissement des débouchés, et donc que l'augmentation de l'offre n'a pas été suivie par une augmentation de la demande, il était inévitable que se produise un processus cumulatif dépressif.

Titre 2. Les trente glorieuses

Chapitre 1. La situation en 1945

Section 1. Le bilan de la seconde guerre mondiale

Les pertes humaines sont estimées à 50 millions de morts, dont la moitié sont des civils. L'URSS a perdu environ 20 millions de personnes et l'Allemagne entre 4 et 5 millions. Les pertes de la France sont d'environ 600 000 morts, mais le million et demi de prisonniers et déportés qui reviennent entre mai et août 1945 est dans un tel état que la surmortalité sera grande. Les États-Unis ont eu environ 300 000 morts.

Les dégâts matériels sont considérables, notamment en France et en Allemagne, car les bombardements aériens ont été très destructeurs.

Le choc est également moral. Après la reddition des forces allemandes, le 8 mai 1945, le monde découvre l'existence des camps de concentration et l'horreur d'un système organisé d'extermination. Et l'explosion des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, en août 1945, fait prendre conscience au monde que la science peut conduire à des destructions apocalyptiques qui risquent d'engager l'humanité sur la voie d'un suicide collectif.

Section 2. La situation internationale est profondément bouleversée

De nouveaux rapports de forces politiques et économiques s'instaurent.

Les États-Unis sont les vainqueurs militaires et politiques et les grands gagnants économiques du conflit. L'effort de guerre a résorbé les effets de la crise des années 30. L'industrie s'est modernisée et concentrée. Leur production industrielle a plus que doublé pendant la guerre. En 1945, ils réalisent 50 % du PIB mondial et ils détiennent près de 80 % de l'or mondial. Les États-Unis sont en situation d'assurer une domination politique, économique et monétaire.

L'URSS sort de la guerre exsangue économiquement, mais puissante politiquement. Malgré des pertes humaines et des destructions matérielles qui ont été considérables, son IV^e plan quinquennal affiche des objectifs très ambitieux pour la période 1946-1950. Sa participation décisive à la victoire liée et sa situation politique et militaire fait de l'URSS le leader du camp socialiste et l'un des deux grands pays, avec les EU, sur l'échiquier international.

L'Europe est terriblement affaiblie. Elle sort ruinée de la guerre et elle est dans une situation économique désastreuse. L'Allemagne n'existe plus. La France est très affaiblie par la chute de 1940 et l'Italie l'est plus encore, même si son revirement lui évite le pire. La Grande-Bretagne est victorieuse, mais elle ne peut s'imposer face aux deux grandes puissances désormais dominantes. De plus, le processus de décolonisation commence : il est voulu par les EU et l'URSS, et par les nationalistes d'outre-mer qui, après avoir participé aux efforts de guerre, contestent les métropoles européennes.

Section 3. L'affrontement entre le monde capitaliste et le monde socialiste

Des la dernière conférence tripartite (EU, GB et URSS) en juillet 1945 à Postdam, la méfiance s'est installée entre le nouveau président américain, Harry Truman qui est farouchement anti-communiste et Staline qui s'inquiète de la possession de l'arme atomique par les EU et d'une possible mansuétude des occidentaux envers l'Allemagne.

Le discours de Churchill en 1946 parlant « *d'un rideau de fer qui s'est abattu sur l'Europe* » prend acte du partage de l'Europe entre les deux blocs idéologiques.

La guerre froide commence en mars 1947 quand le président Truman expose sa doctrine de « *l'endiguement* » destinée à aider tous les peuples « *désireux de défendre leur liberté* ». Les conférences sur le sort de l'Allemagne, à Moscou en mars-avril 1947, puis à Londres en novembre sont un échec. Dans le même temps, en avril-mai, les ministres communistes sont exclus des gouvernements français et italiens.

Chapitre 2. - Le nouvel ordre économique et politique mondial

L'émergence de nouvelles relations internationales monétaires, commerciales et économiques repose sur trois piliers. Les accords de Bretton-Woods créent un nouveau système monétaire international. Le GATT amorce la libéralisation des échanges commerciaux entre les États. Le plan Marshall aide à la reconstruction des économies européennes et fonde la coopération économique avec les EU et au sein des États européens.

Section 1 - Les accords de Bretton-Woods en 1944 et le nouvel ordre monétaire

Il s'agit de réformer le système monétaire international pour éviter les désordres monétaires de l'entre-deux-guerres jugés responsables de la dislocation des relations économiques internationales et des difficultés politiques qui ont conduit à des régimes fascistes. Il faut trouver un mécanisme régulateur des taux de change qui éviterait les dévaluations compétitives en cascade. On recherche une fixité relative des taux de change, mais en envisageant une possibilité de dévaluation et de réévaluation en cas de déséquilibre extérieur fondamental de la balance commerciale.

Section 2. Les propositions de réforme

Celles de l'anglais Keynes et celles de l'américain White ont des finalités opposées.

Le plan de J.M. Keynes est très ambitieux. Il propose d'instituer une banque supranationale appelée l'Union internationale de compensation qui aurait le pouvoir de créer une monnaie internationale appelée le **bancor**. Chaque banque centrale nationale détiendrait des réserves en bancor calculées en fonction de la situation de son commerce extérieur. Le bancor ne servirait que pour des transferts de soldes monétaires entre les banques centrales nationales. Les pays qui ont un déficit extérieur étant débiteurs emprunteraient cette monnaie internationale aux pays créditeurs qui ont un excédent extérieur : les pays excédentaires seraient ainsi contraints d'aider les pays déficitaires en les finançant. Au niveau mondial, le solde extérieur global est nul puisque la somme des excédents est égale à la somme des déficits : le retour à l'équilibre serait ainsi assuré et partagé par tous les pays.

Ce n'était nullement la vision américaine qui voulait limiter les possibilités d'emprunts afin de contraindre les pays déficitaires débiteurs à s'ajuster seuls, sans l'aide des autres pays, et qui cherchait à assurer l'hégémonie du dollar comme monnaie

Le plan de White est très simple. Il propose d'organiser la coopération entre les banques centrales nationales par l'institution d'un fonds de stabilisation. Il serait constitué par des droits de tirages versés par chaque état-membre, en or et en monnaie nationale, et calculés en fonction de leur poids relatif dans l'économie mondiale. Il serait dépourvu de tout statut bancaire et sans pouvoir de création monétaire. Il serait seulement chargé de redistribuer des droits de tirages aux pays momentanément déficitaires.

Section 3. Le résultat des accords de Bretton-Woods

Les négociations entre les Américains et les Anglais ont commencé en été 1942. L'accord est intervenu en avril 1944. Le président Roosevelt invite 44 pays à signer cet accord dans la ville américaine de Bretton-Woods en juillet 1944.

Fondés sur le plan White, les accords de Bretton-Woods assurent la domination du dollar dans le monde. Ils se caractérisent par la mise en place d'un nouveau système monétaire international centré sur le dollar et par la création de deux institutions internationales, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Le régime de change est celui de l'étalon de change or. Les taux de change sont fixes, mais ajustables.

Chaque État définit la valeur de sa monnaie par rapport à cet étalon et s'engage à maintenir fixe cette parité avec une marge de plus ou moins 1 %. Néanmoins, en cas de problèmes structurels insurmontables de sa balance extérieure, il pourra obtenir l'autorisation d'un ajustement de sa parité, c'est-à-dire une dévaluation ou une réévaluation de sa monnaie.

Cet étalon de change or est, par définition, une monnaie facilement convertible en or. Comme les EU sont détentrices de 80 % du stock d'or mondial, ils seront les seules capables d'assumer cette convertibilité. C'est pourquoi le dollar devient, naturellement, cet étalon et la monnaie vis-à-vis de laquelle toutes les autres monnaies se définissent.

La première conséquence de ce système est que le dollar devient la référence internationale et une monnaie internationale « *aussi bonne que l'or* ».

La seconde conséquence est que chaque État, à l'exception des États-Unis, s'engage à intervenir sur le marché des changes pour maintenir fixe la parité dollar de sa monnaie nationale. La stabilité du dollar vis-à-vis de toutes les autres monnaies est ainsi obtenue par la seule intervention de toutes les banques centrales nationales, sans qu'il soit nécessaire à la banque centrale américaine, la FED, d'intervenir.

La troisième conséquence est que les États-Unis peuvent créer, sans aucune limite, des dollars qui financent leur déficit extérieur, puisque les banques centrales (autres que la FED) achèteront ce surcroît de dollars, car ils se doivent d'éviter la chute du dollar pour maintenir la parité de leur monnaie en dollar.

Ce système fonctionne correctement tant que l'Europe et le monde ont besoin d'une monnaie internationale suffisamment abondante pour régler les échanges internationaux. Dès la fin des années cinquante, l'accumulation des déficits extérieurs américains se traduit par une création de dollars jugée si excessive qu'elle commence à miner la confiance dans le dollar. La situation devient d'autant plus difficile que la conversion en or d'une partie de ces dollars ne cesse de réduire le stock d'or américain. Le système d'étalon de change or, parfois appelé système d'étalon dollar, s'effondre en août 1971 quand le président Nixon annonce officiellement que le dollar cesse d'être convertible en or.

Le Fonds Monétaire International est un fonds de stabilisation des taux de change chargé d'aider les pays membres victimes de déséquilibres momentanés de leur balance extérieure. Chaque État apporte au FMI un dépôt ou quota verse pour 25 % en or et pour 75 % dans sa propre monnaie. Cela lui donne un droit de tirage pour obtenir les devises dont il aurait besoin pour défendre la parité de sa monnaie. Ce droit de tirage ordinaire automatique est limité à la tranche or. Au-delà, les droits de tirages supplémentaires sont soumis à l'avis du FMI qui prend en compte la politique économique mise en place par le demandeur. Ces droits de tirages sont des crédits temporaires destinés à corriger des déficits extérieurs passagers.

Les difficultés surviennent dans les années soixante quand le dollar est devenu tellement surabondant qu'il est fortement attaqué sur le marché des changes. Les banques centrales nationales sont incapables, voir même refusent, d'intervenir en achetant des dollars, afin de maintenir la parité or du dollar. En 1969, sont créés les DTS, Droits de Tirages Spéciaux : c'est une véritable monnaie internationale destinée aux seules banques centrales, mais qui n'est utilisable que pour financer un déficit extérieur.

La Banque Mondiale est d'abord appelée Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ou encore BIRD. C'est une banque d'investissement dont les ressources sont données par les États membres et destinées à financer des investissements. Les pays européens désireux de reconstruire leur économie en ont d'abord été les principaux bénéficiaires, mais assez rapidement, la Banque Mondiale s'est tournée principalement vers les pays en développement.

Section 4. Les accords du GATT en 1947

Les États-Unis veulent promouvoir le libre-échange en obtenant une baisse des tarifs douaniers, et cela dans le cadre de négociations et de compromis multilatéraux, et non plus bilatéraux, qui n'excluent pas les sanctions.

Ce sera l'**Accord Général sur les Tarifs et le Commerce**, en anglais GATT (Général Agreement on Tariffs and Trade). Il suspend les restrictions aux importations, il initie un abaissement des droits de douane, et il interdit toute pratique

discriminatoire, notamment avec l'extension de « *la clause de la nation la plus favorisée* ». Cet accord est relativement souple parce qu'il préserve les spécificités nationales en admettant des clauses de sauvegarde pour les industries menacées par la baisse des tarifs douaniers et parce qu'il accepte les unions douanières, comme, par exemple le Marché Commun.

Par la suite, ce seront quatre séries de négociations multilatérales appelées rounds qui, chaque fois, réduisent les droits de douane et les contingentements et contrecarrent les tendances au protectionnisme.

Ce sera enfin, en 1995, la création de l'OMC, **Organisation Mondiale du Commerce**, désirée des 1946 par les États-Unis.

Des 1944, les États-Unis aident l'Europe en lui accordant des dons et des prêts avantageux, mais cette aide se révèle insuffisante face aux énormes besoins de reconstruction. Comme l'Europe est dans l'incapacité de produire suffisamment de biens de consommation et de biens d'équipement, elle doit les acheter à l'extérieur et notamment aux États-Unis, mais cela a fait fondre ses réserves en devises et en or d'autant qu'elle est incapable d'exporter. L'Europe se retrouve, en 1947, dans l'incapacité de continuer à payer ses achats à l'extérieur. En conséquence, les déséquilibres, loin de disparaître, s'aggravent dans certains domaines. En France par exemple, le rationnement alimentaire est devenu plus dur que pendant la guerre. Faute de moyens financiers, les efforts de reconstruction se ralentissent partout.

La prise de conscience américaine de la nécessité d'une aide plus ambitieuse repose sur des considérations politiques et économiques. Il apparait urgent d'aider l'Europe à sortir de ses difficultés économiques parce qu'il faut éviter les crises sociales, mais aussi et surtout la progression du communisme. Il est également important que les États-Unis surmontent la crise de reconversion de leur appareil productif en procurant des débouchés aux produits civils.

Dans son **discours à Harvard le 5 juin 1947**, le général Marshall, secrétaire d'État du président Truman affirme la nécessité d'une aide substantielle et gratuite à tous les pays d'Europe afin d'éviter « *une dislocation économique, sociale et politique très grave* ». La seule condition mise à cette aide exceptionnelle est que les pays européens coopèrent pour élaborer ensemble un programme de reconstruction. Le plan Marshall est le symbole de la puissance américaine. Il marque la rupture entre le monde capitaliste et le monde socialiste, car l'URSS et ses satellites refusent en juillet 1947 l'offre américaine. Il marque aussi le début de la coopération économique entre les pays européens bénéficiaires de l'aide.

Le plan Marshall est programme sur les années 1948-1952. Il est accepté par 16 pays, dont le Japon et la Turquie, auquel s'ajoute en 1949 la République Fédérale d'Allemagne qui vient juste d'être créée. Il comporte des prêts à long terme à taux d'intérêt faibles pour environ 15 %, des dons en dollars pour 8 % et des **dons en nature**, notamment sous forme de biens d'équipement, pour 77 %. L'État fédéral américain achetait ces produits aux entreprises américaines pour les donner gratuitement aux États européens qui les vendaient à leurs entreprises, lesquelles les payaient en monnaie nationale. Ces sommes, appelées la contre-valeur, sont d'abord stérilisées dans les banques centrales nationales, puis ultérieurement réinjectées dans l'économie. Au total, l'Amérique versera au titre du plan Marshall près de 13 milliards de dollars, dont 25 % au Royaume-Uni, 21 % en France, 12 % en Allemagne et 11 % en Italie.

Le plan Marshall a été à l'origine du processus d'intégration européenne. Les États-Unis ont exigé la création d'une institution commune pour répartir l'aide globale américaine entre les pays bénéficiaires et pour élaborer un programme de développement des économies européennes.

Ce fut la création en 1948 de l'OECE, l'Organisation Européenne de Coopération Économique. Elle fut élargie aux États-Unis, au Canada et au Japon, et elle devint en 1960 l'OCDE.

Dans le même esprit, pour pallier l'absence de convertibilité des monnaies nationales, une Union Européenne des Paiements, l'UEP, fut créée en 1950. Elle permettait une compensation des soldes extérieurs favorable aux échanges commerciaux inter européens.

La coopération européenne voulue par les États-Unis était un moyen d'imposer l'unité aux Européens, notamment en réconciliant l'Allemagne et la France et en réintégrant l'Allemagne de l'Ouest dans l'Europe Occidentale, car les Américains y voyaient le meilleur rempart contre l'URSS et le communisme.

Le bilan du plan Marshall est évidemment positif. Il l'a été pour les économies européennes qui ont retrouvé en 1950 des conditions normales de fonctionnement et leur niveau de production d'avant-guerre. Il l'a été pour l'économie américaine qui a bénéficié de commandes de l'État fédéral pour 11 milliards de dollars.

Chapitre 3. La description de la croissance économique

Cette période est appelée de manière impropre « *les 30 glorieuses* », car en fait, elle commence au début des années cinquante et elle s'essouffle à la fin des années soixante, pour s'achever officiellement avec le choc pétrolier d'octobre 1973 (soit 23 ans).

L'accroissement du PIB mesuré entre 1950 et 1973 est sans équivalent dans le passé et sur une aussi longue période.

La croissance concerne le monde capitaliste comme le monde communiste. Le taux de croissance du PIB est, en moyenne annuelle, de 4,8 % pour l'Europe de l'Ouest comme pour l'URSS et l'Europe de l'Est.

La croissance concerne également le Tiers-Monde pour lequel le terme de pays en développement tend à remplacer celui de pays sous-développés. Le taux de croissance du PIB est, en moyenne annuelle, de 4,4 % en Afrique, 5,2 % en Asie (Japon exclu), et 5,3 % en Amérique Latine. Mais l'accroissement démographique réduit fortement les taux de croissance du PIB par habitant : en moyenne annuelle, il est de 2 % en Afrique, 2,5 % en Amérique Latine et 2,9 % en Asie (Japon exclu).

Il en est résulté, contrairement aux espérances des années cinquante, un creusement des écarts du niveau de développement, mesure par le PIB par habitant, entre les pays développés et les pays en développement. Le fossé s'est également approfondi parmi les pays en développement, car la moyenne générale cache de fortes disparités : le taux de croissance du PIB par habitant est, en moyenne annuelle, de 1,1 % pour les pays les plus pauvres dont le revenu est faible, de 3,7 % pour les pays à revenu moyen, et de 5,2 % pour les pays les plus riches dont le revenu est élevé.

En considérant les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne comme étant représentatifs du monde développé capitaliste, le caractère remarquable de cette période de prospérité se manifeste par les quatre constats suivants.

L'importance des taux de croissance est inédite sur une aussi longue période.

Le taux de croissance du PIB entre 1950 et 1973 est, en moyenne annuelle, supérieur à 9 % au Japon, d'environ 6 % en Allemagne et 5 % en France, de 4 % aux États-Unis et 3 % au Royaume-Uni.

Cette croissance se produit **sans fluctuations**, car les cycles conjoncturels n'ont été ponctués que par de brèves récessions. Néanmoins, les États-Unis ont eu une évolution plus cyclique que les autres.

Elle s'est déroulée dans le cadre d'un **quasi plein emploi**. Le chômage n'a pas disparu, mais il est imputable à de simples ajustements inévitables sur le marché du travail. Toujours sur la même période et en moyenne annuelle, le taux de chômage se situe en général autour de 2 % à 3 %, avec un maximum considéré comme incompressible de 4,5 % aux États-Unis.

Elle s'accompagne d'une **relative maîtrise de l'inflation**, malgré une inflation rampante dans les années soixante, mais qui commence à monter à la fin de cette décennie. Toujours sur la même période et en moyenne annuelle, la hausse de l'indice des prix à la consommation varie entre 3 % aux États-Unis et en Allemagne, 4,5 % au Royaume-Uni et 5 % au Japon et en France.

En Europe et au Japon, la croissance était imputable pour 45 % à 50 % au capital et au travail, et pour 50 % à 45 % à la productivité globale des facteurs.

La conclusion est que cette période de forte croissance s'explique, autant sinon plus, par l'amélioration du processus productif mesuré **par la productivité globale des facteurs**, que par l'accroissement quantitatif des facteurs travail et capital

Section 1. L'explication Néoclassique de la croissance

La logique Néoclassique est une **logique de l'offre**. L'accroissement de la production s'explique par une hausse des facteurs de production: accroissement du facteur travail lié à l'accroissement de la population active et accroissement du facteur capital qui incorpore le progrès technique. Le travail et le progrès technique sont considérés comme des variables exogènes. L'accumulation du capital est une variable d'ajustement essentiel qui rend possible la création d'emplois et donc la croissance économique.

Cette approche est un constat d'évidence, et non une explication: il y a confusion entre les facteurs physiques de la croissance et les facteurs explicatifs de cette croissance.

La seule question que se posent les Néo-classiques est celle du financement de l'accumulation de capital rendue nécessaire par une augmentation de la population active. Ils répondent que l'investissement productif est financé par l'épargne qui elle-même provient des profits.

La théorie Néoclassique explicative de la croissance économique est ainsi fondée sur **l'accumulation de capital productif**, laquelle suppose une hausse équivalente des **profits**.

Section 2. L'explication Keynésienne

La logique Keynésienne est **une logique de la demande**. L'accroissement de la production s'explique par une hausse de l'une des composantes de la demande effective : demande de biens de consommation et/ou demande de biens d'investissement ; demande intérieure et/ou demande extérieure. Les entreprises décident d'augmenter leur production, en embauchant des salariés et en investissant pour augmenter leur capacité de production, parce qu'ils anticipent une hausse de la demande. Ce peut être une hausse de la demande interne de consommation imputable à une hausse de la masse salariale et/ou à une baisse de l'inégalité des revenus. Ce peut être une hausse de la demande interne d'investissement consécutive

Une baisse du taux d'intérêt et/ou à une hausse de la consommation. Ce peut être une hausse de la demande extérieure, en biens de consommation et en biens d'investissement, liée à une meilleure compétitivité des produits nationaux exportés et/ou à une croissance économique soutenue des pays clients.

La théorie Keynésienne explicative de la croissance économique est ainsi fondée sur **l'accroissement de la demande**, en biens de consommation et en biens d'investissement.

Section 3. L'explication concrète

Un ensemble convergent de facteurs ont contribué à augmenter l'offre et la demande.

La production de masse résulte d'un processus de production performant lié à une forte accumulation de capital, à une diffusion rapide du progrès technique, et à une organisation du travail qui augmente la productivité du travail en intensifiant les conditions de travail par le travail à la chaîne et le travail poste. Elle se manifeste dans l'essor de nouveaux produits, notamment **les biens de consommation durables** standard, dont la production en grande quantité engendre un coût et donc un prix moindre.

La modernisation de l'agriculture est générale. La multiplication des tracteurs et machines agricoles, l'utilisation massive de fertilisants à base d'azote, de potasse ou de phosphate, le recours à des désherbants sélectifs liés au progrès de la chimie, la diffusion de semences hybrides, et la sélection rigoureuse du bœuf entraînent une hausse sans précédent de **la productivité du travail** dans l'agriculture. Entre 1950 et 1973, elle est multipliée par 6 en France et par 4 aux États-Unis. Elle s'accompagne d'une baisse de l'emploi dans l'agriculture et d'une disparition des petites exploitations. Comme cette production intensive augmente trop fortement par rapport à la demande, les pouvoirs publics sont amenés à soutenir les prix. D'un point de vue statistique, cet accroissement exceptionnel de la productivité du travail dans l'agriculture, contribue de manière non négligeable à l'accroissement global de la productivité en France et en Italie où le secteur agricole est encore relativement important.

L'industrie est le moteur essentiel de la croissance économique. Elle intègre un nombre croissant d'actifs, en particulier ceux qui sont contraints de quitter les campagnes, et elle absorbe une part très majoritaire des dépenses d'investissement. Les principales industries modernes sont la construction électrique et la machine-outil, l'industrie pétrolière et chimique avec la pétrochimie, la pharmacie, les matières plastiques et les textiles artificiels, et enfin l'électronique et l'informatique, car la première génération d'ordinateurs apparaît en 1950. Deux autres activités ont joué un rôle fondamental pour soutenir la demande des ménages. C'est la production d'automobiles qui deviennent accessibles à beaucoup et la construction

de logements qui induit une forte demande d'équipements ménagers. En revanche, la sidérurgie et l'industrie textile sont confrontées, en Europe et aux États-Unis, à des difficultés grandissantes, en raison de l'apparition de nouveaux producteurs en Asie du sud-est, dont les bas salaires concurrencent sévèrement ces industries nées avec la première révolution

La production de masse standardisée n'est durable que si lui correspond une consommation de masse standardisée. Dans un contexte de salariat généralisé, cela suppose une hausse des revenus salariaux. Les modalités de formation des revenus dans le cadre des nouvelles régulations fordiste et étatique expliquent la hausse soutenue de la demande interne. La dynamique du commerce mondial et européen explique l'accroissement de la demande extérieure.

La régulation fordiste modifie profondément **le rapport salarial**. Les organisations syndicales sont désormais reconnues par les entreprises comme des partenaires sociaux. Les négociations entre ces deux partenaires sociaux aboutissent à des contrats collectifs qui fixent, entre autres choses, l'évolution des salaires. La hausse du salaire monétaire est indexée à l'inflation, afin de maintenir constant le salaire réel, mais elle est également liée à l'accroissement de la productivité du travail dans l'entreprise. **Ce partage des gains de productivité** entre les propriétaires du capital et les salariés se traduit par une hausse des profits et des salaires qui engendre un cercle vertueux de croissance entre l'investissement productif des entreprises et la consommation et l'investissement en logement des ménages. La baisse des prix consécutive aux gains de productivité contribue également à l'accroissement de la demande.

La régulation étatique se manifeste par une intervention de l'État d'inspiration Keynésienne.

La politique budgétaire de grands travaux et la politique monétaire de crédit peu coûteux sont **des politiques conjoncturelles** dont l'objectif est de stimuler la réactivité économique afin de maintenir le plein-emploi. Elles impliquent une rupture fondamentale, parce qu'elles supposent l'abandon du dogme de l'équilibre budgétaire, et l'abandon du critère de stabilité des prix en faveur de la recherche d'un niveau d'inflation tolérable pour la compétitivité internationale. La régulation étatique se traduit également par la mise en place d'un **système de protection sociale**. Les divers régimes d'assurances sociales conduisent à la distribution de revenus indirects, de substitution ou de transfert, qui stabilise le revenu des ménages dans les situations imprévues de chômage ou de maladie, ou qui augmente les revenus des plus déshérités par le versement de diverses prestations sociales.

La dynamique du commerce international contribue aussi à soutenir la croissance de la demande. L'accroissement des échanges internationaux est lié à la croissance économique mondiale généralisée, mais aussi, pour l'Europe, à la création en 1958 du Marché Commun.

Chapitre 4. La croissance économique exceptionnelle en France

Section 1. La reconstruction 1945 à 1950

Après la période de reconstruction 1945-1950, la croissance économique française suit une évolution périodique que l'on peut décrire par les trois phases suivantes.

La reconstitution du potentiel productif est achevée. Le réseau des transports ferroviaires retrouve en 1947 son profil d'avant 1940. La production industrielle dépasse durant l'année 1948 son niveau de 1938. L'ordre dans lequel les différents secteurs retrouvent leur niveau d'activité d'avant-guerre correspond aux priorités décidées pour la reconstruction. En 1950, les niveaux records de l'année 1929, d'avant la crise des années 30, sont en général dépassés, mais l'agriculture ne retrouve qu'en 1950 son niveau de 1938.

La reconstruction du potentiel industriel s'est faite avec une population active constante, voire en baisse, en raison d'une diminution des taux d'activité, et en particulier une baisse du taux d'activité des femmes imputable à l'accroissement démographique d'après-guerre qui augmente le nombre de familles nombreuses. Cela justifie le recours à l'immigration et la longueur de la durée du travail proche de 48 heures par semaine. **La faiblesse relative du facteur travail** explique la situation de plein-emploi et elle contribue à générer des **gains de productivité importants** liés à **une forte accumulation de capital productif**. Le succès est aussi imputable aux **investissements publics**, puisque des fonds publics financent entre la moitié et les deux tiers des investissements. En 1949, près de la moitié des investissements sont encore publics.

Le développement du capital productif industriel s'est réalisé au détriment de la consommation des ménages et de la reconstruction des logements. **La compression de la consommation** au profit de l'investissement vient de ce que la production des biens de consommation n'est pas prioritaire. Elle s'explique aussi par la stagnation, voire la baisse du pouvoir d'achat des salariés et des ménages. Le salaire réel moyen en 1947 est inférieur d'un tiers à son niveau de 1938 : il augmentera ensuite, mais lentement. Le revenu réel moyen de 1931 n'est atteint qu'en 1950. L'économie de pénurie disparaît seulement à partir de 1950.

L'économie reste fragile, car **les grands** équilibres ne sont que provisoirement rétablis. **L'inflation** a été extrêmement forte. Entre 1945 et 1950, les prix ont été multipliés par 5. L'inflation était inévitable dans une économie de la demande où l'offre est très insuffisante par rapport à la demande, mais elle est également imputable à la politique monétaire de l'État qui a financé la reconstruction par une création de monnaie excessive. La faiblesse du coût des emprunts, par exemple 1,75 % en 1948, suscite une forte demande de crédits qui augmente d'autant la quantité de monnaie circulant dans l'économie. L'inflation a été maximale en 1948, avec une hausse des prix de 49 % due à la suppression des subventions budgétaires, mais le retour à « la vérité des prix » permet l'abolition en 1949 du rationnement des biens de consommation. En 1950, l'inflation était retombée à 10 %.

Le rétablissement de l'**équilibre extérieur** semble également réalisé en 1950. L'aide américaine et la dévaluation du franc en 1948 conduisent à une balance commerciale quasiment équilibrée en 1950.

Section 2. 1951 à 1957

Un cycle traditionnel de 1951 à 1957, avec une phase de baisse quand le taux de croissance du PIB passe de 8 % en 1951 à 2,5 % en 1953, puis une phase de hausse qui le fait remonter à 6 % en 1957.

Dans la phase baissière, le taux de croissance du PIB passe de 8 % en 1951 à 2,5 % en 1953. Dans la phase d'expansion, à partir de 1954, le taux de croissance du PIB monte jusqu'à atteindre 6 % en 1957. Le taux de croissance moyen du PIB est de 4,9 % par an.

Les industries métallurgiques et mécaniques se développent et dépassent, en terme d'emplois, les industries textiles. Le dynamisme de la sidérurgie est à rapprocher de la création en 1951 de la CECA. L'agriculture devient un point fort de l'économie française : l'effort d'équipement s'accélère ; les gains de productivité dépassent ceux de l'ensemble de l'économie ; l'exode rural vers l'industrie atteint un rythme inconnu à ce jour. La construction de logements devient un secteur dynamique, et c'est d'ailleurs une des priorités du deuxième Plan.

Cette croissance économique repose sur une accumulation de capital toujours aussi forte, mais les investissements privés, encouragés par des aides publiques, continuent d'augmenter, et ils représentent désormais 65 % de l'investissement total. L'offre de travail est toujours aussi faible et le chômage également. L'accroissement de la productivité du travail s'accélère tout au long de la période.

La phase d'inflation en 1951-1952 est mondiale. Elle est provoquée par la guerre de Corée qui augmente brutalement le prix des matières premières. Elle est combattue par le plan Pinay de 1952. Il supprime 110 milliards de dépenses publiques. Il bloque les prix. Il contingent les importations. Il lance le fameux emprunt Pinay pour réduire la consommation en favorisant l'épargne : il est émis sur une durée de 60 ans, avec un taux d'intérêt de 3,5 %, il est indexé sur l'or, et il est exonéré de l'impôt sur le revenu et sur les successions. En cassant la croissance économique, ce plan induit une baisse de l'inflation en 1952 et 1953 et un excédent de la balance extérieure en 1953.

La stabilité des prix se poursuit en 1954-1955, mais elle doit beaucoup à la baisse des prix sur les marchés mondiaux. Elle se traduit par une balance extérieure qui reste excédentaire.

La nouvelle phase d'inflation en 1956-1957 est purement française. Elle est liée à l'alourdissement des dépenses de la guerre d'Algérie qui sont financées par de la création monétaire, alors même que les gouvernements souhaitent maintenir la croissance et donc refusent de la casser par un nouveau plan de refroidissement. La balance extérieure redevient déficitaire en 1956 et 1957. Le plan Gaillard de 1957, qui accorde une prime de 20 % pour les exportations et impose une taxe de 20 % pour les importations, est une dévaluation camouflée qui ne résout pas les problèmes.

Section 3. Récession 1958/1959

Une récession en 1958-1959 avec un taux de croissance du PIB d'environ 3 %.

L'année 1958 a une signification importante pour la France. C'est le retour au pouvoir du général de Gaulle et la volonté de rompre avec le laxisme financier de la IV^e République. C'est aussi l'entrée en vigueur officielle du Marché Commun des six. L'année 1958 a aussi une signification conjoncturelle mondiale, car tous les pays connaissent une récession économique : c'est la plus sévère depuis l'après-guerre et c'est la dernière avant 1973.

Le plan Pinay-Rueff de 1958-1959 dévalue le franc de 17,5 % en décembre 1958 et crée le nouveau franc. Les dépenses publiques sont réduites et les salaires sont bloqués. Un nouvel emprunt Pinay est émis : il est indexé sur l'or et exonéré des droits de succession. Ce plan casse la croissance économique des années 1958 et 1959, mais celle-ci repart en 1960. Ce plan réussit à briser l'inflation qui passe de 15 % en 1958, à 6 % en 1959, et 3 % en 1960. Par la suite, en 1960, 1961 et 1962, la croissance économique continue d'être forte, la politique de crédit est

accommodante, les salariés revendiquent des hausses de salaires qu'ils obtiennent : les pressions inflationnistes repartent et l'excédent commercial s'amenuise.

Section 4. Expansion 1960/1973

Une expansion quasi-continue entre 1960 et 1973, avec des fluctuations fréquentes, mais très amorties, car le taux de croissance du PIB varie entre un maximum de 7 % et un minimum de 4 %.

Le taux de croissance moyen du PIB est de **5,3 %** par an. Certains secteurs connaissent de graves difficultés parce qu'ils sont en déclin d'un point de vue structurel ou parce qu'ils sont impuissants face à la compétition internationale. C'est le cas de l'industrie textile, des charbonnages, des mines de fer, et de la sidérurgie lorraine. Et de nombreuses petites exploitations agricoles sont menacées.

L'accumulation du capital productif n'a jamais été aussi forte. La croissance de l'emploi est toujours aussi faible. La croissance de la productivité du travail est toujours forte.

Le chômage commence à augmenter à partir de 1965. Il résulte de l'arrivée sur le marché du travail des générations nombreuses de l'après-guerre et d'un brusque retournement de tendance du taux d'activité des femmes qui commence à augmenter. Et la croissance de la productivité du travail semble se ralentir.

Les événements de mai 1968 n'ont nullement porté atteinte à la croissance économique, bien au contraire. Ils débouchent sur les accords de Grenelle qui augmentent les salaires de 14 % à 17 % en moyenne et le salaire minimum de 35 %. Mai 1968 provoque aussi une fuite de capitaux et une spéculation contre le franc. La dévaluation de 12,5 % en août 1969 n'est pas liée, comme d'habitude à l'inflation, mais elle est une conséquence de mai 1968.

L'explosion de 1968 est révélatrice d'une crise sociale. Le malaise est profond dans le monde du travail. Les conditions de travail sur les chaînes de production se sont aggravées et elles sont de plus en plus contestées. Un sentiment de frustration naît du partage des fruits de la croissance. Il est vrai que tous les revenus ont augmenté, mais plus ou moins fortement. La hausse du salaire minimum n'a pas suivi celle des autres salaires : malgré la hausse en mai 1968, l'accroissement du salaire minimum entre 1958 et 1973 reste inférieure à l'accroissement du salaire moyen. Pendant toute cette période de croissance remarquable, et à l'exception des années 1968 et 1969, les inégalités de salaires ont eu tendance à s'aggraver : l'inégalité des salaires en 1973 est légèrement supérieure à celle de 1950. Enfin, la baisse d'environ 5 points de la part salariale, corrigée de la hausse du taux de salarisation, entre 1950 et 1973, signifie une hausse équivalente de la part des profits.

Chapitre 5. La fin du système monétaire international de l'étalon de change or

La décision prise par le président Nixon, en août 1971, de supprimer la convertibilité du dollar en or entraîne la disparition du système de changes fixes mis en place par les accords de Bretton-Woods en 1944 et l'entrée en crise du système monétaire international. Cette crise monétaire mondiale est interprétée par certains, et notamment les Monétaristes, comme l'annonce ou la cause de la crise mondiale qui débute officiellement en 1973.

Elles commencent officiellement en 1974 dans le monde capitaliste industrialisé. Elles vont rapidement s'étendre et s'approfondir pour devenir mondiales. La

mondialisation économique entraîne une certaine synchronisation des conjonctures économiques, parce que toute crise dans l'économie dominante, en l'occurrence américaine, devient un choc international qui se transmet immédiatement au reste du monde. Cela n'empêche pas les spécificités et les divergences entre les pays développés et les pays en développement, entre les économies avancées et les économies émergentes, entre les pays développés capitalistes.

En utilisant le taux de croissance du PIB comme critère de périodisation, nous constatons des fluctuations dans le rythme de la croissance économique qui permettent de construire **des cycles conjoncturels** dont le scénario est toujours identique. Il commence par **une rupture** mesurée par une chute plus ou moins forte du taux de croissance du PIB. Il se poursuit par **un redressement** mesuré par un retour à une croissance plus ou moins forte, qui varie entre une forte expansion et une croissance molle ou faible.

Le premier cycle de 1974 à 1979 commence avec le premier choc pétrolier : c'est celui de la stagflation.

Le deuxième cycle des années 80 commence avec le deuxième choc pétrolier : c'est la mise en place du capitalisme néolibéral avec la révolution conservatrice anglaise et américaine.

Le troisième cycle des années 90 commence avec des politiques monétaires très restrictives destinées à supprimer les tensions inflationnistes et qui cassent la croissance : c'est la montée en puissance du capitalisme financier et la poursuite de la déréglementation et de la libéralisation des marchés de capitaux internationaux.

Le quatrième cycle 2001-2007 commence avec l'éclatement de la bulle boursière Internet. Il se poursuit par « le triomphe » du capitalisme financier et patrimonial. Il se termine par la crise des *subprimes*.

La période 2008-2014 est celle de la crise actuelle qui est une crise bancaire, financière et économique.

Les pays en développement ne souffrent pas de la crise des années 70 : leur croissance économique est globalement et en moyenne comparable à celle de la période 1955-1970. Mais ils seront durement touchés dans les années 80, car avec leur crise d'endettement, la croissance économique s'effondre et le PNB par habitant recule : on parle de décennie perdue pour le développement. À partir des années 90, la croissance économique reprend et s'accélère : le trend de hausse est interrompu par une forte chute des taux de croissance du PIB en 1997, en 2001, puis en 2009, mais après chaque baisse, il reprend très rapidement.

Dans les pays émergents d'Asie, la croissance se poursuit de manière insolente dans les années 70 et 80. Elle continue dans les années 90, mais la crise financière asiatique de 1997 fait chuter la croissance. Elle recommence encore plus fortement, mais provisoirement jusqu'à la chute en 2001. La croissance reprend l'année suivante et elle est de plus en plus forte. La crise de 2008-2009 les touche, mais ils en sortent dès le second semestre 2009.

Les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont également touchés par la crise de 1974, mais l'effondrement du mur de Berlin en 1989 entraîne leur dislocation et les engage dans un processus anarchique de libéralisation. Ces pays dits en transition vers l'économie de marché subissent, dans les années 90, un effondrement de leur économie. La croissance est forte entre 2000 et 2007, mais elle s'interrompt en 2009, pour reprendre en 2010.

Dans le monde capitaliste des pays développés, la spécificité de cette période au regard de la prospérité de la période précédente porte sur trois points :

1. La croissance du PIB a été en moyenne plus faible. La baisse est impressionnante au Japon, en Allemagne et en France, mais elle est moindre aux EU et au RU.
2. Les fortes fluctuations du taux de croissance du PIB traduisent le retour des cycles conjoncturels avec des phases de crise, de rupture, d'effondrement, de récession et des phases d'expansion, de croissance forte ou faible. Dans la période antérieure de prospérité, les ralentissements de croissance alternaient avec les phases de croissance.
3. Des relations causales considérées comme théoriquement évidentes sont désormais contredites par la réalité des faits. Quelle que soit la théorie économique, le chômage était corrélé avec la récession, mais désormais le retour de la croissance peut ne pas réduire le chômage. Théoriquement, l'inflation était liée à une forte croissance, mais désormais l'inflation coexiste avec la récession et la croissance est possible sans inflation. Il était inconcevable d'associer le chômage et l'inflation, car c'était l'un ou l'autre, en fonction du taux de croissance, mais désormais il peut y avoir **chômage et inflation**.

Titre 3. Premier cycle - La seconde moitié des années 70

Chapitre 1. La rupture de 1974-1975

Elle se traduit par une chute spectaculaire des taux de croissance du PIB qui deviennent négatifs : entre -0,3 % pour la France en 1975 et -1,7 % pour le RU en 1974. Elle s'accompagne d'une inflation exceptionnelle : entre 6,5 % en Allemagne et 23 % au Japon en moyenne annuelle. Elle implique une augmentation plus ou moins forte du chômage : cette hausse est proche de 2 points aux EU, en Allemagne, et en France, mais elle est inférieure à 0,5 point au RU et au Japon.

Chapitre 2. La phase de redressement

Elle apparait très vite : des 1975 au Japon et en 1976 dans les quatre autres pays. Le retour de la croissance est général : les taux de croissance du PIB évoluent, en moyenne annuelle entre 4,5 % aux EU et au Japon et 3 % au RU. L'inflation diminue, mais elle reste encore élevée, toujours en moyenne annuelle : 13,5 % au RU, près de 10 % en France, plus de 7 % aux EU et au Japon, mais 3,5 % en Allemagne. Le chômage se réduit aux EU (- 1 point), mais il est quasiment inchangé en Allemagne et au Japon, tandis qu'il continue de monter en France (+ 1 point) et au RU (+ 1,5 point).

Chapitre 3. La situation à la fin des années 70

La croissance économique est de retour par'out. Le chômage est encore tolérable : en 1979, il reste élevé aux EU (5,9 %), en France (5,7 %) et au RU (4,5 %), mais il

est faible en Allemagne (2,5 %) et au Japon (2,1 %). Le problème fondamental, sauf en Allemagne et pour des raisons historiques, est celui de **l'inflation** : en moyenne annuelle et sur la phase d'expansion, la hausse des prix atteint 13,5 % au RU, 9,7 % en France, 7,7 % aux EU, 7,4 % au Japon, mais 3,6 % en Allemagne.

Chapitre 4. L'inflation et la chute de la croissance

Section 1. La hausse brutale et forte du prix du pétrole en octobre - décembre 1973, quels qu'en soient les motifs, est le phénomène déclencheur.

Les conséquences de l'accroissement du prix du baril qui passe de 10 à 40 dollars sont doubles. La première conséquence est **une très forte inflation**. La hausse du prix de l'énergie augmente d'autant le coût de production des entreprises, lesquelles le répercute sur le prix de vente de leurs produits, afin de maintenir leur profit. En outre, le renchérissement du prix de l'énergie et la hausse des prix des biens et des services implique, pour les ménages, une baisse de leur revenu réel. La seconde conséquence est **une dégradation de la balance commerciale**, puisque l'accroissement de la facture pétrolière signifie une hausse parallèle des importations.

Section 2. Les réactions des entreprises et des gouvernements à cette hausse du prix du baril ont eu pour effet une chute de la croissance économique.

Les entreprises anticipent une baisse de la demande et donc de leurs ventes, car les revenus réels des ménages sont amputés par l'inflation, alors même que le coût de leur offre de production augmente. Ils anticipent ainsi une baisse de leur profit qui les incite à diminuer leur niveau de production. Cette décision de réduire la production industrielle et les investissements productifs explique l'effondrement des taux de croissance du PIB. Elle a été prise plus ou moins rapidement selon les pays, en 1974 et/ou en 1975.

Les gouvernements mettent en œuvre immédiatement des politiques monétaires et budgétaires restrictives destinées à réduire la création de monnaie afin de combattre l'effet inflationniste de la hausse du prix du baril. Ces décisions d'augmenter les taux d'intérêt pour limiter la demande de crédits et donc la création monétaire, de diminuer les dépenses publiques et d'augmenter la fiscalité pour réduire le déficit budgétaire supposé créateur de monnaie et donc inflationniste, sont supposées ralentir la demande. Elles contribuent à ralentir la croissance, comme toute politique restrictive, et elles alimentent les anticipations pessimistes des entreprises.

Chapitre 5. Le retour de la croissance

Section 1. Les anticipations des entreprises se révèlent exagérément pessimistes.

Parce que les ménages maintiennent leur niveau de consommation en puisant dans leur épargne. Parce que les politiques restrictives ont échoué à réduire les dépenses publiques. Parce que le surcroît de dollars des pays de l'OPEP entraîne une hausse des exportations pour les pays développés : une partie des pétrodollars permet à ces pays d'acheter des produits fabriqués par les pays développés, mais la plus grande partie est prêtée aux pays en développement dont les capacités d'importer augmentent d'autant.

Section 2. La stabilité de la demande intérieure et la hausse de la demande extérieure

Elles amènent les entreprises à modifier leurs anticipations dans un sens nettement favorable, d'autant plus que, dans le même temps, les gouvernements, effrayés de la chute de la croissance, modifient leur politique en décidant de mettre en place **des politiques de relance**. C'est pourquoi, dès la fin de 1975, le processus de baisse de production par les entreprises s'inverse et la croissance est de retour partout en 1976.

Titre 4 - Deuxième cycle - Les années 80

Chapitre 1. La rupture en 1980

Entre 1973 et 1979, le prix du baril de pétrole, exprimé en termes réels, est resté stable à 40 dollars en raison de la baisse du dollar. Au début de 1979, la révolution iranienne entraîne une forte baisse des livraisons de pétrole. L'excès, au niveau mondial, de la demande sur l'offre conduit les pays de l'OPEP à relever le prix du pétrole en juin et décembre 1979, puis en décembre 1980 : cela aboutit à un doublement du prix du baril par rapport au prix de 1973-1979.

Elle se traduit par une baisse de la croissance dont l'importance et la durée sont différentes selon les pays : au RU, la récession est forte (-1,7 % en moyenne annuelle), mais brève (deux années) ; aux EU et en Allemagne, la croissance est quasiment nulle en moyenne annuelle sur trois années ; en France, la croissance est dite « molle » en moyenne annuelle sur six années ; au Japon, la croissance est seulement « ralentie » pendant quatre années (2,8 % en moyenne annuelle). Cette rupture plus ou moins forte et longue s'accompagne, toujours en moyenne annuelle, d'une hausse de l'inflation aux EU (+ 3 points), en Allemagne (+ 2 points), au RU (+1 point), et en France (+0,5 point), mais d'une baisse au Japon (- 3 points). Quant au chômage, en moyenne annuelle, il augmente de plus de 3 points au RU et en France, d'environ 2 points aux EU et en Allemagne, et il est quasiment stable au Japon.

Chapitre 2. La phase d'expansion

Elle apparaît entre 1982 (RU) et 1986 (France), et elle dure entre quatre années (France) et huit années (RU) : les taux de croissance du PIB, évoluent, en moyenne annuelle, entre 4,5 % au Japon et 3,1 % en Allemagne. L'inflation se réduit d'autant plus fortement que le niveau atteint était élevé : en moyenne annuelle, la baisse est de 10 points au RU, 7 points en France, 6 points aux EU, 3 points en Allemagne et 2 points au Japon. Le taux de chômage moyen par an se réduit aux EU (- 2 points), mais il reste inchangé au Japon, et surtout il continue de monter au RU (+ 2 points), en Allemagne (+ 1 point) et en France (+ 1 point).

Chapitre 3. La situation à la fin des années 80

La croissance économique est présente partout. L'inflation a été maîtrisée partout : en moyenne annuelle, et sur la phase d'expansion, la hausse des prix varie

entre 1,8 % au Japon et 5,5 % au RU. Le problème fondamental est désormais le chômage en Europe : en fin de période, il est proche de 9 % en France, et d'environ 7 % en Allemagne et au RU ; en revanche, le taux de chômage est à son niveau minimum incompressible aux EU (5 %) et au Japon (2 %).

Chapitre 4. La politique monétariste de lutte contre l'inflation

Cette politique d'inspiration Néoclassique commence des 1979 aux EU et au RU, et elle se généralise en Europe. Elle se traduit par **un blocage des salaires** afin de reconstituer les profits pour éviter la spirale salaires-prix-profits. Elle s'exprime surtout par **une politique monétaire quantitative très restrictive** initiée par P. Volcker et la FED américaine : elle a consisté à réduire la quantité de monnaie créée par la Banque Centrale et à laisser monter les taux d'intérêt dans le but de diminuer les crédits et donc la création monétaire. Les taux d'intérêt ont alors fortement augmenté dans tous les pays. Cette politique destinée à réduire l'inflation devenue insupportable était sans doute inévitable et elle a été efficace puisque la hausse des prix s'est fortement réduite à partir de 1981-1982, au point même qu'au milieu des années 80, on craint les conséquences néfastes de la déflation. Néanmoins, cette politique généralisée de taux d'intérêt a été coûteuse pour la croissance et le chômage dans les pays développés, et elle a été désastreuse pour le développement des pays du Tiers-Monde.

Chapitre 5. Le retour d'une croissance sans inflation

Le renversement conjoncturel s'explique par trois séries de facteurs.

Les politiques néo libérales de **baisse de la fiscalité**, notamment aux EU, ont accru les déficits budgétaires, et ceux-ci ont eu, involontairement, un effet positif sur la croissance économique.

Les politiques monétaires deviennent moins restrictives parallèlement à la désinflation. Elles deviennent même très accommodantes après le krach boursier de 1987 afin de neutraliser ses effets dévastateurs prévisibles. Néanmoins, si les taux d'intérêt réels baissent, ils restent encore élevés du fait de l'effondrement de l'inflation.

Le contre-choc pétrolier commence en 1982 quand la récession entraîne une telle baisse de la demande de pétrole que la baisse de son prix est inévitable.

La diminution du prix du baril continue jusqu'à son effondrement en 1986 quand l'Arabie saoudite, sous la pression américaine, double sa production de pétrole. Ce contre-choc pétrolier a facilité la désinflation et a redonné du pouvoir d'achat aux ménages des pays développés.

Conclusion

L'optimisme est grand dans le monde capitaliste occidental à la fin des années 80. L'inflation a été vaincue. La croissance économique non inflationniste est devenue une réalité. Le chômage est supposé se réduire progressivement en Europe, comme cela s'est produit aux EU. L'effondrement du mur de Berlin en novembre 1989, la probable réunification de l'Allemagne, et la révolution des pays socialistes vers des

économies de marché apportent des perspectives de reconstruction, d'investissement et de marchés qui sont propices à la réactivité économique.

La thèse néo-libérale triomphe, puisque la mise en œuvre de **la révolution conservatrice** a permis une sortie supposée définitive de la crise.

La crise est désormais pensée comme une **crise structurelle** qui serait imputable aux rigidités de toutes sortes, au manque de concurrence, à l'excès d'intervention de l'État dans l'économie. Les politiques interventionnistes Keynésiennes sont dénoncées comme responsables de la crise.

Titre 5 - Troisième cycle - Les années 90

Chapitre 1. EU et RU

Section 1. La rupture

Elle est brève : deux années aux EU (0,6 % en taux de croissance du PIB par an) et trois années au RU (0,1 % en taux de croissance moyen annuel). L'inflation augmente : plus 1 point en moyenne par an. Le chômage s'aggrave : près de 2 points au RU et plus de 3 points aux EU.

Section 2. L'expansion

Elle est exceptionnelle, c'est-à-dire forte et continue jusqu'en 2000 : le taux de croissance moyen annuel est de 3,6 % aux EU et 3,2 % au RU. L'inflation se réduit fortement : environ 2 points aux EU et 4 points au RU en moyenne par an. Le chômage diminue fortement : de 3,5 points aux EU et de 5 points au RU.

Section 3. La situation à la fin des années 90

Elle est très favorable. **La croissance est forte. L'inflation est faible :** environ 2,5 %. **Le chômage est faible :** 4 à 5 %.

Chapitre 2. Allemagne et France

Section 1. La rupture

Elle est brève : une année en Allemagne (-0,1 % de taux de croissance du PIB) et trois années en France (0,5 % de taux de croissance moyen par an). L'inflation augmente : 2 points en Allemagne et près de 1 point en France en moyenne annuelle. Le chômage augmente de plus de 1 point dans chaque pays.

Section 2. La croissance molle

Elle se produit de 1994 à 1997 : le taux de croissance moyen par an du PIB est de 1,9 % en Allemagne et 1,7 % en France. L'inflation diminue : de 2,5 points en Allemagne et d'environ 1 point en France en moyenne annuelle. Le chômage augmente de 1 point en Allemagne et il est stable en France.

Section 3. L'expansion

Elle perdure de 1998 à 2000 : le taux de croissance du PIB est, en moyenne annuelle de 2,5 % en Allemagne et 3,6 % en France. L'inflation continue de baisser, d'environ 1 point en moyenne par an dans chaque pays. Le chômage diminue de 1 point en Allemagne et de 2,5 points en France.

Section 4. La situation à la fin des années 90

La croissance est forte. Mais la situation est déflationniste : le taux d'inflation moyen annuel, dans la phase d'expansion, est de 1 %. Mais le chômage est toujours très haut : le taux de chômage en 2000 est proche de 8 % en Allemagne et de 9 % en France.

Conclusion : L'interprétation de ces évolutions

La rupture n'est pas synchrone, mais elle s'explique de la même manière. Elle est dite endogène parce qu'elle résulte de décisions de politiques monétaires restrictives. Celles-ci sont prises, parce que la forte croissance économique de la fin des années 80 laisse craindre un retour de l'inflation, et parce que des tensions inflationnistes resurgissent, au début des années 90, pour diverses raisons.

La flambée financière des années 80 s'est traduite par un accroissement de l'endettement des ménages et par une hausse du prix des actifs boursiers et immobiliers qui contribuent à entretenir des comportements spéculatifs. Les modalités de financement de la réunification allemande ont impliqué une très forte création de marks susceptibles d'alimenter l'inflation en Allemagne.

L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 et la première guerre du golfe en 1991 ont fait monter le prix du pétrole.

La crainte de l'inflation conduit les gouvernements et les Banques Centrales à augmenter les taux d'intérêt. Cette politique casse la croissance économique et fait monter le chômage d'autant plus facilement que la recherche d'une valorisation des capitaux placés à la bourse et d'une hausse des profits exigeait une pression permanente sur les salaires qui limitait la demande de consommation des ménages.

EU et RU

La politique monétaire devient assez vite expansive et le déficit budgétaire contribue la croissance économique.

Aux EU, la politique est résolument expansive, afin de réduire le chômage, et parce que les élections présidentielles sont en novembre 1992. La FED baisse ses taux d'intérêt des 1990 : comme ils ne sont que légèrement supérieurs à l'inflation, les taux d'intérêt réels sont positifs, mais faibles et supportables. En outre, le déficit budgétaire dont hérite le président Clinton en 1993 est énorme : malgré sa réduction, il agit favorablement sur la croissance économique. Comme le dit Paul Krugman en 1997, les EU sont « *une économie de marché brutale* », mais créatrice d'emplois : ils ont « *une politique sociale conservatrice et une politique monétaire progressive, favorable à la croissance et à l'emploi* ». On ajoutera que cette croissance s'est traduite par un déficit extérieur énorme qui signifie que les dépenses des Américains sont financées par l'épargne japonaise. On constatera aussi que l'accroissement des inégalités de revenus, initié par la révolution conservatrice des années 80, se poursuit pendant la décennie 90.

L'évolution au RU est semblable. En 1992, la baisse des taux d'intérêt commence et le déficit public augmente. La forte augmentation des inégalités de revenus dans la décennie 80 se poursuit dans les années 90. On considère que la politique monétaire restrictive a été maintenue trop longtemps, alors même que l'inflation était maîtrisée et que le chômage de masse était devenu insupportable.

Après sa réunification, l'Allemagne a été contrainte à une politique monétaire restrictive pour éviter l'inflation. La France a durci également sa politique monétaire afin de maintenir la parité franc-mark, dans le cadre de sa politique du franc fort. Les taux d'intérêt réels sont alors devenus exceptionnellement élevés. Malgré la baisse des taux d'intérêt en 1993, les taux d'intérêt réels sont restés trop élevés. Par la suite, la volonté de construire l'Europe monétaire a conduit au maintien de politiques monétaire et budgétaire restrictives, afin de respecter les critères de convergence décidés par le traité de Maastricht.

La politique monétaire devient expansive en 1992 et de multiples plans de relance sont mis en œuvre, mais rien ne réussit à sortir l'économie de sa léthargie.

Cette décennie 90 est marquée par le caractère exceptionnel de la croissance aux EU qui selon le FMI est « *un puzzle dont personne n'est en mesure d'expliquer la nature* ». Elle se caractérise aussi par **des crises financières récurrentes** : éclatement du système monétaire européen en 1992-1993, crise mexicaine en 1994-1995, crise asiatique en 1997, crise russe en 1998 et crise brésilienne en 1999.

En 1998-1999, **on redoute une nouvelle récession mondiale.**

Le FMI prévoit le retour de l'inflation et donc des politiques déflationnistes qui cassent la croissance.

Titre 6- Quatrième cycle - 2001-2007

Chapitre 1. EU ET RU

Section 1. La rupture en 2001-2002

Les EU connaissent une brève récession (1,45 % en taux de croissance moyen du PIB) avec une légère baisse de l'inflation et une légère hausse du chômage. Le RU ne subit qu'un simple ralentissement (2,3 % en taux de croissance moyen du PIB) avec une stabilité de l'inflation et du chômage qui restent à un niveau faible.

Section 2. L'expansion de 2003 à 2007

Aux EU, la croissance est forte (2,8 % en taux de croissance moyen) et le chômage diminue légèrement, mais l'inflation augmente d'un point. Au RU, la croissance est également forte (2,7 % en taux de croissance moyen du PIB) et toujours sans variation des taux d'inflation et de chômage.

Section 3. La situation en 2007

Elle est toujours positive. La croissance se ralentit très légèrement en 2007, mais sur l'ensemble de la période, la croissance a été relativement forte : le taux de

croissance moyen du PIB est de 2,58 % au RU et de 2,4 % aux EU. L'inflation est toujours faible : 2 à 3 %. Le chômage est toujours faible : autour de 5 %.

Chapitre 2. Allemagne et France

Section 1. La rupture

En France, la récession de 2001-2003 est forte (1,3 % en taux de croissance moyen du PIB); l'inflation augmente légèrement, mais reste faible (2,1 %) et le chômage augmente légèrement (autour de 8 %). En Allemagne, la récession de 2001-2005 est plus forte (0,5 % en taux de croissance moyen du PIB) et elle s'accompagne d'une hausse du taux de chômage (à plus de 10 %) et d'une baisse du taux d'inflation (autour de 1 %) qui devient de la déflation.

Section 2. L'expansion

En France, la croissance de 2004-2007 est modeste (2,2 % en taux de croissance moyen du PIB); le chômage reste toujours élevé et l'inflation toujours faible. En Allemagne, la croissance de 2006-2007 est forte (3 % en taux de croissance moyen); le chômage baisse de 2 points, mais la déflation persiste.

Section 3. La situation en 2007

Elle n'est pas très bonne. On parle de manière récurrente de déclin pour la France et pour l'Allemagne. La croissance semble revenue, mais elle reste anémique : sur l'ensemble de la période, le taux de croissance moyen du PIB a été de 1,84 % en France et de 1,25 % en Allemagne. La situation est proche de la déflation : 1 à 2 % de taux d'inflation. Le chômage est toujours préoccupant : autour de 8 %.

Chapitre 3. Le Japon

La situation est plutôt médiocre. Après la très forte récession de 2001-2003 (0,25 % en taux de croissance moyen du PIB), l'expansion de 2004-2007 reste faible (2 % en taux de croissance moyen du PIB). Sur l'ensemble de la période, la croissance a été médiocre : le taux de croissance moyen du PIB a été de 1,55 %. La déflation persiste. Le chômage reste élevé à près de 4 %.

Chapitre 4. Interprétation de ces évolutions

Section 1. La rupture de 2001

Elle se produit partout en 2001 : le taux de croissance du PIB baisse de 2,7 points aux EU, de 2,3 points en France, de 2,2 points au Japon, de 2,1 points en Allemagne et de 1,5 point au RU. Elle est imputable à l'éclatement de la bulle financière Internet qui a commencé en mars 2000 et dont la chute est vertigineuse : le cours des actions baisse d'environ 50 % aux EU et en Europe entre mars 2000 et novembre 2002. De plus, l'attentat du 11 septembre 2001 à New York entraîne une panique générale et la fermeture des frontières qui réduit les échanges extérieurs.

Section 2. Le retour de la croissance en 2003

La croissance économique est de retour dans le monde des 2003. Elle est impulsée par la croissance aux EU, car l'économie américaine représente 20 % de l'économie mondiale. Mais elle est globalement modeste dans la zone euro et au Japon.

Les différences s'expliquent toujours par les politiques décidées pour faire face à la rupture de 2001. On appelle *Policy mix* l'ensemble formé par les politiques budgétaire et monétaire d'un État : diverses combinaisons sont possibles, car l'une peut être plus expansionniste ou plus restrictive que l'autre, mais les deux peuvent être fortement ou modérément expansionnistes.

Les politiques économiques aux EU et au RU sont toujours très réactives et elles ont été énergiques en 2001 et 2002, au contraire de celles menées dans la zone euro et au Japon.

A. Les politiques budgétaires ont été très expansionnistes aux EU et au RU

L'arrivée au pouvoir en 2001 de G.W. Bush entraîne un renversement total de la politique budgétaire américaine. Il hérite d'excédents budgétaires accumulés par le Président Clinton qu'il transforme rapidement en avantages fiscaux pour les ménages les plus riches et en dépenses militaires, notamment pour la guerre en Irak en mars 2003 : l'excédent budgétaire de 1 % du PIB de 2001 est devenu en 2003 un déficit de près de 3 % du PIB. Cette politique expansionniste s'arrête en 2004.

La politique budgétaire de Tony Blair, au pouvoir depuis 1997, est semblable. Il a hérité d'excédents budgétaires qu'il utilisait pour augmenter les dépenses publiques.

B. Les politiques budgétaires de la zone euro et du Japon n'ont pas été ex- pansionnistes

En Allemagne et en France, le pacte de stabilité et de croissance du traité de Nice impose un véritable carcan qui contraint les pays à réduire leur déficit budgétaire, quelle que soit la conjoncture.

Quant au Japon, l'importance de son déficit public lie à ses politiques budgétaires expansionnistes des années 90, l'empêche d'y recourir.

C. Les politiques monétaires ont été expansionnistes partout, mais pas toujours efficaces.

Aux EU, la politique monétaire a été particulièrement expansionniste. Le mouvement de baisse des taux engagé par la FED en 2001 est impressionnant : le principal taux directeur passe de 6 % en janvier 2001 à 2 % en décembre 2001. La baisse continue **jusqu'**à atteindre 1 % en mai 2003. Cette politique a fortement stimulé la croissance, non pas par le biais des investissements des entreprises, mais par le crédit aux ménages, et notamment le crédit immobilier. Elle a contribué à dynamiser les prix de l'immobilier et à créer une bulle financière. Un renversement de la politique monétaire se produit en juin 2004 : le taux directeur augmente progressivement **jusqu'**à 5,25 % en mars 2006, et il reste à **ce niveau jusqu'en** août 2007.

Au RU, la politique monétaire est semblable.

Cette politique de taux d'intérêt très faible s'est traduite, dans les deux pays, par une hausse considérable de l'endettement des ménages qui a

fortement stimulé l'investissement en logement et la consommation des ménages, d'autant plus que le taux d'épargne des ménages s'est également réduit. La forte croissance économique à partir de 2003 est donc largement imputable à l'accroissement de la consommation des ménages. Bien que la BCE soit obsédée par le risque inflationniste, la politique de la zone euro s'est également assouplie à partir de 2001 : le taux directeur baisse à 3,25 % en décembre 2001, puis à 2,75 % en décembre 2002 et à 2 % au premier semestre 2003, et il reste à ce niveau en 2004 et 2005. On considère que ces taux sont relativement trop élevés au regard de l'inflation et en comparaison des taux américains. On constate surtout que cette politique monétaire a moins incité les ménages à s'endetter : l'endettement des ménages en Allemagne et en France est moindre et essentiellement consacré à l'investissement en logement, et leur taux d'épargne est resté quasiment stable. L'accroissement de la consommation des ménages a été plus faible et la croissance économique également plus modeste. La politique monétaire expansionniste de la BCE a donc échoué à stimuler la croissance économique.

Il en a été de même au Japon où le taux d'intérêt était proche de 0 %.

Chapitre 5. La crise des subprimes de 2007

Il faut, avant tout, définir la notion de subprime.

C'est avant tout **une crise bancaire**. Elle se caractérise par une dépréciation des actifs financiers détenus par les banques qui entraîne une chute de la valeur boursière des banques et par une crise sur le marché interbancaire qui rend difficile, voire impossible, le refinancement interbancaire. Les Banques Centrales interviennent pour assurer la liquidité sur le marché interbancaire : en achetant aux banques, massivement, des titres financiers, elles injectent de la monnaie centrale sur le marché interbancaire et rend possible le refinancement interbancaire. Les États interviennent pour éviter la faillite des banques : elles injectent des capitaux propres dans les banques ; elles créent des structures dites de défaisance qui contiennent les actifs toxiques alors exclus du bilan des banques.

Les politiques monétaires américaine et européenne seront différentes.

La FED cherche à limiter les effets de la crise des subprimes sur la croissance économique. Depuis mars 2006, le taux d'intérêt directeur était à 5,25 %. À partir de septembre 2007, il baisse prudemment **jusqu'**à 4,25 % en décembre 2007.

La BCE reste obsédée par le risque inflationniste. Le taux d'intérêt directeur passe de 3,5 % en décembre 2006 à 4 % au premier trimestre 2007. Elle renonce à l'augmenter de nouveau en septembre et le taux reste à 4 % durant le second semestre.

L'évolution des bourses est semblable aux EU et en Europe.

Pendant l'année 2007, la chute de la valeur boursière des banques entraîne la chute de toutes les valeurs boursières. Dans la semaine du 9 au 17 août, l'indice Nikkei (Tokyo) baisse de 10,3 %, l'indice CAC 40 (Paris) de 8,42 %, l'indice Footsie (Londres) de 8,37 %, et l'indice Dow Jones (New York) de 5,95 %.

Après l'année, les indices boursiers remontent légèrement, puis baissent légèrement.

Néanmoins, l'indice boursier en fin d'année 2007 est proche de celui du début de l'année.

Les conséquences immédiates de la crise des *subprimes* sur la **croissance** économique sont très limitées. Les taux de croissance du PIB en 2007 sont proches, voire très légèrement inférieurs à ceux de 2006 : l'Allemagne est la plus touchée, avec une baisse de 0,8 point.

Titre 7 - Les crises actuelles - 2008-2014

La très sévère crise financière mondiale de 2008 s'est accompagnée d'une dépression économique, au sens d'une chute de la croissance économique. Elle s'est transformée en 2009 en une très forte crise économique qualifiée de récession, au sens d'un recul de la croissance mesurée par des taux de croissance négatifs. Pour 2010, la croissance économique était prévue pour repartir, mais la crise économique et la crise sociale, avec le chômage qui perdure, sont toujours présentes.

Chapitre 1. La crise financière de 2008 et la dépression économique

Section 1. La crise financière

Il faut différencier les valeurs boursières des institutions financières de celles des entreprises non financières.

La chute de la valeur boursière des banques résulte de leur annonce de fortes dépréciations d'actifs qui sont dues à la détention d'actifs toxiques dont la valeur est devenue nulle. Les investisseurs vendent massivement les actions des banques que personne ne veut acheter : le prix de l'action bancaire sur le marché financier s'effondre.

La chute de la valeur boursière des entreprises productives de biens et services résulte, soit des ventes forcées d'une partie de leur portefeuille de titres par les fonds d'investissement eux-mêmes endettés qui ont besoin de liquidités, soit de l'anticipation, du fait de la crise économique, d'une baisse des profits, des dividendes et donc de la valeur de l'action : la vente d'actions face à une demande nulle entraîne une chute du prix de toutes les actions.

Les banques sont contraintes, à nouveau, d'annoncer de lourdes pertes subies dans l'immobilier des *subprimes*, car elles sont obligées de reprendre dans leur bilan des crédits qu'elles avaient titrisés, et qui se révèlent être des actifs toxiques qui ne valent plus rien. L'inscription de ces pertes à l'actif de leur bilan suppose un besoin de provisionner ces pertes et d'augmenter leur capital, mais aucun investisseur ne peut, ou ne veut, répondre à leur appel. Le 17 janvier, la banque Merril Lynch annonce une perte de 9,8 milliards de dollars pour le quatrième trimestre 2007.

Le 18 janvier, l'indice Dow Jones commence à chuter, mais le 21 janvier, *lundi noir*, la panique boursière est mondiale : la baisse est proche ou supérieure à 7 % à New York, Paris, Francfort, Madrid ou Bombay.

La valeur boursière des banques américaines s'effondre, mais on se rend compte que le secteur financier mondial a succombé au piège des actifs toxiques. La valeur des grands groupes bancaires s'effondre. La crise boursière se généralise sur le

marché des actions, celles dues à l'immobilier et à la construction, mais aussi toutes les autres, car la prévision d'une baisse de l'offre de crédits rend inévitable la crise économique.

Le 17 février, la banque britannique Northern Rock est nationalisée.

Le 16 mars, la Bear Stearns est rachetée pour une somme dérisoire (238 millions \$), par J.P. Morgan avec l'aide de la FED.

Les opérateurs sur les marchés financiers veulent croire à la fin de la crise bancaire parce que les banques auraient purgé l'essentiel de leurs actifs toxiques : l'annonce de nouvelles dépréciations d'actifs est désormais considérée comme un exercice positif de transparence, préalable au retour de la confiance. Le 11 avril, les ministres du G7 donnent 100 jours aux banques pour dévoiler toutes leurs pertes et « *solder enfin* » la crise bancaire.

Ils se persuadent aussi qu'aucune grande banque ne fera faillite, puisque la puissance publique, État et/ou Banque Centrale, interviendra pour éviter la crise systémique que serait l'effondrement de tout le système financier mondial.

Les investisseurs ont révisé leur jugement optimiste, car ils redoutent une nouvelle dégradation financière.

Les difficultés des banques persistent. Le 15 juin, les agences de notation ont sanctionné les rehausseurs de crédits qui assurent les actifs financiers des banques. Le 29 juin, les banques annoncent de nouvelles et massives dépréciations d'actifs. Les banques annoncent des profits en forte baisse pour le deuxième trimestre. Et les difficultés du secteur immobilier continuent.

La baisse des valeurs boursières n'a aucune raison de s'arrêter. Le 26 juin, le gouverneur de la Banque de France affirme que « *l'exercice de transparence sera achevé d'ici le 30 juin dans tous les pays du G7* ». Ses propos sont contredits, dès le 5 juillet, par une nouvelle déroute des valeurs bancaires. Le 13 juillet, la valeur des actions de Fannie Mae et de Freddie Mac, qui sont deux géants du refinancement hypothécaire, s'effondre. On craint « *un été meurtrier* ». Il faudra attendre l'automne !

Section 2. Le séisme financier de l'automne 2008.

Le 7 septembre, Fannie Mae et Freddie Mac sont, de fait, nationalisés. Le 15 septembre, Meryl Lynch est racheté par Bank of America.

Le 15 septembre également, Lehman Brothers, quatrième banque américaine, est déclarée en faillite. Ce fut une énorme erreur, car cette décision de H. Paulson, secrétaire américain au Trésor, de ne pas lui venir en aide, entraîne une série de réactions qui se traduisent par une panique généralisée. Les investisseurs et les fonds spéculatifs vendent toutes leurs actions des banques d'affaires dont ils redoutent la faillite, car elles sont dans une situation toute aussi fragile : le cours des deux grandes banques restantes, Goldman Sachs et Morgan Stanley s'effondre. Ils vendent également leurs actions des banques commerciales, car ils parient aussi sur leur faillite prochaine. Le cours boursier de toutes les banques baisse inexorablement.

Le 18 septembre, l'assureur AIG, est nationalisé de fait. Le 1^{er} octobre, la banque allemande Hypo Real Estate échappe à la faillite par un prêt de 35 milliards d'euros garanti par l'État.

Le 6 octobre, les clients des banques paniquent pour la sécurité de leurs dépôts d'épargne dans les banques. La semaine du 8 octobre est appelée *semaine noire* en raison de la plongée des bourses : l'indice de New York perd 18 % et celui de Londres

Le 14 octobre, commence la mise en place de **plans de sauvetage des banques**. Les Banques Centrales leur fournissent des liquidités illimitées. Les États les recapitalisent (nationalisation ou souscription d'actions) et ils garantissent les crédits qu'elles accorderont aux entreprises. Devant cette volonté politique affichée de ne pas laisser tomber les banques, les marchés boursiers se calment.

Section 3. Les deux théories explicatives de la crise financière

Selon **la thèse libérale Monétariste**, l'excès de liquidités est la seule cause de la crise financière. Cet excès résulte d'une erreur de politique monétaire d'Alan Greenspan, qui a maintenu trop bas dans les années 2002-2004 les taux d'intérêt de la FED, mais aussi de la surabondance d'épargne des pays émergents dont l'excédent de la balance extérieure est élevé et la propension à consommer faible. Le dysfonctionnement des marchés est partiellement responsable, mais « *le premier coupable est la puissance publique* » (G. Becker, dans Le Monde du 10 juin 2009). La difficulté est provisoire. L'assainissement financier, « *la purge* », amènera le retour de la croissance, comme avant.

Selon **la thèse Keynésienne**, les marchés financiers sont inefficients parce que leur évolution est intrinsèquement instable. Sur un marché ordinaire, la variation de l'offre et de la demande implique le retour au prix d'équilibre. Ce mécanisme ne fonctionne pas pour le marché des actifs financiers : une hausse du prix du titre entraîne une hausse de la demande (et non pas une baisse), et inversement, une baisse du prix du titre incite à le vendre et réduit la demande. Cela est d'autant plus vrai que les investisseurs ont un comportement mimétique. C'est pourquoi, la hausse du prix s'auto-entretient et conduit à une bulle financière, et la baisse du prix s'auto-entretient pour aboutir à un krach boursier : les marchés financiers sont inefficients car ils ne savent pas s'autoréguler. L'instabilité propre aux marchés financiers explique la crise financière, mais elle a été aggravée par la mondialisation et la libéralisation financière.

Chapitre 2. La dépression économique 2008 à 2014

Sur l'ensemble de l'année 2008, on constate une forte chute des taux de croissance du PIB. Ils étaient supérieurs à 2 % en 2007. Ils ont baissé à -1,2 % au Japon, entre 0,3 et 0,5 % aux EU, RU et France, et à 1 % en Allemagne. L'inflation reste modérée entre 1,5 % en Allemagne et 3 % au RU, mais la déflation perdure au Japon. Le chômage a peu varié, sauf aux EU où il augmente de 1,2 point : il est toujours à 4 % au Japon, il est proche de 6 % aux EU et au RU, et il est supérieur à 7 % en Allemagne et en France.

Mais cette description recouvre deux semestres très différents.

Section 1. Premier semestre 2008

La croissance se ralentit fortement. Le chômage varie peu. La crainte du retour de l'inflation devient une menace.

Le ralentissement de la croissance était prévisible. Les banques fragilisées rationnent leur offre de crédit, mais les ménages dont le portefeuille boursier et le patrimoine immobilier ont fondu réduisent également leur demande de crédit. L'incertitude de l'avenir incite aussi les ménages à augmenter leur épargne. Et la crise immobilière a des conséquences négatives sur toutes les activités liées à la construction. La baisse de la demande des ménages conduit les entreprises à diminuer leur production.

La hausse de l'inflation s'explique par une hausse des prix de l'énergie, des matières premières et de certains produits alimentaires. La forte croissance économique des pays émergents en est la cause.

Les politiques économiques diffèrent selon la priorité retenue.

Aux EU, c'est le ralentissement de la croissance qui importe le plus. Le président Bush décide en avril d'une politique fiscale de 168 milliards de dollars qui contribue soutenir la croissance au second trimestre. La FED continue de baisser son taux directeur à 2 % en juin.

Dans la zone euro, les craintes sur la croissance économique sont affirmées, mais les pressions inflationnistes restent prioritaires pour la BCE. Le taux directeur reste inchangé à 4 % jusqu'en juin, mais il augmente à 4,25 % le 3 juillet.

Les craintes d'une accélération des prix sont aussi partagées par l'OCDE qui ne craint pas de prévoir que le retour de la progression du chômage sous l'effet du ralentissement de la croissance économique devrait faciliter une atténuation de l'inflation.

La croissance économique s'effondre parce que la faillite de Lehman Brothers a provoqué une onde de choc. Toutes les prévisions de croissance sont révisées à la baisse. Et c'est désormais la menace d'une déflation qui domine.

Les politiques monétaires sont réactives partout. Le 8 octobre, les six plus grandes Banques Centrales décident de réduire leur taux directeur. La FED baisse son taux 1,5 % le 8 octobre, puis 1 % le 29 octobre et 0,5 % le 16 décembre. La BCE à baisse son taux en août à 4 % et **jusqu'**à 2,5 % en décembre.

Section 2. Des politiques budgétaires de relance semblent désormais indispensables.

Depuis la révolution libérale des années 80, le concept de relance budgétaire était devenu obsolète car l'équilibre budgétaire était redevenu un dogme. Et les politiques de Reagan et Bush de baisse de la fiscalité pour les plus riches et de hausse des dépenses militaires n'étaient pas présentées comme des politiques de relance, même si elles ont entraîné des déficits budgétaires qui ont contribué à **la croissance** économique.

Même le FMI, qui a pour habitude de demander aux États de réduire leur déficit, proposé une expansion budgétaire de 2 % du PIB. Le chef économiste du FMI, Olivier Blanchard, plaide en décembre, pour une relance vigoureuse afin de remplacer la demande privée par une augmentation des dépenses publiques.

Le RU donne le premier signal de la relance en Europe. En octobre, il renonce **contenir** sa dette sous les 40 % du PIB et en novembre, le gouvernement de Gordon Brown injecte 20 milliards de livres (soit 23,5 milliards d'euros) dans l'économie, notamment par le biais d'une baisse de la TVA de 2 points. La Commission européenne annonce, en novembre, un plan de relance de 200 milliards d'euros et « la suspension » du pacte de stabilité en raison des « *circonstances exceptionnelles* ».

L'Allemagne continue de défendre l'orthodoxie budgétaire, mais elle propose en novembre un plan de 32 milliards d'euros sur deux ans. La France est également réticente, notamment parce que le projet de budget pour 2009 est plutôt restrictif, mais le président Sarkozy annonce le 4 décembre un plan de relance de 26 milliards d'euros sur deux ans.

Les EU sont en attente de la prise de fonction du président Obama élu en novembre, et qui présentera son plan de relance en janvier 2009.

Chapitre 3. La récession de 2009

C'est la pire crise économique depuis 1929. Le terme *grande récession* s'est désormais imposé. Sur l'ensemble de l'année 2009, les taux de croissance du PIB sont partout négatifs : -5,2 % au Japon, -4,9 % en Allemagne et au RU, -2,5 % en France et -2,4 % aux EU. Les prévisions qui ont été faites en fin d'année 2008 étaient pires encore. Mais si les statistiques du premier trimestre sont désastreuses, celles du deuxième trimestre s'améliorent, et celles du second semestre redeviennent positives. C'est pourquoi la récession a été moins forte que prévue et l'espoir que la crise est finie renaissent à la fin de l'année. La déflation continue au Japon, mais ailleurs l'inflation est insignifiante : 0,8 % en France, 1,2 % aux EU, 1,4 % au RU et 1,5 % en Allemagne. Mais le chômage augmente partout, notamment aux EU (+ 3,5 points) : il atteint 5 % au Japon, il est proche de 7,5 % au RU et en Allemagne, et il dépasse 9 % en France et aux EU.

Section 1. Sur l'évolution du prix du pétrole

Le prix du baril augmente tout au long de l'année : 42 dollars en janvier, 62 dollars en mai, 75 dollars en septembre et 80 dollars en novembre. Comment interpréter ce rebond alors que la récession est mondiale ? D'abord par la décision des pays de l'OPEP de réduire leur production : la baisse de l'offre a été deux fois plus forte que celle de la demande. Ensuite par la spéculation dans la mesure où le marché pétrolier accompagne l'amélioration des bourses mondiales. Et enfin par l'anticipation de la reprise économique.

Les politiques monétaires sont partout expansionnistes.

La FED a maintenu son principal taux directeur à 0,5 %. La BCE baisse son taux en janvier à 2 %, puis en mars à 1,5 % et enfin en mai à 1 %.

Le consensus sur la légitimité d'une politique de relance budgétaire est général, du moins pendant le premier semestre 2009.

Le président Obama présente en janvier un « *plan américain de redressement et d'investissement* » qui serait compris entre 800 et 850 milliards de dollars, dont un tiers d'aides fiscales et deux tiers de dépenses publiques. Le Congrès votera en février un plan de relance de 825 milliards d'euros.

L'unanimité se fait pour faire appel à l'État, puisque même *The Economist* écrit que « quand la demande *privée s'effondre, c'est au secteur public de stimuler rigoureusement la dépense* ». L'on sait que les plans de relance vont augmenter le déficit public et l'endettement public, mais comme le dit le Président Obama, « *ne pas lancer un vaste plan de sauvetage aura des conséquences désastreuses sur l'économie bien pires que l'aggravation du déficit budgétaire* ».

L'importance des plans de relance annoncés et mis en place depuis la fin de l'année 2008 varie selon les pays. Il est exceptionnel en Chine (plus de 1 000 milliards de dollars). Il est nettement plus important aux EU et au Japon qu'en Europe.

Ces plans de relance ont pour conséquence immédiate de créer du déficit public. Pour mesurer leur influence, on calcule la variation du solde budgétaire qui définit l'impulsion budgétaire correspondante en pourcentage du PIB. Mais la crise économique augmente aussi mécaniquement le déficit public, parce qu'elle implique une baisse des recettes fiscales et une hausse des dépenses sociales : ces stabilisateurs automatiques constituent également une impulsion budgétaire.

On constate que l'augmentation du déficit public serait imputable aux plans de relance pour 37 % en Allemagne, pour 35 % au Japon, pour 30 % aux EU, pour 16 % au RU et pour 13 % en France. C'est donc la crise économique elle-même qui serait responsable de l'aggravation des déficits publics.

À l'automne, un renversement de problématique se produit : **la peur de la dette publique** remplace la peur de la crise. Les statistiques et les prévisions sur la hausse des déficits publics et sur la montée de l'endettement des États apparaissent alarmantes.

Tableau 7 : déficit public et endettement des États

En % du PIB	Déficit public			Endettement public		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010
EU	-6,5	-11,0	-10,7	70,4	83,0	89,6
RU	-4,9	-11,3	-11,5	56,9	72,3	82,3
Japon	-2,1	-7,2	-7,6	173,8	192,9	199,2
Allemagne	0,0	-3,3	-5,4	68,8	76,2	80,9
France	-3,3	-7,6	-7,8	75,7	86,3	93,8

(Source OCDE - mai 2010)

Le redressement de la bourse porte à l'optimisme. Si la bourse continue de baisser jusqu'en mars, les plans massifs de relance budgétaire et les politiques monétaires très accommodantes ont redonné confiance aux investisseurs et les bourses ont commencé à se redresser.

Chapitre 4. La fin de la crise en 2010

Section 1. Les prévisions de l'OCDE sont optimistes pour 2010, et plus encore pour 2011

La reprise est programmée pour 2010 aux EU (3,2 %) et au Japon (3 %), mais elle serait plus faible en Europe (1,9 % en Allemagne, 1,7 % en France et 1,3 % au RU). Si la déflation risque de s'aggraver au Japon (-2,1 %), voire de s'installer en Allemagne (0,1 %), l'inflation augmenterait au RU (2,5 %), et elle resterait toujours faible aux EU (0,8 %) et en France (0,7 %). Mais les prévisions sur le chômage restent mauvaises : il se maintient à 5 % au Japon, mais il devrait continuer

d'augmenter ailleurs pour atteindre près de 8 % au RU et en Allemagne, et près de 10 % en France et aux EU.

Cet optimisme est partagé par le FMI : la croissance mondiale devrait renouer avec un rythme proche de 4 %. La croissance en Asie devrait être forte, à nouveau, avec par exemple, un taux de croissance de 10 % en Chine. Mais le FMI prévoit une croissance molle en Europe du fait des politiques de rigueur annoncées.

Section 2. La réalité des faits pendant le premier semestre 2010 sera quelque peu différente

La politique monétaire est restée accommodante : le taux directeur de la FED est à 0,5 % depuis décembre 2008 et celui de la BCE est à 1 % depuis mai 2009.

Le prix du baril de pétrole a oscillé entre 80 dollars en janvier, 74 dollars en juillet, puis 79,50 dollars en août.

Mais **la crise de la zone euro** est venue perturber l'optimisme. Elle débute en décembre 2009 quand les agences de notation dégradent la note attribuée aux titres publics représentatifs de la dette grecque. Cela signifie qu'elles doutent de la capacité de l'État grec à rembourser ses titres d'emprunts, et cela en raison de l'ampleur annoncée pour 2009 de son déficit public (12,7 % de son PIB) et de sa dette publique (112 % de son PIB). La conséquence immédiate est la spéculation sur la dette publique grecque : la valeur des titres s'effondre et le taux d'intérêt exige pour lui prêter augmente. L'autre conséquence est la spéculation sur le marché des devises : l'euro baisse parce que la possible faillite de l'État grec fait craindre un éclatement de la zone euro. La première crise majeure de l'euro commence en février. Le 11 février, les dirigeants de l'Union européenne se réunissent pour préparer un plan de soutien financier à Athènes, mais les réticences de la chancelière Angela Merkel bloquent tout accord : ils se contentent d'une simple déclaration de principe de soutien politique à la Grèce, mais sans aucune annonce de mesures concrètes. Le 17 février, la BCE et l'Allemagne exigent plus d'efforts de rigueur de la part de la Grèce. Le 27 mars, les dirigeants européens s'accordent sur les modalités d'une aide éventuelle considérée comme *ultime recours*. Le 11 avril, ils précisent les conditions de cette aide : 40 milliards d'euros à un taux avoisinant les 5 %. Mais la décision de déclencher cette aide n'est toujours pas prise. Le 25 avril, le gouvernement de Georges Papandreou demande *l'activation du plan de soutien*.

Le 2 mai, un plan de sauvetage de la Grèce est annoncé : elle obtient un prêt de 110 milliards (dont 30 milliards par le FMI) sur 3 ans au taux de 5 %, mais cela ne convainc pas les investisseurs, et la chute de l'euro et des bourses continue.

Le 9 mai, **un plan de sauvetage de la zone euro** est enfin décidé. C'est un plan de stabilisation de 750 milliards d'euros, dont 250 milliards sont apportés par le FMI. La création d'un fonds monétaire européen de 500 milliards est un véritable fonds de stabilisation destiné à emprunter sur le marché obligataire : un fonds de 60 milliards Ore par la Commission est mobilisable à court terme ; un fonds privé, chargé d'emprunter un maximum de 440 milliards d'euros, émettra des emprunts européens au profit des États demandeurs. En outre, la BCE est autorisée à acheter de la dette publique sur les marchés financiers. La contrepartie de cet accord est que les 16 pays de la zone euro se sont engagés à **accélérer la réduction de leur déficit public** et que la Commission va proposer un *renforcement* du pacte de stabilité afin de sanctionner les mauvais élèves.

Entre le 18 décembre 2009 et le 16 mai 2010, l'euro baissera de 1,43 dollar à 1,23 dollar. Le 17 août 2010, il est encore à 1,28 dollar.

Les pays européens en situation de surendettement redoutent de subir le même sort que la Grèce: tous décident de plans drastiques pour revenir à l'équilibre budgétaire le plus vite possible. Dès la fin mai, le RU, l'Italie et l'Espagne prévoient une cure d'austérité. En juin, l'Allemagne présente un plan d'économies de 86 milliards d'euros sur quatre ans pour ramener son déficit à moins de 3 % du PIB en 2013. La France récuse le mot de rigueur, mais elle prévoit un effort de 100 milliards pour réduire son déficit. **L'Europe a ainsi basculé dans la rigueur budgétaire.** Cet ajustement budgétaire est désormais réclamé par le FMI, alors que les EU demandent à l'Europe de poursuivre leur plan de soutien à l'économie. Pour de nombreux économistes, ce renversement de stratégie risque de prolonger la croissance éternelle de l'Europe, voire de la plonger dans la récession.

L'autre conséquence de la crise de la zone euro a été **la chute des bourses**, et pas seulement celles de la zone euro. On peut penser que la crainte des dettes souveraines et les perspectives de plan d'austérité ont conduit les investisseurs à anticiper une moindre croissance économique et donc un ralentissement des valeurs boursières.

Il tire son origine de la logique néolibérale qui remplace la logique interventionniste d'inspiration Keynésienne. Il se caractérise par un nouveau mode d'accumulation lié à la mondialisation, une nouvelle gouvernance de l'entreprise, et une domination du secteur financier.

Section 3. La logique du capitalisme néolibéral

L'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher au RU (1979) et de Ronald Reagan aux EU (1981) marque la mise en pratique de la révolution conservatrice, qui va se généraliser presque partout dans le monde. Elle réclame **un désengagement de l'État** dans tous les domaines. C'est le rejet de toute politique économique de relance, parce que les marchés sont supposés réguler parfaitement l'activité économique. C'est la suppression de tous les règlements considérés comme un obstacle à la concurrence: démantèlement de l'organisation du travail et affaiblissement des syndicats; dérégulation financière de grande ampleur. C'est la mondialisation qui passe par l'ouverture des frontières pour les marchandises et pour les capitaux. C'est enfin la dénonciation des systèmes de protection sociale, la réussite personnelle érigée en vertu, et la recherche du profit ou du revenu maximal légitimé.

La chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS confirmeront la victoire du capitalisme.

On notera que lorsque les divergences commencent, dans les années 90, entre d'un côté les EU et le RU, et de l'autre l'Allemagne et la France où la croissance économique est plus faible et le chômage plus élevé, certains accuseront ces deux pays de n'avoir pas fait suffisamment de réformes structurelles d'inspiration libérale

Section 4. L'accumulation extensive et la mondialisation

Les pays développés connaissent une croissance des gains de productivité relativement faible, en raison de la tertiarisation de leur économie, mais aussi du fait de **la faiblesse de l'accumulation de capital productif** dans l'industrie. Les profits ne sont plus utilisés pour des investissements destinés à augmenter les gains de productivité et créer des emplois. Ils sont désormais distribués aux actionnaires.

La priorité accordée à la rémunération à court terme et donc l'abandon de la logique qui privilégie l'investissement à long terme ont conduit à la désindustrialisation et à la baisse de l'emploi manufacturier, mais aussi au déficit du commerce extérieur.

Dans le même temps, le libre-échange a permis à la Chine et aux pays émergents de s'industrialiser. La Chine est devenu l'atelier du monde, mais comme son taux d'épargne est proche de 50 %, elle inonde les pays développés de ses marchandises.

Mais il ne faut pas oublier que la décennie 80 a été catastrophique pour les pays en développement.

Section 5. La nouvelle gouvernance des entreprises et l'augmentation des inégalités

La nouvelle gouvernance dans les sociétés multinationales est liée à la prise de pouvoir par les actionnaires. **L'investisseur** est le représentant emblématique de ce capital financier aussi appelé patrimonial. Ce sont des fonds d'investissement qui se présentent sous la forme de fonds spéculatifs (*Hedges Funds*), de fonds en actions (*Private Equity*), de fonds souverains (controlés par des États des pays pétroliers et des pays émergents), ou encore de fonds de pension. Ce nouvel investisseur impose une nouvelle gouvernance centrée sur *la valeur actionnariale* qui suppose une efficacité immédiate.

L'objectif est **la création de valeur pour l'actionnaire** qui exige, pour son placement financier, une rentabilité à court terme de 12 à 15 %. Cela passe par une augmentation des dividendes versés aux actionnaires et de la valeur des actions.

Les moyens pour réaliser cet objectif sont mis en œuvre par les managers dirigeants. La pression sur les coûts de production, et notamment sur les coûts salariaux, se concrétise par le blocage de la hausse des salaires, rendu possible par la mondialisation, et par la délocalisation de la production pour augmenter la rentabilité. Les stratégies de fusions et d'acquisitions ont pour finalité d'accroître la valorisation de l'entreprise. Le rachat, par l'entreprise, de ses propres actions sur le marché financier, implique une baisse du capital à rémunérer et donc une hausse du taux de profit. L'entreprise s'endette pour acheter ces actions, voire même pour distribuer des dividendes. Les *stock-options* ont été créées pour que les dirigeants des entreprises répondent aux exigences des actionnaires, puisqu'une partie importante de leur rémunération est désormais dépendante de l'évolution du cours des actions.

L'augmentation des inégalités est une conséquence de cette nouvelle gouvernance, mais aussi de la mondialisation et de la domination de l'industrie financière.

L'inégalité des salaires augmente pour diverses raisons. La déconnexion entre l'accroissement de la productivité du travail et l'accroissement du salaire induit une faible hausse, voire une stagnation du revenu salarial moyen. Les salaires des non qualifiés restent faibles en raison de la concurrence des pays émergents et de la crainte des délocalisations. Le nombre de travailleurs pauvres augmente et la précarité s'accroît. Les salaires des plus qualifiés augmentent parallèlement à l'augmentation de la demande d'experts et de cadres.

L'inégalité des revenus explose. Dans les années 80, elle augmente légèrement en France, en Allemagne et au Japon, mais fortement au RU et aux EU. Dans les années 90, elle augmente partout. Cette évolution résulte d'une faible hausse des revenus du travail et d'une forte hausse des revenus du capital. L'énormité des gains versés aux traders, la hausse de la rémunération des dirigeants de grandes entreprises, la hausse des salaires des emplois très qualifiés entraînent une explosion

des très hauts revenus. Ce sont ces mêmes salariés qui bénéficieront de la valorisation boursière et immobilière.

La part salariale dans le PIB diminue et la part des profits augmente. La stagnation des salaires et le chômage expliquent la baisse de la part salariale. La hausse des profits des banques, mais aussi des sociétés contraintes de distribuer le plus de dividendes possible, contribue à augmenter la part des profits.

Finalement, on peut séparer la population en deux composantes. Une petite minorité privilégiée s'approprie une part croissante de la richesse créée, et si elle s'endette, c'est pour effectuer des placements financiers rentables. La grande majorité doit vivre avec un revenu qui n'augmente pas et elle est contrainte de s'endetter pour maintenir ses dépenses de consommation.

Section 6. La domination du secteur financier

Elle se manifeste par une hausse fantastique des **actifs financiers**. Aux EU, la valeur des actifs financiers représente 10 fois le PNB américain en 2007, contre 4 à 5 fois entre 1952 et 1981. Dans le monde, les actifs financiers représentent 346 % du PNB mondial en 2006, contre 110 % en 1980.

Elle suppose une explosion de **l'endettement** des agents non financiers, mais aussi des intermédiaires financiers. Tous secteurs confondus, l'endettement total aux EU est de 349 % du PNB en 2008, 168 % en 1981 et 126 % en 1952.

Elle se traduit par **une hausse des profits** dans le secteur financier : aux EU, les profits du secteur financier passent de 10 % des profits de l'économie en 1980 à 40 % en 2007, alors que l'industrie financière ne représente en 2007 que 15 % de la valeur ajoutée et 15 % de l'emploi salarié. De même, **les salaires** versés dans l'industrie financière augmentent nettement plus fortement que dans le reste de l'économie.

La puissance du secteur financier est en grande partie responsable **des crises financières récurrentes** dans la mesure où l'abondance de l'épargne placée sur les marchés financiers et l'accroissement des crédits rendue possible par des taux d'intérêt faibles ont contribué à la création de bulles spéculatives.

Titre 8- La crise du capitalisme financier depuis 2008

On peut dater l'entrée en crise du capitalisme financier néolibéral de la crise des *subprimes* en août 2007. C'est dans un premier temps, et avant tout, une crise bancaire. À la fin de l'année 2007, on estime avoir évité la catastrophe, mais il n'en est rien, parce que cette crise bancaire est le point de départ d'une crise financière plus vaste, elle-même symbole de l'emballement du système financier et dont les causes sont plus profondes.

La crise ne fait que constater que, contrairement à l'idéologie néolibérale, l'auto-régulation par les marchés est une illusion. Les marchés sont dans **l'incapacité de maîtriser les déséquilibres** : déséquilibre de l'industrie financière dont l'importance est devenue disproportionnée au regard de l'activité économique réelle ; déséquilibre dans la distribution des revenus, car l'aggravation de l'inégalité des revenus est devenue un obstacle à la croissance économique ; déséquilibre des relations entre les pays riches et les pays émergents, avec comme conséquence que les excédents des seconds financent les déficits des premiers.

Le mécanisme de la crise apparat implacable. La libéralisation des marchés de capitaux et la politique monétaire de taux d'intérêt faible, favorable aux crédits, a permis le développement de l'industrie financière. Mais cela exigeait une forte rentabilité du capital, laquelle impliquait une augmentation des inégalités. La mondialisation a permis un tel processus. La chute du système financier a entraîné celle du système économique.

Chapitre 1 La crise du modèle de croissance domine par la finance

L'idéologie néolibérale a permis un développement sans contrôles ni limites du secteur financier qui l'a conduit à sa perte.

La crise des *subprimes* est d'abord **une crise bancaire** qui est révélatrice du comportement des banques. Les intermédiaires financiers, avides de profits, ont été capables d'accorder des crédits à des ménages qui n'étaient pas solvables. Pour ne pas en assumer les risques, ils les ont dispersés par le biais de la titrisation, en pensant que ces crédits risqués seraient perdus dans la masse des crédits accordés : le marché était supposé efficace pour assurer cette dissémination des risques. Des innovations délirantes ont transféré ces risques, par le biais des marchés dérivés, aux investisseurs privés et aux compagnies d'assurance. Cela a permis aux banques de continuer à accorder des crédits et d'augmenter leurs profits.

L'accroissement des profits financiers distribués s'est fait au détriment des profits gardés par les entreprises et consacrés aux investissements productifs, de même que la hausse des profits s'est faite au détriment de celle de la masse salariale. **La répartition des revenus est devenue autodestructrice** : le capital est très fortement rémunéré, mais le travail l'est très faiblement alors même que le stress au travail s'aggrave.

Les entreprises non financières ont été contraintes de réaliser un taux de profit maximum. Les statistiques montrent **une hausse de la part des profits dans le PIB**, mais sans accroissement de l'accumulation de capital productif. Cette faiblesse des investissements productifs explique la perte de compétitivité et la faiblesse de la croissance économique. Le corollaire est **une baisse de la part salariale** qui explique l'atonie de la demande de consommation, et donc aussi celle de l'investissement susceptible d'augmenter la capacité de production.

La crise économique n'est pas un problème d'offre, car il y a abondance de capital, mais celui-ci est placé dans la finance, et il y a abondance de travail, mais il est à la recherche d'emploi. La croissance économique est bloquée parce que la demande de consommation et d'investissement est insuffisante.

Chapitre 2. La crise du modèle de croissance inégalitaire

La distribution inégale du patrimoine et de ses revenus est une caractéristique fondamentale du capitalisme, mais un degré d'inégalité excessif devient un frein à la croissance économique.

Les revenus des ménages les plus riches ne cessent d'augmenter parce que les dirigeants et les traders reçoivent des rémunérations extravagantes, parce que les placements financiers et immobiliers sont très rentables, mais aussi parce que les nouvelles politiques fiscales leur ont été favorables. Cela a entraîné une hausse de la consommation de produits de luxe, mais en raison d'une forte propension à épargner,

cela à surtout augmente l'épargne **disponible à la recherche d'occasions d'investir dans des placements à forte rentabilité**: placements auprès des intermédiaires financiers, placements directs sur les marchés de capitaux, et placements immobiliers. Ce comportement des classes riches a fortement contribué à la formation **des bulles spéculatives** dont éclatement est programmable tôt ou tard.

Les revenus des autres ménages stagnent ou augmentent faiblement, alors qu'ils ont **une forte propension à consommer**. Pour compenser la faiblesse de leurs revenus et maintenir, voire augmenter, leurs dépenses de consommation, ils ont eu recours à **l'endettement**, lequel a été favorisé par une politique monétaire de taux d'intérêt bas. Ce soutien à la demande globale par la consommation à crédit s'arrête dès qu'une politique monétaire plus restrictive fait monter les taux d'intérêt.

La logique de cette argumentation est Keynésienne. Pour Keynes, le blocage de la croissance dans les années 30 était fondamentalement lié aux inégalités de richesses et de revenus.

Chapitre 3. La crise de la croissance mondialisée

Les crises financières des années 90 ont contraint les pays émergents à faire appel au FMI qui leur a imposé une austérité intérieure et donc l'obligation de fonder leur croissance économique sur les exportations.

L'industrialisation des pays émergents asiatiques à la recherche de débouchés extérieurs s'est faite au détriment des pays développés. L'excédent de leur balance commerciale s'est traduit par un excédent de réserves en dollars que les pays émergents ont accumulé afin d'assurer leur souveraineté nationale et se prémunir contre tout recours au FMI. Cette stratégie financière tend à réduire la demande mondiale et à augmenter les liquidités sur les marchés de capitaux.

Titre 9. La France de 2016 à 2019

2016

À l'été 2016, malgré *des signes d'amélioration*, les économies émergentes ont encore peiné: l'économie russe ne recule plus, mais la récession brésilienne s'est accentuée et la Chine affiche un nouveau ralentissement. En revanche, la croissance s'est légèrement affermie dans les économies développées. Elle a retrouvé *du tonus aux États-Unis*, a de nouveau augmenté au Japon et a résisté *au choc du référendum décidant du Brexit au Royaume-Uni*. Le produit intérieur brut de la zone euro a continué *de progresser* modérément (+0,3 %), ralentissant un peu en Allemagne et en Espagne, mais retrouvant des couleurs en Italie. L'activité a, comme prévu, légèrement rebondi en France (+0,2 %) après un premier trimestre dynamique et un trou d'air au printemps.

Malgré *des incertitudes politiques qui ne se dissipent pas*, le climat des affaires s'améliore depuis l'été dans les pays émergents comme dans les économies développées. C'est de bon augure pour une reprise du commerce mondial en 2017, alors qu'en 2016 sa hausse serait la plus faible depuis 2009. Fin 2016 et au premier semestre 2017, la croissance conserverait son élan aux États-Unis, portée

par une demande interne revigorée malgré *un regain d'inflation*. Au Royaume-Uni en revanche, l'activité s'infléchirait nettement après le sursis de l'été, parce que l'investissement des entreprises et la consommation des ménages pâtiraient des premiers effets du vote décisif du Brexit.

Dans la zone euro, les prix accéléreraient aussi, du fait des produits pétroliers, mais l'inflation resterait contenue. Son regain éroderait les gains de pouvoir d'achat des ménages. Pour autant, la consommation ne ralentirait pas, car les ménages stabiliseraient leur propension à épargner. En outre, l'investissement résidentiel croît désormais en France et en Italie où il constituait un frein jusqu'en 2015 ; il continuerait de stimuler la croissance au premier semestre 2017. Enfin, l'investissement productif retrouverait de l'élan, les entreprises ayant restauré leur capacité à l'autofinancer et les taux d'intérêt demeurant très bas.

En France, le climat des affaires confirme ces tendances de la demande interne : il se maintient un peu au-dessus de sa moyenne de long terme dans les services et l'industrie, et s'améliore nettement dans le bâtiment. En outre, les exportations accéléreraient début 2017, à la fois pour répondre à *la demande des partenaires de la zone euro et du fait de livraisons aéronautiques à nouveau dynamiques*. Ainsi, le commerce extérieur cesserait de peser sur la croissance française au premier semestre 2017, après avoir ôté *0,7 point en 2016*.

La demande interne tirerait la croissance du PIB qui s'élèverait un peu fin 2016, à +0,4 %, puis resterait quasiment à ce niveau au premier semestre 2017 : +0,3 % au premier et +0,4 % au deuxième trimestre. Après deux années de croissance modérée (+1,2 % en 2015 et 2016), l'acquis de croissance annuelle pour 2017 s'élèverait à +1,0 % à mi-année, comme un an plus tôt. L'emploi marchand continuerait de progresser solidement d'ici mi-2017, encore soutenu par les dispositifs visant à *enrichir la croissance en emplois*. En tenant compte des branches non marchandes, l'emploi total progresserait plus vite que la population active et le taux de chômage baisserait à nouveau légèrement, pour atteindre en France 9,8 % mi-2017, contre 10,0 % à l'été 2016.

Divers aléas sont associés à ce scénario. Tout d'abord, les résultats des différentes échéances électorales en Europe et outre-Atlantique semblent plus raviver que dissiper les incertitudes politiques. Pour autant, à ce stade, ces incertitudes n'ont pas entamé *la confiance des entrepreneurs et des ménages* dans la situation économique. Si leur confiance s'affaiblissait, leurs investissements seraient plus faibles que prévu. Par ailleurs, les ménages européens ont accru leur propension à épargner depuis fin 2015 et le scénario retenu suppose qu'ils ne l'augmenteraient pas davantage. Qu'ils accroissent de nouveau leur taux d'épargne ou qu'ils se mettent à *consommer plus vite* et le scénario diffèrera.

2017

Depuis la fin 2016, l'activité française garde une cadence soutenue (+0,5 à 0,6 % par trimestre) : la croissance annuelle a donc atteint 2,2 % cet été, renouant avec un rythme qui n'avait pas été observé depuis 2011, dans un contexte où l'ensemble de la zone euro connaît une croissance relativement homogène.

L'environnement mondial est resté porteur cet été et devrait le rester d'ici l'horizon de la prévision (mi-2018), le climat des affaires demeurant très favorable dans la plupart des enquêtes de conjoncture. La croissance américaine n'a pas faibli ces derniers mois ; le stimulus budgétaire annoncé lors de l'élection présidentielle s'est

fait attendre mais il se concrétiserait à partir de 2018. Au Japon, la consommation prendrait peu à peu le relais du commerce extérieur pour soutenir l'activité ; à l'inverse la demande intérieure britannique resterait encore pénalisée par la forte reprise de l'inflation et les incertitudes sur les modalités du Brexit.

Le commerce mondial serait également tiré par la reprise dans les économies émergentes : la croissance chinoise se maintient à un rythme élevé malgré l'investissement qui tend à ralentir, notamment dans l'immobilier. Les économies russe, brésilienne et indienne, portées par une inflation relativement faible et le redémarrage de la consommation, se relèvent après deux années de récession, entraînant les importations dans leur sillage.

Dans la zone euro, la croissance a de nouveau été très soutenue au troisième trimestre (+0,6 % après +0,7 %) et le climat des affaires est au plus haut depuis 17 ans : les incertitudes politiques en Europe, avec la crise catalane, la constitution plus laborieuse que prévu d'une majorité de gouvernement en Allemagne ainsi que les élections à venir en Italie, ne semblent pas pour l'instant affecter le moral des entrepreneurs. La politique budgétaire resterait neutre voire accommodante dans les principaux pays de la zone. L'activité, soutenue entre autres par un investissement solide, resterait donc robuste dans l'ensemble de la zone euro d'ici la mi-2018 (+0,6 % fin 2017, puis +0,5 % par trimestre), alors que certains pays commencent à voir apparaître des tensions dans leurs appareils productifs, en particulier l'Allemagne.

La France ne ferait pas exception à ce mouvement d'ensemble : l'économie française poursuivrait sur sa lancée au cours des prochains trimestres (+0,6 % fin 2017, +0,5 % début 2018, puis +0,4 % au printemps). La croissance annuelle atteindrait +1,9 % en 2017 et l'acquis pour 2018 serait déjà de +1,7 % à mi-année.

Les chefs d'entreprises français sont résolument optimistes selon les enquêtes de conjoncture : le climat des affaires progresse continûment depuis fin 2016 et il a atteint en novembre 2017 son plus haut depuis début 2008. Les différents secteurs sont à l'unisson, qu'il s'agisse de l'industrie (où les perspectives générales d'activité atteignent des niveaux inédits depuis 17 ans), des services marchands (qui continuent à bénéficier, entre autres, du retour des touristes), ou de la construction.

La croissance serait tirée par la vigueur de la demande globale. Les exportations dépendraient certes des à-coups des secteurs aéronautique et naval et le déficit des échanges de produits manufacturés se creuserait encore un peu ; mais, grâce aux produits agricoles et au tourisme, le commerce extérieur cesserait mi-2018 de peser sur la croissance. Du côté de la demande intérieure, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à déclarer des difficultés d'offre et leurs dépenses d'investissements ne faibliraient donc pas. Les ménages bénéficieraient quant à eux de revenus d'activité dynamiques. La hausse de l'inflation et les effets de calendrier des mesures fiscales brideraient temporairement leur pouvoir d'achat pendant l'hiver, faisant plier leur consommation, mais elle ne romprait pas : les ménages diminueraient leur taux d'épargne en anticipant une amélioration de leur pouvoir d'achat fin 2018. Leurs dépenses d'investissement accéléreraient franchement en 2017, mais ralentiraient un peu mi-2018, en ligne avec la stabilisation des ventes de logements neufs observée ces derniers mois.

L'économie française continuerait de générer environ 100 000 emplois marchands par semestre, tandis que l'emploi non marchand se replierait de nouveau avec la diminution des emplois aidés. L'emploi total progresserait néanmoins plus vite que la population active et le taux de chômage diminuerait un peu, à 9,4 % à l'horizon de la prévision (soit -0,1 point sur un an).

À court terme, ce scénario est susceptible d'être affecté par les incertitudes politiques de part et d'autre de l'Atlantique, ainsi que par le comportement de consommation des ménages français face à *la flexion temporaire de leur pouvoir d'achat*.

2018

Au premier trimestre 2018, le produit intérieur brut (PIB) a ralenti (+0,2 %) plus que prévu dans la Note de conjoncture de mars 2018 (+0,4 %). La demande intérieure hors stocks a moins soutenu la croissance du PIB que prévu (+0,2 point contre +0,4 point). La production manufacturière s'est fortement repliée (-1,0 %), alors qu'une légère augmentation (+0,2 %) était attendue après un quatrième trimestre 2017 très dynamique. La prévision de croissance pour le deuxième trimestre 2018 est inférieure (+0,3 %) à celle de la Note de mars (+0,4 %).

Début 2018, l'emploi marchand a été un peu moins allant que prévu (42000 créations au premier trimestre contre 70.000 attendues). Dans le même temps, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point (contre +0,1 prévu) pour atteindre 9,2 % de la population active française.

En mai 2018, l'inflation d'ensemble s'est établie à +2,0 % d'après l'estimation provisoire, davantage que prévu dans l'exercice précédent. Pour juin, l'inflation d'ensemble est revue à la hausse, à +2,1 % (contre +1,6 % anticipé en mars), du fait de la hausse du prix du pétrole.

La production totale de biens et de services a nettement ralenti au premier trimestre 2018 (+0,1 % après +1,0 % au quatrième trimestre 2017), du fait du recul de l'activité dans les branches manufacturières (-1,0 %). Depuis janvier 2018, le climat des affaires fléchit régulièrement, perdant un à deux points par mois, mais reste au-dessus de sa moyenne de longue période. Au deuxième trimestre 2018, la production de biens et de services progresserait modérément (+0,3 %) du fait d'un rebond dans l'industrie manufacturière et le commerce, malgré le recul dans l'énergie, eau, déchets. L'activité accélérerait légèrement au second semestre 2018 (+0,4 % à +0,5 % par trimestre). En moyenne sur l'année, la production augmenterait de 2,0 % en 2018.

Au premier trimestre 2018, la demande mondiale adressée à la France a fortement ralenti (+0,7 % après +1,6 %) dans le sillage du commerce mondial hors Chine (+0,5 % après +1,7 %). Dans ce contexte international moins favorable, les exportations françaises se sont repliées (-0,3 % après +2,3 %). Au deuxième trimestre, elles rebondiraient (+1,2 %) et accéléreraient au troisième trimestre (+0,7 %) puis plus franchement au quatrième (+2,0 %), portées à la fois par une demande mondiale dynamique et par des livraisons de grands contrats aéronautiques et navals.

Les importations ont reflué au premier trimestre 2018 (-0,3 % après +0,1 %), notamment celles d'énergie et de biens manufacturés. Au deuxième trimestre, elles redémarreraient (+1,6 %) puis progresseraient d'environ 1,1 % par trimestre, appuyées par le regain des importations manufacturières.

En moyenne annuelle, les échanges extérieurs soutiendraient la croissance du PIB (+0,5 point en 2018), soit plus qu'en 2017 (+0,1 point), principalement du fait de la très forte contribution du commerce extérieur à la croissance au dernier trimestre 2017 (+0,7 point).

En France, l'emploi salarié marchand non agricole a ralenti au premier trimestre 2018 (+42 000 après +111 000 au quatrième trimestre 2017). Il s'accroîtrait à un rythme similaire durant le reste de l'année, portant à +83 000 les créations d'emploi sur le premier semestre 2018, puis +80 000 au second. Dans le secteur non marchand, l'emploi se contracterait encore au premier semestre 2018 (-3 000 après -9 000 emplois au second semestre 2017) du fait notamment de la diminution du nombre d'emplois aidés. Cet effet ne jouerait plus au second semestre et l'emploi non marchand augmenterait à nouveau à partir de l'été.

Au total, 183 000 emplois seraient créés en 2018, en ralentissement après une année 2017 très dynamique (+340 000 emplois).

Au premier trimestre 2018, le taux de chômage en France (hors Mayotte) au sens du BIT s'établit à 9,2 %, en baisse de 0,4 point par rapport à début 2017. Après avoir baissé de 0,7 point entre le troisième et le quatrième trimestre 2017, il a légèrement progressé au premier trimestre 2018 (+0,2 point).

À l'horizon de la prévision, la hausse de l'emploi dépasserait légèrement celle de la population active, de sorte que le taux de chômage diminuerait à nouveau, mais à un rythme moins important qu'en 2017 : fin 2018, il s'établirait à 8,8 %, soit 0,2 point de moins qu'un an auparavant.

En mai 2018, l'inflation s'élève à +2,0 % sur un an selon l'estimation provisoire, son plus haut niveau depuis août 2012, du fait de la remontée du prix du pétrole. Elle augmenterait encore durant l'été, pour atteindre +2,3 %, puis s'abaisserait à +1,7 % d'ici fin 2018 : les prix de l'alimentation seraient moins dynamiques et ceux du tabac ralentiraient sur un an par effet de base. Hors tabac, l'inflation s'abaisserait à +1,5 % en décembre contre +1,7 % en mai. L'inflation sous-jacente, peu dynamique tout au long de 2017, s'est redressée début 2018 (+0,8 % en avril 2018, contre +0,5 % en moyenne sur 2017). D'ici fin 2018, elle augmenterait un peu, à +1,1 % sur un an. Le dynamisme des salaires nominaux et le recul du taux de chômage soutiendraient les hausses de prix dans les services, mais la baisse des loyers dans le parc locatif social limiterait l'inflation alors que les prix des produits manufacturés resteraient pénalisés par l'appréciation passée de l'euro.

En 2018, les salaires en termes nominaux accéléreraient dans les branches marchandes : +1,7 % en moyenne annuelle après +1,3 % en 2017 pour le salaire mensuel de base (SMB) et +2,1 % après +1,7 % pour le salaire moyen par tête (SMPT). Les prix de la consommation des ménages seraient toutefois plus dynamiques si bien qu'en termes réels, le SMPT dans le secteur marchand resterait morose (+0,5 % en 2017 et en 2018, après +1,4 % en 2016). La progression du SMPT en termes réels serait tenue au premier semestre, avant de se rétablir au second.

Dans les administrations publiques, le SMPT en termes nominaux ralentirait en 2018 (+1,7 % après +2,2 %). Si le gel du point d'indice et le report de l'application de certaines modalités du protocole PPCR1 expliquent cette décélération, l'indemnité accordée en compensation de la hausse de la CSG en limite néanmoins l'ampleur. En termes réels, le SMPT dans les administrations publiques ralentirait plus franchement : il progresserait de 0,2 % en 2018, contre +0,9 % en 2017.

En 2018, le revenu des ménages en termes nominaux progresserait quasiment au même rythme qu'en 2017 (+2,6 % après +2,7 %), soutenu par le ralentissement des prélèvements sociaux et fiscaux et par la dynamique de la masse salariale. Le pouvoir d'achat du revenu des ménages, après s'être ponctuellement replié en

début d'année, accélérerait vivement fin 2018 sous l'effet de la réduction de la taxe d'habitation et de la baisse du taux de cotisations sociales. Au total en 2018, il ralentirait légèrement en moyenne annuelle (+1,0 % après +1,4 % en 2017), du fait de l'accélération des prix de la consommation (+1,5 % après +1,3 %).

Au premier trimestre 2018, les dépenses de consommation des ménages ont augmenté légèrement (+0,1 %). La consommation en biens a diminué *pour le* deuxième trimestre consécutif (-0,1 % après -0,1 %), tandis que la consommation de services a légèrement ralenti (+0,4 % après +0,5 %).

Au deuxième trimestre 2018, la consommation augmenterait de 0,2 %. La consommation de biens serait stable, après deux trimestres de repli, tandis que la consommation de services continuerait d'augmenter au même rythme qu'en début d'année (+0,4 %).

La consommation des ménages accélérerait ensuite (+0,3 % au troisième trimestre puis +0,5 % au quatrième), dans le sillage de l'accélération de leur pouvoir d'achat en cours d'année. En particulier, la consommation de biens reprendrait de l'élan, tandis que les dépenses en services garderaient quasiment le même rythme qu'aux trimestres précédents. En moyenne sur l'année, la consommation des ménages augmenterait en 2018 à un rythme quasiment identique à *celui de 2017* (+1,0 % après +1,1 %), alors que le pouvoir d'achat ralentirait légèrement (+1,0 % après +1,4 %). Le taux d'épargne s'établirait quant à *lui à un niveau* très légèrement supérieur à *celui de 2017* (14,3 % après 14,2 %). L'investissement des ménages, après une croissance exceptionnelle en 2017 (+5,6 % après +2,8 %), ralentirait nettement en 2018 avec la stabilisation des ventes de logements neufs. En moyenne sur l'année, il augmenterait de 1,6 % en 2018.

En 2017, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) a un peu augmenté : 32,0 % en moyenne annuelle, après 31,8 % en 2016. Il a été soutenu par les gains de productivité, *qui ont largement compensé la dynamique des salaires réels*. Avec l'augmentation des prix de l'énergie, les termes de l'échange ont pesé *sur le taux de marge*.

En 2018, le taux de marge se replierait à 31,8 % : les effets de la croissance des salaires réels et de la hausse des prix de l'énergie dans les termes de l'échange l'emporteraient sur ceux des gains de productivité *et de la hausse du taux du CICE sur les revenus de 2017*.

L'investissement des entreprises non financières (ENF) a marqué le pas au premier trimestre 2018 (+0,1 % après +1,2 %), du fait d'un repli des dépenses d'investissement en biens manufacturés. En revanche, les dépenses en services sont restées allantes (+1,7 % après +1,6 %) et les investissements en construction ont légèrement rebondi (+0,2 % après -0,1 %). Au deuxième trimestre 2018, l'investissement des entreprises reprendrait de l'élan (+0,9 %). Il resterait ensuite soutenu au second semestre (+0,6 % par trimestre). En moyenne annuelle, l'investissement ralentirait en 2018 à +3,1 %, après une année 2017 très dynamique (+4,4 %). Le taux d'investissement augmenterait encore et s'établirait à *22,4 % à la fin de l'année*.

Au premier trimestre 2018, le comportement de stockage des entreprises a eu une contribution nulle à la croissance, ce qui contraste avec les évolutions heurtées des trimestres précédents (+0,3 point de produit intérieur brut au troisième trimestre 2017, puis -0,4 point au quatrième). Les variations des stocks de produits manufacturés expliquent l'essentiel de ces évolutions. Aux deuxième et troisième

trimestres 2018, la contribution des stocks à la croissance serait légèrement positive (+0,1 point). Au dernier trimestre 2018, d'importantes livraisons aéronautiques conduiraient à *une contribution* négative des stocks à la croissance (-0,3 point). Au total, sur l'ensemble de l'année 2018, cette contribution serait négative (-0,2 point).

2019

L'année 2019 aura été marquée par les incertitudes politiques et économiques qui ont pesé non seulement sur les échanges commerciaux mais aussi, plus globalement, sur l'investissement des entreprises et sur la croissance mondiale.

Les tensions protectionnistes issues des États-Unis, les interrogations sur le chemin que prendra le Brexit, les questions sur les moteurs de l'économie chinoise mais aussi, au niveau sectoriel, les difficultés du secteur automobile dans un contexte de transition énergétique, largement contribué à obscurcir les perspectives de croissance.

Après avoir soufflé le chaud et le froid sur leurs négociations commerciales avec la Chine, les États-Unis semblent davantage désireux de conclure un accord, avant l'élection présidentielle à venir. Alors que le Royaume-Uni et ses partenaires européens oscillent depuis de longs mois entre espoirs déçus et lassitude, la perspective d'un Brexit sans accord semble tout de même s'éloigner.

Si la crainte d'un retournement conjoncturel global s'atténue, on peine à discerner le mouvement d'ensemble qui serait susceptible de redonner du souffle à l'économie mondiale. Il faut donc se contenter d'un tableau en clair-obscur, avec des facteurs de soutiens monétaires et budgétaires, mais aussi des contrastes, voire des défauts de coordination.

2020

a) L'activité économique a chuté de manière inédite au deuxième trimestre 2020, à -18,9 % en écart au quatrième trimestre 2019, puis un fort rebond a ramené cet écart à -3,7 % au troisième trimestre. Le dernier trimestre de 2020 est marqué par une deuxième vague épidémique et la mise en place, fin octobre, d'un nouveau confinement de la population, avec des modalités toutefois un peu moins contraignantes et une durée moindre qu'au printemps. L'écart d'activité avec le niveau d'avant-crise se serait à nouveau creusé en novembre, à -12 %, mais de façon moindre qu'en avril (-31 %).

La levée des restrictions, plus graduelle qu'en mai, a commencé par la réouverture des commerces « non essentiels » et l'extension du rayon des déplacements le 28 novembre. Une deuxième étape, à partir du 15 décembre, préautorise une circulation limitée par un couvre-feu, toutefois sans réouverture des activités culturelles, ni des restaurants et des bars. Le rebond de l'activité économique serait quelque peu atténué par ces mesures de restrictions prolongées : la perte d'activité se situerait ainsi à -8 % en décembre, et à -8 % également sur l'ensemble du quatrième trimestre 2020.

b) Au total pour 2020, la prévision de contraction annuelle du PIB français reste inchangée à -9 % par rapport à 2019. Au tournant de l'année, les prévisions pour 2021 sont marquées par de forts aléas. La perspective d'une campagne de vaccination devrait se concrétiser, mais les risques de regain de circulation du

virus resteraient présents d'ici la mi-2021. En faisant néanmoins l'hypothèse d'une situation épidémique stabilisée et sous contrôle et de restrictions sanitaires suivant le calendrier annoncé, le rebond début 2021 conduirait à un écart d'activité de -5 % au premier trimestre par rapport au niveau d'avant-crise puis de -3 % au deuxième trimestre. L'acquis de croissance annuelle pour 2021 serait alors de +6 % fin juin.

c) Après un net recul en novembre, l'activité économique française commence à rebondir en décembre avec l'allègement graduel des mesures de restrictions.

Après un point très bas pendant le premier confinement en avril (-31 % en écart à l'avant-crise) et un rebond très vif jusqu'en août (écart réduit à -3 %), la reprise de l'activité économique s'est tassée en septembre-octobre.

Par suite du confinement instauré le 30 octobre, l'amélioration de la situation sanitaire a permis un allègement des mesures de restrictions depuis le 28 novembre (réouverture des commerces « non essentiels », moindres limitations des déplacements). Une deuxième étape est programmée pour le 15 décembre (fin des limitations de déplacements certaines activités culturelles (cinémas, théâtres, musées...) resteront fermées jusqu'à début janvier au moins, compte tenu des inquiétudes qui persistent sur la situation sanitaire.

d) Les indicateurs à haute fréquence disponibles sur les premiers jours de décembre traduisent la reprise progressive de l'activité.

Le trafic routier tous véhicules en France, qui s'était contracté d'un tiers environ en novembre, a amorcé un rebond depuis la fin novembre, tout en restant encore nettement en deçà de son niveau d'avant-crise. Le trafic poids lourds, peu affecté pendant le deuxième confinement, reste quant à lui à un niveau globalement stable, traduisant le moindre impact des mesures de restrictions sur les déplacements directement liés à l'activité industrielle.

L'indicateur de temps total passé chez soi en écart à une situation normale, dont le profil sur les mois passés est proche de celui des pertes d'activité, fait apparaître sur la première semaine de décembre (30 novembre - 6 décembre) une part du temps passé chez soi plus faible que celle des quatre semaines confinées de novembre, en lien avec la réouverture de nombreux magasins avant les fêtes de fin d'année et l'extension des possibilités de déplacements autour du domicile.

S'agissant en revanche des secteurs toujours soumis à des restrictions d'activité, le nombre de requêtes des mots « restaurant » ou « hôtel », « cinéma » ou « théâtre » dans le moteur de recherche *Google*, restent à des niveaux très faibles par rapport à octobre, reflet de la perte d'activité importante de ces secteurs.

Les moindres limitations des déplacements ont conduit au contraire à une hausse des requêtes associées au mot « train » ou « vol », hausse légère pour le train mais beaucoup plus visible pour l'avion et reflétant probablement des comportements

Au total, l'activité se dégraderait au quatrième trimestre, surtout dans les secteurs les plus directement affectés par les mesures de restrictions.

2021

Le déficit public pour 2021 s'établit à 160,9 Md€, soit 6,5 % du produit intérieur brut (PIB), après 8,9 % en 2020 et 3,1 % en 2019.

Portées par le rebond économique, les recettes progressent de 101,8 Md€, soit une hausse de +8,4 %, un peu plus marquée que celle du PIB en valeur. Ainsi, en proportion du PIB, elles atteignent 52,8 % après 52,5 % en 2020 et 52,3 % en 2019.

Le taux de prélèvement obligatoire est quasi stable, à 44,5 %.

Les dépenses progressent de 57,1 Md€ (+4,0 %) et représentent 59,2 % du PIB en 2021, après 61,4 % en 2020 et 55,4 % en 2019.

La dette des administrations publiques au sens de Maastricht atteint 112,9 % du PIB à fin 2021.

Perspective 2022

Au quatrième trimestre 2021, l'économie française a poursuivi sa reprise, dépassant d'environ 1 % son niveau de la fin 2019. En moyenne annuelle, le PIB français a rebondi de 7 % en 2021 (après -8 % en 2020), avec un premier semestre affecté par les restrictions sanitaires puis une vive progression notamment en milieu d'année.

Le début d'année 2022 est marqué tout à la fois par une nouvelle vague épidémique (Omicron) et une nouvelle hausse des cours du pétrole, dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes. Au premier trimestre, l'activité économique française continuerait de progresser mais en ralentissant (+0,3 % prévu, après +0,7 % au quatrième trimestre 2021), avant d'accélérer au deuxième trimestre (+0,6 % prévu). L'acquis de croissance à mi-année s'élèverait à +3,2 %.

En janvier 2022, l'indice des prix à la consommation a progressé de 2,9 % sur un an, selon l'estimation provisoire. Sous l'hypothèse d'un cours du Brent à 90 \$ le baril jusqu'à notre horizon de prévision (juin 2022), l'inflation pourrait se situer au cours des prochains mois entre 3 % et 3,5 % en glissement annuel, même si les mesures de « bouclier tarifaire » contiendraient significativement sa progression.

Titre 10. La crise du Coronavirus (2020-2022) et ses conséquences économiques.

La pandémie de Covid-19 a repris à travers le monde et les mesures destinées à la contenir ou à en limiter l'ampleur ont été renforcées dans un grand nombre de pays dès le mois de septembre (confinement, limitation de la mobilité et / ou des conditions de rassemblement dans les lieux publics, les bars, etc.). Au vu de l'impact socio-économique des mesures prises lors de la première vague, ce regain épidémique et les mesures qui l'accompagnent ont tout lieu d'inquiéter, en particulier dans les pays du Sud, moins touchés par la pandémie que les autres pour le moment, mais qui en paient le prix fort en matière de développement économique.

Comme le montre en effet Louis-Charles Viossat dans un article (Louis-Charles Viossat, « Covid-19 et développement - Le scénario du pire est-il évitable? », *Futuribles* 2020/6, N° 439, pages 73 à 83), les premiers bilans dressés par les instances internationales concernant l'impact de la crise Covid sur le développement humain, dans les pays du Sud, sont alarmants. Les conséquences à venir y sont d'ores et déjà énormes en matière d'emploi, de pauvreté, d'alimentation...

La tendance qui allait dans le sens d'un progrès des indicateurs depuis une trentaine d'années est en passe de s'inverser pour la première fois, et l'on craint une régression durable de la situation des populations locales si des mesures fortes ne sont pas prises rapidement. Et parmi les trois scénarios envisageables présentés en fin d'article, il y a peu de chances, selon Louis-Charles Viossat, que le plus optimiste l'emporte et déjoue la menace d'un grand bond en arrière dans les pays du Sud.

L'impact de la crise du Covid-19 sur le PIB à moyen et long terme est sujet à de nombreux débats entre économistes. La nature particulière de la crise brouille les grilles de lecture usuelles et rend délicates les estimations de PIB potentiel à l'aide des outils traditionnels. La crise se caractérise cependant par un fort marquage sectoriel susceptible de se maintenir, au moins en partie, lors de la période de reprise. Dès lors, cette étude présente une simulation des pertes d'activité par (sous-)secteur d'activité à l'horizon de fin 2022, et en déduit une évaluation du « terrain perdu » à cet horizon, en termes d'activité globale, relativement à un scénario tendanciel hors crise.

L'analyse distingue ainsi quatre types d'activité :

- Certains secteurs sont en effet très affectés par la persistance des restrictions sanitaires et pourraient par ailleurs être durablement pénalisés par une baisse de la demande ou d'éventuelles contraintes sur les capacités de production. Il s'agit notamment d'activités particulièrement exposées au tourisme international et aux voyages d'affaires. Ces secteurs incluent le matériel de transport aéronautique, le transport aérien, l'hébergement et la culture.
- Certains autres secteurs sont également durablement affectés par la crise, mais dans une moindre mesure car faisant face à une dégradation moins forte de la demande. C'est le cas du transport non aérien par exemple, du matériel automobile ou encore de la restauration.
- À l'inverse, d'autres secteurs sont moins affectés par les restrictions sanitaires ou ont pu plus facilement adapter leur mode de production, et n'ont pas de raison, à terme, d'être pénalisés outre mesure par une baisse d'activité. C'est le cas notamment du commerce, de l'alimentaire et de l'énergie.
- Enfin, certains secteurs seraient très peu pénalisés par la crise à terme, comme l'agriculture ou la construction. Certains pourraient même en bénéficier, comme l'informatique et les télécommunications qui sont soutenus par les effets du recours généralisé au télétravail et de l'accélération de l'essor du numérique, ou encore les activités de chimie et de pharmacie.

Les impacts sont calculés en écart à un scénario tendanciel hors crise dans lequel le PIB aurait crû de 1,2 % par an de 2020 à 2022, scénario qui est décliné secteur par secteur en fonction des tendances propres à chaque activité avant la crise.

Lorsqu'on les agrège, ces estimations sont cohérentes avec une perte de PIB agrégé de 1,6 point fin 2022 par rapport au PIB tendanciel d'avant-crise. Plus de la moitié de cette perte proviendrait de secteurs représentant seulement un peu plus de 15 % de la valeur ajoutée totale. Le terrain perdu ainsi estimé doit toutefois être considéré comme surtout illustratif, compte tenu de la forte incertitude et du manque de recul. Notamment, le tendanciel de productivité de l'économie en sortie de crise est entouré d'aléas importants avec des risques à la fois haussiers, comme à l'accélération de l'adoption des technologies numériques, et baissiers comme

l'affaiblissement du capital humain lié à la fermeture des écoles et aux difficultés engendrées par le télé-enseignement.

Titre 11. Le conflit entre l'Ukraine et la Russie et ses conséquences économiques (2022-).

Les développements de la guerre en Ukraine conditionnent en partie la conjoncture économique.

La guerre en Ukraine est un événement géopolitique porteur de conséquences économiques importantes, à court terme (en attisant l'inflation) comme à plus long terme (avec la réorganisation probable de certaines chaînes de valeur). Elle survient dans un contexte déjà marqué par de fortes tensions sur les prix, en lien avec le dynamisme de la reprise mondiale en sortie de crise sanitaire.

L'ampleur des conséquences économiques immédiates de ce nouveau choc « exogène » n'est certes pas comparable à celui de mars 2020, et ses canaux sont différents.

Au premier trimestre 2022, l'activité économique française aurait globalement progressé, malgré une consommation en retrait

Les trois premiers mois de l'année 2022 ont été contrastés. Comme anticipé, l'ombre portée de la vague Omicron a été circonscrite et temporaire en janvier. En février, la plupart des restrictions sanitaires ont été levées et les enquêtes de conjoncture envoyaient alors des signaux laissant attendre une accélération de l'activité. Le mois de mars est quant à lui marqué par les premières conséquences de la guerre en Ukraine, exacerbant les tensions déjà présentes sur les prix et faisant baisser les perspectives d'activité déclarées dans les enquêtes par les chefs d'entreprise. Au total, la prévision de croissance du PIB est maintenue à + 0,3 % pour le premier trimestre (après + 0,7 % au trimestre précédent), avec toutefois plus d'incertitude qu'à l'accoutumée, notamment pour mars.

La demande intérieure hors stocks marquerait globalement le pas au premier trimestre, sous l'effet de mouvements en sens contraires de ses composantes. La consommation des ménages fléchirait, du fait de la vague Omicron en janvier et de soldes d'hiver atones. À l'inverse, la consommation publique serait portée par les tests et les vaccinations. L'investissement des entreprises resterait dynamique mais décélérerait quelque peu. Les échanges extérieurs ralentiraient également après leur forte accélération en fin d'année 2021. Enfin, la contribution des variations de stocks serait positive ce trimestre.

L'emploi salarié ralentirait ce trimestre (+ 0,1 % prévu entre décembre et mars) et le taux de chômage se stabiliserait à 7,4 % de la population active. En février, le glissement sur un an des prix à la consommation a atteint 3,6 %. Il aurait été de l'ordre de 5 % sans le « bouclier tarifaire » sur les tarifs réglementés de vente du gaz et de l'électricité. En mars, l'inflation dépasserait 4 % sur un an : l'énergie expliquerait environ la moitié de ce glissement annuel. Du fait de la hausse des prix et malgré la bonne tenue des revenus d'activité, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages diminuerait au premier trimestre 2022 (- 1,4 % prévu par unité de consommation, dont toutefois un point de pourcentage expliqué par

le contrecoup de la comptabilisation au quatrième trimestre 2021 de l'indemnité inflation).

La conjoncture serait plus incertaine au cours des prochains mois, avec davantage d'inflation importée.

En première analyse, la guerre en Ukraine et les sanctions adoptées contre la Russie affectent l'économie française par plusieurs canaux. Il s'agit tout d'abord d'un choc sur le prix de l'énergie et des matières premières, mais aussi d'un choc d'incertitude et d'un choc sur le commerce extérieur. Le choc sur les prix de certaines importations peut par ailleurs se doubler d'un choc sur les volumes, avec le risque d'un accroissement des difficultés d'approvisionnement – alors même que celles qui préexistaient, par exemple s'agissant des semi-conducteurs, ne semblent pas encore résorbées.

Les résultats précoces des enquêtes de conjoncture de mars, collectés entre le 25 février et le 14 mars, fournissent de premières indications sur la manière dont les entreprises modifient leurs anticipations depuis le début de la guerre en Ukraine. Les perspectives générales tout comme les perspectives personnelles d'activité apparaissent particulièrement affectées dans l'industrie, mais aussi dans le commerce de gros et dans certains services. En revanche, à ce stade, les perspectives en matière d'emploi semblent relativement peu modifiées.

La croissance devrait logiquement s'en ressentir dans les prochains mois. À titre illustratif, si les prix d'importation de l'énergie observés début mars, certes très volatils, devaient se maintenir jusqu'à la fin de l'année, la perte d'activité associée pourrait être de près d'un point de PIB annuel pour l'économie française en 2022, relativement aux évolutions que l'on aurait pu attendre en l'absence de conflit. Ce chiffre, issu d'un modèle macroéconométrique, prend en compte les effets de bouclage international, mais sans considérer ni les réponses de politique économique – susceptibles de réduire l'impact du choc – ni les autres canaux évoqués ci-dessus – susceptibles de l'aggraver. Il ne s'agit au demeurant pas d'une évaluation « centrale » de l'effet du conflit, compte tenu de la très grande volatilité actuelle des cours de l'énergie, et plus largement du degré d'incertitude liée à l'évolution du conflit.

Les perspectives d'inflation pour les prochains mois sont également incertaines, s'agissant notamment de l'énergie, même si la « remise à la pompe » réduirait la hausse des prix des carburants. Les prix alimentaires pourraient être tirés à la hausse par les cours des matières premières mais aussi à la suite des négociations commerciales entre producteurs et distributeurs. Le glissement annuel global des prix pourrait ainsi se situer autour de 4,5 % entre avril et juin.

Au total, la croissance annuelle en 2022 bénéficierait d'un fort effet d'acquis (+ 2,7 % à l'issue du premier trimestre) lié au dynamisme de la reprise après la crise sanitaire, mais les aléas sur l'activité des prochains trimestres seraient importants. Au-delà du développement du conflit lui-même, des sanctions associées mais aussi des réponses de politique économique, ces aléas portent par exemple sur les conséquences du choc de confiance et sur l'ampleur des difficultés d'approvisionnement, qu'elles soient liées à la guerre ou bien éventuellement à la résurgence de la pandémie, si celle-ci devait entraîner des arrêts d'activité notamment en Chine.



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

INSTITUT D'ÉTUDES À DISTANCE
DE L'ÉCOLE DE DROIT DE LA SORBONNE

Sciences économiques

Document de travail établi par Frédéric-Jérôme Pansier

Licence 1 en Droit
Année 2025-2026 - semestre 1



Sciences économiques

Document de travail établi par Frédéric-Jérôme Pansier

Licence 1 en Droit
Année 2025-2026 - semestre 1

Les supports de cours

Les étudiants ont à leur disposition plusieurs types de supports de cours.

- Les **documents de travail** par chapitre,
- Les **enregistrements audios et la transcription papier des cours audio**.

Des **bulletins de liaison** fourniront des conseils de travail, des comptes rendus des webconférences, une actualisation du cours.

L'enseignement dispensé a pour **support principal** des cours audio. Ces cours enregistrés sont comparables à l'enseignement magistral donné à la faculté avec pour différence majeure qu'ils peuvent être écoutés sans limite et en tout lieu. Ils doivent donc être utilisés comme le serait un cours magistral et pourront être pris en note si cet exercice apparaît comme un soutien à la compréhension de la matière et à l'acquisition requise des connaissances.

Comme tout étudiant en droit, vous pourrez également vous appuyer sur les manuels conseillés.

Nous avons cherché à rapprocher votre situation de celle d'un étudiant du régime présentiel et à vous donner, à travail équivalent, des chances égales lors de l'examen. À cette fin, le présent fascicule vient à l'appui des cours audio avec lesquels il forme un tout. Outre les conseils de méthode et indications bibliographiques générales, il comporte des extraits de textes bruts et de jurisprudence dont il convient de prendre une connaissance directe et vous renvoie à la lecture de textes spécifiques.

Table des matières

Le programme du cours	5
1. Science économique	5
2. Science économique, économie politique et politique économique	5
3. Plan	6
Les conseils de travail	7
Première Partie : Histoire de la pensée économique	7
Seconde Partie. Histoire de l'Économie de 1930 à nos jours	7
Première partie : Histoire de la pensée économique	8
Plan du cours	8
Les auteurs historiques de la pensée économique.	11
Adam Smith (d'après Heilbroner)	11
Qui était Adam Smith ?	11
La richesse des nations	11
La main invisible	12
La loi du marché	12
Le paradis d'Adam Smith	12
Les lois de la croissance	13
L'influence d'Adam Smith	13
Que reste-t-il de la « richesse des nations » ?	13
Malthus et Ricardo (d'après Heilbroner)	14
L'espoir ou la crainte.	14
Les lois sur les blés.	14
Qui étaient Malthus et Ricardo ?	14
La démographie galopante	15
La surpopulation, aujourd'hui	15
Le système tragique de Ricardo	15
Schumpeter (d'après Heilbroner)	16
Au-delà de l'économie	16
Seconde partie: Histoire de la politique économique et économie politique	17
Plan du cours	17
Extrait de tableau de <i>L'économie française 2020</i> . (Insee)	20

Le programme du cours

1. Science économique

La science économique consiste à étudier et à décrire les mécanismes de l'Économie. Plusieurs approches de cette science sont possibles : soit concevoir cette science comme une logique explicative, soit tenter de découvrir au travers de l'histoire les leçons et les règles de l'économie, soit enfin envisager l'économie par le recours aux concepts de la statistique et de la mathématique.

Aucune de ces approches n'est satisfaisante en soi. Ainsi, pour la logique explicative, trouver un lien entre la croissance et le chômage signifie-t-il obligatoirement qu'une forte croissance est la condition nécessaire et suffisante de la disparition du chômage ? La réponse est non car l'on sait aujourd'hui qu'il existe un taux de chômage « résiduel », en dessous duquel il est impossible de descendre.

Pour l'approche historique, il convient de s'interroger sur la pertinence des remèdes proposés par J. M. Keynes en 1936 pour les appliquer à la situation actuelle en 2018. Là encore, une réponse négative s'impose, tant et si bien que des théories néo-keynésiennes sont venues adapter ou mettre à jour les lignes fondatrices de Keynes. Près d'un siècle a passé depuis ces constructions théoriques : quel chirurgien déciderait aujourd'hui d'opérer un malade sur le fondement d'un traité datant de plus d'un siècle ? Le génie est indiscutable, mais il connaît lui aussi une péremption.

Pour les données statistiques et mathématiques, il est indéniable que ce sont de formidables outils pour l'étude de l'économie. Toutefois, il ne faut pas oublier que la main de l'homme demeure et que les modèles statistiques ou mathématiques ne sont que le reflet des faiblesses de l'homme.

Ces trois lignes d'étude doivent être en permanence combinées et mises en concurrence. C'est de leur confrontation que naît la richesse de la réflexion économique.

2. Science économique, économie politique et politique économique

Les termes de science économique, économie politique et politique économique ne sont pas synonymes.

Nous l'avons dit, la science économique est une réflexion à partir de raisonnements logiques (autrement dit de théories), d'études historiques et d'outils mathématiques ou statistiques. Autrement dit, je connais la science économique parce que j'ai étudié les grandes doctrines classiques et les adaptations modernes, parce que je connais l'histoire économique d'un pays ou du monde ou parce que je sais maîtriser certains outils.

La politique économique et l'économie politique sont des sciences d'action.

La politique économique est exclusivement tournée vers l'action. Elle se définit comme un ensemble de mesures proposées au souverain et destinées à être mises en application par l'État ou ses dirigeants. Par exemple, si je suis le conseiller économique du Président de la République, ce dernier peut me demander quelles sont les mesures propres à réduire le chômage ou à relancer l'économie.

Au contraire de la politique économique (définie comme les conseils qu'un économiste peut donner à un dirigeant sur les mesures économiques à prendre en fonction des buts recherchés), l'économie politique est une analyse explicative des mécanismes économiques.

Cette analyse a deux objectifs : d'une part, aider à la prise de décisions de nature économique (l'économie politique est le socle nécessaire de la politique économique) et, d'autre part, expliquer les mouvements économiques du passé. L'économie politique tente, à partir des doctrines économiques, de comprendre l'évolution économique d'un pays et d'en déduire une politique économique pour le présent.

Il convient d'observer que les trois termes n'ont pas le même usage : sur la base d'une doctrine économique (science économique), l'Union européenne a posé des objectifs d'économie politique (réduction des déficits). Cela entraîne une politique économique (déficit étatique fixé à un maximum de 3 %) de l'Union, ce qui limite la politique économique de chacun des pays membres.

3. Plan

La science économique suppose la connaissance préalable des grandes doctrines économiques : ce sera l'objet de la première partie.

Elle suppose, en second lieu, que ces théories économiques soient passées au crible de l'évolution du monde et de l'histoire économique, ce sera l'objet de la seconde partie.

Les conseils de travail

Le cours audio est le fondement de votre travail. Vous devez l'écouter. Pour maîtriser le cours d'économie, il faut l'étudier en prenant des notes avec l'objectif de retenir les éléments essentiels et de comprendre les raisonnements fondamentaux. Il faut surtout progresser de manière logique : maîtriser le premier chapitre avant de passer au deuxième, puis au troisième, etc.

La lecture régulière des pages économiques des quotidiens et hebdomadaires est très importante. Lors de l'examen oral, l'étudiant semble souvent déconnecté de la vie réelle alors même que de nombreux sujets traités dans le cours sont en pleine actualité. C'est un apprentissage qui suppose que vous exerciez un esprit critique en cherchant à distinguer l'information économique (le constat des faits) du raisonnement théorique explicatif de l'information (l'explication de ces faits). L'information est toujours objective (**une hausse du chômage**), mais l'explication se réfère toujours à des hypothèses sous-jacentes propres à chaque système de pensée (**coût salarial excessif ou demande insuffisante**).

Il n'y a aucune obligation d'achat d'un manuel.

Des ouvrages sont recommandés :

Première Partie : Histoire de la pensée économique

- Jean Marie ALBERTINI et Ahmed SIHEM, *Comprendre les théories économiques*, coll. Points, Seuil, 4^e éd. 2014.
- Jean-Marc DANIEL, *Histoire vivante de la pensée économique*, Pearson, 2^e éd., 2014 ; *Petite histoire iconoclaste des idées économiques*, Agora, 2016.
- Henri DENIS, *Histoire de la pensée économique*, PUF, coll. Quadrige, 2016.
- Nicolas GUERRERO, *Histoire de la Pensée économique en 60 auteurs*, Ellipses, 2016.
- Robert L. HEILBRONER, *Les grands économistes*, coll. Points, Seuil, nouvelle éd. 2014.
- Donald MARRON, *3 minutes pour comprendre les 50 plus grandes théories économiques*, Le Courrier du Livre, 2011.
- Michael STEWART, *Keynes*, coll. Points, Seuil.
- Alain MINC, *Une sorte de diable : les vies de JM Keynes*, Grasset, 2007

Seconde Partie. Histoire de l'Économie de 1930 à nos jours

- Nicolas GUERRERO, *Histoire Économique et Sociale de la France du XVIII^e siècle à nos jours*, (9 juillet 2013).
- OFCE, *L'économie française 2022*, Éditions La découverte, coll. Repères.
- CEPII, *L'économie mondiale 2022*, Éditions La découverte, coll. Repères.

Les conférences de méthode ont pour objet de donner aux étudiants des indications d'ordre général, d'étudier les questions particulièrement difficiles ou importantes, mais aussi de répondre aux questions que se posent les étudiants dans l'étude de cette matière. Elles ne seront efficaces que dans la mesure où l'étudiant aura, au préalable, étudié le cours et se sera trouvé face à des difficultés de compréhension.

Les thèmes traités dans ces conférences sont donnés dans les bulletins de liaison disponibles sur la plate-forme de l'IED.

Première partie : Histoire de la pensée économique

Plan du cours

Titre 1. La Doctrine Mercantiliste

Chapitre 1. Présentation

- Section 1. Les mercantilistes espagnols ou bullionistes
- Section 2. Le mercantilisme français ou colbertisme
- Section 3. Les mercantilistes anglais ou commercialisme
- Section 3. Le néomercantilisme
- Section 4. Les mercantilistes allemands ou caméralistes

Chapitre 2. L'objectif

Chapitre 3. Le contenu

Chapitre 4. La portée actuelle de la doctrine Mercantiliste

- Section 1. Croissance économique
- Section 2. Explication de l'inflation
- Section 3. Rôle de l'État

Titre 2. Les Physiocrates

Chapitre 1. Présentation

Chapitre 2. La naissance de l'économie politique Passage de la politique économique à l'économie politique

Chapitre 3. La production agricole comme source unique de richesses

Chapitre 4. Le Tableau économique de Quesnay (1758)

- Section 1. Les caractéristiques du Tableau
- Section 2. Le fonctionnement du modèle avec un exemple chiffre hypothétique
- Section 3. La condition nécessaire au bon fonctionnement de l'économie
- Section 4. Les propositions des Physiocrates

Chapitre 5. Les apports théoriques

Chapitre 6. Actualité de la doctrine physiocratique malgré le postulat de la primauté de l'agriculture

Titre 3. L'école Classique

Chapitre 1. Présentation

Chapitre 2. Adam Smith

- Section 1. Biographie d'Adam Smith
- Section 2. La richesse des nations
- Section 3. La main invisible
- Section 4. La loi du marché
- Section 5. Le paradis d'Adam Smith
- Section 6. Les lois de la croissance
 - A. La loi de l'accumulation
 - B. La loi du peuplement.
- Section 7. L'influence d'Adam Smith
- Section 8. Que reste-t-il de La richesse des nations ?
- Chapitre 3. Thomas Robert Malthus
- Chapitre 4. David Ricardo
- Chapitre 5. Comparaison des théories sur la valeur des marchandises (Smith/Ricardo/Say)
 - Section 1 La théorie de la valeur d'Adam Smith
 - Section 2. La théorie de la valeur de David Ricardo
 - Section 3. La théorie de la valeur de Jean-Baptiste Say
- Chapitre 6. La répartition des revenus
 - Section 1. L'approche de J.-B. Say
 - Section 2. L'approche des Anglais
 - A. Présentation
 - B. Critique
 - Section 3. L'analyse des salaires
 - Section 4. La théorie Ricardienne de la répartition des revenus
 - A. La rente différentielle et les rendements décroissants dans l'agriculture
 - B. Le profit du capital et la répartition du produit net
- Chapitre 7. L'équilibre ou la surproduction
 - A. La loi des débouchés de Jean-Baptiste Say
 - B. La crainte d'une surproduction chronique
- Chapitre 8. La croissance économique ou la stagnation

Titre 4 Karl Marx

- Chapitre 1. Présentation
- Chapitre 2. La valeur des marchandises
 - Section 1. Substance de la valeur
 - Section 2. Mesure de la valeur
- Chapitre 3. La répartition capitaliste - Force de travail et plus-value
 - Section 1. L'explication de « l'énigme de la plus-value »
 - Section 2. La théorie Marxiste de l'exploitation
 - Section 3. Le partage entre la plus-value et les salaires Le taux d'exploitation
 - Section 4. La baisse tendancielle du taux de profit
- Chapitre 4. Accumulation de capital - Croissance

- Section 1. L'accumulation de capital est une nécessité du capitalisme
- Section 2. La répartition des revenus et le taux de profit sont modifiés par la croissance économique
- Section 3. La crise économique est inéluctable

Titre 5. L'école Néo-classique

Chapitre 1. Introduction historique

- Section 1. Les précurseurs
- Section 2. Les pères fondateurs
- Section 3. Alfred Marshall
- Section 4. Schumpeter
- Section 5. Milton Friedman et les Monétaristes.

Chapitre 2. L'approche Néo-classique

- Section 1. Le domaine d'étude de la théorie Néo-classique
- Section 2. L'individualisme méthodologique
- Section 3. Le raisonnement en termes de marché
- Section 4. La théorie Néo-classique de la répartition des revenus

Chapitre 3. La théorie de la valeur

Chapitre 4. Les modèles d'équilibre représentatifs de la théorie Néo-classique

- Section 1. Le modèle d'équilibre général Walrasien
- Section 2. Le modèle d'équilibre partiel de Marshall
- Section 3. La représentation macroéconomique du modèle d'équilibre Néo-classique
 - A. Le marché du capital
 - B. Le marché des biens et services
 - C. L'équilibre sur le marché de la monnaie

Titre 6. La révolution Keynésienne

- Section 1. L'approche Keynésienne
 - A. L'explication du niveau de l'emploi dans le mode de production capitaliste
 - B. L'intervention de l'État
- Section 2. L'explication de la demande globale
 - A. La demande de consommation des ménages
 - B. La demande d'investissement des entrepreneurs
- Section 3. Le modèle d'équilibre Keynésien
 - A. La demande anticipée
 - B. La production décidée
 - C. La demande effective et l'emploi effectif
 - D. Le salaire monétaire et les prix
- Section 4. La croissance économique chez Keynes
 - A. La description de la croissance
 - B. L'explication de la croissance
 - C. L'explication de la forte croissance à la fin du XIXe siècle

D. Le blocage de la croissance pendant la crise des années 30

Titre 7. Les néo keynésiens

Chapitre 1. Le néo-keynésianisme

Section 1. La macroéconomie néo-keynésienne

Section 2. L'équilibre général avec rationnement (EGR)

Chapitre 2. La nouvelle économie keynésienne

Titre 8. Les libéraux

Chapitre 1. L'école autrichienne

Chapitre 2. Friedrich Hayek

Les auteurs historiques de la pensée économique

Adam Smith (d'après Heilbroner)

Qui était Adam Smith ?

Le docteur Smith, de l'université de Glasgow, donnait des cours de morale : La morale incluait la théologie (la théologie, c'est-à-dire la recherche d'un ordre divin au-delà de la confusion apparente du monde, constitue depuis toujours un domaine où s'exercent les aspirations de l'homme à la nationalité), l'éthique, la jurisprudence et l'économie politique.

Quelle sorte d'homme était-ce philosophe fort civil ? « Rien d'autre n'est beau en moi que mes livres », voilà comment il se décrivait. Il est né en 1723, dans la ville de Kirkcaldy, en Écosse. Dès son jeune âge, Smith fut un élève doué. En 1759, il publia un livre qui fit sensation, *Théorie des sentiments moraux*, et projeta d'emblée Smith dans l'élite des philosophes anglais. La théorie était une recherche de l'origine de l'approbation ou de la désapprobation en morale. Il écrivit la *Richesse des nations* qui fut terminée seulement douze ans plus tard.

À cette époque, le Français de Smith était assez correct pour lui permettre de converser longuement avec l'économiste le plus en vue. Il s'agissait de Monsieur Quesnay qui avait fondé l'école économique appelée physiocratie et conçu une charte de l'économie nommée tableau économique. Quesnay insistait sur le fait que la richesse provenait de la production et qu'elle circulait dans toute la nation. Adam Smith acceptait volontiers la notion de circulation des richesses mais l'idée que l'industrie fut stérile et inféconde lui semblait fort étrange. En 1776, la *Richesse des nations* fut publiée et en 1790, il mourut.

La richesse des nations

On a qualifié l'ouvrage « d'épanchement non seulement d'un grand esprit mais de toute époque. » Dans cet ouvrage plus de cent auteurs sont mentionnés nommément. La *Richesse des nations* n'est pas un livre entièrement original, mais c'est certainement un chef-d'œuvre. Il commence par le célèbre passage qui décrit la spécialisation temporelle du travail dans une usine d'aiguilles, il s'étend à des sujets comme « les troubles récents dans les colonies américaines » ; il parle du gâchis de la vie estudiantine à Oxford et il évoque les statistiques de pêche du Hareng depuis 1771.

À la fin des neuf cents pages du livre, nous avons une image vivante de l'Angleterre en 1770, de ses apprentis et journaliers, de ses capitalistes en ascension, de ses seigneurs, prêtres et rois, de ses usines, de ses fermes et de son commerce extérieur. Adam Smith expose une doctrine qui doit avoir son importance dans la direction d'un empire et non pas l'apologie de la bourgeoisie montante : il admire son travail mais il suspecte ses motivations et il est soucieux des besoins de la grande masse laborieuse.

La main invisible

Il tient dans son ouvrage à dévoiler le mécanisme qui structure la société. Smith formule des lois du marché. Ce qu'il recherchait, c'est « la main invisible », ainsi qu'il l'appelait, par laquelle « les intérêts et passions individuels » étaient guidés dans la direction « la plus favorable aux intérêts de la société tout entière ». Le jeu de l'intérêt personnel, dans un environnement d'individus motivés de façon identique, mène à la concurrence, or cette concurrence amène à produire les biens que désire la société, dans la quantité qu'elle désire et au prix qu'elle est disposée à payer. L'intérêt conduit les hommes à accepter tout travail que la société consent à rémunérer. Chaque homme, qui cherche à tirer au maximum son épingle du jeu sans souci du coût social, est confronté à une foule d'individus motivés de manière identique et qui sont dans le même bateau. Les lois du marché n'ont pas pour seul effet de doter les produits de prix compétitifs, elles s'assurent aussi que les producteurs produisent les quantités de biens demandées par la société.

La loi du marché

Smith explique comment les prix ne peuvent s'écarter arbitrairement du coût réel de production des biens. Il explique ensuite, comment la société incite les producteurs à produire, ce qu'elle veut, puis pourquoi les prix élevés constituent un mal qui se résorbe de lui-même, car ils amènent une augmentation de production dans le secteur et enfin il explique la similitude des revenus à tous les niveaux de l'échelle des producteurs de la nation : il a trouvé dans le mécanisme du marché, un procédé autorégulateur d'approvisionnement. La liberté économique est illusoire car on est libre d'agir selon son gré dans le système du marché mais que l'on se mette à enfreindre la loi du marché, et le prix de cette liberté individuelle sera la ruine économique. On a appelé le monde d'Adam Smith celui de la compétition atomistique : c'était un monde où nul agent du processus productif, capitaliste ou main-d'œuvre, n'était assez important pour troubler ou enfreindre les pressions de la concurrence ; un monde où tout argent productif était contraint de courir après son intérêt dans une ambiance de liberté universelle.

Le paradis d'Adam Smith

Les lois du marché se bornent à une description du comportement qui cimenterait la société. Le monde d'Adam Smith se dirigeait lentement et volontairement et plus ou moins inévitablement vers le paradis. En 1720, l'Angleterre comptait un million et demi de miséreux. Pour Adam Smith « nulle société ne peut jouir de prospérité et bonheur, si la plus grande partie en est pauvre et malheureuse ».

Un fait frappant attira l'attention de Smith, observant la situation britannique : le gain prodigieux de productivité qu'entraînaient la division et la spécialisation du travail. Le principal avantage, c'est de pouvoir accroître. « Cette opulence universelle qui s'étend jusque dans les classes les plus basses du peuple ».

On considère le problème dans une perspective historique et si l'on compare le sort des travailleurs anglais du XVIII^e s. à celui de ses prédécesseurs du siècle précédent, on doit admettre

que leur condition quoique médiocre, se soit considérablement améliorée (Smith observe le train de vie du plus commun artisan ou journalier dans un pays civilisé et laborieux).

Les lois de la croissance

C'est le mécanisme du marché qui pousse la société à cette multiplication merveilleuse de la richesse et des biens, car il plonge l'homme dans un milieu qui le stimule et l'oblige à inventer, innover, grandir et prendre des risques. Smith distingue des lois inhérentes de l'évolution qui propulsent le système du marché dans une spirale de productivité ascendante :

La loi de l'accumulation : dans l'accumulation du capital, il voyait un grand bienfait pour la société, le capital – investi en machines – fournissait précisément cette merveilleuse division du travail qui multiplie l'énergie productive de l'homme. Or l'accumulation signifiait davantage de machines c'est-à-dire une demande accrue de main-d'œuvre, d'où tôt ou tard une hausse continue des salaires jusqu'à ce que les profits – source de l'accumulation – disparaissent.

La loi du peuplement : pour lui, les travailleurs pouvaient être « produits » selon la demande. (Si les salaires étaient élevés, le nombre d'ouvriers augmenterait.) Le premier effet de l'accumulation serait l'augmentation des salaires de la classe ouvrière. Le mécanisme révélateur du marché règle les flux de main-d'œuvre et de capital selon leurs différents usages ; il veille à ce que les biens demandés soient produits en quantité adéquate, enfin il s'assure que les prix de ces biens se rapprochent constamment de leur coût de production. La richesse s'accumule et de cette accumulation résultera un accroissement des forces de production et l'accentuation de la division du travail. Mais l'accumulation fera également augmenter les salaires car les capitalistes réclament de la main-d'œuvre pour les nouvelles usines, les salaires croissent, la mortalité baisse donc l'offre de travailleurs augmente. Avec cette augmentation de la population, la concurrence entre travailleurs comprimera à nouveau les salaires.

L'influence d'Adam Smith

Smith n'était le partisan d'aucune classe sociale. Les capitalistes se moquaient des idées d'égalité et de justice économique et voyaient dans le traité de Smith la justification théorique idéale à leur propre opposition à la réglementation des manufactures. Toute la philosophie économique de Smith dérive d'une confiance totale dans la capacité du marché à guider le système de façon la plus efficace. Le marché pourvoirait aux besoins de la société si on le laissait fonctionner seul, afin que les lois de l'évolution puissent hisser la société vers la récompense promise. Smith ne favorise ni la main-d'œuvre, ni le capital, il avait une préférence pour le consommateur. La théorie d'Adam Smith conduit à une doctrine de laisser faire : pour lui, moins le gouvernement gouverne et meilleur il est : les gouvernements sont prodigues, irresponsables et improductifs. Smith est opposé à l'intrusion du gouvernement dans le mécanisme du marché : il s'oppose aux lois gouvernementales protégeant l'industrie de la concurrence et aux dépenses affectées à des fins improductives. Il faut laisser le marché libre de trouver lui-même le niveau naturel des prix, des salaires, des profits et de la production. Le grand bénéficiaire du système est le consommateur et non le producteur : le consommateur est roi.

Que reste-t-il de la « richesse des nations » ?

Il manque quelque chose dans l'univers d'Adam Smith : il voyait une société en évolution, mais il ne voyait pas une révolution : la Révolution Industrielle. Dans le système odieux de l'usine, dans les formes collectives d'organisation économique qui apparaissaient ou dans les timides tentatives des journaliers pour constituer des organisations de protection, Smith ne discernait pas la naissance de forces sociales nouvelles et riches de virtualités de bouleversements.

Smith n'a pas « découvert le marché », d'autres avant lui avaient montré que l'interaction de l'intérêt individuel et de la concurrence permettait l'approvisionnement de la société. Mais Smith fut le premier à saisir toute la philosophie de l'action réclamée par une telle conception, le premier à formuler le schéma tout entier sur une grande échelle et de façon systématique. Quelle est la fin ultime de l'avarice, de l'ambition, de la recherche des richesses, de la puissance, de la supériorité ? La richesse des nations donne sa réponse : « toute cette lutte pour la richesse et la gloire trouve sa justification ultime dans le bien-être du commun. »

Malthus et Ricardo (d'après Heilbroner)

L'espoir ou la crainte

Tout le monde s'accordait à penser qu'une population en expansion était un gage de prospérité nationale. On pensait qu'aucun aspect du problème de la population n'était **susceptible d'ébranler** la foi de l'homme en l'avenir. Révérend, Thomas Robert Malthus (fils de Daniel Malthus, admirateur passionné de Rousseau) ne partageait pas le point de vue de William Godwin, qui prônait l'égalité complète et le communisme le plus totalement anarchique. Le révérend Malthus se mit à mesurer l'énormité de la barrière séparant la société humaine réelle de son temps de cette terre bien-aimée et imaginaire de paix et d'abondance éternelles. En 1798 Robert Malthus a fait publier son traité *Essai sur le principe de la population* et comment il s'intéresse à l'amélioration future de la société. Voici ce que disait Malthus : la population tendait naturellement à dépasser le total des moyens de subsistance possibles. L'humanité était vouée à tout jamais à une confrontation sans espoir entre un nombre toujours multiplié de bouches avides et l'insuffisance permanente des greniers de la nature.

En même temps est apparu David Ricardo (agent de change) qui disait que certaines classes sociales montaient triomphalement jusqu'au sommet, tandis que d'autres gravissaient quelques marches pour être ensuite rejetées en bas : pis encore, ceux qui faisaient marcher l'escalier roulant n'étaient pas ceux qui y montaient, et ceux qui en retiraient tout le bénéfice n'avaient rien fait pour le mériter.

Les lois sur les blés

L'agriculture n'était pas seulement le mode de vie de l'aristocratie, mais aussi un véritable business : le commerce du grain prospérait, des marchands entrepreneurs se mirent à acheter de la farine et du blé et à l'importer dans le pays, ce qui consternait les propriétaires fonciers.

Ces propriétaires ont pu s'y opposer grâce à leur suprématie au parlement, l'aristocratie foncière se dota d'une législation protectrice : Les *corn Laws* qui imposaient des taxes mobiles aux importations de grain ; plus les cours chutaient dans le pays, plus le taux des taxes était élevé. Les propriétaires fonciers voulaient que le grain soit bon marché : Le prix de la nourriture déterminait en grande partie le prix de la main-d'œuvre. Pour que les *corn Laws* soient abrogées et que le grain bon marché puisse entrer délibérément en Grande Bretagne, il a fallu nommer de nouvelles commissions à la chambre des Lords et la défaite de Napoléon a permis la chute du prix du grain à un niveau plus raisonnable.

Qui étaient Malthus et Ricardo ?

Malthus : (1776-1834) fils d'un membre excentrique de la haute bourgeoisie fut éduqué par ses précepteurs pour entrer à l'Université. Il passa sa vie à mener des recherches académiques et fut le premier économiste de profession. Il ne fut jamais à l'aise financièrement. Malthus réclamait l'abolition des secours aux pauvres et s'opposa même à des projets de logements pour les classes laborieuses.

Ricardo : (1772-1823) Fils d'un couturier juif qui avait immigré de Hollande, il travailla pour son père dès l'âge de quatorze ans. Il s'établit à l'âge de vingt-deux ans pour son compte. Ricardo était financièrement indépendant. Ricardo était partisan de la liberté de parole, de réunion et s'opposait à la corruption parlementaire des catholiques.

Malthus, (académicien) s'intéressait aux faits réels et défendit les riches propriétaires fonciers (en dépit de son modeste revenu) tandis que Ricardo fut un théoricien et devint plus tard propriétaire foncier et combattit leurs intérêts. Ricardo était adulé, Malthus était relégué à un rang inférieur.

Malthus, très intuitif et réaliste avait l'art de pressentir les crises, mais ses exposés confus ne tenaient pas devant le brillant incisif de l'agent de change, qui ne voyait dans le monde qu'un mécanisme abstrait.

La démographie galopante

Malthus et Ricardo étaient en désaccord sur tout sauf en ce qui concerne la démographie. Malthus dans son essai (1798) avait éclairé le problème de la pauvreté terrible et permanente qui hantait la société anglaise. A cette tendance de la race humaine à se multiplier, que le doublement se produise en 25 ou 50 ans (selon où la vie est plus libre et plus saine), pour Malthus apparaît une réalité durable : la terre, au contraire de la population, ne peut se multiplier. Alors que le nombre de bouches à nourrir suit une progression géométrique, celui de la terre cultivable suit une progression arithmétique. (Misère pour une grande partie de l'humanité.) Les prophéties de Malthus se sont réalisées : la Foreign Policy Association écrivait :

« Les statistiques sont presque incroyables. Chaque jour dix mille personnes meurent dans les pays sous-développés du fait des conséquences de la malnutrition. Sur vingt enfants nés dans ces pays, dix ont toutes chances de périr de faim en bas âge ou bien fait des privations. Sept autres souffriront peut-être d'arriération physique ou morale.

La surpopulation, aujourd'hui

La population des régions arriérées s'accroît plus vite que la production agricole et à un taux qui, selon les autorités mondiales en matière d'agriculture, nous promet une famine d'une dimension jamais atteinte avant la fin du siècle. Pour vaincre cette bombe : l'homme est assis sur une bombe à retardement démographique, il faut doubler la production agricole mondiale et construire des logements pour les abriter.

En réalité seul le contrôle des naissances peut désamorcer cette bombe. Cette solution a été acceptée par certains paysans, pour sortir du cercle lamentable des naissances et des morts prématurées. Les schémas de Malthus visaient le monde occidental mais erreur car sur le continent européen et aux États-Unis, il y a eu un contrôle des naissances. Le processus d'industrialisation paraît avoir limité la taille des familles, l'âge du mariage a tendance à reculer et le statut de la femme a évolué. Les États-Unis ont connu un autre problème c'est-à-dire que la production agricole a augmenté trop vite et ce sont les surplus de nourriture inconsommables qui menacent. L'agriculture américaine est productive car elle possède d'énormes investissements en capital.

Le système tragique de Ricardo

Ricardo voyait dans l'aristocratie foncière l'unique bénéficiaire de l'organisation de la société. Le travailleur travaillait et recevait en échange un salaire, le capitaliste tirait les ficelles et recevait en échange un profit mais le propriétaire foncier bénéficiait des pouvoirs de la terre, de son revenu : La rente n'était limitée ni par la concurrence ni par la démographie.

Selon lui, la rente est un revenu tout à fait spécial, qui provenait de cette évidence, à savoir que toutes les terres ne sont pas également productives. Pour Ricardo, le monde économique tendait constamment vers l'expansion : Les capitalistes construisaient de nouveaux magasins et usines, la demande de main-d'œuvre augmente donc les salaires s'élevaient ; La population croissant, il deviendrait nécessaire d'accroître la limite des cultures.

L'augmentation du nombre de bouches à nourrir augmente la demande de terres cultivables. Le propriétaire foncier reste le seul gagnant car le capitaliste verra ses coûts salariaux augmenter et ses profits diminuer.

Ricardo a doté la science économique de l'abstraction, instrument essentiel pour dépasser les péripéties de la vie quotidienne et découvrir son mécanisme caché et Malthus découvrit le problème terrible de la population. Malthus et Ricardo furent les derniers représentants d'une époque qui croyait à la raison, à l'ordre et au progrès : ils transcrivaient leurs idées où qu'elles puissent les mener.

Schumpeter (d'après Heilbroner)

Joseph Schumpeter, économiste et sociologue d'origine autrichienne (1883-1950) exilé aux États Unis, répondit à cette question si importante : le capitalisme peut-il survivre ? « Non je ne crois pas qu'il puisse. » Le capitalisme, selon Schumpeter, ne pouvait poursuivre sa marche en avant qu'aussi longtemps que les capitalistes se conduiraient comme des chevaliers, ou au moins comme des pionniers, pour tout entrepreneur hardi, il y avait toujours un troupeau d'imitateurs timorés. L'impulsion du système provenait d'hommes de courage, d'hommes assez audacieux pour innover, tenter des expériences, parier sur l'expansion.

Au-delà de l'économie

Schumpeter a affirmé que le développement économique en lui-même n'était pas le facteur décisif du processus historique, qui scellerait le destin du capitalisme. Avant l'avènement du capitalisme, le pouvoir donnait la richesse et le pouvoir lui-même procédait du prestige militaire, ecclésiastique ou bien politique or à présent, c'était la richesse qui amenait le pouvoir et la richesse revenait à ceux qui gagnaient au jeu du marché. Les cycles économiques ne procédaient pas d'une décision humaine, mais des directives du marché, la richesse et la pauvreté n'étaient pas dictées par le bon plaisir d'un roi, mais apparaissaient, fluctuaient et disparaissaient selon les impératifs du marché.

Les motivations économiques n'ont pourtant pas disparu. En dépit de nos tendances oligopolistiques, si le principe « acheter bon marché et vendre cher » n'était pas à la base de notre économie, nous connaîtrions demain un véritable chaos sur le marché. Si la volonté de s'enrichir ne poussait pas encore les gens à changer de métier, à modifier la direction des efforts des entreprises, nous aurions une économie languissante, inerte, immuable et non une économie active, fluide et dynamique. Le problème d'avenir, ce n'est pas le problème purement économique de savoir si la concentration se poursuivra, ou si le chômage apparaîtra, mais plutôt le problème moral de décider si nous nous opposerons à la concentration ou au développement du chômage sans réagir ou non.

Or il existe deux grands problèmes qu'il faut affronter : le maintien d'une économie de liberté en dépend, plus que des vieilles pressions économiques ou des nouvelles pressions idéologiques.

D'autres synthèses seront publiées dans les bulletins de liaison.

Seconde partie : Histoire de la politique économique et économie politique

Plan du cours

Titre 1. La grande crise des années 30

Chapitre 1. Les manifestations de la crise

Section 1. Le krach boursier de Wall Street comme déclencheur de la crise

Section 2. La crise financière américaine devient une crise économique mondiale parce que les États-Unis sont l'économie dominante

A. La crise financière américaine s'étend à l'Europe

B. La crise financière américaine devient une crise économique américaine

C. La crise économique américaine devient mondiale

Chapitre 2. Les interprétations de la crise et les politiques mises en œuvre

Chapitre 3. Les explications théoriques de la crise

Section 1. La théorie d'inspiration Classique

Section 2. La théorie d'inspiration Marxiste

Section 3. La théorie Néo-classique

Section 4. La théorie Keynésienne

Section 5. La théorie de la régulation

Titre 2. Les trente glorieuses

Chapitre 1. La situation en 1945

Section 1. Le bilan de la seconde guerre mondiale

Section 2. La situation internationale est profondément bouleversée

Section 3. L'affrontement entre le monde capitaliste et le monde socialiste

Chapitre 2. Le nouvel ordre économique et politique mondial

Section 1. Les accords de Bretton-Woods en 1944 et le nouvel ordre monétaire

Section 2. Les propositions de réforme

Section 3. Le résultat des accords de Bretton-Woods

Section 4. Les accords du GATT en 1947

Chapitre 3. La description de la croissance économique

Section 1. L'explication Néo-classique de la croissance

Section 2. L'explication Keynésienne

Section 3. L'explication concrète

Chapitre 4. La croissance économique exceptionnelle en France

Section 1. La reconstruction 1945 à 1950

- Section 2. 1951 à 1957
- Section 3. Récession 1958/1959
- Section 4. Expansion 1960/1973
- Chapitre 5. La fin du système monétaire international de l'étalon de change or

Titre 3. Premier cycle - La seconde moitié des années 70

- Chapitre 1. La rupture de 1974-1975
- Chapitre 2. La phase de redressement
- Chapitre 3. La situation à la fin des années 70
- Chapitre 4. L'inflation et la chute de la croissance

Section 1. La hausse brutale et forte du prix du pétrole en octobre - décembre 1973, quels qu'en soient les motifs, est le phénomène déclencheur.

Section 2. Les réactions des entreprises et des gouvernements à cette hausse du prix du baril ont eu pour effet une chute de la croissance économique

Chapitre 5. Le retour de la croissance

Section 1. Les anticipations des entreprises se révèlent exagérément pessimistes

Section 2. La stabilité de la demande intérieure et la hausse de la demande extérieure

Titre 4. Deuxième cycle - Les années 80

- Chapitre 1. La rupture en 1980
- Chapitre 2. La phase d'expansion
- Chapitre 3. La situation à la fin des années 80
- Chapitre 4. La politique monétariste de lutte contre l'inflation
- Chapitre 5. Le retour d'une croissance sans inflation

Titre 5. Troisième cycle - Les années 90

- Chapitre 1. EU et RU
 - Section 1. La rupture
 - Section 2. L'expansion
 - Section 3. La situation à la fin des années 90
- Chapitre 2. Allemagne et France
 - Section 1. La rupture
 - Section 2. La croissance molle
 - Section 3. L'expansion
 - Section 4. La situation à la fin des années 90
- Conclusion : L'interprétation de ces évolutions

Titre 6. Quatrième cycle - 2001-2007

- Chapitre 1. EU ET RU
 - Section 1. La rupture en 2001-2002
 - Section 2. L'expansion de 2003 à 2007
 - Section 3. La situation en 2007
- Chapitre 2. Allemagne et France
 - Section 1. La rupture

- Section 2. L'expansion
- Section 3. La situation en 2007
- Chapitre 3. Le Japon
- Chapitre 4. Interprétation de ces évolutions
 - Section 1. La rupture de 2001
 - Section 2. Le retour de la croissance en 2003
 - A. Les politiques budgétaires ont été très expansionnistes aux EU et au RU
 - B. Les politiques budgétaires de la zone euro et du Japon n'ont pas été expansionnistes
 - C. Les politiques monétaires ont été expansionnistes partout, mais pas toujours efficaces.
- Chapitre 5. La crise des subprimes de 2007

Titre 7. Les crises financières - 2008-2014

- Chapitre 1. La crise financière de 2008 et la dépression économique
 - Section 1. La crise financière
 - Section 2. Le séisme financier de l'automne 2008
 - Section 3. Les deux théories explicatives de la crise financière
- Chapitre 2. La dépression économique 2008 à 2014
 - Section 1. Premier semestre 2008
 - Section 2. Des politiques budgétaires de relance semblent désormais indispensables
- Chapitre 3. La récession de 2009
 - Section 1. Sur l'évolution du prix du pétrole
- Chapitre 4. La fin de la crise en 2010
 - Section 1. Les prévisions de l'OCDE sont optimistes pour 2010, et plus encore pour 2011
 - Section 2. La réalité des faits pendant le premier semestre 2010 sera quelque peu différente
 - Section 3. La logique du capitalisme néolibéral
 - Section 4. L'accumulation extensive et la mondialisation
 - Section 5. La nouvelle gouvernance des entreprises et l'augmentation des inégalités
 - Section 6. La domination du secteur financier

Titre 8. La crise du capitalisme financier depuis 2008

- Chapitre 1 La crise du modèle de croissance domine par la finance
- Chapitre 2. La crise du modèle de croissance inégalitaire
- Chapitre 3. La crise de la croissance mondialisée

Titre 9. Les années 2015 à 2022

(Non traité dans le cours oral)

Titre 10. La crise du coronavirus et son impact économique

(Non traité dans le cours oral)

Titre 11. Le conflit entre l'Ukraine et la Russie et son impact économique

Non traité dans le cours oral)

11.1 Principaux indicateurs économiques

En 2018, l'activité mondiale reste solide. Certaines économies émergentes, notamment la Chine et le Mexique, décélèrent légèrement mais le ralentissement est beaucoup plus net en Turquie, où l'inflation progresse en lien avec la dépréciation de la livre. Dans les économies avancées, l'activité ralentit aussi un peu mais la croissance reste supérieure à celle de 2016. L'activité accélère de nouveau aux États-Unis, portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les incitations fiscales qui ont soutenu l'investissement privé. Elle perd de l'élan au Japon où les événements sismiques et météorologiques ont pesé. Au Royaume-Uni, l'activité s'essouffle aussi, dans un contexte d'attentisme lié à la perspective du Brexit qui pèse sur l'investissement britannique. Dans la zone euro, l'activité décélère également, après le pic de croissance de 2017. En conservant des taux d'intérêt bas, la politique monétaire de la Banque centrale européenne favorise l'investissement des entreprises et permet de maintenir le dynamisme des encours de crédit dans la zone euro. Au sein de la zone, les grands pays européens présentent des disparités.

En 2018, en France, l'activité décélère nettement : en volume, le **produit intérieur brut (PIB)** s'accroît de 1,7 %, après + 2,3 % en 2017. Alors que le **revenu disponible brut des ménages (RDB)** progresse de 2,7 % en valeur, leurs dépenses de consommation finale augmentent de 2,4 % en valeur. Leur **taux d'épargne** croît pour s'établir à

14,2 % en 2018. Le **pouvoir d'achat** du RDB ralentit (+ 1,2 %, après + 1,4 % en 2017). Les **dépenses de consommation finale des ménages** fléchissent nettement en volume (+ 0,9 %, après + 1,4 % en 2017). La consommation collective des **administrations publiques (APU)** décélère en volume (+ 0,9 %, après + 1,1 % en 2017). L'**investissement** des entreprises ralentit mais reste dynamique en 2018 (+ 3,8 % en volume, après + 4,7 % en 2017). Au total, l'investissement des entreprises et leur comportement de stockage contribuent à hauteur de + 0,2 point à la croissance du PIB, après + 0,8 point en 2017.

En 2018, les **exportations** décélèrent plus modérément que les **importations**, si bien que la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB en volume se redresse (+ 0,7 point après - 0,1 point).

Les dépenses de rémunération versées par les **sociétés non financières (SNF)** à leurs salariés augmentent de 3,8 % en valeur en 2018, soit un rythme plus rapide que celui de leur **valeur ajoutée** (+ 3,0 %). L'**excédent brut d'exploitation (EBE)** ralentit ainsi nettement (+ 1,3 %, après + 3,2 % en 2017) et le **taux de marge** diminue pour s'établir à 31,2 %. L'épargne des sociétés non financières est quasiment stable en 2018 (+ 0,3 %). Leur investissement continue de progresser à un rythme soutenu, proche de celui de 2017 (+ 5,1 %, après + 5,3 %). Leur **taux d'autofinancement** diminue donc nettement en 2018 (- 4,4 points) pour s'établir à 93,4 %. ■

Définitions

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une unité de revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente.

Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

Administrations publiques (APU), dépense de consommation finale des ménages, excédent brut d'exploitation (EBE), exportations de biens et de services, importations de biens et de services, investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), produit intérieur brut (PIB), revenu disponible brut des ménages (RDB), revenu mixte, sociétés non financières (SNF), taux d'autofinancement, taux d'épargne des ménages, valeur ajoutée : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Les comptes de la Nation en 2018 – le PIB ralentit nettement (+ 1,7 % après + 2,3 %), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.
- « En 2018, le PIB en volume augmente de 1,7 % », *Information Rapides* n° 128, mai 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Principaux indicateurs économiques 11.1

Produit intérieur brut selon 3 approches

en milliards d'euros

	2013	2014	2015	2016 (r)	2017 (r)	2018
Produit intérieur brut (approche production)	2 117,2	2 149,8	2 198,4	2 234,1	2 295,1	2 353,1
Valeur ajoutée brute au prix de base	1 899,8	1 927,2	1 967,5	1 996,8	2 044,0	2 090,9
+ Impôts sur les produits	234,6	240,4	250,0	257,0	271,0	283,9
- Subventions sur les produits	- 17,3	- 17,9	- 19,1	- 19,7	- 20,0	- 21,8
Produit intérieur brut (approche demande)	2 117,2	2 149,8	2 198,4	2 234,1	2 295,1	2 353,1
Dépense de consommation finale	1 667,2	1 686,2	1 711,6	1 742,5	1 783,1	1 819,4
+ Formation brute de capital	471,9	488,2	499,3	505,1	536,3	551,9
+ Exportations de biens et de services	621,7	637,8	672,6	675,8	707,3	737,4
- Importations de biens et de services	- 643,6	- 662,4	- 685,0	- 689,3	- 731,6	- 755,6
Produit intérieur brut (approche revenus)	2 117,2	2 149,8	2 198,4	2 234,1	2 295,1	2 353,1
Rémunération des salariés	1 109,5	1 126,7	1 141,4	1 163,3	1 198,0	1 231,9
+ Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	721,9	739,5	770,9	775,5	785,9	798,9
+ Impôts sur la production et les importations	330,8	339,1	350,6	359,7	376,4	393,0
- Subventions	- 45,0	- 55,5	- 64,4	- 64,3	- 65,3	- 70,7

Note : en euros courants.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

en euros courants par habitant

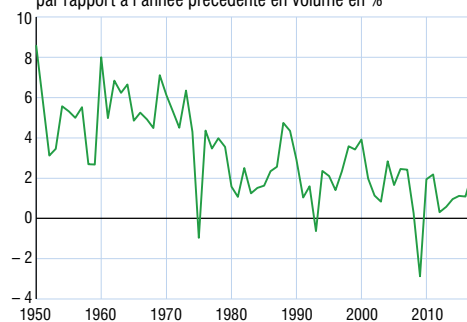
	2017 (r)	2018
Produit intérieur brut	34 223	34 978
Revenu disponible brut des ménages ¹	20 628	21 126
Dépense de consom. individuelle des ménages	17 767	18 131
Épargne brute des ménages	2 861	2 995
Capacité de financement des ménages	784	847

1. Y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Évolution du PIB de 1950 à 2018

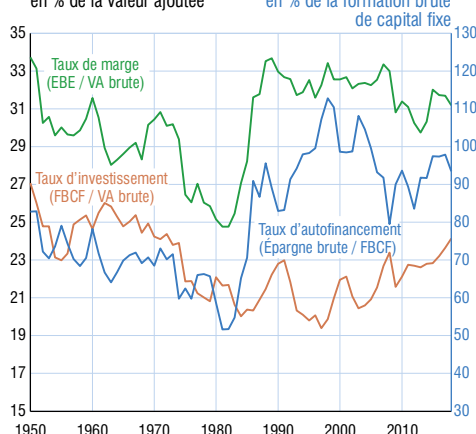
par rapport à l'année précédente en volume en %



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Taux de marge, d'investissement et d'autofinancement des sociétés non financières de 1950 à 2018

en % de la valeur ajoutée (left axis) / en % de la formation brute de capital fixe (right axis)



Champ : sociétés non financières hors entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

PIB par habitant dans l'UE

en indice base 100 pour l'UE

	2017 (r)	2018		2017 (r)	2018
Allemagne	124	123	Lettonie	67	70
Autriche	127	127	Lituanie	78	81
Belgique	116	115	Luxembourg	253	254
Bulgarie	49	50	Malte	98	98
Chypre	85	87	Pays-Bas	128	129
Croatie	62	63	Pologne	70	71
Danemark	128	126	Portugal	77	76
Espagne	92	91	Rép. tchèque	89	90
Estonie	79	81	Roumanie	63	64
Finlande	109	110	Royaume-Uni	106	104
France	104	104	Slovaquie	76	78
Grèce	67	68	Slovénie	85	87
Hongrie	68	70	Suède	121	121
Irlande	181	187	UE	100	100
Italie	96	95			

Note : les chiffres sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat (extraction du 17 juillet 2019).

11.2 Croissance - Productivité

En 2018, la croissance française ralentit : le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 1,7 % en volume, après + 2,3 % en 2017. La consommation des ménages et les dépenses d'investissement ralentissent. La **contribution** de la **demande intérieure** hors stocks à la croissance du PIB en volume s'élève à + 1,3 point, après + 2,1 points. Le comportement de stockage des entreprises contribue négativement à la croissance de l'activité. En revanche, la contribution du commerce extérieur se redresse.

En 2018, l'**investissement** de l'ensemble de l'économie décélère nettement en volume (+ 2,8 %, après + 4,7 % en 2017). L'investissement des ménages marque le pas, celui des entreprises non financières (ENF) décélère, notamment pour les achats de biens manufacturés et pour les dépenses en construction ; il reste cependant vigoureux dans l'information et la communication ainsi que dans les services aux entreprises. En revanche, l'investissement des **administrations publiques (APU)** accélère porté par l'investissement en construction des collectivités locales.

La rémunération des salariés des **sociétés non financières (SNF)** accélère en 2018 et croît à un rythme plus rapide que celui de leur **valeur ajoutée**. Les impôts sur la production nets des subventions s'accroissent également. Ainsi, l'**excédent brut d'exploitation (EBE)** ralentit nettement et le taux de marge des SNF diminue de 0,5 point pour s'établir à

31,2 %. Leur taux d'autofinancement diminue aussi en 2018.

Après une progression marquée en 2017, la **production** manufacturière décélère en 2018. Ce ralentissement concerne toutes les **branches d'activité**. La production agro-alimentaire se replie. Celle de la branche cokéfaction-raffinage est affectée par plusieurs semaines de fermeture dans certaines raffineries. La production de matériel de transport décélère. Enfin, la production des « autres industries » ainsi que celle de biens d'équipement ralentissent également. Par ailleurs, la production d'énergie, eau, déchets progresse comme en 2017. En 2018, la production des services marchands ralentit légèrement. Ce ralentissement s'observe dans la plupart des branches : commerce, services aux ménages, services de transport, hébergement-restauration, information-communication et activités financières. En revanche, les activités immobilières accélèrent. La production agricole, quant à elle, ralentit pour rejoindre une progression plus tendancielle, après le contre-coup de 2017 tenant aux récoltes historiquement mauvaises de l'été 2016. Après s'être stabilisée, la production dans la construction ralentit nettement.

L'emploi total continue de progresser en 2018. La **productivité horaire apparente du travail** de l'ensemble des branches de l'économie progresse de 1,5 %, après + 2,2 % en 2017. ■

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) : agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels (SI) ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ; la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services, plus les exportations, moins les importations ; la somme des emplois des comptes d'exploitation des SI.

Administrations publiques (APU), branche d'activité, contribution à l'évolution d'un agrégat, demande intérieure finale, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), production, productivité apparente du travail, sociétés financières, sociétés non financières (SNF), solde du commerce extérieur, valeur ajoutée : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Les comptes de la Nation en 2018 – Le PIB ralentit nettement (+ 1,7 % après + 2,3 %), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.
- « OECD Compendium of Productivity Indicators 2019 », OECD, avril 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Croissance - Productivité 11.2

Comptes de la Nation en 2018

en %

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés			2018			
	16/15 (r)	17/16 (r)	18/17	Évolution 18/17		Contribution à la croissance du PIB en volume	
				en milliards d'euros	des prix en valeur		
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	2,3	1,7	2 353	0,8	2,5	1,7
Importations de biens et services	2,9	3,9	1,2	756	2,0	3,3	-0,4
Total des emplois finals	1,5	2,7	1,6	3 109	1,1	2,7	2,1
Consommation finale effective des ménages	1,8	1,4	0,9	1 629	1,2	2,1	0,6
<i>dont : dépense de consommation des ménages</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1 220</i>	<i>1,5</i>	<i>2,4</i>	<i>0,5</i>
<i>dépense de conso. individualisable des administrations</i>	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>360</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,1</i>
Consommation collective des administrations publiques	0,4	1,1	0,9	191	0,6	1,5	0,1
Formation brute de capital fixe	2,7	4,7	2,8	538	1,4	4,3	0,6
<i>dont : entreprises non financières</i>	<i>2,9</i>	<i>4,7</i>	<i>3,8</i>	<i>304</i>	<i>1,1</i>	<i>5,0</i>	<i>0,5</i>
<i>ménages</i>	<i>2,8</i>	<i>6,6</i>	<i>2,0</i>	<i>126</i>	<i>1,9</i>	<i>3,9</i>	<i>0,1</i>
<i>administrations publiques</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>2,4</i>	<i>80</i>	<i>1,8</i>	<i>4,2</i>	<i>0,1</i>
Variation de stocks ^{1 2}	-0,4	0,2	-0,3	14	///	///	-0,3
Exportations de biens et services	1,8	3,9	3,5	737	0,8	4,3	1,1

1. Y c. les acquisitions moins cessions d'objets de valeur. 2. Contributions à la croissance du PIB pour la variation de stocks.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Contributions à la croissance du PIB en volume de 2009 à 2018



1. Y c. institutions sans but lucratif au service des ménages.
2. Y c. les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

en %

	16/15 (r)	17/16 (r)	18/17
Agriculture, sylviculture et pêche	-11,9	11,3	2,0
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	0,7	2,6	0,7
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-2,1	0,5	1,0
Fabric. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,9	1,6	-0,8
Cokéfaction et raffinage	11,2	-8,5	1,9
Fabric. de machines et d'équip. électriques ¹	0,6	4,0	1,4
Fabrication de matériels de transport	0,8	1,2	0,5
Fabrication d'autres produits industriels	1,8	4,1	1,0
Construction	1,7	4,0	0,2
Services principalement marchands	0,0	1,6	1,8
Commerce, transports, héb. et restauration	1,4	2,4	0,8
Information et communication	-0,4	5,1	2,0
Activités financières et d'assurance	0,0	0,7	7,0
Activités immobilières	-2,2	0,9	3,0
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	-1,4	1,0	2,1
Autres services	0,4	2,4	2,3
Services principalement non marchands²	0,4	2,0	1,2
Ensemble	0,2	2,2	1,5

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.
2. Regroupement « Admin. publique, Enseign., Santé humaine et action sociale ».
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

en %

Pays	17/16 (r)	18/17	Pays	17/16 (r)	18/17	Pays	17/16 (r)	18/17
Allemagne	2,2	1,4	Grèce (p)	1,5	1,9	Rép. tchèque	4,4	3,0
Autriche	2,6	2,7	Hongrie	4,1	4,9	Roumanie (p)	7,0	4,1
Belgique	1,7	1,4	Irlande	7,2	6,7	Royaume-Uni	1,8	1,4
Bulgarie	3,8	(p) 3,1	Italie	1,7	0,9	Slovaquie	3,2	4,1
Chypre (p)	4,5	3,9	Lettonie	4,6	4,8	Slovénie	4,9	4,5
Croatie	2,9	2,6	Lituanie	4,1	3,5	Suède	2,1	2,4
Danemark	2,3	1,5	Luxembourg	1,5	2,6	UE	2,5	2,0
Espagne (p)	3,0	2,6	Malte	6,8	6,7	Islande	4,6	4,6
Estonie	4,9	3,9	Pays-Bas	2,9	(p) 2,6	Norvège	2,0	1,4
Finlande	3,0	1,7	Pologne	4,8	5,1	Suisse	1,6	2,5
France (p)	2,3	1,7	Portugal	(p) 2,8	(e) 2,1			

Source : Eurostat (extraction du 2 juillet 2019).

11.4 Prix à la consommation

En 2018, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente au cours du premier semestre atteignant + 2,3 % en juillet avant de diminuer au dernier trimestre pour s'établir à + 1,6 % fin 2018. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie et produits frais) et neutralise l'effet sur les prix des mesures fiscales indirectes, augmente nettement en janvier, puis diminue de mai à décembre 2018, passant de + 1,0 % à + 0,7 % fin 2018.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive : + 1,8 %, après + 1,0 % en 2017 et + 0,2 % en 2016. En dehors d'une forte hausse des prix du tabac, ce dynamisme reflète une accélération des prix de l'énergie, des services et de l'alimentation et un moindre recul des prix des produits manufacturés.

L'inflation énergétique augmente nettement en 2018 (+ 9,7 % en moyenne, après + 6,2 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2018 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers sont plus dynamiques qu'en 2017 : combustibles liquides (+ 22,3 % en moyenne), gazole (+ 16,5 %) et essence (+ 9,1 %). De même, les prix du gaz (+ 12,0 %) et, dans une moindre mesure, de l'électricité (+ 1,3 %) enregistrent une hausse plus marquée.

En 2018, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisés ou non) augmentent davantage qu'en 2017 (+ 1,9 % en moyenne, après + 1,0 %) du fait d'une accélération des prix des produits frais (+ 5,2 %, après + 3,3 %) et des produits alimentaires hors produits frais (+ 1,3 %, après + 0,6 %). Les prix du tabac augmentent vivement : + 14,2 % entre 2017 et 2018 en lien avec le relèvement des taxes.

L'inflation dans les services est également en hausse en 2018, à + 1,2 %, après + 1,0 % en 2017. Elle est soutenue par une plus forte croissance des prix des services d'hébergement (+ 4,4 % en moyenne), des forfaits touristiques (+ 12,9 %) et de la protection sociale (+ 1,3 %) et une moindre baisse de ceux des services de communication (- 1,0 %, après - 3,5 %). En revanche, les prix des services de santé freinent après la revalorisation en 2017 des tarifs de consultation (+ 0,9 %, après + 1,3 %) et ceux des services de transport sont également moins dynamiques (+ 0,8 %, après + 2,0 %). Enfin, les prix des loyers se replient en 2018 en raison d'une baisse des prix dans le parc social concomitante à celle des aides personnalisées au logement.

En 2018, les prix des produits manufacturés reculent moins qu'en 2017 (- 0,2 % en moyenne, après - 0,6 %). Ceux des articles d'habillement et de chaussures augmentent à peine (+ 0,1 %). La baisse des prix des produits de santé se poursuit pour la cinquième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés rebondissent légèrement (+ 0,2 % en moyenne en 2018, après - 0,2 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexe.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « Le taux d'inflation annuel en baisse à 1,6 % dans la zone euro », *communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2019.
- « Prix à la consommation – Moyennes annuelles (IPC) – Année 2018 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2019.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2018

Fonction de consommation	Pondération ¹ 2018	Évolution 18/17		Fonction de consommation	Pondération ¹ 2018	Évolution 18/17	
		Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²			Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,8	1,6	Transport	1 520	4,2	3,0
Ensemble (hors tabac)	9 807	1,4	1,6	Achats de véhicules	386	1,4	1,5
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 436	2,0	2,6	Utilisation de véhicules personnels	846	6,7	4,5
Produits alimentaires	1 313	2,1	2,7	Services de transport	288	0,9	0,5
Boissons non alcoolisées	123	1,0	2,1	Communications	268	-2,0	-5,0
Boissons alcoolisées et tabac	384	7,6	7,4	Services postaux	15	6,8	6,9
Boissons alcoolisées	191	1,1	2,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	45	-7,4	-12,3
Tabac	193	14,2	12,8	Services de téléphonie et de télécopie	208	-1,5	-4,2
Habillement et chaussures	430	0,2	-0,3	Loisirs et culture	867	0,8	0,8
Habillement	341	0,0	-0,6	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	117	-2,3	-2,9
Chaussures y c. réparation	89	1,0	0,8	Autres biens durables (loisirs)	47	1,7	1,5
Logement, chauffage, éclairage	1 399	2,4	2,7	Autres articles et équip. de loisirs	241	0,0	-0,1
Loyers d'habitation	615	-0,3	-0,7	Services récréatifs et culturels	309	0,9	1,8
Entretien et réparation courante du log.	170	1,9	2,1	Presse, livres et papeterie	137	2,5	2,4
Distribution d'eau et autres services	159	1,3	0,7	Voyages touristiques tout compris	16	12,9	5,2
Chauffage, éclairage	455	6,5	8,1	Éducation	4	1,0	1,6
Meubles, équip. ménager, entretien maison	523	0,2	0,2	Hôtellerie, cafés, restaurants	770	2,2	1,9
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	0,0	-0,3	Restauration et cafés	602	1,5	1,7
Articles de ménage en textile	38	0,1	-0,6	Services d'hébergement	168	4,4	2,5
Appareils ménagers	86	-1,6	-1,2	Autres biens et services	1 326	1,1	1,3
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	1,2	1,1	Soins personnels	276	0,3	0,3
Outillage pour la maison et le jardin	48	0,3	-0,7	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,7	-0,1
Entretien courant de l'habitation	127	1,3	1,8	Protection sociale	480	1,3	1,7
Santé	1 073	-0,4	-1,4	Assurances	294	1,8	2,2
Médicaments et produits pharmaceutiques	456	-2,2	-2,8	Services financiers	35	1,1	1,0
Médecine non hospitalière	617	0,9	-0,4	Autres services	126	1,3	1,4

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2018 par rapport à l'indice de décembre 2017.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2018

glissement annuel de déc. à déc. en %

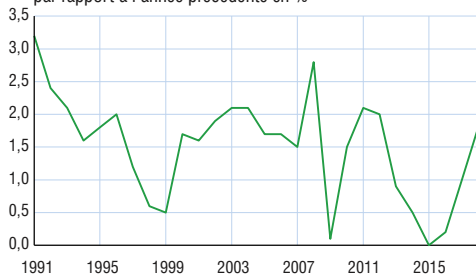
Hausse	18/17	Baisse	18/17
Gaz	+ 21,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	-12,3
Combustibles liquides	+ 19,0	Appareils photographiques et caméras	-6,8
Pommes de terre	+ 15,0	Fer à repasser	-6,3
Tabac	+ 12,8	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	-6,1
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,4	Ordinateurs personnels	-5,5
Gazole	+ 11,4	Services de télécommunication	-4,2
Services d'expédition de courrier	+ 8,6	Produits pharmaceutiques	-4,1
Essence	+ 7,5	Matériel de nettoyage	-3,9
Huiles et graisse	+ 5,8	Supports d'enregistrement	-3,5
Journaux	+ 5,3	Gros outillage et équipements motorisés	-3,4
Forfaits touristiques	+ 5,2	Jeux et passe-temps	-3,0

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2018 par rapport à l'indice de décembre 2017.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2018

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2018

glissement annuel de déc. à déc. en %

	18/17		18/17
Allemagne	1,7	Lettonie	2,5
Autriche	1,7	Lituanie	1,8
Belgique	2,2	Luxembourg	1,9
Chypre	1,0	Malte	1,2
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,8
Estonie	3,3	Portugal	0,6
Finlande	1,3	Slovaquie	1,9
France	1,9	Slovénie	1,4
Grèce	0,6	Zone euro	1,5
Irlande	0,8	UE	1,6
Italie	1,2		

Note : évolution de l'indice de décembre 2018 par rapport à l'indice de décembre 2017.

Source : Eurostat (extraction du 18 juin 2019).

11.5 Indicateurs de richesse nationale

Pour mettre en œuvre la loi 2015-411 du 13 avril 2015, qui invite à la prise en compte de nouveaux **indicateurs de richesse nationale** dans la définition et l'évaluation des politiques publiques, le gouvernement a adopté en octobre 2015 un tableau de bord de 10 indicateurs qui alimente chaque année un rapport annexé au projet de loi de finances. Ces 10 indicateurs complètent le **produit intérieur brut (PIB)** dans trois domaines : social, économique et environnemental. Ces indicateurs concernent non seulement le bien-être présent et futur de la nation, mais également le **bien-être « ailleurs »**, c'est-à-dire celui des autres régions du monde, impactées par notre mode de vie. Ils peuvent être considérés comme un résumé synthétique du tableau de bord d'une centaine d'indicateurs sélectionnés pour le suivi national de la mise en œuvre de l'**Agenda 2030 des Nations unies**.

Outre la croissance du PIB, la performance économique de la France est appréciée par l'évolution du taux d'emploi, et sa soutenabilité par l'effort de recherche et le taux d'endettement de la nation. Depuis 2005, la croissance économique par habitant a été plus modérée pour la France que pour l'ensemble de l'Union européenne (UE). Toutefois, le **taux d'emploi** des 15-64 ans continue d'augmenter pour atteindre son plus haut niveau depuis 38 ans. Dans le même temps, le poids de la **dette publique notifiée** a progressé de 67,4 % du PIB en 2005 à 98,4 % fin 2018. Enfin, la part des **dépenses de recherche** dans le PIB, à 2,2 %, reste significativement inférieure à l'objectif des 3 % fixé par la stratégie « Europe 2020 ».

Pour ce qui est du bien-être et de la cohésion sociale, les indicateurs font ressortir un

diagnostic contrasté. Le taux de **pauvreté en conditions de vie** continue la baisse amorcée en 2013 pour atteindre 11,0 % en 2018. Après avoir diminué en 2013, les **inégalités de revenu** sont quasiment stables depuis. Au-delà des fluctuations annuelles, l'**espérance de vie en bonne santé** reste stable ces dix dernières années. Le taux de **sorties précoces du système scolaire** a baissé de 2,4 points depuis 2010 pour s'établir à 8,9 % en 2018. Par rapport à la moyenne de ses partenaires européens, la France a une distribution de revenu moins inégalitaire, une espérance de vie en bonne santé dans la moyenne européenne et moins de sorties précoces. En matière de **satisfaction dans la vie**, la France se situe au-dessous des pays nordiques, mais au-dessus des pays méditerranéens.

Quant à la protection environnementale, le bilan est nuancé. La pression sur l'environnement est appréciée par l'**empreinte carbone** et l'**artificialisation des sols**. L'empreinte carbone, qui mesure les émissions de **gaz à effet de serre (GES)** liées à notre consommation, s'élève à 11,2 tonnes **équivalent CO₂** par personne en 2018. Elle augmente de 7 % entre 1995 et 2018 du fait de l'accroissement des émissions dues aux importations alors que les émissions intérieures sont contenues. En 2018, les importations sont responsables de 57 % de l'empreinte carbone de la France, contre 50 % en 2010 et 34 % en 1995. En 2018, les espaces artificialisés occupent 9 % du territoire et leur expansion est plus rapide que l'augmentation de la population. Toutefois, le rythme de cette consommation d'espace s'est un peu ralenti depuis 2009 pour atteindre + 1,1 % par an en moyenne entre 2009 et 2018. ■

Définitions

Agenda 2030 des Nations unies : programme de développement durable à l'horizon 2030 fixant 17 objectifs universels pour l'humanité, la planète et la prospérité, que les 193 États membres de l'ONU se sont engagés à mettre en œuvre en septembre 2015.

Indicateurs de richesse nationale : pour mettre en œuvre la loi 2015-411 du 13 avril 2015, dite loi Eva Sas, qui invite à la prise en compte de nouveaux indicateurs de richesse dans l'évaluation et la définition des politiques publiques, le gouvernement a adopté en octobre 2015 un tableau de bord de 10 indicateurs qui alimentera chaque année un rapport annexé au projet de loi de finances. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexe.

Artificialisation des sols, bien-être « ailleurs », dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD), dette publique notifiée, empreinte carbone, équivalent CO₂, espérance de vie en bonne santé (à la naissance), gaz à effet de serre (GES), inégalité de revenus, niveau de vie, pauvreté en conditions de vie, produit intérieur brut (PIB), satisfaction dans la vie, sorties précoces du système éducatif, taux d'emploi, UTCATF : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- Base de données « Indicateurs de richesse nationale » sur le site insee <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3281778>.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Indicateurs de richesse nationale 11.5

Indicateurs de richesse nationale

	2005	2010	2014	2015	2016	2017	2018
Rappel de l'indicateur traditionnel							
PIB réel par habitant (taux de croissance annuel moyen en volume, en %)							
France	0,9	1,4	0,5	0,7	0,7	(p) 1,9	(p) 1,4
Dimension économique							
1. Taux d'emploi des 15-64 ans (en %)							
France hors Mayotte	63,2	63,5	63,7	63,8	64,2	64,7	65,4
2. Dépense de recherche / PIB (en %)							
France	2,04	(*) 2,18	2,28	2,23	2,22	(p) 2,21	(e) 2,20
3. Dette publique au sens de Maastricht (en % du PIB)							
France	67,4	85,3	94,9	95,6	98,0	98,4	98,4
Dimension sociale							
4. Espérance de vie en bonne santé (en années) ¹							
France ² - Femmes	64,6	63,3	64,1	64,4	64,1	64,9	64,5
France ² - Hommes	62,3	61,8	63,3	62,6	62,7	62,6	63,4
5. Satisfaction dans la vie (note de 1 à 10)							
France métropolitaine	...	7,3	7,1	7,2	7,2	7,2	7,3
6. Inégalités de revenus ³							
France métropolitaine	4,2	4,5	4,3	4,4	4,3	4,3	(e) 4,4
7. Taux de pauvreté en conditions de vie (en %)							
France métropolitaine	13,2	12,6	11,9	11,1	11,0	11,1	(p) 11,0
8. Sorties précoces du système scolaire (en % de la population des 18-24 ans)							
France hors Mayotte	11,2	11,3	8,8	(p) 9,2	(p) 8,8	(p) 8,9	(p) 8,9
Dimension environnementale							
9. Émissions de gaz à effet de serre (en tonnes équivalent CO ₂ par personne) ⁴							
France métropolitaine - Empreinte carbone	11,8	11,5	10,9	11,0	11,2	11,3	11,2
France métropolitaine - Émission sur le territoire national	8,5	7,6	6,6	6,6	6,6	6,7	6,4
10. Artificialisation des sols (en % du territoire national)							
France métropolitaine ⁵	7,4	8,5	...	(r) 8,8	(p) 9,0

1. Calcul Ined-Inserm avec la méthode Ehemu qui utilise l'information empirique sur la mortalité aux âges élevés. Elle s'écarte de la méthode utilisée par Eurostat qui ferme ses tables de mortalité au-delà de 85 ans. 2. France hors Mayotte jusqu'en 2013, y c. Mayotte à partir de 2014. 3. Estimation par un modèle de simulation pour l'année 2018. 4. Limités à CO₂, CH₄ et N₂O. 5. La méthodologie de l'enquête a évolué en 2006 et 2017. Un travail de rapprochement de séries a été réalisé pour se caler sur la série actuelle. 7,4, 8,5 et 8,8 et 9,0 sont relatifs respectivement à 2002, 2012, 2015 et la moyenne 2017-2018.

* : rupture de série. Note : les définitions des indicateurs sont fournies en annexe.

Sources : Depp ; Drees ; Eurostat (extraction du 4 décembre 2019) ; Insee ; SDES ; SIES ; SSP Agriculture.

Indicateurs de richesse nationale dans quelques pays de l'UE

	Taux d'emploi des 15-64 ans	Dépense intérieure de R&D ¹	Dette publique au sens de Maastricht	Espérance de vie en bonne santé, femmes	Espérance de vie en bonne santé, hommes	Satisfaction dans la vie	Dispersion des revenus ²	Pauvreté en conditions de vie ³	Taux de sorties précoces	Émissions de gaz à effet de serre ⁴	Artificialisation des sols
	2018 en %	2017 en % du PIB	2018 en % du PIB	2017 en années	2017 en années	2018 (note de 1 à 10)	2017	2018 en %	2018 en % des 18-24 ans	2017 en teq CO ₂ par personne	2015 en %
Allemagne	75,9	3,0	61,9	66,7	65,1	7,4	5,1	7,8	10,3	11,0	7,4
Belgique	64,5	2,6	100,0	64,1	63,5	7,6	3,8	10,5	8,6	10,1	11,4
Bulgarie	67,7	0,8	22,3	66,2	62,9	5,4	7,7	32,9	12,7	8,7	1,8
Danemark	75,4	3,1	34,2	59,7	59,8	7,8	4,1	7,2	10,2	8,3	6,9
Espagne	62,4	1,2	97,6	69,9	69,0	7,3	6,0	13,9	17,9	7,3	3,4
France	65,4	2,2	98,4	64,9	62,5	7,3	4,2	11,0	8,9	6,9	5,4
Grèce	54,9	1,1	181,2	65,1	64,4	6,4	5,5	33,6	4,7	8,9	3,4
Irlande	68,6	1,1	63,6	69,3	67,9	(p) 8,1	(p) 4,2	14,8	5,0	12,6	3,8
Italie	58,5	1,4	134,8	66,4	66,2	7,1	6,1	16,8	14,5	7,1	6,9
Luxembourg	67,1	1,3	21,0	58,1	60,1	7,6	5,7	4,4	6,3	17,2	9,8
Pays-Bas	77,2	2,0	52,4	57,5	62,3	7,7	4,1	6,5	7,3	11,3	12,1
Pologne	67,4	1,0	48,9	63,5	60,6	7,8	4,3	10,5	4,8	10,9	3,5
Portugal	69,7	1,3	122,2	57,0	60,1	6,7	5,2	16,6	11,8	6,8	5,3
Rép. tchèque	74,8	1,8	32,6	62,4	60,6	7,4	3,3	7,8	6,2	12,1	4,6
Roumanie	64,8	0,5	35,0	58,3	59,2	7,3	7,2	32,2	16,4	5,8	2,2
Royaume-Uni	74,7	1,7	85,9	62,0	63,3	(p) 7,6	(p) 6,0	12,3	10,7	7,1	6,5
Suède	77,5	(r) 3,4	38,8	71,9	73,2	7,8	4,1	4,5	9,3	5,2	1,6
UE	68,6	(r) 2,0	80,4	64,0	63,5	7,3	5,2	(e) 14,5	10,6	8,4	4,2

1. Pour l'UE, la source de données est l'OCDE et pour la France, SIES (ministère de la Recherche). L'OCDE agrège les dépenses de recherche en dollars PPA plutôt qu'en euros comme le fait Eurostat. 2. La donnée est celle de l'année de perception du revenu et pas celle de l'enquête sur les revenus et les conditions de vie (SILC) comme le fait Eurostat dans ses publications ; rapport interquintile des masses de niveau de vie. 3. Données 2017 pour l'Irlande, le Luxembourg, le Royaume-Uni et pour la France calcul Insee. 4. Tonne équivalent CO₂ pour les gaz suivants : CO₂, N₂O, CH₄, HCF, PFC, SF₆, NF₃, champ ensemble des secteurs sources d'émissions atmosphériques, hors UTCATF et items. Note : les définitions des indicateurs sont fournies en annexe.

Source : Eurostat (extraction du 4 décembre 2019).

12.2 Épargne - Patrimoine

Fin 2018, le **patrimoine** économique national s'établit à 15 482 milliards d'euros (Md€), soit l'équivalent de 8,0 fois le **produit intérieur net** de l'année. C'est le montant le plus élevé depuis 2012. Il s'accroît à nouveau en 2018, mais à un rythme moindre qu'en 2017 (+ 3,5 %, après + 4,6 % en 2017). Cette hausse est portée par le **patrimoine** non financier (+ 4,2 %), et principalement les terrains bâtis (+ 5,5 %). Les actifs et les passifs financiers décélèrent nettement (respectivement + 1,2 % et + 1,6 % en 2018, après + 7,7 % pour chacun en 2017). Les actifs financiers progressant moins vite que les passifs, le patrimoine financier net diminue pour s'établir à + 7 Md€ en 2018, après + 96 milliards en 2017. La valeur des **fonds propres** des **sociétés non financières (SNF)** marque le pas et s'élève à 9 945 Md€. Cela s'explique par une baisse importante du cours des actions à la fin de 2018. Le patrimoine net des **sociétés financières** se redresse pour s'établir à 722 Md€, leur patrimoine financier net repartant à la hausse. Enfin, le patrimoine net des **administrations publiques (APU)** progresse (+ 7,6 %) pour atteindre 303 Md€ fin 2018 après 282 milliards fin 2017.

En 2018, le patrimoine des **ménages** atteint 11 735 Md€. Il ralentit (+ 1,6 %, après 4,7 %), pâtissant lui aussi d'une baisse importante du cours des actions à la fin de l'année 2018. Leur patrimoine financier net baisse en effet pour la première fois depuis 2008 (- 2,7 %

en 2018, après + 4,9 %). Côté actifs financiers, les ménages continuent de privilégier les placements bancaires. L'encours en numéraire et dépôts progresse quasiment au même rythme qu'en 2017, soutenu par une hausse des placements sur livrets et dépôts à vue dans un contexte de taux bas. L'encours en valeur de marché des actions et parts de fonds d'investissement est en baisse de 5,4 % après une progression de 9,4 % en 2017. En particulier, le portefeuille des ménages en actions cotées diminue en 2018, en raison de la baisse importante des cours : du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018, point bas boursier, l'indice SBF 120 chute de 11,7 %. De surcroît, les flux nets d'acquisition d'actions et de parts de fonds d'investissement deviennent négatifs. Les actifs des ménages en assurance-vie décroissent également, en raison d'effets de valorisation négatifs. Au total, les actifs financiers des ménages diminuent de 1,0 % en 2018, après + 5,3 %.

En 2017, 49,9 % des salariés du secteur marchand non agricole, soit 8,8 millions de salariés, ont accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou d'**épargne salariale** ; 7,5 millions de ces salariés ont ainsi bénéficié en 2017 d'un complément de rémunération. Le **plan d'épargne entreprise**, qui couvre 42,8 % des salariés et sert de support principal de versement des primes de participation et d'intéressement, demeure le plus répandu des dispositifs. ■

Définitions

Épargne salariale : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

Patrimoine national : patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. Il ne comprend pas les monuments historiques.

Administrations publiques (APU), épargne des ménages, fonds propres, ménage, patrimoine, plan d'épargne entreprise (PEE), produit intérieur net (PIN), revenu disponible brut des ménages (RDB), sociétés financières, sociétés non financières (SNF), taux d'épargne des ménages, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « Le patrimoine économique national en 2018 – Le patrimoine des ménages progresse moins sous l'effet de la baisse du cours des actions », *Insee Première* n° 1787, janvier 2020.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Participation, intéressement et épargne salariale en 2017 – Des bénéficiaires de l'intéressement pour la première fois aussi nombreux que ceux de la participation », *Dares Résultats* n° 36, Dares, août 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

12.3 Bourse - Marchés financiers

Les émissions nettes de **titres de créance** et d'actions cotées des résidents français atteignent en 2018 un total de 134 milliards d'euros (Md€), en baisse de 23 Md€ par rapport à 2017. Ce recul est imputable aux actions cotées (5 Md€, après 21 Md€). Les émissions nettes de titres de créance atteignent 129 Md€. Les émissions nettes à long terme s'établissent à 150 Md€ (+ 35 Md€ par rapport à 2017), tandis que les titres à court terme font l'objet de remboursements nets pour 23 Md€.

Les **sociétés non financières** accroissent leurs émissions nettes de titres de créance : 29 Md€, après 21 Md€ en 2017. Cette hausse provient des titres émis à long terme (obligations) dont les émissions nettes augmentent de 12 Md€. Dans le même temps, leurs émissions nettes d'actions cotées enregistrent une diminution de 14 Md€. Néanmoins, celles-ci s'élèvent à 5,0 Md€ en 2018, sur un total de 5,4 Md€ tous secteurs confondus.

Les émissions nettes de titres de créance des **institutions financières** s'accroissent : 52 Md€, après 43 Md€ en 2017. Cette progression concerne uniquement les titres à long terme, les émissions du compartiment de court terme étant à peine supérieures aux remboursements.

Les **administrations publiques (APU)** réduisent leurs émissions nettes de titres de créance : 47 Md€, après 71 Md€ en 2017. Les émissions nettes à long terme passent de 76 Md€ à 71 Md€. Sur le segment de court terme, les remboursements nets des administrations publiques atteignent 24 Md€, après 6 Md€ en 2017.

Les indices boursiers des pays avancés et émergents connaissent un rebond en début

d'année 2019, grâce notamment à un assouplissement des relations commerciales entre la Chine et les États-Unis, à une politique budgétaire chinoise plus expansionniste et à la patience de la *Federal Reserve System (Fed)* dans la remontée des taux. Les politiques monétaires continuent de diverger entre l'Europe et les États-Unis. Avec une hausse de l'inflation en zone euro principalement liée à la volatilité des cours du pétrole, et dans un contexte de ralentissement de l'activité, la Banque centrale européenne (BCE) maintient une politique monétaire accommodante. Le rythme d'achats d'actifs a été ralenti au printemps 2017 à 60 Md€ par mois. Ce ralentissement s'est poursuivi en 2018 (30 Md€ par mois les trois premiers trimestres puis 15 Md€ par mois au dernier trimestre), avant que la BCE y mette fin en janvier 2019. Cette politique d'achat a provoqué une hausse importante de la taille du bilan de la BCE. Avec de surcroît un taux directeur de la BCE maintenu à 0,0 %, les taux d'intérêt servis aux entreprises et aux ménages restent à un bas niveau.

Le paysage est plus contrasté pour les indices boursiers des pays émergents, mais la plupart progressent également début 2019. L'optimisme des investisseurs en lien avec l'élection du président Bolsonaro au Brésil tire vers le haut l'indice mesurant les performances des marchés des 24 pays émergents (*Morgan Stanley Capital International Emerging Market - MSCI EM*). La hausse de l'indice argentin depuis fin 2018 a été principalement liée à une politique attractive en faveur des capitaux étrangers. De mauvais résultats dans les secteurs bancaire et énergétique ont provoqué un retournement de l'indice à la baisse à partir de mi-février. ■

Définitions

Institutions financières : établissements de crédit et autres intermédiaires financiers (principalement entreprises d'investissement, organismes de titrisation, sociétés de caution mutuelle). Les institutions financières correspondent à un périmètre plus restreint que celui des sociétés financières qui incluent les sociétés d'assurance, les OPC, les auxiliaires financiers et les institutions captives. Les institutions financières incluent les établissements de crédit et les autres intermédiaires financiers (secteurs institutionnels S.122 et S.125 des comptes nationaux).

Administrations publiques (APU), agents financiers résidents, capitalisation boursière, sociétés non financières (SNF), titre de créance : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Rapport annuel 2018 », Autorité des marchés financiers, mai 2019.
- « Les comptes des administrations publiques en 2018 – Le déficit public poursuit sa baisse et s'établit à 2,5 % du PIB », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.
- « Note de conjoncture, mars 2019 – Soutiens budgétaires en zone euro, sur fond de tension », Insee, mars 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

13.1 Dette et déficit publics

En 2018, le **déficit public au sens de Maastricht**, qui représente le **besoin de financement des administrations publiques (APU)**, s'établit à 59,5 milliards d'euros (Md€). Il atteint 2,5 % du produit intérieur brut (PIB). Il diminue de 0,3 point de PIB par rapport à 2017. Il continue de s'améliorer et se situe sous le seuil de 3 % pour la deuxième année consécutive. Les recettes décélèrent (+ 2,3 % en euros courants, après + 3,8 % en 2017), mais restent plus dynamiques que les dépenses (+ 1,9 %). Pour la quatrième année consécutive, la part des dépenses dans le PIB baisse (- 0,4 point) et s'établit à 56,0 %.

Au total, le déficit public se réduit de 4,1 Md€ par rapport à 2017, sous l'effet d'une hausse de l'excédent des **administrations de sécurité sociale (Asso)**, de 5,3 Md€ et des **administrations publiques locales** de 0,7 Md€, ainsi que d'une amélioration du déficit des **organismes divers d'administration centrale (Odac)** de 1,7 Md€. En 2018, l'excédent des Asso s'établit à 10,6 Md€. Leur situation est ainsi excédentaire pour la deuxième année consécutive, sous l'effet de dépenses maîtrisées et de recettes qui restent dynamiques. À l'inverse, le besoin de financement de l'État se dégrade (- 3,6 Md€).

La **dette publique au sens de Maastricht** s'élève à 2 315,3 Md€ fin 2018, après 2 258,7 Md€ un an plus tôt. Elle atteint 98,4 % du PIB en 2018 comme à la fin de 2017.

La **contribution de l'État à la dette publique** s'établit à 1 842,3 Md€, en hausse

de 73,4 Md€. Celle des Odac augmente légèrement de 0,3 Md€ en 2018 et s'établit à 63,3 Md€. La contribution des administrations publiques locales atteint 205,6 Md€, soit une hausse de 4,4 Md€ par rapport à 2017. Enfin, celle des administrations de sécurité sociale diminue de 21,6 Md€ pour s'établir à 204,0 Md€ fin 2018.

Fin 2018, la **dette nette** des administrations publiques s'élève à 2 109,5 Md€, soit 89,6 % du PIB. Sa progression (+ 56,0 Md€) est légèrement plus faible que celle de la dette brute (+ 56,6 Md€).

À l'échelle européenne, le ratio du déficit public par rapport au PIB s'améliore entre 2017 et 2018, tant dans la zone euro (- 0,5 %, après - 0,9 %) que dans l'Union européenne (UE) (- 0,7 %, après - 1,0 %). Le ratio de la dette publique par rapport au PIB recule également dans les deux zones : 85,9 %, après 87,8 % dans la zone euro et 80,4 %, après 82,1 % dans l'UE. Les pays les moins endettés relativement à leur PIB sont l'Estonie, le Luxembourg et la Bulgarie. À l'inverse, les pays les plus endettés sont la Grèce, l'Italie et le Portugal.

En France, comme dans la plupart des États membres de l'UE, la dette publique est principalement financée par des **titres de créance** (86,1 % en France en 2018). Le recours aux prêts est, en revanche, dominant en Estonie et en Grèce. Le numéraire et les dépôts ne constituent en général qu'une petite partie de la dette, sauf au Portugal (10,8 %), en Irlande (10,5 %) et au Royaume-Uni (10,4 %). ■

Définitions

Dette publique notifiée (ou dette publique au sens de Maastricht) : ne comprend pas l'ensemble des passifs financiers mais uniquement les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions que sont les bons du Trésor, les obligations assimilables du Trésor, les *Euro medium term notes*, ainsi que les emprunts ; en sont exclus les produits dérivés et les autres comptes à payer. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexe.

Administrations de sécurité sociale, administrations publiques (APU), administrations publiques centrales, administrations publiques locales, capacité ou besoin de financement, contribution à la dette, déficit public au sens de Maastricht, dette publique nette, organismes divers d'administration centrale (Odac), titre de créance, traité de Maastricht : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « Déficit public de la zone euro à 0,5 % et dans l'UE à 0,7 % du PIB », *communiqué de presse* n° 161, Eurostat, octobre 2019.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Dette principalement détenue par les non-résidents dans la moitié des États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2019.
- « Les comptes des administrations publiques en 2018 », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

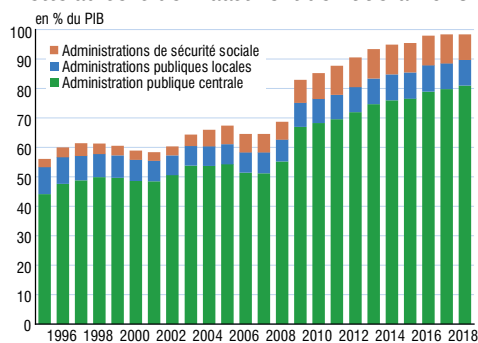
Dette et déficit publics 13.1

Dette publique notifiée

Au 31 décembre	2012	2013	2014 (r)	2015 (r)	2016 (r)	2017 (r)	2018
Dette en milliards d'euros							
Total des administrations publiques	1 892,5	1 977,7	2 039,9	2 101,3	2 188,5	2 258,7	2 315,3
Administration publique centrale	1 504,5	1 582,5	1 634,4	1 684,2	1 763,4	1 831,8	1 905,6
État	1 457,9	1 538,1	1 613,6	1 664,4	1 702,9	1 768,9	1 842,3
Odac	46,6	44,4	20,8	19,8	60,5	62,9	63,3
Administrations publiques locales	177,0	183,4	188,8	196,7	200,1	201,2	205,6
Administrations de sécurité sociale	211,0	211,7	216,7	220,3	225,0	225,6	204,0
Dette en % du PIB							
Total des administrations publiques	90,6	93,4	94,9	95,6	98,0	98,4	98,4
Administration publique centrale	72,0	74,7	76,0	76,6	78,9	79,8	81,0
État	69,8	72,6	75,1	75,7	76,2	77,1	78,3
Odac	2,2	2,1	1,0	0,9	2,7	2,7	2,7
Administrations publiques locales	8,5	8,7	8,8	8,9	9,0	8,8	8,7
Administrations de sécurité sociale	10,1	10,0	10,1	10,0	10,1	9,8	8,7

Champ : dette publique au sens du traité de Maastricht.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Dette au sens de Maastricht de 1995 à 2018



Note : dette au 31 décembre de chaque année au sens du règlement n° 3605 de la Commission européenne.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Principaux ratios de finances publiques

	en % du PIB			
	2015	2016 (r)	2017 (r)	2018
Déficit public	- 3,6	- 3,5	- 2,8	- 2,5
Dette publique notifiée ¹	95,6	98,0	98,4	98,4
Dette publique nette ²	86,4	89,2	89,5	89,6
Recettes publiques	53,2	53,0	53,6	53,5
Dépenses publiques	56,8	56,6	56,4	56,0
Prélèvements obligatoires ³	44,5	44,6	45,2	45,0

1. Au sens du traité de Maastricht.
2. Dette publique notifiée diminuée de certains éléments d'actif.
3. Le taux de prélèvements obligatoires est calculé hors crédits d'impôt.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Dette au sens de Maastricht

	en milliards d'euros	
	2017 (r)	2018
Dette des administrations publiques¹	2 258,7	2 315,3
Numéraires et dépôts	38,1	40,8
Titres de créance	1 939,6	1 992,9
Titres à court terme	170,6	147,6
Titres à long terme	1 769,0	1 845,4
Crédits	280,9	281,6
Crédits à court terme	6,7	8,2
Crédits à long terme	274,2	273,4

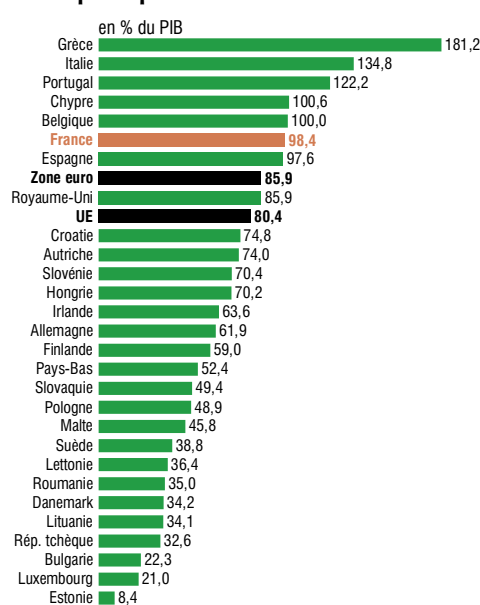
1. Au sens du traité de Maastricht.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

	en milliards d'euros			
	2015	2016 (r)	2017 (r)	2018
État	- 73,3	- 73,8	- 66,1	- 69,8
Odac	- 2,5	- 6,2	- 4,4	- 2,7
Administrations publiques locales	- 0,1	3,0	1,6	2,3
Administrations de sécurité sociale	- 3,8	- 2,2	5,3	10,6
Déficit public	- 79,7	- 79,1	- 63,6	- 59,5

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Dette publique au sein de l'UE en 2018



Note : dette au sens du traité de Maastricht.
Source : Eurostat (extraction du 24 octobre 2019).

13.2 Prélèvements obligatoires

En 2018, le **taux de prélèvements obligatoires** des **administrations publiques (APU)** s'établit à 45,0 % du **produit intérieur brut (PIB)**, en diminution de 0,2 point de PIB par rapport à 2017. L'accroissement spontané des **prélèvements obligatoires** est de 3,0 %, soit un rythme supérieur à celui de la croissance du PIB en valeur (+ 2,5%). La conjoncture économique reste favorable aux finances publiques, avec notamment une masse salariale dynamique et un bénéfice fiscal des entreprises en forte hausse, conduisant à un cinquième acompte d'**impôt** sur les sociétés (IS) particulièrement élevé.

En revanche, les mesures nouvelles contribuent à hauteur de - 9,7 milliards d'euros (Md€) à l'évolution des prélèvements obligatoires. Il s'agit, pour la fiscalité des particuliers, du remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), de l'instauration du prélèvement forfaitaire unique ainsi que de la première étape de dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages. S'agissant des impôts professionnels, les effets de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés (IS) et de la montée en charge du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) sont accentués par le contrecoup en 2018 de la surtaxe exceptionnelle de 2017 relative à l'impôt sur les sociétés. Ces mesures sont partiellement compensées par l'effet temporaire de la bascule

entre les cotisations et la **contribution sociale généralisée (CSG)**, la hausse de la fiscalité énergétique et celle de la fiscalité du tabac.

Le taux de prélèvements obligatoires de l'ensemble des **administrations publiques centrales** (État et **organismes divers d'administration centrale**) atteint 14,2 points de PIB, en baisse de 0,6 point par rapport à 2017. La forte croissance spontanée des prélèvements obligatoires de l'État (+ 4,1%), portée par l'IS, la **taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** et l'**impôt sur le revenu** est plus que compensée par l'impact des mesures nouvelles (- 15,4 Md€). Le taux des **administrations publiques locales** augmente de 0,2 point, à 6,4 points de PIB. Cette hausse s'explique par la contribution des mesures de périmètre, notamment le transfert de TVA aux régions en contrepartie d'une suppression de leur dotation globale de fonctionnement. L'évolution spontanée est quant à elle en recul par rapport à 2017, en raison d'une croissance plus modérée du produit des droits de mutation à titre onéreux (DMTO). Enfin, le taux de prélèvements obligatoires des **administrations de sécurité sociale** est en légère hausse de 0,1 point par rapport à 2017, à 24,1 points de PIB. La hausse des prélèvements obligatoires du fait des mesures nouvelles s'accompagne d'une évolution spontanée négative de la fiscalité du tabac et d'un léger ralentissement de la masse salariale. ■

Définitions

Prélèvements obligatoires : impôts et cotisations sociales effectives reçues par les administrations publiques et les institutions européennes. Cotisations sociales et impôts sont comptabilisés pour leurs montants dus, mais les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables : on retranche donc aux impôts dus les « admissions en non-valeur ».

Taux de prélèvements obligatoires : rapport des prélèvements obligatoires au PIB.

Administrations de sécurité sociale, administrations publiques (APU), administrations publiques centrales, administrations publiques locales, contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), contribution sociale généralisée (CSG), impôt, impôts en capital, impôts sur la production et les importations, impôts sur le revenu, impôts sur les produits, organismes divers d'administration centrale (Odac), produit intérieur brut (PIB), taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : voir rubrique « Définitions » en annexe.

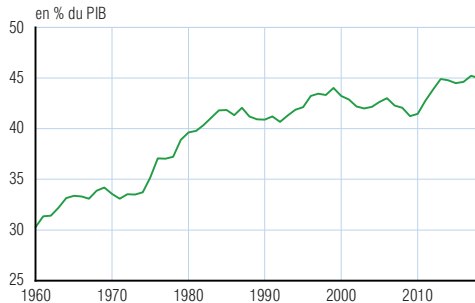
Pour en savoir plus

- « Projet de loi de finances pour 2020 – Rapport économique, social et financier », ministère de l'Économie et des Finances.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Les comptes des administrations publiques en 2018 – Le déficit public poursuit sa baisse et s'établit à 2,5 % du PIB », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Prélèvements obligatoires 13.2

Poids des prélèvements obligatoires de 1960 à 2018



Note : hors cotisations sociales imputées et crédits d'impôts.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Recettes des administrations publiques en 2018

	en milliards d'euros		
	2016 (r)	2017 (r)	2018
Ventes et autres recettes de production	88,7	90,7	91,5
Prdn des branches marchandes et ventes résiduelles	60,3	61,7	62,7
Production pour emploi final propre	14,6	15,1	15,2
Paiements partiels des ménages	9,7	10,0	10,1
Autres subventions sur la production	4,1	3,9	3,5
Revenus de la propriété	14,4	15,1	15,0
Intérêts	2,1	2,2	2,1
Revenus de la propriété (hors intérêts)	12,3	12,9	12,9
Impôts et cotisations sociales	1 060,5	1 104,8	1 133,3
Impôts sur la prdn et les importations	356,0	372,4	388,4
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	280,1	294,4	312,8
Impôts en capital	12,5	14,3	14,4
Cotisations sociales	418,4	430,5	424,7
dont cotisations sociales imputées	42,9	43,0	43,7
Impôts et cotisations dus non recouvrables nets	-6,5	-6,8	-6,9
Autres transferts	21,5	19,8	19,3
Transferts courants	19,7	18,3	16,9
Transferts en capital	1,9	1,5	2,4
Total des recettes	1 185,2	1 230,4	1 259,1

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Prélèvements obligatoires au profit des administrations publiques et des institutions européennes

	2017 (r)		2018	
	en Md€	en % du PIB	en Md€	en % du PIB
État	324,7	14,1	322,8	13,7
Impôts ¹	316,4	13,8	314,5	13,4
Cotisations sociales	8,3	0,4	8,3	0,4
Odac	14,2	0,6	11,8	0,5
Administrations publiques locales	142,8	6,2	150,8	6,4
Administrations de sécurité sociale	551,1	24,0	568,1	24,1
Impôts	175,9	7,7	199,5	8,5
Cotisations sociales ²	375,2	16,3	368,6	15,7
Institutions de l'Union européenne	4,0	0,2	4,6	0,2
Total	1 036,9	45,2	1 058,1	45,0

1. Après transferts de recettes fiscales et nets des crédits d'impôts et des impôts dus non recouvrables.

2. Nettes des cotisations dues non recouvrables.

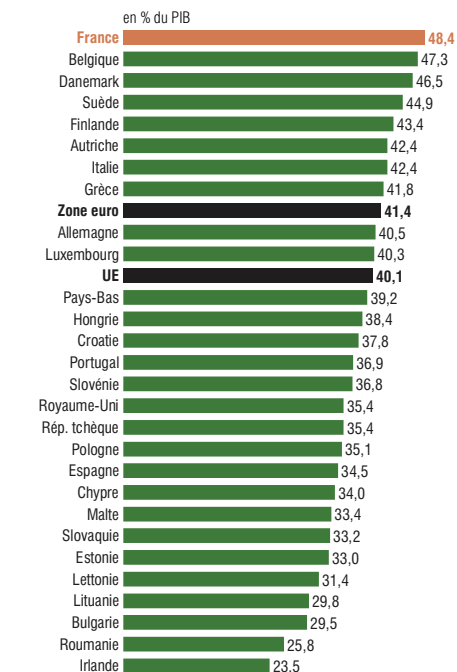
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Principaux impôts par catégorie

	en milliards d'euros	
	2017 (r)	2018
Impôts sur le revenu¹	237,0	254,5
dont : contribution sociale généralisée (CSG)	99,4	125,3
impôt sur le revenu	74,1	73,8
impôts sur les sociétés (y c. majoration et frais de poursuite)	35,3	28,5
contribution au remb. de la dette sociale	7,2	7,5
Taxes du type TVA²	161,9	168,9
Impôts sur les produits	106,4	112,2
dont : TICPE ³	29,6	31,8
taxes sur les tabacs	12,2	13,1
Impôts divers sur la production	69,1	72,2
dont : cotisation foncière des entreprises	6,7	6,8
cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	13,5	14,2
taxe foncière	34,0	35,0
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	36,3	36,3
dont taxes sur les salaires	13,8	13,3
Autres impôts courants	28,5	22,7
dont : impôt de solidarité sur la fortune	5,1	1,8
taxe d'habitation	19,3	16,9
Impôts en capital	14,3	14,4
dont mutation à titre gratuit	14,2	14,3
Impôts de type droits de douanes	2,7	2,8

1. L'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés sont présentés nets des crédits d'impôts. 2. Le montant total de la TVA excède légèrement le montant présenté ici. En effet, seule la partie classée en « impôts de type TVA » figure ici. La TVA sur les subventions, au titre de la sous-compensation agriculture, est reclassée par l'Insee en autres impôts sur la production. 3. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TIPP avant 2011).
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Poids des prélèvements obligatoires au sein de l'UE en 2017



Champ : administrations publiques ; institutions de l'Union européenne.

Note : prélèvements obligatoires y c. cotisations sociales imputées.

Source : Eurostat (extraction du 02 octobre 2019).

13.3 Dépense publique

En 2018, les **dépenses publiques** ralentissent (+ 1,9 %, après + 2,3 % en 2017). Le poids des dépenses publiques dans le PIB atteint 56,0 %, en diminution de 0,4 point par rapport à 2017.

Les dépenses des **administrations publiques centrales (APUC)** ralentissent fortement (+ 0,8 %, après + 2,6 %). Les consommations intermédiaires décélèrent (+ 1,6 % en 2018, après + 4,5 %), sous l'effet du ralentissement des achats du ministère des Armées. Portées par des créations de postes dans l'enseignement et la police et par la mise en place de l'indemnité compensatrice de la hausse de contribution sociale généralisée (CSG), les dépenses de personnel restent dynamiques (+ 1,7 %, après + 2,5 %), malgré l'absence de revalorisation du point d'indice en 2018, après celle du 1^{er} février 2017. Les **prestations sociales** versées par les APUC sont quasi stables (+ 0,4 milliard, après + 2,2 milliards) : l'effet de la hausse des pensions de retraite, de l'allocation adulte handicapé (AAH) et de la prime d'activité est compensé par la baisse des aides personnalisées au logement (APL).

En 2018, les dépenses des **administrations publiques locales** progressent de 2,4 %, portées par un investissement soutenu. Les consommations intermédiaires continuent à croître (+ 1,5 %, après + 2,1 % en 2017). Les rémunérations ralentissent fortement (+ 0,7 %, après + 2,3 %), en raison de la non revalorisation du point d'indice de la

fonction publique, de l'instauration d'un jour de carence en 2018 et du report en 2019 de la réforme « Parcours professionnels, carrières et rémunérations ». Les prestations versées par les collectivités locales accélèrent (+ 1,6 %, après + 0,5 % en 2017), notamment sous l'effet en année pleine de la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) en septembre 2017 et de celle intervenue en avril 2018. L'investissement local est dynamique (+ 8,6 %, après + 5,9 %), en particulier dans les communes à l'approche des élections municipales et pour la Société du Grand Paris.

Les dépenses des **administrations de sécurité sociale** continuent à augmenter (+ 1,9 %, après + 2,0 %). Les prestations sociales sont très dynamiques en 2018 (+ 2,2 %) en raison des prestations vieillesse (+ 2,7 %, après + 1,7 %). Les prestations familiales sont stables, dans la lignée des années précédentes. La hausse des dépenses d'assurance maladie est contenue, variant peu par rapport à 2017 (+ 2,3 %, après + 2,2 %), avec un respect de l'**objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam)** voté pour 2018. En revanche, les dépenses hors prestations ralentissent (+ 1,1 %, après + 2,8 %). L'augmentation en 2017 était liée au transfert de l'État vers les administrations de sécurité sociale des dépenses de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail. De plus, la masse salariale des administrations de sécurité sociale décélère nettement (+ 0,6 %, après + 2,4 %). ■

Définitions

Administrations publiques (APU) : ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Administrations publiques centrales : regroupent l'État et ses ministères ainsi que les organismes divers d'administration centrale (Odac), catégorie qui regroupe ses agences tels que Météo France, Pôle emploi, les universités, etc.

Administrations de sécurité sociale, administrations publiques locales, cotisations sociales imputées, dépenses publiques, objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam), prestations sociales (ou transferts sociaux), services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Les comptes des administrations publiques en 2018 – Le déficit public poursuit sa baisse et s'établit à 2,5 % du PIB », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Dépense publique 13.3

Principales dépenses par administration publique en 2018

	Administrations publiques centrales				Adm. publiques locales		Adm. de sécurité sociale		Adm. publiques ¹	
	Total		dont État		en Md€	18/17 en %	en Md€	18/17 en %	en Md€	18/17 en %
	en Md€	18/17 en %	en Md€	18/17 en %						
Ensemble des dépenses¹	538,2	0,8	501,0	1,6	260,4	2,4	607,9	1,9	1 318,6	1,9
dont : consommations intermédiaires ²	35,3	1,6	24,1	1,3	52,6	1,5	28,6	1,0	116,5	1,4
rémunérations des salariés	145,0	1,7	126,5	1,8	82,1	0,7	67,1	0,6	294,2	1,2
intérêts ²	35,1	1,6	34,8	1,7	1,2	-3,4	4,0	-1,2	40,3	1,2
prestations sociales ³	107,4	0,3	101,4	2,7	26,6	1,6	466,3	2,2	600,4	1,8
formation brute de capital fixe	27,6	-0,6	10,9	1,6	46,3	8,6	6,0	-4,0	79,9	4,2

1. Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés si bien que la somme des dépenses (ou des recettes) des secteurs est supérieure à celle des APU dans leur ensemble. 2. Hors correction au titre des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les intérêts versés.

3. En espèces et en nature.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

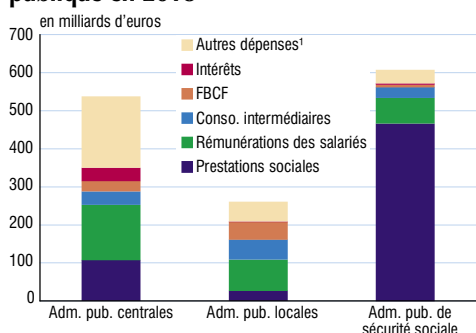
Différents postes de dépenses des administrations publiques

	2017 (r)		2018		en milliards d'euros		
	2017 (r)	2018	2017 (r)	2018	2017 (r)	2018	
Dépenses de fonctionnement	416,6	421,8	Prestations et autres transferts	758,4	774,4		
Consommations intermédiaires	114,9	116,5	Prestations sociales ¹	449,3	458,4		
Rémunération des salariés	290,8	294,2	Transferts sociaux en nature ²	140,4	142,0		
dont cotisations sociales imputées	43,0	43,7	Subventions	57,1	62,8		
Impôts sur la production	10,7	10,9	Transferts courants	77,8	82,9		
Revenus de la propriété autres que les intérêts	0,1	0,2	Transferts en capital	33,8	28,3		
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0,1	0,1	Acquisitions nettes d'actifs non financiers ³	79,1	82,1		
Intérêts	39,8	40,3	Total des dépenses	1 294,0	1 318,6		

1. Autres que transferts sociaux en nature. 2. Transferts de biens et services marchands. 3. Dont FBCF : 79,9 milliards d'euros en 2018.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

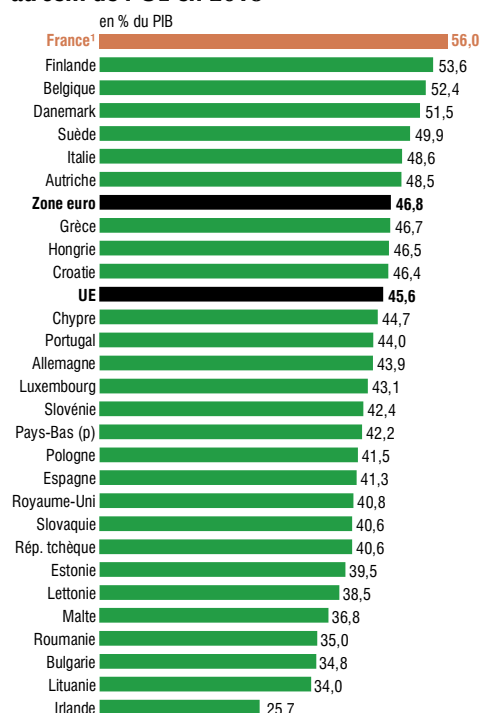
Principales dépenses par administration publique en 2018



1. Dont transferts courants, transferts en capital et subventions.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

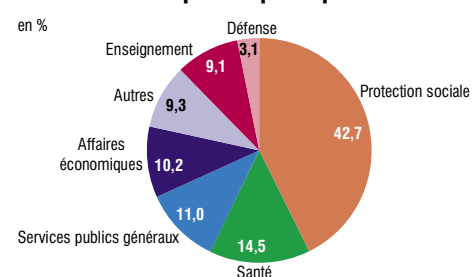
Dépenses des administrations publiques au sein de l'UE en 2018



1. Donnée France issue des comptes nationaux.

Source : Eurostat (extraction du 18 septembre 2019).

Structure des dépenses publiques en 2018



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Union monétaire européenne 13.5

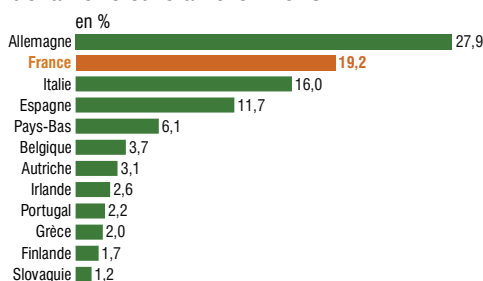
Taux de change de l'euro contre devises

	pour un euro		
	2017	2018	2019
Dollar des États-Unis	1,1993	1,1450	1,1234
Yen japonais	135,01	125,85	121,94
Livre sterling	0,8872	0,8945	0,8508
Franc suisse	1,1702	1,1269	1,0854
Couronne danoise	7,4449	7,4673	7,4715
Couronne suédoise	9,8438	10,2548	10,4468
Couronne tchèque	25,535	25,724	25,408
Forint hongrois	310,33	320,98	330,53
Leu roumain	4,6585	4,6635	4,7830
Lev bulgare	1,9558	1,9558	1,9558
Zloty polonais	4,1770	4,3014	4,2568

Note : en fin d'année.

Source : Banque centrale européenne (extraction Eurostat du 9 janvier 2020).

Part des principaux pays dans le PIB de la zone euro à 19 en 2018



Champ : États membres dont la part dans le PIB de la zone euro excède 1 %.

Note : PIB calculés en parités de pouvoir d'achat.

Source : Eurostat (extraction du 8 novembre 2019).

Situation des pays de l'UE au regard des critères de convergence

	Solde des finances publiques ¹ en % du PIB			Dettes publiques ^{1,2} en % du PIB			Inflation ³ en %			Taux d'intérêt à long terme ⁴ en %		
	2016 (r)	2017 (r)	2018	2016 (r)	2017 (r)	2018	2016 (r)	2017 (r)	2018	2016 (r)	2017 (r)	2018
Allemagne	1,2	1,2	1,9	69,2	65,3	61,9	0,4	1,7	1,9	0,09	0,32	0,40
Autriche	-1,5	-0,7	0,2	82,9	78,3	74,0	1,0	2,2	2,1	0,38	0,58	0,69
Belgique	-2,4	-0,7	-0,7	104,9	101,8	100,0	1,8	2,2	2,3	0,48	0,72	0,79
Bulgarie	0,1	1,1	1,8	29,3	25,3	22,3	-1,3	1,2	2,6	2,27	1,60	0,89
Chypre	0,1	1,7	-4,4	103,4	93,9	100,6	-1,2	0,7	0,8	3,77	2,62	2,18
Croatie	-1,1	0,8	0,3	81,0	78,0	74,8	-0,6	1,3	1,6	3,49	2,77	2,17
Danemark	0,2	1,7	0,8	37,2	35,5	34,2	0,0	1,1	0,7	0,32	0,48	0,45
Espagne	-4,3	-3,0	-2,5	99,2	98,6	97,6	-0,3	2,0	1,7	1,39	1,56	1,42
Estonie	-0,5	-0,8	-0,6	10,2	9,3	8,4	0,8	3,7	3,4
Finlande	-1,7	-0,7	-0,8	62,6	60,9	59,0	0,4	0,8	1,2	0,37	0,55	0,66
France	-3,5	-2,8	-2,5	98,0	98,4	98,4	0,3	1,2	2,1	0,47	0,81	0,78
Grèce	0,5	0,7	1,0	178,5	176,2	181,2	0,0	1,1	0,8	8,36	5,98	4,19
Hongrie	-1,8	-2,4	-2,3	75,5	72,9	70,2	0,4	2,4	2,9	3,14	2,96	3,06
Irlande	-0,7	-0,3	0,1	73,9	67,8	63,6	-0,2	0,3	0,7	0,74	0,80	0,95
Italie	-2,4	-2,4	-2,2	134,8	134,1	134,8	-0,1	1,3	1,2	1,49	2,11	2,61
Lettonie	0,1	-0,5	-0,7	40,2	38,6	36,4	0,1	2,9	2,6	0,53	0,83	0,90
Lituanie	0,2	0,5	0,6	39,9	39,3	34,1	0,7	3,7	2,5	0,90	0,31	0,31
Luxembourg	1,8	1,4	2,7	20,1	22,3	21,0	0,0	2,1	2,0	0,25	0,54	0,56
Malte	0,9	3,4	1,9	55,5	50,3	45,8	0,9	1,3	1,7	0,89	1,28	1,39
Pays-Bas	0,0	1,3	1,5	61,9	56,9	52,4	0,1	1,3	1,6	0,29	0,52	0,58
Pologne	-2,4	-1,5	-0,2	54,2	50,6	48,9	-0,2	1,6	1,2	3,04	3,42	3,20
Portugal	-1,9	-3,0	-0,4	131,5	126,0	122,2	0,6	1,6	1,2	3,17	3,05	1,84
Répub. tchèque	0,7	1,6	1,1	36,8	34,7	32,6	0,6	2,4	2,0	0,43	0,98	1,98
Roumanie	-2,6	-2,6	-3,0	37,3	35,1	35,0	-1,1	1,1	4,1	3,32	3,96	4,69
Royaume-Uni	-3,4	-2,4	-2,3	86,8	86,2	85,9	0,7	2,7	2,5	1,22	1,18	1,41
Slovaquie	-2,5	-1,0	-1,1	52,0	51,3	49,4	-0,5	1,4	2,5	0,54	0,92	0,89
Slovénie	-1,9	0,0	0,8	78,7	74,1	70,4	-0,2	1,6	1,9	1,15	0,96	0,93
Suède	1,0	1,4	0,8	42,3	40,7	38,8	1,1	1,9	2,0	0,54	0,65	0,65
Valeur de référence⁵	-3,0	-3,0	-3,0	60,0	60,0	60,0	...	1,9	3,20	...

1. Chiffres notifiés à la Commission européenne et vérifiés par Eurostat. 2. Dette brute des administrations publiques au sens de Maastricht. 3. Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH), en moyenne annuelle. 4. En moyenne annuelle. 5. Pour l'inflation et les taux d'intérêt, les valeurs de référence sont issues des rapports sur la convergence de la Banque centrale européenne ; pour 2017 la période est mai 2017 à avril 2018. Sources : Banque centrale européenne ; Commission européenne ; Eurostat (extraction du 5 novembre 2019).

Comparaison de la zone euro à 19 aux États-Unis et au Japon en 2018

	Zone euro	États-Unis ¹	Japon ²
Population (en millions)	341,8	327,2	126,5
Taux de chômage (en %) ³	8,2	3,9	2,4
PIB (en milliards d'euros)	11 544,0	17 353,2	4 209,1
PIB par habitant (en euros PPA) ⁴	32 800	44 300	30 300
Croissance en volume du PIB (en %) ³	1,9	2,9	0,8
Déficit public (en % du PIB)	-0,5	-4,1	-3,0
Dettes publiques (en % du PIB)	85,9	136,5	234,3
Évolution des prix à la consommation (en %) ³	1,8	2,4	1,0
Évolution de la production industrielle (en %) ⁵	0,9	3,9	1,0
Évolution des ventes au détail en volume (en %) ³	1,6	2,2	0,7
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	3,5	-2,4	3,5
Taux d'intérêt à long terme ³	1,13	2,91	0,07

1. Donnée 2017 pour le déficit public. 2. Données 2017 pour le déficit public et la dette publique. 3. En moyenne annuelle. 4. PPA : parité de pouvoir d'achat. 5. Hors construction. Sources : Banque mondiale ; Eurostat (extractions du 17 octobre 2019) ; OCDE.

13.5 Union monétaire européenne

Après une dynamique de croissance particulièrement robuste en 2017, l'expansion économique de la **zone euro** s'est poursuivie en 2018, mais à un rythme plus modéré (+ 1,9 %, après + 2,5 %). Les revenus des ménages de la zone euro ont accéléré plus vivement que **l'inflation**, si bien que leur pouvoir d'achat augmente de 1,7 % après + 1,3 % en 2017. Leur consommation décélère pourtant à + 1,3 % après + 1,8 %, entraînant ainsi une augmentation de leur taux d'épargne en 2018. L'investissement se maintient à un rythme élevé (+ 3,1 %, après + 2,9 %). Le commerce extérieur pèse aussi sur la croissance : les exportations n'augmentent que de + 2,2 % après + 5,3 % en 2017 dans le sillage du ralentissement mondial. Les importations ralentissent moins fortement à 3,4 % après 5,3 % favorisées par la relative bonne tenue de la demande intérieure et notamment de l'investissement. Néanmoins, la balance courante de la zone euro est toujours largement excédentaire en 2018.

Les principaux pays de la zone euro voient leur économie ralentir en 2018. La croissance du PIB français perd de la vigueur à + 1,7 % après une année 2017 record à + 2,3 %. La croissance allemande baisse aussi (+ 1,5 %, après + 2,5 %) et l'activité décélère franchement en Italie. L'activité espagnole résiste mieux à la perte de vitesse générale : elle croît de + 2,4 % après + 2,9 % en 2017.

Le **taux de change effectif nominal** de l'euro s'est apprécié depuis début 2018. En termes bilatéraux, l'euro s'est déprécié

par rapport aux autres grandes devises, de manière particulièrement prononcée vis-à-vis du dollar, du yen japonais et, bien que dans une moindre mesure, par rapport au franc suisse. Dans le même temps, l'euro s'est nettement apprécié vis-à-vis de la plupart des devises des marchés émergents.

En 2018, dans la zone euro, l'inflation totale, mesurée par **l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, a atteint 1,7 %, en moyenne, après 1,5 % l'année précédente. Cette accélération reflète largement la hausse des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des prix des produits alimentaires. Ainsi, la contribution de l'inflation sous-jacente, mesurée par la hausse de l'IPCH hors énergie et produits alimentaires, est restée globalement inchangée, avec un profil d'évolution relativement stable autour de 1,0 % tout au long de l'année.

Le **déficit** des administrations publiques a poursuivi son recul en 2018 pour l'ensemble de la zone euro (0,5 % du PIB, après 1,0 % en 2017). Comme c'est le cas depuis quelques années, la baisse du déficit total a résulté dans une large mesure d'évolutions conjoncturelles favorables, notamment la diminution des charges d'intérêts : les dettes à coût élevé arrivées à échéance ont continué à être remplacées par de nouvelles dettes émises à des **taux d'intérêt** plus faibles. En outre, le ratio de la **dette publique** par rapport au **produit intérieur brut (PIB)** de la zone euro a continué de baisser (85,9 %, après 87,8 % en 2017). ■

Définitions

Zone euro (ou Union économique et monétaire – UEM) : ensemble géographique constitué par les 19 pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie nationale. Plusieurs critères sont nécessaires pour rejoindre la zone euro : il s'agit des critères de convergence du traité de Maastricht. Les 19 États membres constituant la zone euro sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovénie. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexe.

Critères de convergence du Traité de Maastricht, déficit public au sens de Maastricht, dette publique notifiée, indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, parité de pouvoir d'achat (PPA), produit intérieur brut (PIB), taux d'intérêt, taux de change effectif nominal et réel : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « Déficit public de la zone euro à 0,5 % et dans l'UE à 0,7 % du PIB », *communiqué de presse* n° 161, Eurostat, octobre 2019.
- « Rapport annuel 2018 », Banque centrale européenne, avril 2019.
- « Rapport sur la convergence 2017 », Banque centrale européenne, mai 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »



Institut d'Études à Distance de l'École de Droit de la Sorbonne
Et le Centre National d'Enseignement à Distance



Synthèse du cours de Sciences Economiques

Document établi par Mboundor Diouf et Magloire Seshie

**Licence 1 en droit
Année 2025-2026 – semestre 1**

Table des matières

Partie I : Grandes doctrines en économie	4
Titre1. La doctrine Mercantiliste (1500 - 1750).....	4
Qu'est-ce-que le mercantilisme ?.....	4
Quelle est le contenu de cette théorie ?.....	4
Quels sont les auteurs mercantilistes ?.....	5
Titre2. Les physiocrates.....	5
Qu'est-ce-que la physiocratie ?.....	5
Quel est le contenu de cette théorie ?.....	5
Titre3. L'école Classique (1776 - 1848).....	6
Qu'est-ce-que la pensée classique ?	6
Quels sont les auteurs classiques et leurs apports à cette doctrine ?	7
Titre4. La pensée néoclassique	8
Quelle est l'approche néo-classique ?.....	8
La représentation macroéconomique du modèle d'équilibre Néoclassique	10
Auteurs néoclassiques :	10
Titre5. La révolution keynésienne	11
La pensée de John Maynard Keynes (1883 - 1946).....	11
Titre6. Les néo keynésiens (voir document principal).....	12
Titre7. Les libéraux (voir document principal)	12
Partie II : Grands moments de l'Histoire de l'Economie de 1930 à nos jours	12
Titre1. La grande dépression (années 1930)	12
Manifestations de la crise.....	12
Sortie de crise	14
Titre2. Les trente glorieuses	14
Que représente cette période ?	14
L'explication de la croissance :	15
Titre3. Le premier choc pétrolier (1973)	16
Explication et conséquences	16
Retour de la croissance	16
Titre4. Le deuxième choc pétrolier (1980)	17
Explication et conséquences	17
Retour de la croissance à la fin des années 1980 (sans inflation).....	17

Titre5. La crise financière de 2008 et la dépression économique.....	18
Manifestations de la crise.....	18
Les deux théories explicatives de la crise financière.....	18
Sortie de crise	19
Titre6. La crise du Coronavirus (2020-2022) et ses conséquences économiques. Voir document principal	19
Titre7. Le conflit entre l'Ukraine et la Russie et ses conséquences économiques (2022-). Voir document principal.....	19

Cette synthèse reprend tous les thèmes et discussions abordés lors des regroupements du cours de Sciences Economiques. Ce document ne remplace pas les autres supports disponibles pour les étudiants, à savoir les enregistrements audios et tous les documents fournis.

Partie I : Grandes doctrines en économie

Titre1. La doctrine Mercantiliste (1500 - 1750)

Qu'est-ce-que le mercantilisme ?

À l'origine, le discours Mercantiliste est lié à la découverte de l'or (années 1490) dans les nouveaux mondes par les conquistadors. L'idée est simple : la richesse se mesure à la quantité d'or accumulée. Les mercantilistes cherchent à influencer la décision de mesures économiques par les gouvernants. Ils ne sont pas dans une tentative d'explication de l'économie. Les Mercantilistes sont des praticiens, ministres, magistrats ou conseillers du souverain, concernés par l'accroissement des échanges commerciaux internationaux consécutifs à la découverte du Nouveau Monde.

Quelle est le contenu de cette théorie ?

La richesse d'une nation se définit par l'abondance de métaux précieux, or et argent, qu'elle détient. La question est de savoir comment augmenter cette richesse.

- L'État doit faire en sorte qu'il y ait, selon la formule Mercantiliste, « abondance d'hommes et d'argent » dans le but de favoriser la production de marchandises, en général, et les activités exportatrices, en particulier. L'abondance des hommes signifie une forte quantité de travail et donc une forte production. Cela exige des taux de salaire faibles pour augmenter l'offre de travail du peuple, contraint de travailler davantage, et pour augmenter la demande de travail des manufacturiers, incités à embaucher davantage. En outre, la faiblesse du coût du travail rend les produits plus compétitifs et permet des profits plus élevés. L'abondance d'argent signifie une forte quantité de monnaie offerte et demandée. Cela suppose des taux d'intérêt faibles, lesquels sont favorables aux emprunts nécessaires pour financer l'industrie et le commerce international.
- L'État doit prendre des mesures pour rendre excédentaire la balance commerciale extérieure. Il doit aider les exportations par des subventions versées aux entreprises exportatrices et par des privilèges accordés à certaines manufactures. Il doit limiter les importations par une politique protectionniste avec des droits de douane et avec des contingentements, voire une interdiction totale, pour certaines marchandises concurrentes de celles produites dans la nation. Cet interventionnisme relatif aux échanges extérieurs est révélateur de la montée en puissance des états nations dont la conséquence est un climat international conflictuel.

Quels sont les auteurs mercantilistes ?

- Le mercantilisme espagnol ou bullioniste : L'idée est simple ; la richesse se mesure à la quantité d'or accumulée. Les grands auteurs sont Ortiz, Olivares ou Mariana.
- Le mercantilisme français ou colbertisme : Jean Bodin (1530 à 1569) est le premier à avoir noté le lien entre hausse des prix et abondance de la monnaie. Antoine de Montchrestien est l'inventeur de l'économie politique grâce à son Traité d'économie politique, dédiée au Roi et à la Reine mère du Roi (1615). Cette école comprend aussi Barthélemy de Laffemas, Colbert et Vauban
- Les mercantilistes anglais ou commercialisme : l'idée fondamentale est que le commerce extérieur est la clé de la richesse des nations par l'abondance des monnaies. Ses représentants les plus célèbres sont Thomas Gresham (1519 à 1579), Josiah Child (1630 à 1699), William Petty (1623 à 1687), Thomas Mun (1571 à 1641), Grégory King (1648 à 1712) et Gérard Malynes (1586 à 1641).

Titre2. Les physiocrates

Qu'est-ce-que la physiocratie ?

Le terme Physiocratie est inventé en 1767 par Dupont de Nemours à partir des mots grecs physis (nature) et cratos (force ou puissance), et il est traduit par gouvernement de la nature. Les Physiocrates sont fascinés par les progrès de la révolution agricole en Angleterre qu'ils considèrent comme le symbole de la réussite économique de ce pays. L'agriculture doit être la source de l'enrichissement de la nation en raison de leur théorie du revenu net. L'hypothèse est que l'origine des richesses ne se trouve pas dans le commerce ou les échanges (comme le pensaient les Mercantilistes), mais dans la production, et plus précisément dans la production agricole, parce que seule créatrice de surplus ou de revenu net.

Quel est le contenu de cette théorie ?

La Physiocratie a élaboré certains concepts fondamentaux de l'Économie Politique :

- L'approche en termes de circuit économique : le Tableau économique est une vision ordonnée de l'économie, qui organise la circulation des flux réels et monétaires, afin d'expliquer le fonctionnement économique de la société.

Le Tableau économique de Quesnay (1758) est le premier modèle macroéconomique, et donc un schéma simplifié, qui décrit le fonctionnement de l'économie. La société est divisée en trois classes en fonction de leur place dans le processus de production d'une économie agricole et rurale. Les fermiers et les ouvriers agricoles représentent la seule classe productive, car ils ont pour activité la production agricole. Les fermiers louent des terres aux propriétaires fonciers et ils possèdent un capital initial qui est avancé sous deux formes. Les avances primitives sont du capital fixe d'exploitation (outillage et bêtes) dont il faut prévoir un amortissement annuel afin de le remplacer

quand il est usé. Les avances annuelles sont du capital circulant (nourriture pour les fermiers et leurs ouvriers, aliments pour les bêtes, semences) qui est totalement consommé lors du processus de production et qu'il faut donc entièrement remplacer. Les artisans constituent la classe appelée stérile parce que leur activité ne fait que transformer des matières premières en biens de consommation ou en outillage. Pour ce faire, ils disposent d'un capital initial sous la forme d'une réserve monétaire et sous celle d'un stock de biens de consommation. Les propriétaires fonciers sont des rentiers. Ils n'ont aucune activité. Ils ont aménagé leurs terres pour les rendre cultivables et les louer : ce sont les avances foncières. Comme les dépenses d'aménagement sont effectuées de manière définitive, elles n'ont pas à être renouvelé donc amorties, mais elles justifient le paiement, par la classe productive, d'un loyer appelé rente foncière. C'est la seule classe à obtenir un revenu et elle se contente de le dépenser.

- Les avances en capital : avant tout processus de production, il faut disposer d'un capital initial qui est utilisé pour obtenir la production et qui est reconstitué à la fin de ce processus de production.
- Le surplus ou revenu net de la reconstitution du capital : il correspond à la création de richesses et il est mesuré par la différence entre la valeur de la production et toutes les dépenses engagées qui correspondent au coût de production, à savoir le paiement des matières premières, la rémunération de tous ceux qui ont travaillé pour obtenir cette production et l'amortissement du capital fixe consommé.

Les physiocrates proposent des solutions pour accroître la production agricole :

- Pour augmenter la production agricole, il faut décider d'une réforme foncière, comme en Angleterre, afin de remembrer et restructurer les petites parcelles, il faut aussi défricher et améliorer la qualité des terres, et il faut améliorer les méthodes de culture.
- Pour augmenter la demande de produits agricoles, il faut verser des salaires aussi hauts que possible afin que les travailleurs puissent acheter des denrées agricoles. Il faut également décider d'une réforme fiscale : la classe foncière serait seule assujettie à l'impôt, alors que toutes les autres taxes, notamment les douanes et les péages intérieurs, seraient supprimées. Il en résulterait une hausse du pouvoir d'achat des plus pauvres qui augmenterait d'autant la demande de denrées agricoles.
- Et enfin, il faut libérer le commerce des grains de toute restriction à l'exportation, afin de soutenir la demande et afin d'empêcher une baisse des prix : il convient de « laisser faire et laisser passer ».

Titre3. L'école Classique (1776 - 1848)

[Qu'est-ce-que la pensée classique ?](#)

La pensée Classique est un discours économique structuré qui cherche à expliquer l'enrichissement

des nations touchées par la première révolution industrielle et le dynamisme de cette société industrielle capitaliste en train de naître.

Les Classiques partagent une même vision du monde, une même approche de l'économie. Elle s'exprime dans la croyance en l'existence d'un ordre naturel qui implique la formulation de lois économiques supposées certaines et constantes parce qu'inscrites dans la nature des choses, dans la nature de l'homme. La métaphore de « la main invisible » de Smith manifeste la pérennité des lois naturelles : il est inutile d'intervenir sur les marchés car une autorégulation va régler les problèmes. Le comportement égoïste de chaque individu conduit au bien commun de la société tout entière. Le corollaire est que la concurrence sur les marchés est supposée apporter l'équilibre, car c'est une force régulatrice automatique, mais aussi la croissance, car c'est une force dynamique créatrice de richesses. La conséquence est l'inutilité de l'intervention de l'État dont le rôle est réduit au domaine de la défense et de la justice.

Quels sont les auteurs classiques et leurs apports à cette doctrine ?

- Adam Smith : il est connu pour son livre « Recherches sur la nature et la cause de la richesse des nations » (1776). Il tient dans son ouvrage à dévoiler le mécanisme qui structure la société. Il théorise la main invisible, l'idée selon laquelle les intérêts et passions individuels étaient guidés dans la direction « la plus favorable aux intérêts de la société tout entière ». Le jeu de l'intérêt personnel, dans un environnement d'individus motivés de façon identique, mène à la concurrence, or cette concurrence amène à produire les biens que désire la société, dans la quantité qu'elle désire et au prix qu'elle est disposée à payer. Il est également l'auteur de la théorie de l'avantage absolu en commerce international.
- Thomas Robert Malthus (1776-1834) : en 1798, Robert Malthus a fait publier son traité Essai sur le principe de la population. Voici ce que disait Malthus : la population tendait naturellement à dépasser le total des moyens de subsistance possibles. L'humanité était vouée à tout jamais à une confrontation sans espoir entre un nombre toujours multiplié de bouches avides et l'insuffisance permanente des greniers de la nature.
- David Ricardo (1772-1823) : il est l'auteur des Principes d'économie politique et de l'État en 1817 et est considéré comme le plus grand théoricien de ce courant de pensée. Pour Ricardo, le monde économique tendait constamment vers l'expansion. Les capitalistes construisaient de nouveaux magasins et usines, la demande de main d'œuvre augmente donc les salaires s'élèvent. La population croissant, il deviendrait nécessaire d'accroître la limite des cultures. L'augmentation du nombre de bouches à nourrir augmente la demande de terres cultivables. Le propriétaire foncier reste le seul gagnant car le capitaliste verra ses coûts salariaux augmenter et ses profits diminuer. Il est également l'auteur de la théorie de l'avantage comparatif en commerce international.
- Jean Baptiste Say

La loi des débouchés ; elle affirme le principe d'équivalence entre l'offre et la demande de marchandises. Toute offre crée sa propre demande, car la production induit une distribution de revenus qui est totalement dépensée. La première conséquence de cette loi est que la surproduction

est inconcevable. La demande est toujours suffisante pour acheter la production. Une crise de surproduction ne peut qu'être sectorielle et temporaire et elle se règle d'elle-même par le mécanisme du marché.

La seconde conséquence est la **neutralité de la monnaie** par rapport à l'économie réelle. La monnaie n'exerce aucune influence sur l'activité économique, et comme elle ne peut être demandée pour elle-même, elle ne peut être thésaurisée. C'est-à-dire que pour Jean-Baptiste Say, la gestion de l'offre de monnaie en circulation dans l'économie d'un pays n'a aucun impact sur le niveau de production. En effet pour lui, la monnaie « n'est qu'un voile », un instrument pour faciliter les échanges et donc en ce sens, la monnaie est neutre. Il considère ainsi que l'augmentation du volume de monnaie en circulation supérieure au strict nécessaire pour permettre les échanges de biens et services ne dope pas l'économie mais engendre de l'inflation.

La théorie de la valeur ; La valeur d'une marchandise est fondée sur son utilité qui est appréciée subjectivement par les individus. Le prix d'une marchandise s'explique par le niveau de tension entre sa rareté et l'intensité de la demande. Cette conception sur la valeur s'oppose à celle des classiques anglais qui considéraient que le prix d'une marchandise est mesuré par la quantité de travail nécessaire pour la produire : travail direct ou immédiat des travailleurs, mais aussi travail indirect.

- Karl Marx : Il fait l'analyse du capitalisme dans « Le Capital, Livre premier », publié de son vivant en 1867. La théorie Marxiste de l'exploitation repose sur la distinction essentielle entre la force de travail du travailleur et le travail créateur de valeur. La plus-value résulte de ce que l'usage de la force de travail crée plus de valeur que n'en coûte l'achat de cette force de travail. Cette plus-value est égale à la différence entre la valeur créée par l'usage productif de la force de travail et la valeur payée à cette force de travail qui est le salaire. C'est en quelque sorte du travail non payé qui révèle l'exploitation du travailleur par le capitaliste. Il théorise également la baisse tendancielle du taux de profit.

Titre4. La pensée néoclassique

Quelle est l'approche néo-classique ?

L'approche Classique était macroéconomique et dynamique. L'approche Néoclassique devient microéconomique et statique : elle cherche à connaître les conditions de l'équilibre entre les forces opposées de l'offre et de la demande, dans une économie d'échange. La logique Néoclassique repose sur l'argumentation suivante. Les agents économiques rationnels cherchent individuellement à maximiser leur satisfaction matérielle. Ils réussissent parce qu'ils parviennent à se coordonner de façon optimale grâce au processus du marché. Elle s'inscrit dans le prolongement de la théorie Classique avec laquelle elle partage les principes du libéralisme, la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say et la théorie quantitative de la monnaie. Elle s'en démarque par une vision individualiste de la société, par sa théorie de la valeur utilité, par sa théorie de la répartition des revenus, et par son objet de recherche qui est la formation des prix sur les marchés. Elle représente une véritable rupture pour deux raisons essentielles : l'approche est microéconomique et le raisonnement se fait à la

marge, avec l'utilité marginale et la productivité marginale.

➤ L'individualisme méthodologique

C'est un postulat selon lequel, pour comprendre les phénomènes économiques et sociaux, il faut partir de l'analyse des comportements individuels souverains qui effectuent des choix rationnels. Les individus sont appelés des agents économiques : les ménages sont des agents consommateurs et les entreprises sont des agents producteurs. Les ménages se caractérisent par leur fonction d'utilité qui est un indicateur de la satisfaction que procure chacune des consommations envisageables : ils maximisent leur utilité sous la contrainte de leur budget, et leur choix détermine la fonction de demande. Les entreprises se caractérisent par leur fonction de production qui associe un ensemble d'inputs à la quantité maximale produite : elles maximisent leur profit, sous la contrainte des prix des inputs et du produit qui sont donnés par les marchés, en décidant des quantités de capital et de travail utilisées et du niveau de leur production : leur choix détermine la fonction d'offre. Le corollaire de cet individualisme méthodologique est l'élimination des classes sociales et des institutions comme l'État.

➤ Théorie de la valeur

La théorie Néoclassique de la valeur subjective (valeur utilité) est totalement opposée à la théorie Classique de la valeur objective (valeur travail), car elle sépare la notion de prix de celle de coût en se référant à l'utilité qui ne peut être exprimée que de façon subjective. La théorie Marginaliste de la valeur établit que l'utilité marginale d'un bien explique son prix. L'utilité totale d'un bien se définit comme la satisfaction globale d'un bien : par exemple, boire de l'eau quand on a soif. L'utilité marginale d'un bien est la satisfaction individuelle procurée par une unité supplémentaire du bien : par exemple, le supplément de satisfaction à chaque verre d'eau. En raison de l'intensité décroissante des besoins au fur et à mesure de la consommation, on peut énoncer la loi de l'utilité marginale décroissante avec la quantité consommée : par exemple, l'utilité marginale du premier verre d'eau est plus forte que celle du deuxième verre d'eau, et ainsi de suite, car la soif diminue au fur et à mesure de la consommation d'eau.

➤ La théorie Néoclassique de la répartition des revenus

Elle est fondée sur la productivité marginale des facteurs. Le taux de salaire est la rémunération du facteur travail et le taux d'intérêt est la rémunération du facteur capital. Le principe de la productivité marginale est une théorie de la demande de facteurs de production selon laquelle, en situation d'équilibre, chaque facteur de production est rémunéré en fonction de sa productivité marginale. Le taux de salaire réel est égal à la productivité marginale du travail, laquelle est définie comme l'augmentation de production imputable à la seule augmentation d'une unité de facteur travail, car le facteur capital est inchangé. De même, le taux d'intérêt réel est égal à la productivité marginale du capital, laquelle est définie comme l'augmentation de production imputable à la seule augmentation d'une unité du facteur capital, car la quantité du facteur travail est constante.

➤ Le raisonnement en termes de marché

Le lien social entre les agents économiques passe par le marché, qui est le seul moyen de coordonner les décisions microéconomiques individuelles. Le marché est le lieu théorique où se rencontrent les offres et les demandes, lesquelles déterminent les prix. Ce mécanisme du marché est censé fonctionner de manière efficace et optimale puisqu'il conduit vers l'équilibre entre l'offre et la demande, mais à la seule condition que ce marché se caractérise par une concurrence pure et

parfaite. Le modèle concurrentiel suppose notamment l'atomicité des marchés : cela signifie qu'aucun individu seul et isolé n'a de pouvoir. En revanche, l'ensemble des individus détermine l'offre et la demande. Cette approche renvoie à « la main invisible » de Smith qui assure une coordination des activités sur les marchés.

La représentation macroéconomique du modèle d'équilibre Néoclassique

➤ Marché du capital

L'offre de capital représente l'offre d'épargne des ménages : elle est une fonction croissante du taux d'intérêt réel qui rémunère le prêt de cette épargne. La demande de capital représente la demande d'investissement des entreprises : elle est une fonction décroissante du taux d'intérêt réel qui paye le coût d'emprunt de ce capital. La variation du taux d'intérêt réel, qui suppose la flexibilité de ce taux d'intérêt à la hausse et à la baisse, permet l'égalité entre l'offre et la demande de capital.

➤ Marché des biens et services

En vertu de la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, la production crée ses propres débouchés, et la production est totalement demandée. La production Y est la somme des biens de consommation Y_1 et des biens d'investissement Y_2 . Le revenu R se partage entre l'épargne E et la consommation C . La demande comprend l'investissement I et la consommation C . Puisque l'équilibre sur le marché du capital détermine l'épargne E et assure l'égalité entre l'épargne E et l'investissement I , et puisque la production $Y_1 + Y_2$ est égale au revenu $C + E$ et à la demande $C + I$, cela signifie que tous les biens d'investissement ont été achetés ($Y_2 = I$) et que tous les biens de consommation ont été achetés ($Y_1 = C$). La loi des débouchés assure ainsi l'équilibre sur le marché des biens et services dans la mesure où tous les produits sont achetés et il n'y a jamais de surproduction.

➤ Marché de la monnaie

L'offre de monnaie est la quantité de monnaie qui est mise à la disposition des agents économiques, ménages et entreprises, par le système bancaire. Soit M la quantité de monnaie offerte circulant dans l'économie. La demande de monnaie est la quantité d'encaisses monétaires dont les agents économiques ont besoin pour effectuer leurs transactions. Elle dépend de la production réelle (Y) et du niveau général des prix (p). Soit $p.Y$ la demande de monnaie des agents économiques. L'équilibre sur le marché de la monnaie suppose que l'offre de monnaie soit égale à la demande de monnaie, soit $M = p.Y$. La variation des prix permet ainsi d'obtenir l'égalité entre l'offre et la demande de monnaie. Dans l'hypothèse d'une quantité de monnaie offerte supérieure à la demande de monnaie, il en résultera une hausse des prix et donc l'inflation.

Auteurs néoclassiques :

- Jevons (1835-1882) démontre mathématiquement la loi de l'utilité marginale décroissante.
- Menger (1840-1921) avance également la thèse de l'utilité marginale décroissante pour affirmer que la demande d'un bien est une fonction inverse de son utilité marginale et donc de son prix.

- Walras (1834-1910) construit un modèle d'équilibre général qui est le véritable fondement de la théorie Néoclassique.
- Alfred Marshall (1842-1924) : son originalité repose sur son modèle d'équilibre partiel qui est une approche également fondatrice du paradigme Néoclassique.

Titre5. La révolution keynésienne

La pensée de John Maynard Keynes (1883 - 1946)

Il publie « Théorie Générale de l'Emploi, de l'intérêt et de la Monnaie » (1936) dans un contexte historique de chômage massif qui révèle les difficultés du système capitaliste à sortir de la grande crise des années 30. L'autorégulation des marchés apparaît comme un mythe. Keynes opère une véritable rupture épistémologique dans l'histoire de la pensée économique, et notamment au regard de la science économique Néoclassique.

Le dernier chapitre de la Théorie Générale commence par la phrase suivante : « les deux défauts marquants du monde économique où nous vivons sont l'échec à obtenir le plein-emploi et la distribution arbitraire et inéquitable des richesses et des revenus ».

- Elle révèle une rupture fondamentale quant au domaine de recherche de l'économie : l'emploi devient le centre de la réflexion économique et le plein-emploi un principe essentiel. Dans son argumentation, Keynes montrera que la réduction de l'inégalité des richesses et des revenus est favorable à la croissance économique et donc à l'emploi. La seconde rupture est d'ordre méthodologique : l'approche redevient macroéconomique et elle devient intégrationniste et monétaire.
- Keynes refuse la thèse de la **neutralité de la monnaie**, car la monnaie joue un rôle fondamental dans l'économie, notamment par le biais du taux d'intérêt. Ce taux d'intérêt est une donnée qui s'impose à l'entrepreneur, car il est déterminé sur le marché monétaire par la rencontre entre l'offre et la demande de monnaie. Tout ce qui augmente l'incitation à investir, comme une baisse du taux d'intérêt ou/et un climat d'optimisme qui augmente l'efficacité marginale du capital, est un facteur explicatif de la croissance. Contrairement aux classiques et néoclassiques, Keynes considère ainsi que l'augmentation du volume de monnaie (notamment via une baisse du taux d'intérêt) dopera l'investissement et la consommation, ce qui stimulera la production, engendrant la croissance économique.
- Il refuse également la loi des débouchées de Say. Cette dernière suppose que l'offre crée sa propre demande, que la surproduction est inconcevable et que le plein-emploi est assuré par la variation du taux de salaire réel sur le marché du travail.
- La demande de biens et de services anticipée par les entreprises explique leur décision de produire. La demande effective est celle qui détermine le point d'équilibre tel que le niveau

de production décidé correspond exactement à la demande anticipée : l'offre de biens et de services est égale à cette demande anticipée et il y a équilibre sur ce marché des biens et services. Cette décision du niveau de production détermine le niveau de l'emploi, c'est-à-dire l'offre d'emploi des entreprises. L'équilibre de sous-emploi signifie qu'il y a équilibre sur le marché des biens et services (l'offre produite = la demande anticipée), mais sous-emploi (chômage) puisque la totalité de la population active disponible pour travailler ne trouve pas d'emploi.

- Cet équilibre de sous-emploi est une situation d'équilibre stable. Puisque les entreprises produisent exactement la quantité de biens et services demandés, il n'y a aucune raison que cette situation change et le sous-emploi perdure. Keynes en conclut que le capitalisme ne génère pas spontanément le plein-emploi. Si l'on veut augmenter l'offre d'emplois afin de réduire le chômage, la seule solution est que l'État intervienne pour augmenter la demande afin d'inciter les entreprises à produire plus et donc à créer des emplois

Titre6. Les néo keynésiens (voir document principal)

Titre7. Les libéraux (voir document principal)

Partie II : Grands moments de l'Histoire de l'Economie de 1930 à nos jours

Titre1. La grande dépression (années 1930)

Manifestations de la crise

La catastrophe boursière d'octobre 1929 à Wall Street est historiquement le point de départ de la grande dépression des années 30. Cette « grande crise » naît aux États-Unis, mais elle se généralise à la quasi-totalité du monde industrialisé, à l'exception du Japon et de l'URSS.

- Cette crise financière américaine intervient après trois années de spéculation effrénée : l'indice des cours à la bourse de New York passe de 143 en mars 1926 à 449 en août 1929, soit une augmentation de 306 points en trois ans, ce qui est équivalent à une hausse de 214 %. Divers facteurs expliquent cette euphorie boursière. La politique monétaire est plutôt

laxiste, car des taux d'intérêt inférieurs à 2 % favorisent l'emprunt, d'autant qu'il est possible d'acheter, avec un crédit à court terme (par un découvert bancaire) des actions. L'endettement privé est passé de 120 % du PIB en 1920 à 230 % en 1929. L'épargne est également abondante, notamment en raison de l'accroissement des profits des entreprises et de la hausse de l'inégalité des revenus pendant la forte croissance des années 20. Il y a enfin un climat de confiance dans la poursuite de la « prospérité ». Pendant l'année 1929, l'effondrement de la bourse est prévisible parce que les premiers signes d'essoufflement de l'activité sont annoncés : baisse des prix du fer, de l'acier et du cuivre, baisse des profits dans l'automobile et la mécanique, chute de la construction de logements et ralentissement des dépenses de consommation.

- Le 5 septembre 1929, le cours des actions commence à baisser et la faillite d'un trust financier ébranle la confiance. Le 24 octobre, le fameux « jeudi noir », 13 millions de titres sont offerts face à une demande quasi-nulle. Le mardi 29 octobre, la catastrophe survient quand 33 millions de titres sont à vendre, mais ne rencontrent aucun acheteur. La bourse de New York s'effondre : de l'indice 452 en septembre 1929, elle chute à 341 le 29 octobre, soit une baisse de 111 points équivalente à une réduction de 25 % en deux mois. La chute se poursuit jusqu'en juillet 1932, quand l'indice boursier de Wall Street atteint les 58 points. Entre septembre 1929 et juillet 1932, la capitalisation boursière se sera effondrée de 87 %.

La crise financière américaine devient une crise économique mondiale parce que les États-Unis sont l'économie dominante :

- La crise financière américaine s'étend à l'Europe.

Les États-Unis étaient devenus de grands prêteurs de capitaux, notamment pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Avant le krach boursier, les retraits de capitaux avaient commencé : il était devenu plus rentable de spéculer à la bourse de Wall Street que d'investir. Une crise boursière s'interprète comme une réduction brutale de capitalisation, comme une destruction massive de monnaie, qui déclenche une crise générale de trésorerie laquelle est aggravée par l'arrêt des crédits. Les multiples cessations de paiement et la faillite des agents de change, intermédiaires sur le marché financier, entraînent les banques dans leur chute. Les besoins de liquidités des banques les contraignent à rapatrier les capitaux qu'elles avaient placés en Europe. C'est ainsi que se déclenche une crise bancaire européenne qui culmine en une crise financière internationale en 1931.

- La crise financière américaine devient une crise économique américaine.

Les spéculateurs en bourse ne sont encore qu'une minorité et leurs pertes ne sauraient être la cause de la crise économique. Mais l'effondrement de la bourse crée un climat qui n'incite pas les entreprises à produire plus, ni les consommateurs à acheter plus, d'autant que les restrictions de crédits pèsent sur l'activité des entreprises et sur la demande des ménages. En outre, les pertes des banques impliquées dans la spéculation boursière incitent les ménages à se précipiter dans leurs banques pour retirer leurs dépôts. Et il ne faut pas oublier que les États-Unis étaient en récession depuis juin 1929 : l'activité industrielle déclinait en raison de la baisse des achats de biens durables, notamment dans le secteur de l'automobile, et de la crise immobilière due aux difficultés des ménages à rembourser leurs emprunts.

➤ La crise économique américaine devient mondiale.

Le commerce extérieur des États-Unis à une grande importance pour le monde. La chute de la production industrielle américaine implique celle des importations et celle des exportations. Entre 1929 et 1932, la valeur des importations américaines baisse de 49 % et celle des exportations également de 49 %. La dépression américaine s'étend au monde entier par l'effondrement des échanges commerciaux internationaux. La mise en place, dans tous les pays, de mesures protectionnistes accélère le déclin du commerce international. L'effondrement du commerce international est d'autant plus important en valeur qu'il intègre la chute des prix.

Sortie de crise

Les réactions des gouvernements obéiront aux logiques Néoclassique ou Keynésienne.

La politique de déflation : d'inspiration néo-classique, elle consiste à prendre des mesures destinées à faire baisser les prix et les salaires et à réduire les dépenses publiques pour atteindre l'équilibre budgétaire considéré comme un véritable dogme, comme le signe d'une bonne gestion.

En effet les Néo-classiques affirment que l'économie se régule d'elle-même. La crise perdure tant que l'économie n'est pas suffisamment assainie. Seules des mesures déflationnistes sont capables d'accélérer cet assainissement de l'économie : politique monétaire restrictive, baisse des dépenses publiques et baisse des salaires dans la fonction publique.

La politique de relance : d'inspiration keynésienne, elle suppose que les dépenses publiques contribuent à soutenir l'activité économique, car en distribuant du revenu, elles augmentent la demande de consommation des ménages, laquelle incite les entreprises à produire plus et à créer des emplois. Dans ces circonstances, l'élimination du déficit budgétaire est non seulement impossible, mais surtout inopportune. Elle suppose également de favoriser les crédits par une politique de taux d'intérêt faibles et une politique d'open-market généreuse.

En effet Keynes récuse les thérapies libérales conventionnelles de nature déflationniste. Il considère que l'économie est incapable de sortir seule de cette crise. Il défend l'idée selon laquelle le capitalisme ne sera sauvé que si l'État aide au retournement du cycle par une politique de relance économique : politiques monétaire et budgétaire expansives.

Titre2. Les trente glorieuses

Que représente cette période ?

Cette période est appelée de manière impropre « les 30 glorieuses », car en fait, elle commence au début des années cinquante et elle s'essouffle à la fin des années soixante, pour s'achever officiellement avec le choc pétrolier d'octobre 1973 (soit 23 ans). L'accroissement du PIB mesuré entre 1950 et 1973 est sans équivalent dans le passé et sur une aussi longue période. L'importance des taux de croissance est inédite sur une aussi longue période. Le taux de croissance du PIB entre 1950 et 1973 est, en moyenne annuelle, supérieur à 9 % au Japon, d'environ 6 % en Allemagne et 5 % en France, de 4 % aux États-Unis et 3 % au Royaume-Uni. La croissance concerne le monde capitaliste comme le monde communiste. Le taux de croissance du PIB est, en moyenne annuelle, de

4,8 % pour l'Europe de l'Ouest comme pour l'URSS et l'Europe de l'Est. La croissance concerne également le Tiers-Monde pour lequel le terme de pays en développement tend à remplacer celui de pays sous-développés.

L'explication de la croissance :

➤ La production de masse

Elle résulte d'un processus de production performant lié à une forte accumulation de capital, à une diffusion rapide du progrès technique, et à une organisation du travail qui augmente la productivité du travail en intensifiant les conditions de travail par le travail à la chaîne et le travail poste. Elle se manifeste dans l'essor de nouveaux produits, notamment les biens de consommation durables standard, dont la production en grande quantité engendre un coût et donc un prix moindre.

➤ La modernisation de l'agriculture est générale.

La multiplication des tracteurs et machines agricoles, l'utilisation massive de fertilisants à base d'azote, de potasse ou de phosphate, le recours à des désherbants sélectifs liés au progrès de la chimie, la diffusion de semences hybrides, et la sélection rigoureuse du bœuf entraînent une hausse sans précédent de la productivité du travail dans l'agriculture. Entre 1950 et 1973, elle est multipliée par 6 en France et par 4 aux États-Unis.

➤ L'industrie est le moteur essentiel de la croissance économique.

Il intègre un nombre croissant d'actifs, en particulier ceux qui sont contraints de quitter les campagnes, et il absorbe une part très majoritaire des dépenses d'investissement. Les principales industries modernes sont la construction électrique et la machine-outil, l'industrie pétrolière et chimique avec la pétrochimie, la pharmacie, les matières plastiques et les textiles artificiels, et enfin l'électronique et l'informatique, car la première génération d'ordinateurs apparait en 1950. Deux autres activités ont joué un rôle fondamental pour soutenir la demande des ménages. C'est la production d'automobiles qui deviennent accessibles à beaucoup et la construction de logements qui induit une forte demande d'équipements ménagers.

➤ La régulation fordiste modifie profondément le rapport salarial.

Les organisations syndicales sont désormais reconnues par les entreprises comme des partenaires sociaux. Les négociations entre ces deux partenaires sociaux aboutissent à des contrats collectifs qui fixent, entre autres choses, révolution des salaires. La hausse du salaire monétaire est indexée à l'inflation, afin de maintenir constant le salaire réel, mais elle est également liée à l'accroissement de la productivité du travail dans l'entreprise.

➤ La régulation étatique se manifeste par une intervention de l'État d'inspiration Keynésienne.

La politique budgétaire de grands travaux et la politique monétaire de crédit peu coûteux sont des politiques conjoncturelles dont l'objectif est de stimuler réactivité économique afin de maintenir le plein-emploi.

➤ La dynamique du commerce international contribue aussi à soutenir la croissance de la demande.

L'accroissement des échanges internationaux est lié à la croissance économique mondiale généralisée, mais aussi, pour l'Europe, à la création en 1958 du Marché Commun.

Titre3. Le premier choc pétrolier (1973)

Explication et conséquences

Il s'agit de la hausse brutale et forte du prix du pétrole en octobre - décembre 1973 ; un accroissement du prix du baril qui passe de 10 à 40 dollars. Les conséquences sont doubles. La première conséquence est une très forte inflation. La hausse du prix de l'énergie augmente d'autant le coût de production des entreprises, lesquelles le répercute sur le prix de vente de leurs produits, afin de maintenir leur profit. En outre, le renchérissement du prix de l'énergie et la hausse des prix des biens et des services implique, pour les ménages, une baisse de leur revenu réel. La seconde conséquence est une dégradation de la balance commerciale, puisque l'accroissement de la facture pétrolière signifie une hausse parallèle des importations.

Les effets de ce choc iront jusqu'en fin 1975. Les réactions des entreprises et des gouvernements à cette hausse du prix du baril ont eu pour effet une chute de la croissance économique :

- Les entreprises anticipent une baisse de la demande et donc de leurs ventes, car les revenus réels des ménages sont amputés par l'inflation, alors même que le coût de leur offre de production augmente. Ils anticipent ainsi une baisse de leur profit qui les incite à diminuer leur niveau de production. Cette décision de réduire la production industrielle et les investissements productifs explique l'effondrement des taux de croissance du PIB. Elle a été prise plus ou moins rapidement selon les pays, en 1974 et/ou en 1975.
- Les gouvernements mettent en œuvre immédiatement des politiques monétaires et budgétaires restrictives destinées à réduire la création de monnaie afin de combattre l'effet inflationniste de la hausse du prix du baril. Ces décisions d'augmenter les taux d'intérêt pour limiter la demande de crédits et donc la création monétaire, de diminuer les dépenses publiques et d'augmenter la fiscalité pour réduire le déficit budgétaire supposé créateur de monnaie et donc inflationniste, sont supposées ralentir la demande. Elles contribuent à ralentir la croissance, comme toute politique restrictive, et elles alimentent les anticipations pessimistes des entreprises.

Retour de la croissance

➤ Les anticipations des entreprises se révèlent exagérément pessimistes. Parce que les ménages maintiennent leur niveau de consommation en puisant dans leur épargne. Parce que les politiques restrictives ont échoué à réduire les dépenses publiques. Parce que le surcroît de dollars des pays de l'OPEP entraîne une hausse des exportations pour les pays développés : une partie des pétrodollars permet à ces pays d'acheter des produits fabriqués par les pays développés, mais la plus grande partie est prêtée aux pays en développement dont les capacités d'importer augmentent d'autant.

- La stabilité de la demande intérieure et la hausse de la demande extérieure.

Elles amènent les entreprises à modifier leurs anticipations dans un sens nettement favorable, d'autant plus que, dans le même temps, les gouvernements, effrayés de la chute de la croissance, modifient leur politique en décidant de mettre en place des politiques de relance. C'est pourquoi, dès la fin de 1975, le processus de baisse de production par les entreprises s'inverse et la croissance est de retour partout en 1976.

Titre4. Le deuxième choc pétrolier (1980)

Explication et conséquences

- Entre 1973 et 1979, le prix du baril de pétrole, exprimé en termes réels, est resté stable à 40 dollars en raison de la baisse du dollar. Au début de 1979, la révolution iranienne entraîne une forte baisse des livraisons de pétrole. L'excès, au niveau mondial, de la demande sur l'offre conduit les pays de l'OPEP à relever le prix du pétrole en juin et décembre 1979, puis en décembre 1980 : cela aboutit à un doublement du prix du baril par rapport au prix de 1973-1979.
- Elle se traduit par une baisse de la croissance dont l'importance et la durée sont différentes selon les pays.

Au Royaume Uni, la récession est forte (-1,7 % en moyenne annuelle), mais brève (deux années) ; aux EU et en Allemagne, la croissance est quasiment nulle en moyenne annuelle sur trois années ; en France, la croissance est dite « molle » en moyenne annuelle sur six années ; au Japon, la croissance est seulement « ralentie » pendant quatre années (2,8 % en moyenne annuelle). Cette rupture plus ou moins forte et longue s'accompagne, toujours en moyenne annuelle, d'une hausse de l'inflation aux EU (+ 3 points), en Allemagne (+ 2 points), au RU (+1 point), et en France (+0,5 point), mais d'une baisse au Japon (- 3 points). Quant au chômage, en moyenne annuelle, il augmente de plus de 3 points au RU et en France, d'environ 2 points aux EU et en Allemagne, et il est quasiment stable au Japon.

Retour de la croissance à la fin des années 1980 (sans inflation)

Le renversement conjoncturel s'explique par trois séries de facteurs.

- Les politiques néo-libérales de baisse de la fiscalité, notamment aux EU, ont accru les déficits budgétaires, et ceux-ci ont eu, involontairement, un effet positif sur la croissance économique.
- Les politiques monétaires deviennent moins restrictives parallèlement à la désinflation. Elles deviennent même très accommodantes après le krach boursier de 1987 afin de neutraliser ses effets dévastateurs prévisibles. Néanmoins, si les taux d'intérêt réels baissent, ils restent encore élevés du fait de l'effondrement de l'inflation.
- Le contre-choc pétrolier commence en 1982 quand la récession entraîne une telle baisse de la demande de pétrole que la baisse de son prix est inévitable. La diminution du prix du baril

continue jusqu'à son effondrement en 1986 quand l'Arabie saoudite, sous la pression américaine, double sa production de pétrole. Ce contre-choc pétrolier a facilité la désinflation et a redonné du pouvoir d'achat aux ménages des pays développés.

Titre5. La crise financière de 2008 et la dépression économique

Manifestations de la crise

C'est avant tout une crise bancaire. Elle se caractérise par une dépréciation des actifs financiers détenus par les banques qui entraîne une chute de la valeur boursière des banques et par une crise sur le marché interbancaire qui rend difficile, voire impossible, le refinancement interbancaire.

- La chute de la valeur boursière des banques résulte de leur annonce de fortes dépréciations d'actifs qui sont dues à la détention d'actifs toxiques dont la valeur est devenue nulle. Les investisseurs vendent massivement les actions des banques que personne ne veut acheter : le prix de l'action bancaire sur le marché financier s'effondre.
- La chute de la valeur boursière des entreprises productives de biens et services résulte, soit des ventes forcées d'une partie de leur portefeuille de titres par les fonds d'investissement eux-mêmes endettés qui ont besoin de liquidités, soit de l'anticipation, du fait de la crise économique, d'une baisse des profits, des dividendes et donc de la valeur de l'action : la vente d'actions face à une demande nulle entraîne une chute du prix de toutes les actions. Les banques sont contraintes, à nouveau, d'annoncer de lourdes pertes subies dans l'immobilier des subprimes, car elles sont obligées de reprendre dans leur bilan des crédits qu'elles avaient titrisés, et qui se révèlent être des actifs toxiques qui ne valent plus rien.
- La valeur boursière des banques américaines s'effondre, mais on se rend compte que le secteur financier mondial a succombé au piège des actifs toxiques. La valeur des grands groupes bancaires s'effondre. La crise boursière se généralise sur le marché des actions, celles dues à l'immobilier et à la construction, mais aussi toutes les autres, car la prévision d'une baisse de l'offre de crédits rend inévitable la crise économique. Il s'en suit des nationalisations de banques et entreprises d'assurance, des faillites de grandes banques comme celle de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 et une dépression économique sans précédent (depuis 1929) qui va s'étaler de 2008 à 2014.

Les deux théories explicatives de la crise financière

- Selon la thèse libérale Monétariste, l'excès de liquidités est la seule cause de la crise financière.

Cet excès résulte d'une erreur de politique monétaire d'Alan Greenspan, qui a maintenu trop bas dans les années 2002-2004 les taux d'intérêt de la FED.

- Selon la thèse Keynésienne, les marchés financiers sont inefficients parce que leur évolution est intrinsèquement instable.

Sur un marché ordinaire, la variation de l'offre et de la demande implique le retour au prix d'équilibre. Ce mécanisme ne fonctionne pas pour le marché des actifs financiers : une hausse du prix du titre entraîne une hausse de la demande (et non pas une baisse), et inversement, une baisse du prix du titre incite à le vendre et réduit la demande.

Sortie de crise

La résolution de la crise passe par des politiques de relance budgétaire et monétaire.

- Le consensus sur la légitimité d'une politique de relance budgétaire est général, du moins pendant le premier semestre 2009.

Même le FMI, qui a pour habitude de demander aux États de réduire leur déficit, proposé une expansion budgétaire de 2 % du PIB. Le chef économiste du FMI, Olivier Blanchard, plaide pour une relance vigoureuse afin de remplacer la demande privée par une augmentation des dépenses publiques.

- Les politiques monétaires sont partout expansionnistes.

La FED a maintenu son principal taux directeur depuis décembre 2008 à 0,5 %. La BCE baisse son taux en janvier 2009 à 2 %, puis en mars 2009 à 1,5 % et enfin en mai 2009 à 1 %.

Titre6. La crise du Coronavirus (2020-2022) et ses conséquences économiques. Voir document principal

Titre7. Le conflit entre l'Ukraine et la Russie et ses conséquences économiques (2022-). Voir document principal

Sciences économiques

Bulletin de liaison

Mboundor Diouf & Magloire Seshie

Chers étudiants, voici le premier bulletin de liaison de Sciences économiques pour cette année 2025-2026. Il vous fournira des informations générales sur la méthode de travail qui nous semble optimale pour préparer l'examen (I) ; sur le travail que nous effectuerons en regroupement (II) ; ainsi que sur l'examen final (III).

I- Méthode de travail conseillée

En ce qui concerne le travail à fournir pour réussir l'épreuve de Sciences économiques, je vous invite à travailler régulièrement et de façon échelonnée. J'insiste sur l'importance d'un travail régulier. C'est une matière très intense. Elle ne peut donc se satisfaire d'un apprentissage bâclé et/ou tardif.

Précisément, je vous conseille de procéder comme suit :

- ✓ Tout d'abord, apprenez la partie du cours audio qui correspond aux thèmes du regroupement que nous avons évoqués lors des séances de regroupement. Je vous conseille d'écouter les audios en lisant en même temps le document complémentaire de cours. Revisualiser les vidéos de regroupement si cela peut vous aider à comprendre certaines parties développées durant ces séances. Notez : Il est préférable d'**apprendre au fur et à mesure des séances** et ensuite **réviser le cours avant les examens**.
- ✓ Rappelons que l'objectif de ce cours c'est de vous permettre d'avoir les notions de bases en économie, de comprendre les grandes théories et auteurs qui ont développé et contribué à la pensée économique. Mais aussi de comprendre les différentes périodes de crises économiques ou d'embellies économiques.

II- Travail effectué lors de chaque regroupement

Chaque regroupement consistera à développer un thème du document de travail. Nous allons insister sur les parties les plus importantes du cours et mieux expliquer certains points qui faciliteront la compréhension du cours. Une lecture du cours facilitera le déroulement des regroupements. Une telle préparation permet un dialogue entre vous et nous, dialogue bien plus constructif que si nous sommes seuls à intervenir. Cependant vous êtes tous les bienvenus et nous essayerons de répondre aux attentes de tous, que vous ayez pu préparer la séance ou non.

Regroupement 1 : Nous allons nous focaliser sur les mercantilistes, les physiocrates et les classiques.

Regroupement 2 : Nous développerons à partir des néo-classiques jusqu'au néo-keynésiens.

Regroupement 3 : Les grands événements (crises et embellies économiques)

III- Propos relatifs à l'examen

L'examen sera constitué de questions de cours et/ou d'une courte dissertation.



Sciences économiques

Licence 1

Épreuve de rattrapage 2023

Semestre 1 - UE 2

Durée de l'épreuve : 1 heure

Documents autorisés : Aucun

Présentation de la copie :

- Votre copie doit être anonyme.
- L'ensemble de votre travail doit rester personnel. De fait, il est interdit de citer les propos d'autrui sans utiliser les guillemets. Toute fraude sera sévèrement sanctionnée.

Portez attention à l'orthographe, au style ainsi qu'à la présentation.

Sujet

1- Citez les 5 grandes doctrines qui caractérisent l'économie.

Précisez particulièrement pour chaque doctrine si elle est pour ou contre l'intervention de l'État dans la régulation de l'Économie. (1,5 pts)

2- Plusieurs courants de pensée en économie (classiques, keynésiens, monétaristes) s'opposent sur le concept de neutralité de la monnaie.

a. Que signifie la neutralité de la monnaie ? (1 pt)

b. Quel est la position et le raisonnement de chacun de ces courants de pensée concernant ce concept ? (1,5 pts)

3- Les classiques et les keynésiens s'opposent sur le mécanisme de croissance économique (logique d'offre ou de demande).

Donnez pour chaque doctrine, les facteurs de croissance économique. (1,5 pts)

Expliquez le mécanisme de croissance économique pour chaque doctrine ? (1,5 pts)

4- Qui est le fondateur de la physiocratie et son principal apport ? (0,5 pt)

Quelles classes sociales forment le « Tableau économique » et comment fonctionne cette économie ? (1,5 pts)

5- La crise financière de 2008 est appelée crise des subprimes.

Qu'est-ce-qu'un subprime ? (0,5 pt)

Quel est l'élément déclencheur de cette crise ? (1 pt)

Quelles politiques publiques ont été mises en place pour sortir de cette crise ? (2 pts)

6- Quels secteurs ont été pénalisés par l'épidémie de covid-19 ? Expliquer. (1 pt)

Quels secteurs ont été bénéficiaires de l'épidémie de covid-19 ? Expliquer. (1 pt)

7- Quelle est selon vous la doctrine économique qui émergera, au vu des réalités économiques, climatiques et sociales actuelles ?

Explicitez vos propos en disant ce qui caractérisera cette doctrine. (1 pt)

8- *L'inflation ralentit, mais devrait rester trop forte pendant une trop longue période. Le Conseil des gouverneurs est déterminé à assurer le retour au plus tôt de l'inflation au niveau de son objectif de 2 % à moyen terme. Il a donc décidé, ce jour, **d'augmenter les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE** de 25 points de base. [...] Dès lors, les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt **seront relevés** à respectivement 4,00 %, 4,25 % et 3,50 % à compter du 21 juin 2023.*

Extraits des décisions de politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE) du 15 juin 2023 (<https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2023/html/ecb.mp230615~d34cddb4c6.fr.html>)

a. De quelle doctrine économique s'inspire la décision de la Banque Centrale Européenne (BCE) d'augmentation des taux directeurs ? (0,5 pt)

b. Selon vous, quel sera l'impact de l'augmentation des taux directeurs de la BCE sur les taux d'intérêt des prêts accordés par les banques commerciales ? Expliquer (1 pt)

c. Selon vous, les banques commerciales accorderont-t-elles plus ou moins de prêts bancaires ? Expliquer (1 pt)

d. Selon vous, la décision d'augmentation des taux directeurs est-elle une mesure de relance économique ou plutôt une mesure de restriction économique ? Expliquez le mécanisme. (2 pts)

COURS DE SCIENCES ECONOMIQUES

Examen L1

Session d'examen : Janvier/Février 2024

Semestre 1

UE 2

Coefficient : 1

Enseignants : *Mboundor Diouf et Magloire Seshie*

Durée de l'épreuve : 1 heure

Documents autorisés : *AUCUN*

Réglementation d'examen :

L'ensemble de votre travail doit rester personnel. De fait, il est interdit de citer les propos d'autrui sans utiliser les guillemets. Toute fraude sera sévèrement sanctionnée.

Consigne de présentation :

- Votre copie doit être anonyme.
- Pensez à vous garder un temps de relecture suffisant, et à porter attention à l'orthographe, au style ainsi qu'à la présentation.

Sujet :

- 1- Quelles sont les 5 grandes doctrines qui caractérisent l'économie ? Précisez particulièrement pour chaque doctrine si elle est pour ou contre l'intervention de l'Etat dans la régulation de l'Economie. 2 pts

- 2- Les classiques et les keynésiens s'opposent sur le concept de neutralité de la monnaie.
 - a. Que signifie la neutralité de la monnaie ? 1 pt
 - b. Quel est la position de chacun de ces courants de pensée concernant ce concept ? 1 pt
 - c. Quel sera (selon chaque courant) l'impact sur l'économie de l'augmentation de l'offre de monnaie ? 2 pts

- 3- Chaque doctrine économique est influencée par des événements historiques ou économiques. Par exemple, le discours Mercantiliste est lié à la découverte de l'or (années 1490) dans les nouveaux mondes par les conquistadors.

- a. Précisez les événements historiques ou économiques qui ont influencé les penseurs Physiocrates, Classiques, Néo-classiques et Keynésiens. 01 pt
 - b. Quelle est selon vous la nouvelle doctrine économique qui émergera, au vu des réalités économiques, climatiques et sociales actuelles ? Explicitez vos propos en disant ce qui caractérisera cette doctrine. 02 pts
- 4- Les classiques et les keynésiens s'opposent sur le mécanisme de croissance économique (logique d'offre ou de demande)
Expliquez le mécanisme de croissance économique pour chaque doctrine ? 2 pts
- 5- La crise financière de 2008 est appelée crise des subprimes.
- a. Qu'est-ce-qu'un subprime ? 1 pt
 - b. Quel est l'élément déclencheur de cette crise ? 0,5 pt
 - c. Quelles politiques publiques ont été mises en place pour sortir de cette crise ? 1,5 pts
- 6- Que représentent les 30 glorieuses ? Donnez brièvement les facteurs explicatifs de la croissance enregistrée à cette période. 02 pts
- 7- Quels secteurs ont été pénalisés par l'épidémie de covid-19 ? Expliquer. 01 pt
Quels secteurs ont été moins affectés ou bénéficiaires de l'épidémie de covid-19 ? Expliquer. 01 pt
- 8- Quelles sont les conséquences économiques du conflit russo-ukrainien en France (plus largement en Europe) ? 02 pts